



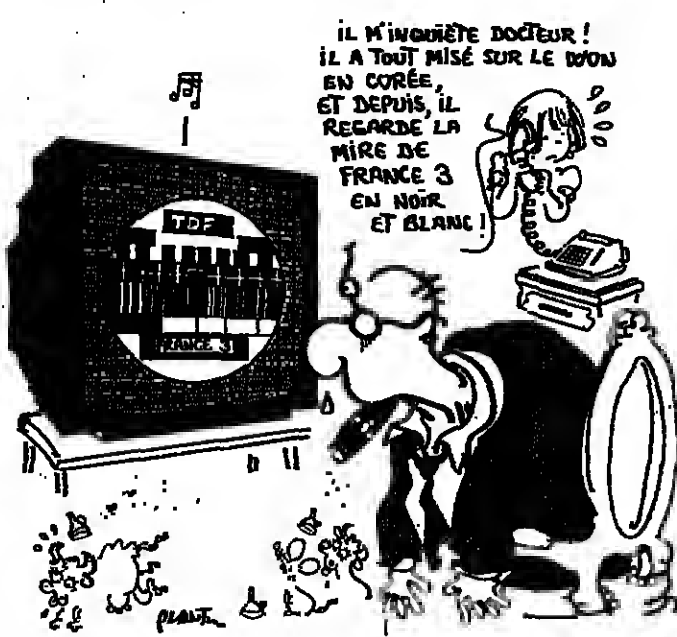
La faillite de l'économie sud-coréenne déstabilise les marchés financiers mondiaux

Le won a perdu un tiers de sa valeur depuis le début de la semaine

LA CORÉE DU SUD s'enfonce dans la crise en dépit de l'intervention massive du Fonds monétaire international (FMI) pour restaurer la confiance dans l'avenir de la onzième puissance économique du monde. Les experts craignent que Séoul se retrouve dans l'incapacité de payer ses dettes et estiment à plus de 100 milliards de dollars (600 milliards de francs) les besoins de refinancement du pays au cours des douze prochains mois alors que les estimations précédentes mentionnaient seulement 60 milliards de dollars.

La défiance des opérateurs s'étend à toute l'Asie orientale. Après une nouvelle chute de la monnaie coréenne, le won, qui a perdu un tiers de sa valeur depuis le début de la semaine, les Bourses du Sud-Est asiatique, en forte baisse depuis le début de la semaine, ont de nouveau plongé vendredi 12 décembre. La Bourse de Séoul a perdu 7,07 %.

Les places financières occidentales ont elles aussi réagi aux événements. Jeudi, la Bourse de Paris a reculé de 3,54 %, tandis qu'Amsterdam, Francfort et Londres cédaient également du terrain. A New York, Wall Street a baissé de 1,63 %. Le repli des marchés boursiers s'est accompagné d'un net recul du dollar - revenu de 5,98 à 5,89 francs.



IL M'INQUIÈTE DOCTEUR ! IL A TOUT MISÉ SUR LE WON EN CORÉE ET DEPUIS, IL REGARDE LA MIRE DE FRANCE 3 EN NOIR ET BLANC !

plan d'assistance de 57 milliards de dollars décidé par le FMI en faveur de Séoul soit suffisant pour sauver le pays de la faillite. Les dirigeants de Séoul demandent au FMI de verser tout de suite 21 milliards de dollars et insistent pour que la « seconde ligne de défense » promise par les États-Unis et le Japon (15 milliards de dollars au total) puisse être disponible tout de suite. Les États-Unis ne veulent pas en entendre parler et disent aux Coréens qu'ils doivent « assumer » le plan du FMI.

Les Coréens du Sud, qui doivent élire leur chef de l'État le 18 décembre, ressentent la faillite de leur pays, l'intervention du FMI et la mise en œuvre d'un plan d'austérité comme autant d'humiliations. Leur réaction de vexation est à la mesure de la fierté d'un pays qui avait réussi à se hisser vers les sommets économiques mondiaux après les sombres années de la colonisation japonaise et de la guerre qui l'a opposé à son voisin du Nord.

Les opérateurs doutent que le

Le terroriste Carlos répond de ses premiers crimes devant la justice

ILIJTCH RAMIREZ SANCHEZ, alias Carlos, comparait, à partir de vendredi 12 décembre, devant la cour d'assises de Paris. Il est accusé du meurtre, le 27 juin 1975, dans un appartement de la rue Toulon à Paris, de deux agents de la DST, Raymond Dous et Jean Dooatini, et d'un de ses compagnons de route, Michel Moukharbal, qui avait conduit les policiers jusqu'à lui. Qualifié en 1982 par Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, de « terroriste numéro un mondial », le Vénézuélien encourt une peine de trente ans de prison. Menaçant de faire des révélations spectaculaires, il estime être placé face à une « tentative de procès stalinien ». L'ex-terroriste pro-palestinien reste, d'autre part, mis en examen dans cinq dossiers d'attentats actuellement instruits par le juge Jean-Louis Bruguière.

Lire page 4

Lire page 9

Immigration et développement

Tandis que le débat sur l'immigration continue à l'Assemblée, Le Monde révèle le contenu du rapport sur la coopération avec les pays d'émigration, remis mercredi 10 décembre à M. Jospin. p. 6

Un Irlandais 10 Downing Street

Pour la première fois, un premier ministre britannique, Tony Blair, a reçu, jeudi 11 décembre, un dirigeant nationaliste irlandais, Gerry Adams. p. 3 et notre éditorial p. 18

Les emplois-jeunes se précisent

Les deux ministres en charge de l'éducation s'approprient à signer une circulaire définissant les conditions d'embauche des aides-éducateurs. p. 10

Rolls à vendre



La célèbre marque automobile est mise aux enchères. BMW ou Volkswagen ? La prochaine propriétaire de Rolls-Royce devrait être allemande. p. 16

La première rafle de Maurice Papon

Les assises de la Gironde ont abordé, jeudi 11 décembre, la rafle de 171 juifs le 16 juillet 1942, la première organisée après l'arrivée en poste de Maurice Papon à Bordeaux. p. 13

Microsoft sanctionné

La Justice américaine interdit à Bill Gates la vente forcée de son logiciel de navigation sur Internet. p. 19

La crise de croissance de l'UE

Un difficile sommet européen sur l'adhésion de nouveaux membres s'ouvre, vendredi 12 décembre, à Luxembourg. p. 2

Bercy change

Une série de nominations prélude à la réforme du ministère de l'économie et des finances. p. 8

Juger les crimes de l'ex-Yugoslavie

Dans un point de vue, Paul Garde défend le Tribunal pénal international de La Haye, mis en cause par Alain Richard, le ministre de la Défense. p. 17

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 5 F ; Belgique, 25 ATS ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 16 DDK ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 480 DR ; Irlande, 140 F ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc. ; République tchèque, 100 Kč ; Suède, 5 F ; Suisse, 5 F ; Thaïlande, 10 Baht ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 1213 - 7,50 F



La résurrection des grands vins de tokay hongrois

DES GRANDS CHEFS français comme Alain Senderens, Pierre Gagnaire ou Jean Baudet commencent à confectionner des plats en son honneur ou à organiser de subtils mariages avec les meilleurs cigares de Cuba. American Airlines vient de décider d'offrir sans compter le millésime 1993 de la Royal Tokaji Wine Company (RTWC) à ses voyageurs de première classe. Et il est du dernier chic, pour un couple parisien, de partager un flacon de 25 centilitres, facturé entre 100 et 200 francs, de cet or fin venu du nord de la Hongrie : les grands vins de tokay, ceux qui flattaient le goût de Voltaire et de Louis XIV, renaissent à la vie occidentale.

La seconde guerre mondiale avait méchamment abîmé ce vignoble, dont la production, parce que nationalisée via le Borkombinat, devait perdre beaucoup de sa spécificité en même temps qu'elle était pour l'essentiel captée par le bloc soviétique. La chute des régimes communistes fut tôt suivie de l'exploration du célèbre vignoble par quelques amateurs britanniques. Hugh Johnson, autorité internationale en matière d'œnologie,

fut le premier qui, avec une soixantaine d'amateurs et beaucoup de diplomatie à l'égard des autorités hongroises, parvint à acquérir, autour du village de Mad, une soixantaine d'hectares des meilleurs crus du classement de 1700. La RTWC était née.

D'autres investisseurs suivirent, comme le groupe Axa, le GAN, les propriétaires espagnols du mythique Vega Sicilia ou, dernièrement, de mystérieux Allemands. Au prix de certaines contraintes imposées par Budapest, comme l'acquisition de stocks issus de l'ancien régime, chacun d'eux eut pu s'approprier de larges arpentés de ces croupes granitiques situées aux marges du Caucase.

Située conjointement à Londres et à Mad, la RTWC emploie aujourd'hui, sur le terrain, exclusivement du personnel hongrois. Elle commercialise à travers le monde les premiers millésimes - 1990, 1991 et 1993 - de l'ère post-communiste. Les nouveaux propriétaires ont retrouvé tout le savoir-faire ancestral et la diversité des crus qu'avait voulu ignorer le communisme triomphant. C'est ainsi que l'on peut aujourd'hui retrouver

avec émotion la silhouette de légende des Tokaji Aszu, proches des vins de glace allemands et des grands liquoreux du Sauternais, qui ne doivent en aucune manière être confondus avec les « tokays » d'Autriche, d'Australie ou d'Alsace.

« Les millésimes collectifs des années 70 et 80, dont il reste beaucoup de stocks, n'ont guère d'intérêt gustatif. Ce sont le plus souvent des vins oxydés, brûlés, avec des arômes atypiques de sherry, conséquence, sans doute, de l'incorporation à cette époque d'alcool avec les raisins botrytisés, explique Vinding Diers, responsable des vinifications à la RTWC. Les seuls vins acceptables de cette époque sont ceux produits par des vignerons individuels. » Avec une production de près de 100 000 litres annuels, on ne cache pas, à la RTWC, que l'affaire sera vite rentable, les marchés les plus résistants étant ceux de l'Europe de l'Est, la Pologne notamment, où ce vin demeure étroitement associé au souvenir du communisme.

Jean-Yves Nau

Lire page 14

BOUTIQUE BOUCHERON

Bijoux - Montres - Parfums - Lunettes



B
BOUCHERON
PARIS

Boutique Boucheron : 78, rue des Saints-Pères - Paris
26, Place Vendôme - Paris • 17, la Croisette - Cannes

POINT DE VUE

Philippe Séguin ou le conservatisme bougon par Dominique Strauss-Kahn

L'ENTRETIEN accordé par Philippe Séguin au Monde (10 décembre) a recroisé un large écho. Nul ne peut s'en étonner : le président du RPR a du talent, du caractère et des idées. Nul ne peut pourtant s'en contenter : la seule reprise d'une formule, sur la seule cohabitation, est par trop réductrice. Un débat, ou plutôt des débats, ont été engagés. Ils méritent une réponse, point par point, sur le fond, au seul niveau qui honore notre démocratie. Ils exigent aussi une réflexion plus large, tant apparaît avec clarté, pour tous ceux qui pouvaient en douter, la réalité du clivage entre la gauche et la droite et, plus précisément encore, entre progressisme et conservatisme... même si Philippe Séguin incarne une figure originale : celle du conservatisme bougon.

Le premier débat est économique et social. Il porte d'abord sur l'opportunité des emplois-jeunes. Du constat - provisoirement juste - qu'il y a davantage « de refoulés » que « d'ad-

mis », Philippe Séguin semble tirer la conclusion que les emplois-jeunes sont inutiles. En tire la conclusion exactement inverse : c'est parce qu'il y a une demande considérable qu'ils ont été créés ; et c'est parce qu'ils ont été créés qu'il y aura, dès 1998, cent cinquante mille « admis ». On ne peut arguer du fait que tous ne le seront pas pour oublier tous ceux qui le seront, sauf à se résoudre à un immobilisme moralement inacceptable.

Ce débat porte ensuite sur l'efficacité de la réduction du temps de travail. Passons sur la critique de la méthode. « Autoritaire » ? Le projet de loi déposé par Martine Aubry fixe un objectif et un calendrier en offrant à la fois des souplesses et des incitations qui vont conduire à l'ouverture de négociations.

Lire la suite page 17

Dominique Strauss-Kahn est ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

La France aménagée

UN CIADT (comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire), réuni lundi 15 décembre, doit adopter des mesures d'aide au Massif central et une « convention de développement du Pays basque », favoriser les activités nouvelles créatrices d'emplois dans les bassins de Longwy, dans le département de la Loire, à Cherbourg, Lorient et Brest. La future loi d'orientation prévoiera un nouvel équilibre rail-route et comportera un volet énergie et patrimoine naturel. Pour la première fois, l'environnement tiendra une large place : le texte créera une sorte de « couloir vert » des ressources naturelles protégées.

Lire page 14

Un couturier s'expose



AZZEDINE ALAÏA

TEL UN SCULPTEUR, il creuse les tailles, étire les jambes, fait rebondir les croupes. Le couturier Azzedine Alaïa dompte les tissus comme nul autre. Le Musée de Groeninge (Pays-Bas) lui rend hommage. Ses robes fuselées, qui furent portées par Grace Jones, Diana Ross, Tina Turner, sont exposées avec des œuvres de Julian Schnabel, Andy Warhol, Basquiat.

Lire page 25

International	2	Finances/marchés	22
France	6	Aujourd'hui	24
Société	9	Météorologie-jeux	27
Régions	14	Culture	28
Caract.	15	Guides	31
Horizons	16	Abonnements	32
Entreprises	19	Kiosque	32
Communication	21	Radio-Télévision	33

SOMMET Les chefs d'Etat et de gouvernement des quinze pays membres de l'Union européenne sont réunis, vendredi 12 et samedi 13 décembre, à Luxembourg. De l'avis général, les dis-

cussions seront longues et difficiles car des divergences persistent sur la délicate question de la création d'un conseil de l'euro, qui regroupera les pays membres de l'Union économique et mo-

étaire et auquel Londres veut partici- per. ● L'Élargissement de l'Union est une autre pomme de discorde. Les Quinze sont d'accord pour entamer des né- gociations d'adhésion, en avril 1998,

avec six pays (Hongrie, Pologne, Répu- blique tchèque, Slovaquie, Estonie et Chypre) mais en désaccord sur la créa- tion d'une conférence européenne avec les pays candidats. ● LA TURQUIE, qui

veut être considérée comme un candi- dat « à part entière », statut que lui re- fusent plusieurs pays de l'Union, a déci- dé de décliner une invitation à dîner, samedi, avec les dirigeants européens.

L'élargissement à l'Est au cœur du conseil européen de Luxembourg

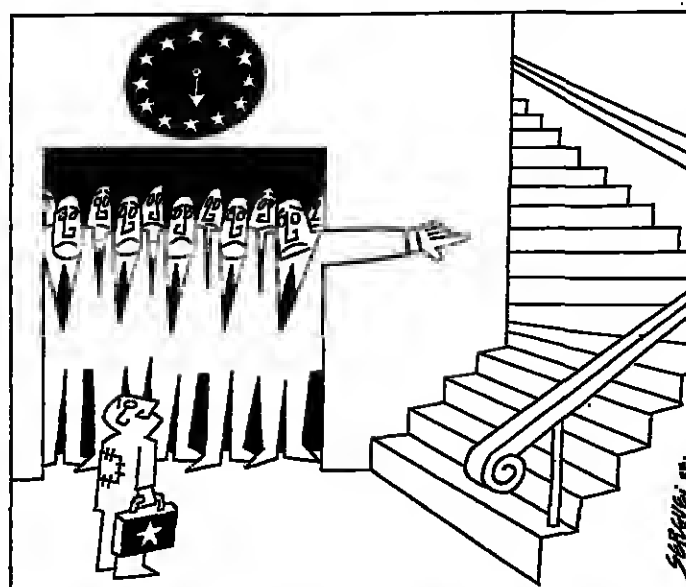
Les discussions s'annonçaient rudes, vendredi 12 et samedi 13 décembre, entre les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze. Les divergences sont grandes tant sur les conditions de l'extension de l'Union que sur la mise en place du « Conseil de l'euro », auquel Londres veut participer

LUXEMBOURG
(Union européenne)
de notre envoyé spécial
Trois dossiers difficiles liés au pro- cessus d'élargissement de l'Union vers l'Europe centrale, avec, à la clé, le risque d'une crise majeure avec la Turquie; un autre, non moins sen- sible, concernant le fonctionnement de la zone euro: la tâche ne sera pas facile, vendredi 12 et samedi 13 dé- cembre à Luxembourg, pour les

vraiment être onze - veulent pou- voir se concerter en marge du conseil « éconfin », de manière informelle et à l'abri de toute présence extérieure, sur la conduite de leur politique économique. Les quatre pays - les « out » -, dont il est acquis qu'ils ne feront pas partie de la première vague de l'Union monétaire, le 1^{er} janvier 1999, à savoir la Grande- Bretagne, le Danemark, la Suède et la Grèce, entendent ne pas être ex-

ne sont pas insensibles à ce type d'arguments. Theo Waigel, le mi- nistre allemand des finances, vient de proposer d'inviter les « out » comme observateurs. Tony Blair, le premier ministre britannique, a esti- mé qu'un tel statut n'était pas suffi- sant.

Les Français semblent embarrassés. Depuis des mois, ils réclament avec insistance ce « groupe euro », dernière version de leur projet de « gouvernement économique », dont l'objet serait de créer un contre- poids de nature politique face à la Banque centrale européenne. Au fil des semaines, ils s'aperçoivent peut-être que cette rhétorique n'a plus beaucoup de sens, même si elle alimente le débat politique intérieur. A Luxembourg, le Conseil européen va donner sa bénédiction à une ré- solution réaffirmant la nécessité d'un renforcement de la coordina- tion des politiques économiques.



qu'un compromis soit finalement trouvé.

La grande affaire de Luxembourg - ce que retiendront les livres d'histo- ire - c'est le lancement du proces- sus d'élargissement. A force de vou- loir satisfaire tout le monde, pays membres et candidats, la formule soumise par la présidence luxem- bourgeoise tient de l'usine à gaz. Sauf rebondissement improbable, on relèvera surtout que, conformé- ment à la « différenciation » propo- sée par la Commission, les négocia- tions débuteront en avril avec cinq des onze pays candidats, plus Chypre, à savoir la Pologne, la Hon- grie, la République tchèque, la Slo- vaquie et l'Estonie. Le reste relève de

l'habillage: il s'agit de rassurer les autres candidats (Bulgarie, Rouma- nie, Slovaquie, Lituanie, Lettonie) et de les inciter à poursuivre leur poli- tique de réformes.

CONFÉRENCE PERMANENTE

La Commission, suivie par plu- sieurs Etats membres dont la France, estime que le Conseil euro- péen, en même temps que le coup d'envoi à l'élargissement, devrait ar- rêter quelques grandes orientations sur le financement de l'Union à par- tir de l'an 2000, ainsi que sur les ré- formes à apporter à la politique agricole commune (PAC) et aux po- litiques en faveur des régions pau- vres. Il s'agit de donner des ga-

ranties minimales quant à l'avenir de l'Union, d'encadrer un élargisse- ment qui, sans cela, s'apparente à une dangereuse fuite en avant.

Les Allemands et les Néerlandais, qui veulent l'élargissement sans plus tarder, refusent, et, à lire la lettre en- voyée par Jean-Claude Juncker, le premier ministre luxembourgeois, à ses collègues, les chances de les faire changer d'avis semblent faibles. Les Français vont se battre pour que les « conclusions » du Conseil ne soient pas muettes sur le sujet. Une entre- prise d'autant plus hasardeuse que les Espagnols, bien qu'opposés aux thèses allemandes et néerlandaises, se lancent dans une étonnante su- renchère et jugent insuffisantes les garanties en faveur desquelles plaident la France, la Belgique, l'Ita- lie, le Danemark, l'Irlande, la Fin- lande...

Pour accompagner les négocia- tions d'adhésion, la France a propo- sé de réunir une conférence perma- nente qui rassemblerait les Quinze, les Onze et la Turquie. L'ensemble des candidats, sans négocier, pour- raient débattre de problèmes d'inté- rêt commun. Bien que l'Allemagne ne s'y soit ralliée qu'en traînant les pieds, le projet reste sur la table.

Les Turcs y seraient donc invités. L'Union leur propose de renforcer l'Union douanière (en vigueur de- puis 1996) et de débiter l'aide fi- nancière, mais leur demande de contrepartie de faire des efforts en matière de droits de l'homme, d'ac- cepter que le litige qui les oppose à la Grèce, à propos d'îlots dans la mer Egée, soit soumis à la Cour eu- ropéenne de La Haye et de faciliter une solution à Chypre. A ce stade, les Grecs refusent de soustraire au marché ainsi proposé.

Philippe Lemaître

Les socialistes cherchent à harmoniser leurs positions

Les dirigeants sociaux-démocrates de l'Union européenne, dont neuf chefs de gouvernement, parmi lesquels Lionel Jospin et le Bri- tannique Tony Blair, se sont longuement concertés, dans la soirée du jeudi 11 décembre, à Luxembourg, sur les sujets les plus délicats de l'ordre du jour du Conseil européen. Selon le premier secrétaire du Parti socialiste français, François Hollande, M. Jospin a insisté sur la nécessité de ne pas séparer le problème de l'élargissement de l'UE de ses conséquences financières et institutionnelles. Un compromis se dessinerait, entre sociaux-démocrates, sur la question du financement de l'élargissement de l'UE.

« On devrait pouvoir trouver une solution » sur la future instance de coordination des politiques économiques au sein de la zone euro, a par ailleurs estimé Pierre Guédon, secrétaire national du PS fran- çais. Sur ce même sujet, le chef de la diplomatie luxembourgeoise, Jacques Poos, s'est dit « sûr que nous trouverons la formule adéquate avec les Britanniques et les Français ».

chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze. C'est particulièrement vrai pour Jacques Chirac et Lionel Jos- pin, les propositions présentées par la présidence luxembourgeoise s'écarteraient le plus souvent des po- sitions défendues par la France.

Premier point de friction, le « groupe informel euro ». Les mi- nistres des finances des pays qui ap- partendraient à la zone euro - ils de-

clut de ce groupe informel, sauf pour les quelques questions tou- chant très précisément à la gestion de la monnaie unique.

Les Britanniques mènent la danse en faisant valoir que les en écar- ter reviendrait à diviser à nouveau l'Union et récompenserait bien mal l'orientation proeuropéenne du gouvernement travailliste. Les Onze, ainsi d'ailleurs que la Commission,

« Pas de traitement particulier pour la Turquie »

LUXEMBOURG
de notre envoyé spécial

Les Turcs ont choisi finalement de rester absents du Conseil européen sur l'élargisse- ment, auquel ils n'avaient été conviés que par la porte de service. Le programme officiel de la réunion de Luxembourg ne prévoyait pas en effet qu'ils figurent au déjeuner auquel les onze autres pays candidats à une adhésion à l'Union ont été conviés, samedi 13 décembre à Luxembourg, avant de participer dans l'après-midi à une séance solennelle de travail avec les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze. Il avait seulement été envisagé qu'un dîner soit offert après la clôture du sommet, le soir, au premier ministre turc, Mesut Yilmaz, par le chef du gouvernement luxem- bourgeois, Jean-Claude Juncker, qui assure la

présidence des travaux de l'Union. Les deux hommes avaient eu un entretien, dans la so- lée de mercredi à Luxembourg, pour tenter de trouver une formule qui aurait permis à la Turquie d'accepter la « salle d'attente » à la- quelle on la convie. M. Juncker a proposé à Ankara de participer à la Conférence euro- péenne à laquelle tous les candidats à l'adhé- sion doivent être associés pour débattre avec les Quinze, dans la phase de préadhésion, de questions d'intérêts communs dans le do- maine de la sécurité extérieure et intérieure. Mais les Turcs se sont vu rappeler avec fer- meté qu'ils ne sauraient être réellement mis sur le même pied que les autres candidats tant qu'ils n'auront pas accepté clairement les principes qui guident l'Union européenne, dans les domaines politique et économique. Il

leur a été rappelé, en particulier, qu'un règle- ment démocratique de la question turque était tout aussi indispensable que celui de la crise chypriote.

LA POSITION INTRANSIGEANTE DES GRECS

« Il n'y aura pas de traitement particulier pour la Turquie », a réaffirmé le ministre des affaires étrangères luxembourgeois, Jacques Poos, jeudi 11 décembre, devant les chefs des partis socialistes européens réunis à Luxem- bourg pour préparer le sommet. Cette po- sition a été apparemment contestée par per- sonne au cours du dîner qui réunissait, le soir, les neuf chefs de gouvernement de la gauche européenne, qui ont estimé toutefois que la Turquie ne devait pas être « complètement » tenue à l'écart du processus d'élargissement.

Devant la position intransigeante des Grecs, qui bloquent toujours l'octroi à Ankara de l'aide financière promise dans le cadre de l'Union douanière conclue avec elle en 1995, devant le « non » de l'Allemagne à la par- ticipation de la Turquie, les pays les plus fa- vorables à un accommodement ont renoncé à susciter une crise européenne sur le sujet. Ce sera donc à la Turquie, pilier de l'OTAN sur le flanc sud-est de l'alliance, de décider si elle souhaite participer, dans les conditions déjà mentionnées, à la Conférence européenne avec les autres candidats. Les militaires turcs avaient menacé ces dernières semaines de rompre les ponts avec les Européens si ceux-ci ne se montraient pas « compréhensifs ».

Henri de Bresson

■ **AGRICULTURE** : à l'appel du Centre national des jeunes agricul- teurs français (CNJA), une cin- quantaine de manifestations ont eu lieu, jeudi 11 décembre, dans plu- sieurs villes pour protester contre le projet de réforme de la politique agricole commune (PAC), qui risque, selon ce syndicat, d'accen- tuer la désertification des cam- pagnes. Le commissaire Fischler « doit revoir sa copie de fond en comble », a déclaré à Paris, place de l'Europe, Christiane Lambert, pré- sidente du CNJA, devant des affiches proclamant notamment: « Quand la PAC déraile, les jeunes dé- rouillent ».

Les enjeux et les défis de l'extension de l'Union

● Pourquoi élargir l'Union ?

Après l'effondrement du bloc so- viétique, il est apparu difficile de laisser à l'écart du mouvement d'unification européenne les pays d'Europe centrale et orientale, qui avaient besoin de tuteurs pour consolider leurs régimes démocra- tiques et faciliter leur adaptation à l'économie de marché. D'autant que l'Alliance atlantique, vers laquelle ces pays se sont spontanément tour- nés pour obtenir une garantie de sé- curité contre la Russie, n'était pas prête à s'ouvrir à tous pour ne pas froisser Moscou. Au terme de longues négociations avec les Russes, il a été décidé, en mai 1997, au sommet de l'OTAN à Madrid, que trois pays seraient admis pour le moment: la Pologne, la Hongrie et la République tchèque.

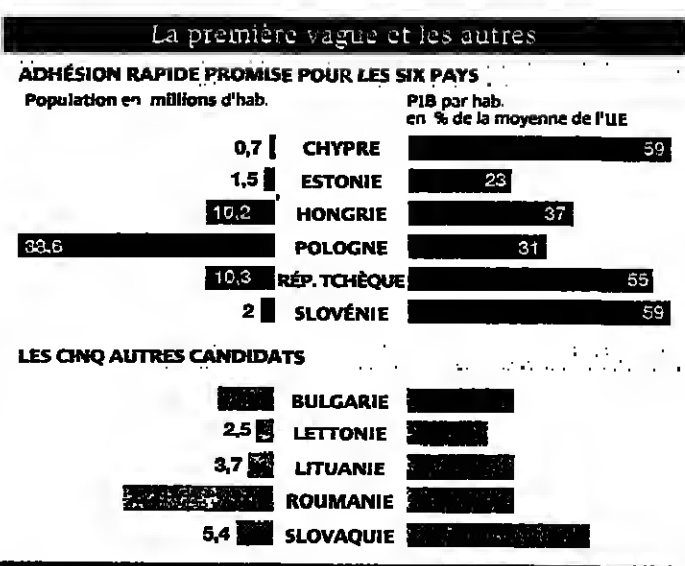
● Quels pays sont concernés ?

Le nouveau processus d'élargisse- ment intéresse dix pays d'Europe centrale et orientale, plus Chypre. Malte, qui devait en faire partie, a renoncé à sa candidature en 1996. La Turquie, qui s'est de tout temps vu reconnaître un droit à l'adhésion, est un cas à part en raison de sa diffi- culté à accepter complètement le modèle démocratique occidental et de son conflit avec la Grèce. Tous les pays candidats ne sont pas dans le même état de préparation. La Commission européenne, qui a éta- bli un certain nombre de critères po-

litiques et économiques, a estimé, en juillet, que cinq pays de l'Est lui paraissaient suffisamment avancés dans leurs réformes pour comen- cer des négociations d'adhésion en 1998: la Pologne, la Hongrie, la Ré- publique tchèque, l'Estonie, la plus petite des trois Républiques baltes, proche de la Finlande, et la Slovaquie, seule des ex-républiques yougo- slaves à être restée à l'écart de la guerre. La Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie, ainsi que la Lituanie et la Lettonie, devront encore faire leurs preuves. Le problème de Chypre n'est pas tant celui de son adapta- tion aux règles de l'Union que celui de sa partition, qui doit trouver une solution adéquate.

● Quels sont les principaux problèmes de l'intégration ?

Ces pays ont dû passer brusque- ment, au début des années 90, de la dictature à la démocratie parlemen- taire, de l'ancien système commu- niste d'économie administrée à l'économie de marché. Des pans en- tiers de leurs industries se sont ef- fondrés: le secteur agricole, parfois très important comme en Pologne, est confronté à des règles totale- ment nouvelles. Même dans les Etats considérés comme les plus avancés, cette transformation est loin d'être achevée, comme en té- moigne la crise actuelle en Répu- blique tchèque, où le gouvernement de Vaclav Klaus est accusé d'avoir



trichie sur les privatisations.

● Le coût de l'élargissement sera-t-il supportable ?

Personne n'a jamais répondu à la question avec clarté. La délégation pour l'Union européenne de l'As- semblée nationale française a repro- ché à la Commission de ne pas s'être suffisamment penchée sur les conséquences économiques de l'élargissement. Les six pays d'Eu- rope centrale et orientale (PECO) auront reçu près de 80 milliards de

francs d'aide de 1990 à 1999. Ils de- vraient en recevoir jusqu'en 2006 près de 450 milliards au titre des programmes proposés par la Commission pour faciliter leurs adhésions. Officiellement, le finan- cement de l'élargissement doit continuer d'être assuré sans aug- menter les ressources du budget communautaire, sans trop toucher aux grandes politiques de l'Union (politique agricole commune, poli- tiques structurelle et de solidarité).

Le débat que la France souhaitait avoir au sommet de Luxembourg sur ces questions a été jugé préma- turé. Une fois ces pays intégrés, il faudra gérer les fortes différences de niveau de vie et de protection so- ciale. La moyenne du revenu par tête d'habitants des pays candidats représente un tiers seulement de la moyenne de l'UE.

● Qu'apportent ces pays à l'Union ?

Les dix candidats de l'Est repré- sentent 105 millions d'habitants. Avec leur apport, l'Union euro- péenne représenterait un ensemble de 490 millions de personnes, ce qui lui conférerait dans le monde une dimension respectable par rapport aux autres grands ensembles, Etats- Unis, Chine, etc. Le défi sera bien sûr de digérer cet apport.

● Est-ce que l'élargissement ne menace pas la capacité de fonc- tionnement de l'Union ?

La question a été ouvertement posée par la France, la Belgique et l'Italie, qui, après le demi-échec du sommet d'Amsterdam, en juin, ont demandé aux Quinze de revoir les institutions européennes avant de clore les premières négociations d'élargissement, qui vont s'ouvrir l'année prochaine. Le fonctionne- ment de l'UE à Quinze a montré les limites de ce que l'on pouvait réali- ser, notamment en matière de poli- tique étrangère, de défense, dans le

cadre des institutions actuelles. La question de la coordination des po- litiques économiques et sociales dans la future zone euro a fait res- surgir le débat sur le degré de fédé- ralisme dont il faut doter l'Union pour gérer de manière démocra- tique les politiques d'intérêt commun.

● Sur combien d'années va s'étendre l'élargissement ?

La promesse avait été faite par le président Chirac et le chancelier Kohl d'intégrer les pays les plus proches au tournant du millénaire, en 2000. Il paraît plus raisonnable de tabler sur un délai de cinq ans pour les premières adhésions. D'autres devront compter sur des délais plus importants pour préparer leurs so- ciétés et leurs structures au choc de l'intégration.

● Négociera-t-on pays par pays ?

Les négociations commenceront d'abord avec six pays, mais il est conve- nu qu'elles pourront s'enga- ger à tout moment avec chacun des autres quand ils seront prêts. La question est de savoir - et elle devait être tranchée à Luxembourg - s'il faut prévoir une structure politique qui associerait les Quinze et les pays candidats pour discuter des pro- blèmes d'intérêt commun pendant toute la période de pré-adhésion.

Dossier du service internationale

La maladie de Boris Eltsine replonge la Russie dans le doute

Le premier ministre assure l'intérim

MOSCOÛ
de notre correspondant
Vingt-quatre heures après l'annonce de « l'infection respiratoire virale aiguë » qui aurait frappé Boris Eltsine, le président russe est apparu, jeudi 12 décembre, à la télévision. Mais la prestation n'a pas rassuré : elle rappelait trop celles qui servaient, l'an dernier encore, à manipuler l'opinion. Deux questions, qui demeurent sans réponses claires, se posent donc à nouveau en Russie. Quel est l'état de santé du président et quel peut être l'impact, aujourd'hui, de son « indisposition » sur un pays qui semble s'habituer à ses épreuves ?

A la première interrogation l'administration présidentielle répond que Boris Eltsine a pris froid, en Suède, les premiers jours de décembre, et doit rester jusqu'aux environs du 20 décembre dans sa maison de repos de Barvikha, près de Moscou. Sa température serait juste, légèrement, au-dessus de la normale et il serait capable de « travailler sur des documents », de signer des décrets, de garder le contrôle de la valise nucléaire et d'avoir des rencontres de travail, comme celle qui aurait été filmée jeudi et dont de brefs instants furent diffusés à la télévision. Boris Eltsine y paraît fatigué, mais capable de se lever de son fauteuil de bureau pour saluer le jeune et discret chef de son administration Valentin Ioumachov – un ancien journaliste et ami de la famille du président, qui occupe ce poste stratégique depuis neuf mois.

La séquence, cependant, est muette. Comme le furent celles montrées en juin 1996, quand d'autres « refroidissements » et « extinctions de voix » présidentiels se révélèrent être, par la suite, des attaques cardiaques qui lui valurent un multiple pontage coronaire en novembre 1996. Son médecin cardiologue, René Akhtchourine, qui l'a accompagné, lors de ses trois voyages effectués depuis octobre, a affirmé jeudi que sa maladie actuelle « n'a rien à voir avec cette opération » et que le président est déjà en « phase de rétablissement », avec d'autres rencontres de travail prévues les jours qui viennent.

LA BOURSE CHÛTE

Pourtant, l'allocution radiophonique de Boris Eltsine diffusée tous les vendredis, que son porte-parole disait mercredi maintenue, a été annulée le lendemain sur recommandation du conseil des médecins. Comme le fut la visite prévue le 18 décembre à Moscou du président bulgare, Petar Stoliakov, auquel Boris Eltsine aurait cependant parlé jeudi au téléphone. Il ne restait donc au porte-parole Sergueï Iastrebinski qu'à s'en prendre au *Washington Post*, coupable d'avoir cité des sources anonymes ayant affirmé que Boris Eltsine souffrait de nouveau de problèmes cardiaques. M. Iastrebinski a cependant évité, cette fois-ci, d'accuser le quotidien d'avoir voulu faire chuter le cours des titres russes, comme il le fit en 1996 à l'égard du *Financial Times*.

La jeune Bourse russe a malgré tout chuté, mercredi et jeudi, sans que l'on puisse faire la part du facteur « maladie d'Eltsine » et de la crise financière que la Russie traverse depuis un mois et demi. Il est clair en tous cas que la conjonction des deux événements est un très mauvais coup pour le pays.

Même s'il est apparu jeudi qu'un accord est en bonne voie d'être trouvé avec le FMI, dont une mission est présente à Moscou depuis une semaine, le Fonds semble en effet disposé à aider la Russie, en cas de crise sérieuse. Selon des sources gouvernementales russes, l'organisation financière internationale aurait accepté d'avancer au 5 janvier la réunion de ses directeurs pour examiner un déblocage de sa tranche d'aide, en faveur de la Russie, gelée depuis quelques semaines. Ce montant pourrait même être doublé et s'élever à 1,4 milliard de dollars, dispensant Moscou d'un recours immédiat aux banques étrangères.

Ces évolutions – auxquelles il est clair que Boris Eltsine n'a pris au-

cune part – tendraient à prouver que « la machine politique russe tourne beaucoup plus précisément qu'avant, sans réclamer une ingénierie permanente de Boris Eltsine », comme l'a estimé le politologue Nikolai Petrov. En matière économique, tout au moins, ces « incertitudes » présidentielles n'ont toujours été qu'essentiellement formelles. Quant au domaine politique, s'il tourne exclusivement autour de la personne du président, rien ne dit encore qu'on assistera à de nouveaux et brusques soubresauts, même si la « convalescence » de Boris Eltsine devait se prolonger. C'est en effet une « figure de compromis », celle du premier ministre Viktor Tchernomyrdine, auquel échoit l'intérim en cas d'incapacité du président, qui occupe depuis cet automne le devant de la scène politique.

Les autres grands clans financiers qui se déchirent dans les coulisses du pouvoir semblent s'y résigner. Aucun d'entre eux ne semble plus jouir d'un accès exclusif au président, comme c'était le cas auparavant avec, successivement, les clans « Korjakov », « Tchoubais », voire « Berezovski ». Aujourd'hui, c'est la famille du président, sa fille Tatiana et leurs amis proches, qui font écran entre Boris Eltsine et le monde.

Malade, le président pourrait même être moins tenté qu'à l'ordinaire de jouer un clan contre l'autre. A condition, bien sûr, que son état lui permette de maintenir les apparences minimum du pouvoir, une situation que la Russie a supporté dans des conditions autrement plus agitées ces dernières années. Sinon, ce qui n'est nullement exclu, les rivalités au sein du parti du pouvoir entre les prétendants au rôle d'héritier ne pourraient que s'exacerber, avec l'opposition comme masse de manœuvre dans un pays toujours profondément malade.

Sophie Shihab

Les évêques d'Amérique se prononcent pour un effacement de la dette des pays pauvres

ROME

de notre envoyé spécial
Les sceptiques ne manquaient pas avant le synode épiscopal inter-américain que le pape souhaitait réunir, comme il le fera, en 1998, pour l'Asie et l'Océanie et, en 1999, pour l'Europe, avant la fin du siècle. C'était un pari de vouloir rassembler à Rome, pour la première fois, les représentants des Eglises plutôt riches, âgées et peu pratiquantes d'Amérique du Nord et celles du Sud, plus pauvres, jeunes et croyantes. Le nombre des centres d'intérêt commun – la sécularisation, les migrations, la pauvreté, l'assaut des sectes, le sort des minorités autochtones – a toutefois surpris les trois cents membres de ce synode qui, présidé de bout en bout par le pape, s'est achevé, vendredi 12 décembre, à l'issue de près d'un mois de travaux.

L'un des résultats les plus attendus fut la dénonciation du « fardeau » de la dette des pays pauvres qui, note le message final, « crée les conditions d'un extrême dénuement ». Au moment même où se tenait ce synode, des conversations ont eu lieu, au Vatican, entre Jim Wolfenson, président de la Banque mondiale, et le pape, qui, comme signe « prophétique » à la veille de l'an 2000, souhaite un « effacement » de la dette des pays pauvres. Les évêques américains ne pouvaient faire moins. Ils en font « un enjeu décisif pour la conscience de l'humanité ». S'ils ne méconnaissent pas les investissements éducatifs et sociaux réalisés grâce aux emprunts étrangers, ils condamnent les sacrifices entraînés par les détournements et la corruption.

Le « cri des pauvres », ont-ils affirmé, n'a plus de frontière en Amérique. Pauvreté matérielle, mais aussi morale, avec les familles éclatées, la solitude ou les suicides

de jeunes dont l'Amérique du Nord aurait le record. Avec l'écrasement de la « middle class », une « classe de pauvres » s'affirme de manière durable, déplore un évêque canadien, Mgr Jacques Berthelot. La situation est pire au sud et le message final dénonce « les excès de la mondialisation de la culture et de l'économie, le trafic de la drogue, la dispersion des maigres ressources dans le commerce des armes, dans la corruption politique et économique ». Mais les évêques s'en tiennent à une dénonciation éthique et se gardent de toute analyse critique des mécanismes néolibéraux.

CONCURRENCER LES SECTES
Une place importante est également faite dans leur document aux minorités victimes de « discriminations » et d'abus infligés par les institutions sociales. Sont explicitement visées les minorités raciales, les populations indiennes, noires et hispaniques d'Amérique du Nord dont l'intégration – y compris dans les Eglises – reste laborieuse. Les minorités sexuelles (homosexuels) ne sont pas citées, mais la « sympathie » des évêques d'Amérique s'adresse aussi à elles, a précisé, sans plus de commentaire, Mgr Jean-Claude Turcotte, archevêque de Montréal, au cours de la conférence de presse finale.

L'autre défi est l'« invasion » des sectes. Son approche est différente entre les catholiques minoritaires du Nord, habitués aux relations œcuméniques (avec les protestants), et le Sud majoritairement catholique et plus « agressif » à l'égard de groupes dont le « prosélytisme » a été dénoncé. Une clarification a été exigée en vue de renoncer au terme de « sectes », qui confond dans le même opprobre des Eglises évangéliques ou pentecôtistes avec des groupes à préten-

Irlande : rencontre historique entre Tony Blair et Gerry Adams

Le premier ministre britannique et le chef du Sinn Féin ont évoqué une réelle possibilité d'accord

La presse britannique a salué, vendredi 12 décembre, avec beaucoup de prudence la rencontre historique entre le premier ministre, Tony Blair, et le chef du Sinn Féin, Gerry Adams, jeudi, au 10 Downing Street à Londres. Il s'agit de la première rencontre entre un premier ministre britannique et un dirigeant républicain irlandais depuis la partition de l'Irlande en 1921. (Lire aussi notre éditorial page 18.)

Blair, et le chef du Sinn Féin, Gerry Adams, jeudi, au 10 Downing Street à Londres. Il s'agit de la première rencontre entre un premier ministre britannique et un dirigeant républicain irlandais depuis la partition de l'Irlande en 1921. (Lire aussi notre éditorial page 18.)

des républicains de la table de négociation.

Si M. Blair est prêt à tout faire pour échapper à l'engrenage de la violence « sans renoncer aux principes », M. Adams n'a pas non plus abandonné son objectif final d'unification du Nord et du Sud de l'Irlande.

En 1921, le premier ministre Lloyd George recevait Michael Collins
Michael Collins franchissait en vainqueur, il y a soixante-seize ans, le perron de Downing Street. Après des mois d'une sanglante guérilla, il avait contraint la puissance coloniale britannique à la négociation. C'était le 10 octobre 1921. Le 6 décembre au petit matin, le traité anglo-irlandais prévoyant l'indépendance d'une Irlande amputée de six cantons d'Ulster – en majorité protestante – était signé par le premier ministre Lloyd George, celui-là même qui avait traité Collins de « chef d'une bande d'assassins ». Le « Big Fella » (le grand gars), comme on surnommait Collins, déclara alors : « J'ai peut-être signé mon arrêt de mort. » Quelques mois plus tard, il était assassiné par les prédécesseurs de l'IRA d'aujourd'hui, qui avaient engagé la guerre civile pour protester contre le traité. C'est un sort que Gerry Adams veut éviter, à l'évidence. D'où sa stratégie destinée à maintenir à tout prix l'unité du camp républicain. (Corresp.)

CONFIANCE IRLANDAISE
Plusieurs éléments semblent expliquer cette confiance du Sinn Féin. Tout d'abord le fait que la stratégie de M. Blair est en permanence critiquée, voire condamnée, par les unionistes protestants. Ensuite le fait que le premier ministre met ses paroles en musique : les Communes ont voté, jeudi, en première lecture, l'assouplissement de la législation d'urgence en Irlande du Nord, d'où ont été retirés un certain nombre de soldats bi-

britanniques. Enfin, Gerry Adams paraît plus sûr de ses arrières.

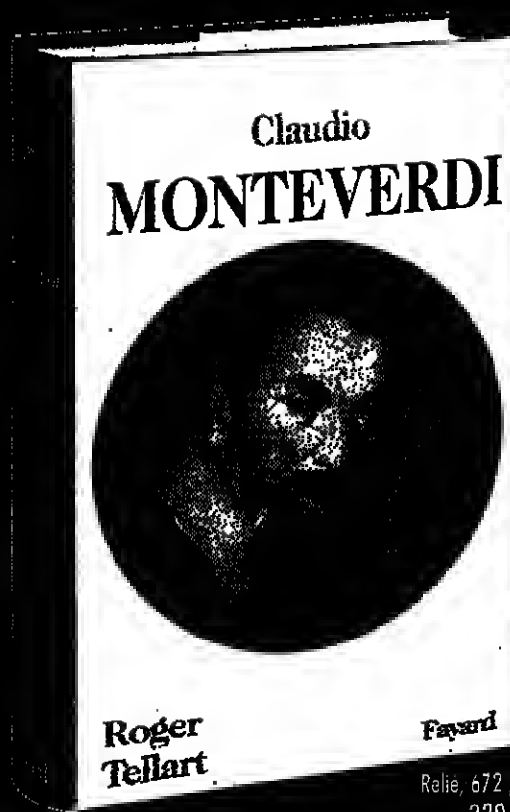
En effet, les rumeurs de scission au sein du Sinn Féin et de l'IRA se sont calmées. Les démissions spectaculaires – mais peu nombreuses –, en novembre, de responsables et de militants déçus

tendre, qu'être suivie d'une reprise des attentats. Au contraire, ce sont les unionistes et les loyalistes – qui représentent les paramilitaires protestants – qui paraissent déstabilisés par la détermination du premier ministre de mener, coûte que coûte, son processus de paix jusqu'à la date-butoir qu'il a fixée à mai 1998. Il y a quelques jours à peine, un catholique a été assassiné par des terroristes loyalistes, dernière victime d'un cessez-le-feu qu'ils ont de plus en plus de peine à respecter ; la presse londonienne en a à peine fait mention. Le parti du révérend Ian Paisley continue de boycotter les négociations auxquelles participe la principale formation unioniste de David Trimble ; mais celui-ci refuse toujours de discuter avec le Sinn Féin. Enfin, le siège de l'Ordre d'Orange – symbole de la domination protestante dans la province – a été occupé, mercredi, par des dissidents extrémistes opposés à la réélection d'un grand maître jugé trop mou.

Six ans après la tentative d'un commando de l'IRA de bombardier le « 10 Downing Street », la situation a beaucoup évolué. Les armes se sont tues. Deux parents de victimes de l'IRA – dont la mère du dernier soldat tué au Nord – ont parlé en faveur de la paix. Et le fait que les partisans du Sinn Féin et des unionistes n'aient rassemblé, devant le bureau du premier ministre, qu'une centaine de militants semble indiquer que le conflit a commencé de quitter la rue pour la table de négociations.

Patrice de Beer

Ouvrage couronné par l'Académie des Beaux-Arts



La somme éblouissante que livre aujourd'hui Roger Tellart fait mieux que combler une lacune ; elle s'impose comme une durable référence.

P.-J. Catinchi, Le Monde

Foisonnant de documents, riche en remarques pertinentes et en même temps grande fresque sur l'Italie post-Renaissance.

J.-L. Macia, La Croix

La Musique
chez
FAYARD

Henri Tincq

La Corée du Sud s'enfoncé dans la crise malgré l'intervention du FMI

Les Bourses de l'Asie orientale ont à nouveau chuté vendredi alors que les investisseurs doutent de la solvabilité de Séoul. L'aggravation de la crise sud-coréenne a aussi des répercussions sur les places financières occidentales, le phénomène s'accompagnant d'un net recul du dollar

L'aggravation de la crise financière en Corée du Sud provoque une nouvelle chute des places boursières de l'Asie orientale. Séoul, Jakarta et Kuala Lumpur ont ouvert à la baisse alors que les mon-

naies asiatiques ont de nouveau reculé, vendredi 12 décembre, notamment le won sud-coréen, qui a perdu 7 % de sa valeur face au dollar. Les investisseurs craignent que le plan d'aide octroyé par le Fonds

monétaire international à Séoul (57 milliards de dollars) ne suffise pas pour sauver le pays de la faillite. Ils estiment que les besoins de refinancement de la Corée sont plus importants que prévu : on

estime désormais à 100 millions de dollars, et non 60 millions comme indiqué précédemment, la somme nécessaire à la Corée pour rembourser ses dettes. L'aggravation de la crise sud-coréenne a des réper-

cussions sur les places financières occidentales : les Bourses de Wall Street, Paris, Londres, Francfort et Amsterdam ont plongé vendredi, le phénomène s'accompagnant d'un net recul du dollar.

APRÈS UNE ACCALMIE de plusieurs semaines, la crise financière asiatique rebondit, provoquant d'importantes secousses sur l'ensemble des marchés financiers internationaux. En forte baisse depuis le début de la semaine, les places boursières et les monnaies d'Asie du Sud-Est reculent à nouveau vivement. Vendredi 12 décembre, la Bourse de Séoul a perdu 7,07 %, celle de Kuala Lumpur 2,24 % et celle de Jakarta

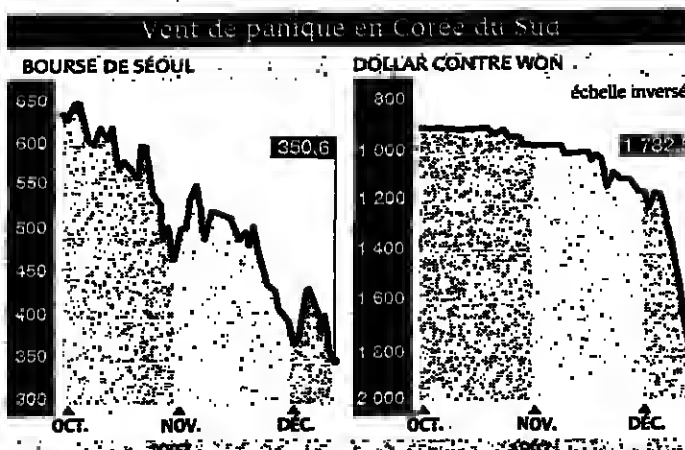
draient obtenir plus rapidement les ressources qui leur ont été promises. Le ministre des finances sud-coréen Lim Chang-Yul a décidé de demander au FMI de verser avant la fin de l'année 15,5 milliards de dollars supplémentaires, en plus des 5,5 milliards déjà reçus par Séoul le 5 décembre, juste après l'approbation par le conseil d'administration du FMI du plan de sauvetage de l'économie sud-coréenne. Séoul voudrait obtenir tout de suite

jeudi 11 décembre, n'aurait pas reçu de demande de la part du gouvernement coréen d'un prêt-relais à court terme qui aurait pu intervenir avant le déboursement complet du programme d'aide internationale piloté par le FMI. Une façon polie de dire aux Coréens qu'ils doivent désormais « assumer » le plan du FMI, selon les termes de Robert Rubin. Les Coréens du Sud, qui doivent réélire leur chef de l'Etat le 18 décembre prochain, sont partagés entre le soulagement et la colère de se voir imposer de l'extérieur une politique d'austérité extrêmement sévère.

BESOINS DE REFINANCEMENT

La situation financière en Corée du Sud, onzième puissance économique du monde et deuxième de la région derrière le Japon, suscite l'inquiétude croissante des investisseurs. Les mauvaises nouvelles se sont accumulées depuis deux jours. Vendredi, le quatrième courtier sud-coréen Dongsuh Securities a déposé son bilan, devenant le deuxième établissement financier de ce type de la péninsule à fermer ses portes en moins d'une semaine. La Banque coréenne de développement, première institution financière publique du pays, a quant à elle annoncé, également vendredi, qu'elle avait décidé de reporter à l'année prochaine son émission d'obligations de deux milliards de dollars sur le marché américain en raison de l'absence de demande à un prix raisonnable.

De façon plus générale, les opérateurs de marché craignent que Séoul se retrouve très prochainement dans l'incapacité d'honorer le paiement de sa dette. Ils évaluent à plus de 100 milliards de dollars les



En deux mois et demi, la Bourse de Séoul a perdu 40% et le won sud-coréen s'est déprécié de 50% face au dollar.

besoins de refinancement de la Corée du Sud au cours des douze prochains mois alors que les estimations précédentes mentionnaient seulement 60 milliards de dollars. Ils estiment que les réserves de changes de la banque centrale sont tombées à 6 milliards de dollars, un montant extrêmement faible puisqu'il ne représente que l'équivalent de deux semaines

d'importations. Les marchés de capitaux sud-coréens sont entrés dans un cercle vicieux : la défiance des investisseurs fait baisser le won, ce qui renchérit le coût de remboursement des emprunts des banques et des entreprises nationales libellés en dollars, aggrave leurs problèmes financiers... et augmente les inquiétudes des investisseurs.

L'aggravation de la crise en Corée du Sud déstabilise, enfin, les places financières occidentales. Jeudi, la Bourse de Paris a plongé de 3,54 % tandis qu'Amsterdam cédait 2,94 %, Francfort 2,43 %, Londres 1,85 %. Outre-Atlantique, Wall Street a reculé de 1,63 % et Sao Paulo a abandonné 3,73 %. Le repli des marchés boursiers s'est accompagné d'un net recul du dollar - revenu de 5,98 à 5,89 francs - et d'une progression sensible des marchés d'emprunts d'Etat, réputés plus sûrs que les actions et vers lesquels les investisseurs internationaux vont trouver refuge.

Les opérateurs redoutent les conséquences négatives pour les économies occidentales de la crise asiatique. Le FMI vient de réviser en baisse, de 4,3 % à 3,5 %, ses prévisions de croissance mondiale pour 1998. Les marchés s'interrogent d'autre part sur la capacité de résistance du système bancaire mondial à ce choc financier majeur. La fragilité des établissements financiers japonais les inquiète plus précisément, faisant planer la menace d'une défaillance en chaîne.

Lucas Delattre et Pierre-Antoine Delhommas

A Séoul, « la grande honte du 3 décembre »

TOKYO

Cinq cents vieilles dames sont venues, mercredi 10 décembre, déposer dans un grand papier quelques dollars et les souvenirs de leurs vies : des bagues. Celles-ci seront vendues pour constituer un fonds d'aide aux petites et moyennes entreprises victimes des bouleversements économiques provoqués par ce que les Coréens nomment la plus « grande catastrophe nationale » depuis la guerre : la banqueroute financière du pays.

Ce mouvement de solidarité, qui se poursuivra jusqu'en février, devrait permettre de rassembler 6 milliards de won (environ 3 millions de francs). Lancé par l'Association des femmes des « nouveaux villages » (saemul), organisation d'entraide et de contrôle social mise sur pied dans les années 70 par le dictateur Park Chung-hee, le « père » de la Corée moderne, cet élan est révélateur de l'émotion suscitée dans la population par la déroute financière du pays.

L'« humiliation nationale », dont s'est fait l'écho la presse locale, se traduit chez beaucoup par une véhémence verbale contre le Fonds monétaire international (FMI). Les conditions dont celui-ci a assorti son aide sont perçues comme les instruments pour faire du pays « la salle de jeu des capitalistes internationaux », comme l'écrit le quotidien Dong-A Ilbo. La Corée est blessée. Elle s'est hissée en quarante ans, au prix d'énormes sacrifices pour toute une génération, au rang de onzième puissance économique mondiale. Elle se sent aujourd'hui rabaisée au rang d'un quelconque pays en développement.

quemandant l'aide internationale. La blessure est profonde, car, au cours de la longue histoire de la Corée, la fierté nationale a été un vlatique pour ce pays. Placés pendant des siècles dans une situation de vassalité par rapport à la Chine, colonisés par les Japonais de 1910 à 1945, puis séparés en deux Etats rivaux après une guerre fratricide, les Coréens ont puisé dans un orgueil national parfois outrancier la force de leur survie en tant que peuple.

Certes pauvre au début du siècle, la Corée n'en avait pas moins derrière elle une civilisation plusieurs fois millénaire, distincte de celle de la Chine (même si celle-ci en fut le berceau) et de celle du Japon, qui fut, au contraire, influencé par la péninsule.

« La honte du 3 décembre » - le jour de la signature de l'accord avec le FMI - s'est traduite par une colère dirigée contre ce que les Coréens perçoivent comme l'arrogance des Etats-Unis, la puissance tutélaire, qui ne ménage pas l'orgueil de la Corée en exerçant des pressions par FMI Interposé. L'ombre des Japonais se profile également derrière le FMI, ravivant les blessures mal refermées de la colonisation nipponne. Les journaux les accusent d'ailleurs de profiter de la crise pour « mettre la Corée à genoux ». Mais l'humiliation se nourrit aussi du ressentiment à l'égard de leurs gouvernements : beaucoup ont découvert l'ampleur du désastre au début de décembre. Aussi se sentent-ils doublement humiliés : en tant que Coréens et en tant que citoyens.

Ph. P.

Laissons tranquilles les grands trafiquants internationaux !

De toute façon, l'Europe ne veut rien faire contre eux.

Pour lutter contre la corruption, le crime organisé et les grands trafics internationaux, 7 magistrats européens ont lancé en 1996 l'Appel de Genève.

Ils ont été suivis par des centaines d'autres juges.

En vain.

Par connivence ou laisser-aller, les hommes politiques refusent de les aider.

A qui cela profite-t'il ?

- la création de juridictions financières,
- la coopération directe entre juges,
- la confiscation des produits du crime,
- la réglementation des paradis fiscaux.

Pour que cela change, nous avons besoin de vous.

écrivez-nous.

Parlement Européen - Thierry Jean-Pierre
Avenue Europe - BP 1024 - 67070 Strasbourg cedex

1. L'Appel de Genève a été lancé par le Groupe des Indépendants pour l'Europe des Juges.

LA BOURSE ASIATIQUE

Le Japon engage ses fonds publics pour sauver le système financier

TOKYO

Le gouvernement du premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto, devrait annoncer mardi 16 décembre un plan de stabilisation du système financier dont le montant pourrait atteindre 10 000 milliards de yens (500 milliards de francs), financé par des emprunts d'Etat. Bien que les autorités insistent sur le caractère nouveau du type des bons du Trésor qui seront émis, cette initiative n'entamera pas moins l'orientation de la politique d'austérité budgétaire poursuivie jusqu'à maintenant par le Japon.

Cette mesure est dictée par la préoccupation suscitée par la stagnation de l'économie : l'agence de planification vient d'admettre pour la première fois en deux ans que « la tendance de fond n'est plus à la reprise ». Elle est aussi commandée par les pressions extérieures, notamment américaines, pour relancer la demande intérieure. Mais elle risque de provoquer des tensions au sein de la coalition gouvernementale. Le Parti libéral démocrate (PLD) a donné, jeudi 11 décembre, son accord de principe mais le recours aux deniers publics provoque néanmoins des remous au sein de la formation majoritaire. Les autres membres de la coalition gouvernementale (Parti pionnier et Parti social-démocrate) y sont hostiles.

Il faudra un certain courage politique à M. Hashimoto, dont le gouvernement a été l'objet, jeudi, d'une motion de censure de l'opposition (Parti du nouveau progrès) qui a été repoussée, pour imposer le plan de stabilisation du système financier. Le premier ministre paraît isolé et la popularité de son gouvernement est en chute (35 %) en raison du mécontentement suscité par la situation économique. Il lui faut donc former une « union sacrée » des trois partis de la coalition.

CELLULE D'URGENCE

Le recours aux fonds publics pour enrayer la crise est débattu depuis plusieurs mois. C'est un cacique du PLD, ancien secrétaire du gouvernement dans le précédent cabinet Hashimoto, Seiichi Kajiyama, qui avait lancé l'idée le mois dernier d'un fonds de stabilisation. En début de semaine, M. Hashimoto a donné instruction à la cellule d'urgence chargée de stabiliser le système financier, qui est dirigée par l'ex-premier ministre Miyazawa Kiichi, d'étudier cette proposition. Le premier ministre entend envoyer un message ferme pour remédier aux maux du système ébranlé par plusieurs faillites, dont les maisons de titres Sanyo et Yamaichi et la banque Hokkaido Tokai.

En dépit du flot d'entourant le projet gouvernemental, la Bourse de Tokyo avait réagi favorablement en

début de semaine pour retomber jeudi, entraînée par les « plongements » de Hongkong et de Séoul et la perspective de sanctions commerciales du ministère des finances à l'encontre des maisons de titres Daiwa et Nikko. Les flottes dans les sphères gouvernementales sur les possibilités de mettre en œuvre le plan de stabilisation ont également contribué au pessimisme des marchés.

Selon la proposition Kajiyama, les bons du Trésor seront d'un type nouveau et garantis sur les ressources de l'Etat (actions détenues par le gouvernement dans le géant des télécom, NTT et l'ex-régie des tabacs, Japan Tobacco (JT), évitant ainsi de peser sur le budget. Mais cela ne suffira pas et il faudra trouver d'autres ressources.

Le produit des emprunts devrait être utilisé pour protéger les intérêts des déposants. Il pourrait cependant, dans certains cas précis, servir à aider un organisme financier affecté par la conjoncture. Mais les sociétés responsables de gestion aventureuse devront faire preuve d'une totale transparence des opérations avant de bénéficier d'une aide. Si le principe du fonds de stabilisation paraît acquis, les modalités de financement et de déboursement ne sont cependant pas encore arrêtées.

Philippe Pons

Le sommet de l'Organisation de la conférence islamique condamne la politique d'Israël

La déclaration de Téhéran dénonce également le terrorisme

Le huitième sommet de l'Organisation de la conférence islamique s'est achevé, jeudi 11 décembre à Téhéran, par l'adoption d'une déclaration

indépendante et souveraine avec Jérusalem pour capitale, et leur droit « à vivre et retourner librement dans leur pays ».

Cette déclaration des cinquante-cinq membres de l'OIC refait leur dépit à l'égard de la politique israélienne. Même s'ils ne sont pas nommés, les États-Unis sont également visés, dans la mesure où ils sont les seuls tuteurs du processus de paix. Yasser Arafat, le chef de l'Autorité palestinienne, a toutes les raisons de se réjouir,

gère ou colonisatrice, ou sans occupation, ce qui signifie que les mouvements de libération nationale ne peuvent être tenus pour terroristes.

CONTRE LA LOI D'AMATO

Les participants rappellent que « le meurtre d'innocents est interdit par l'islam », ce qui les place à distance des crimes atroces commis au nom de cette religion par des groupes terroristes. Ils s'engagent à combattre le terrorisme inter-

religieux et les persécution religieuses, entre les religions et les pensées » du président Mohammad Khatami, a constitué un succès pour l'Iran.

Les cinquante-cinq membres de l'OIC s'engagent à soutenir les « communautés » et « minorités » musulmanes dans les pays non musulmans en coopération avec les gouvernements » desdits pays. Ils « soulignent leur respect total pour la dignité et les droits des femmes musulmanes et le renforcement de leur rôle dans tous les aspects de la vie sociale, en conformité avec les principes islamiques ». Ce qui, en fait, ne veut pas dire grand-chose.

Ils réclament enfin une « participation constructive et significative des pays musulmans dans la gestion des affaires internationales ». L'Iran et la Libye, tous deux membres de l'OIC, ont ainsi obtenu que soit condamnée la loi dite D'Amato-Kennedy, en vertu de laquelle les États-Unis imposent des sanctions à toute société étrangère qui investit dans ces deux pays plus de 40 millions de dollars dans le domaine des hydrocarbures.

Une bataille quasi homérique a opposé la Syrie et le Qatar à propos du lieu de réunion du prochain sommet de l'OIC, prévu en principe dans trois ans. La Syrie a opposé un refus très ferme au Qatar, qui s'est porté candidat. Damas a voulu faire payer à Doha le prix d'avoir maintenu la réunion, en novembre, de la conférence économique sur le Proche-Orient, destinée à intégrer Israël dans la région, mais le Qatar l'a finalement emporté.

Mouna Naim

Nouvelle navette de Madeleine Albright

La secrétaire d'État américaine, Madeleine Albright, rencontrera de nouveau le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, et le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, le 18 décembre, ont confirmé jeudi des responsables du département d'État. Les entretiens séparés auront lieu le même jour dans une ville européenne et font suite aux discussions engagées les 5 et 6 décembre à Paris et Genève pour relancer le processus de paix au Proche-Orient.

M^{me} Albright cherche à obtenir de M. Nétanyahou un retrait significatif de l'armée israélienne hors de la Cisjordanie, conformément à l'accord conclu en janvier. Le premier ministre israélien a fait, il y a dix jours, une proposition de retrait dépourvue de calendrier et de précisions sur son ampleur, rejetée par les Palestiniens. Depuis, M. Nétanyahou multiplie les réunions du cabinet restreint, qui rassemblent les principaux ministres, afin de préciser sa position. Actuellement, l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat ne contrôle que 3 % de la Cisjordanie. - (AFP)

même si jamais résolution de l'OIC n'a changé la face du monde, ni le cours des négociations israélo-palestiniennes. L'Iran peut aussi être satisfait, ne serait-ce que parce que le processus de paix est passé sous silence.

On attendait aussi l'OIC sur le terrorisme. La déclaration finale est à double tranchant. S'ils s'en tiennent à leur parole, les cinquante-cinq membres de l'organisation « condamnent le terrorisme sous toutes ses formes et ses manifestations » tout en reconnaissant le droit à l'autodétermination des « peuples sous domination étran-

gère ou colonisatrice, ou sans occupation », ce qui signifie que les mouvements de libération nationale ne peuvent être tenus pour terroristes.

L'Égypte, dont le président a récemment accusé la Grande-Bretagne de donner asile aux extrémistes islamistes égyptiens, est

Des miliciens hutus attaquent des réfugiés au Rwanda

AU MOINS 231 PERSONNES ont été tuées, et 227 blessées, jeudi 11 décembre à l'aube, au cours de l'attaque du camp de réfugiés tutsis de Mudende, dans le nord-ouest du Rwanda, a annoncé le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Environ 200 tentes en plastique sous lesquelles vivaient les réfugiés ont été brûlées. « La situation est épouvantable. Il y a des corps d'hommes, de femmes, d'enfants et de bébés tués à la machette », a expliqué Paula Ghedini, la porte-parole du HCR.

Environ 17 000 personnes se trouvaient dans le camp au moment de l'attaque. La plupart sont des Tutsis de l'est de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), qui ont fui les combats dans leur région d'origine. Sur les 227 personnes admises à l'hôpital de Gisenyi, 90 souffrent de blessures à la machette. Un bilan de 231 personnes massacrées en l'espace de deux heures avec ce type d'arme laisse supposer

un nombre très élevé d'assaillants. C'est la deuxième fois que le camp de Mudende est la cible d'une attaque de miliciens hutus « interahamwe » et de soldats des ex-Forces armées rwandaises (FAR), en lutte contre l'armée rwandaise dans le nord et l'ouest du pays. Le 21 août, 148 personnes avaient été tuées par des rebelles hutus, qui prennent régulièrement pour cibles les Tutsis revenus au Rwanda en 1994 après la victoire du Front patriotique rwandais (FPR). Cette victoire avait mis fin au génocide au cours duquel 500 000 à 800 000 Tutsis avaient été massacrés.

COMBATS À BUKAVU

Par ailleurs, une bande armée a attaqué jeudi matin Bukavu, capitale du Sud-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo. Selon la radio officielle de Kinshasa, cinq personnes ont été tuées, et les troupes congolaises ont re-

poussé les assaillants jusqu'à la frontière avec le Rwanda.

Un correspondant local de la radio a affirmé que des milices locales « Maï-maï » ont participé à l'attaque aux côtés d'ex-soldats rwandais et de miliciens hutus. Le journaliste a raconté que « les assaillants ont attaqué la ville en occupant les points sensibles ». Ils ont ensuite été « débusqués par les troupes gouvernementales et se sont retirés dans les collines surplombant Bukavu ». L'attaque s'est étendue à la prison de Bukavu où les assaillants ont libéré des prisonniers. La radio a précisé que le raid a été mené par trois cents hommes.

Les affrontements entre l'armée congolaise et la bande armée ont succédé à un appel à la mobilisation lancé par une radio clandestine. La radio des patriotes, selon le témoignage d'un habitant. La station a appelé les milices « interahamwe », « Maï-maï » et tous les Hutus « à combattre les intrus » (les Tutsis). - (AFP)

Difficile ratification par le Sénat américain du compromis de Kyoto

WASHINGTON

« Pas d'érosion de la souveraineté américaine, pas de taxes cachées, pas de nouvelles charges pour l'industrie, pas d'avantages particuliers pour les pollueurs du tiers-monde. » En une phrase, Trent Lott, chef de la majorité républicaine, a posé ses conditions à la ratification par le Sénat du compromis de Kyoto. C'est assez dire que l'issue de la bataille dans laquelle Bill Clinton et le vice-président Al Gore se sont engagés, jeudi 11 décembre, est aléatoire. Les responsables démocrates en conviennent : tel quel, le traité est inacceptable par le Sénat.

Al Gore a donc pris les devants, soulignant que les parlementaires n'auront pas à se prononcer tant que les pays en développement n'auront pas pris l'engagement de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, et ajoutant que l'administration n'imposera aucune nouvelle taxe. Le vice-président a ainsi - au moins théoriquement - rempli deux des conditions du Grand Old Party. Reste la question centrale de la poursuite de la croissance économique. Bill Clinton a demandé, jeudi aux Américains, de ne pas croire les

amateurs de scénarios-catastrophe. « Depuis vingt-cinq ou trente ans, chaque fois que nous avons amélioré l'environnement, quelqu'un a prédit un effondrement de l'économie. Or [aujourd'hui] l'air est plus pur, l'eau est plus propre, la nourriture est plus saine, il y a moins de déchets toxiques, et la dernière fois que j'ai vérifié, nous avions le taux de chômage le plus bas en vingt-quatre ans ! », a lancé le chef de la Maison Blanche, dominant ainsi un aperçu des thèmes que l'administration va développer au cours des prochains mois. Pour l'instant, M. Clinton part favori : une large majorité d'Américains soutient les thèses environnementalistes.

Pour les États-Unis, les conséquences du traité pourraient ressembler à celles d'un choc pétrolier

Mais les lobbies industriels et syndicaux sont puissants, leur argu-

mentation est difficilement contestable dans son principe (à terme, l'énergie sera plus chère), et l'opinion publique est changeante. L'écologie est une préoccupation de gens bien portants : si les Américains y sont sensibles, c'est largement parce que l'économie va bien. Adviennent que le cycle de la croissance s'inverse ou que les républicains persuadent le pays que la réduction des émissions de gaz à effet de serre devra se payer en érosion du pouvoir d'achat et de la qualité de vie, le consensus écologiste se défilera. Or il ne s'agit pas d'une image d'Épinal : les Américains ont souvent de grandes maisons très bien chauffées, climatisées et éclairées, et ils utilisent abondamment des voitures peu économes d'une essence à bon marché.

Outre l'industrie automobile, M. Clinton va donc trouver sur son chemin les lobbies du pétrole, du charbon, de la métallurgie, de l'électricité, de la chimie et du papier, qui tous pâtiraient d'une augmentation du coût de l'énergie. Faut-il croire pour autant à la perspective de licenciements massifs ? La réponse est incertaine, mais un tel épouvantail va être agité par les intéressés.

Avec des arguments : pour atteindre l'objectif d'une réduction de 7 % des émissions, fixé à Kyoto, les Américains devront baisser de 30 % leur consommation d'énergie.

Pour le pays le plus consommateur d'énergie et le plus pollueur de la planète, les conséquences du traité de Kyoto pourraient donc ressembler à celles d'un choc pétrolier. Bill Clinton dispose cependant de moyens pour atténuer celui-ci. Un système d'incitations (notamment fiscales) peut aider à convaincre les industries concernées à investir davantage dans les technologies moins polluantes.

D'autre part, si le système des « permis de polluer » se met en place, notamment avec la Russie, les sacrifices demandés aux Américains seront moindres. Mais ces innovations devront avoir une traduction législative, fortement aléatoire : les républicains s'inquiètent déjà d'un éventuel « transfert de richesses » au profit de Moscou. Heureusement pour Bill Clinton, le calendrier de Kyoto laisse une grande souplesse pour la ratification des Parlements nationaux.

Laurent Zecchini

Levées d'immunité parlementaire en Turquie

ISTANBUL. Le Parlement turc a voté, jeudi 11 décembre, en faveur de la levée de l'immunité parlementaire de deux députés du Parti de la juste voie (DYP), Sedat Bucak et Mehmet Agar, ouvrant la voie à une procédure judiciaire contre ces deux hommes pour leur rôle dans le scandale de Susurluk qui passionne la Turquie depuis plus d'un an. Sedat Bucak, un député kurde à la tête d'une milice pro-gouvernementale qui lutte contre les séparatistes du PKK, avait survécu à une collision routière qui a coûté la vie, le 3 novembre 1996, aux autres passagers de son véhicule, un chef de police, un gangster d'extrême droite recherché par Interpol, Abdullah Catli, ainsi que sa compagne. Mehmet Agar, lui-même un ancien chef de police, avait dû démissionner de son poste de ministre de l'Intérieur lorsque l'existence de ses liens avec Abdullah Catli avait été révélée. Percu comme un héros par l'extrême droite nationaliste pour son attitude inflexible sur la question kurde, Mehmet Agar aurait notamment signé l'autorisation de port d'arme et le passeport de service qui avaient non seulement permis à Abdullah Catli de vivre en Turquie sous une fausse identité, mais également d'effectuer certaines « missions » peu orthodoxes, apparemment pour le compte de l'État turc. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ NIGÉRIA : la mort en détention du général Yar'Adua, grande figure de la vie politique nigérienne, suscite de sérieuses interrogations à Lagos. Pour l'opposition, qui réclame une commission d'enquête, le prisonnier a été « éliminé » par le régime du général Sani Abacha. Il est mort, lundi 8 décembre, des suites d'une « brève maladie », selon la radio officielle. Son épouse, qui lui avait rendu visite en prison il y a un mois, soutient qu'il était en parfaite santé. - (AFP)

■ CAMBODGE : un accord en vue d'élections entre Hun Sen, homme-clé du pouvoir, et Sam Rainsy, son adversaire le plus déterminé, a placé en porte-à-faux l'ONU et les États-Unis, qui avaient suspendu leur aide économique au royaume après le coup de force de juillet. « La situation actuelle n'est pas satisfaisante et ne permettrait pas la tenue d'élections libres et honnêtes », a déclaré, le 5 décembre à Phnom Penh, Thomas Hammarberg, représentant spécial pour les droits de l'homme du secrétaire de général des Nations unies. - (Corresp.)

■ ÉGYPTE : Gamal et Aha Mounbarak, fils du président égyptien, ont retiré leur plainte, mercredi 10 décembre, contre le quotidien saoudien publié à Londres, Asharq al-Awsat. Ce journal avait été condamné lourdement pour avoir annoncé la publication d'une enquête mettant en cause les deux fils dans une affaire de corruption. Cette enquête n'avait pas été publiée. - (AFP)

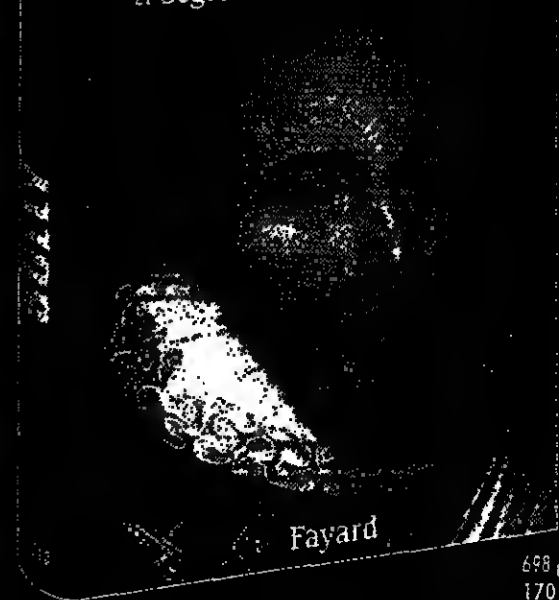
■ ISRAËL : les manœuvres navales et aériennes conjointes entre la Turquie, Israël et les États-Unis, dont le projet avait causé la colère des pays arabes et de l'Iran, se dérouleront du 5 au 9 janvier en Méditerranée orientale, a annoncé jeudi l'état-major de l'armée turque. Cette annonce fait suite à une visite en Turquie, du 9 au 11 décembre, du ministre israélien de la défense Itzhak Mordechai. - (AFP)

■ RUSSIE : un hélicoptère civil et un avion cargo militaire Antonov-12 se sont heurtés jeudi 11 décembre sur la piste d'atterrissage de l'aéroport de Naryn-Mar, dans le Grand Nord russe, faisant huit morts et plusieurs blessés. L'hélicoptère avait touché le sol le premier et a été accroché par une aile de l'avion. Il a pris feu et ses huit passagers ont été brûlés vifs. - (AFP)

Prix Richelieu

SULLY

Bernard Barbiche et Ségolène de Dainville-Barbiche



Dans une savante synthèse... Bernard et Ségolène Barbiche expliquent remarquablement la manière dont le ministre reconstruit, en moins de douze années, le royaume épuisé par les guerres civiles... Son rôle dans la construction de l'État moderne est essentiel.

Un Sully bien loin du Malet et Isooc, plus attachant, plus surprenant... Frédéric Valloire, Voleurs actuelles

L'Histoire
chez
FAYARD

IMMIGRATION Le débat à l'Assemblée nationale sur le projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France est devenu plus serein, jeudi 11 décembre.

Au cours d'une réunion des responsables des groupes de la majorité et de l'opposition, chacun a accepté de renoncer aux procédures contraignantes et aux manœuvres d'ob-

struction. ● LES CERTIFICATS D'HÉBERGEMENT ont été supprimés. M. Chevènement, qui ne les avait conservés qu'à la demande de M. Jospin, a facilement cédé à la demande

de la majorité. ● UN RAPPORT remis mercredi à l'Hôtel Matignon et rédigé par Sami Naïr, conseiller au cabinet du ministre de l'Intérieur, propose de mettre en place une stratégie de « co-

développement » favorisant la création d'activités par les migrants dans leurs pays d'origine. Ce thème devrait être abordé par M. Jospin lors de son prochain voyage en Afrique.

La majorité obtient la suppression des certificats d'hébergement

Le débat au Palais Bourbon sur le projet de Jean-Pierre Chevènement a véritablement commencé, l'opposition ayant renoncé aux manœuvres d'obstruction et le gouvernement aux procédures contraignantes. Une carte de séjour a été créée pour les professions artistiques et culturelles

UNE MAJORITÉ disciplinée – à défaut de sembler vraiment mobilisée –, l'opposition contrainte au dialogue : le ministre de l'Intérieur a loquacement marqué des points, jeudi 11 décembre, lors de la suite de l'examen, à l'Assemblée nationale, de son projet de loi sur l'immigration. Alors que le débat était profondément embourbé, depuis mardi après-midi, par d'interminables batailles de procédure, le climat s'est brusquement éclairci dans l'hémicycle à partir de la mi-journée.

L'orage bénéfique s'est produit en fin de matinée, la crise ayant atteint son paroxysme après l'utilisation par le ministre de divers moyens de procédure destinés à accélérer les débats, et la colère de Jean-Louis Debré : menaçant de saisir le Conseil constitutionnel, « gardien du droit d'amendement », le président du groupe RPR réclamait la réunion immédiate de la conférence des présidents.

Tout en prenant des airs outragés, la droite se préparait, en fait, à un virage à 180 degrés. C'est qu'il devenait urgent, pour elle, de changer de tactique. Lassés, les médias rivaient de ne plus faire état de sa stratégie d'obstruction, qui lui interdisait, en outre, de développer la

moindre argumentation sur le fond. Le gouvernement semblait avoir renoncé à faire usage de l'article 49-3, aucun profit politique ne semblait pouvoir être retiré de cette situation de blocage. Les chefs de file de l'opposition pouvaient également, à la mi-journée, prendre connaissance des résultats d'un sondage indiquant qu'une majorité de Français serait favorable à la plupart des mesures contenues dans le projet Chevènement (voir ci-dessous). Les arguments de l'opposition ne pouvaient plus être entendus, confiera plus tard dans les couloirs le président du groupe UDF, François Bayrou, en ajoutant : « De l'obstruction, il en faut un peu, mais pas trop. »

GENTLEMEN'S AGREEMENT

Réunis en fin de matinée à l'initiative de Pierre Mazeaud (RPR) sous la présidence de Laurent Fabius, les responsables des groupes de la majorité et de l'opposition se sont donc mis d'accord sur un gentlemen's agreement auquel M. Chevènement, d'abord réticent, a fini par se rallier. De part et d'autre, on a consenti à ne plus se livrer à une guerre de procédure, pour laisser se dérouler le débat sur le fond. Perceptible en toute fin de matinée,

l'embellie s'est confirmée dans l'après-midi et la soirée, la droite retirant plusieurs dizaines d'amendements, tandis que le gouvernement renonçait à user de procédures contraignantes.

C'est ainsi que les députés ont abordé dans la plus grande sérénité la question des certificats d'hébergement, qui, lors de l'examen de la loi Debré au Parlement, avaient conduit 100 000 personnes dans la rue (lire ci-dessous). La courtoisie n'exclut pas l'expression de divergences, les différents orateurs de l'opposition ont plaidé en faveur du maintien de ce certificat, qualifié par Patrick Ollier (RPR, Hautes-Alpes) d'« indispensable instrument de lutte contre les filières d'immigration clandestine ».

Notant que le certificat d'hébergement, dans sa première version « libérale », avait été créé, en 1982, par « deux ministres socialistes, MM. Bodinier et Deferre », Pascal Clément (UDF-DL, Loire) a rappelé que la loi Pasqua de 1993 n'avait fait qu'« entériner (...) le décret pris, en 1991, sous le gouvernement de M. Bérégovoy ». Le rapporteur de la commission des lois, Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), a répliqué en critiquant le « véritable document de police, voire l'instru-

ment de délation » créé, selon lui, par la loi Debré.

Faisant part des « hésitations » du gouvernement sur ce sujet, le ministre de l'Intérieur a donné, comme prévu, un avis favorable aux amendements, déposés par tous les groupes de gauche, abrogeant ce que M. Chevènement a qualifié de « formalité tracassière et inutile ». « Quand vous accueillez votre famille chez vous, personne ne vient vérifier que les chambres comportent assez de lits », a noté le ministre, avant d'annoncer qu'une « attestation d'accueil » serait instituée par décret. François Goulard (UDF, Morbihan) ironisait en évoquant le « mande de Bambi » : « Chacun est gentil, (...) la fraude a disparu, la délinquance a disparu, nous vivons dans le mande du bien ! »

NE PAS CÉDER À L'ANGÉLISME

Peu après la suppression des certificats d'hébergement, adoptée par 86 voix contre 35, sous les applaudissements des députés socialistes, le ministre a eu une nouvelle occasion d'illustrer son soubd d'« équilibriste ». Soutenu par les députés socialistes et par la droite, M. Chevènement ne s'est pas privé d'argumenter contre plusieurs

amendements défendus par Patrick Braouezec (PCF, Seine-Saint-Denis) et Noël Mamère (Vert, Gironde), supprimant des mesures de contrôle issues de la loi Debré. Poussant son avantage, M. Chevènement a invité M. Braouezec à « ne pas céder à un angélisme qui pourrait conduire au pire », en concluant : « Il ne faudrait pas que, dans une certaine mythologie, l'immigré en situation irrégulière prenne la place de l'ouvrier rémunérateur du prolétariat. »

Dans la foulée, les députés ont adopté un amendement de la commission des lois, complétant le gouvernement, accordant un titre de séjour de dix ans – permanent lors du premier renouvellement – aux ressortissants des pays de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen. La discussion sur l'article 3, qui porte la mention « scientifique » sur le titre de séjour délivré aux étudiants, enseignants et chercheurs étrangers, a été plus longue, mais non moins consensuelle, l'opposition obtenant qu'il soit précisé que cette carte sera délivrée « sous condition d'entrée régulière » en France.

Fort courtois avec l'opposition, le ministre a quelque peu cafouillé lorsqu'il s'est agi, en fin de soirée,

de faire un geste en direction d'une partie de sa majorité plurielle. De longues suspensions de séance ont été nécessaires avant l'adoption d'un amendement de M. Braouezec, sous-amendé par le gouvernement dans la plus grande confusion, qui crée une carte de séjour portant la mention « profession artistique et culturelle », destinée à « l'étranger titulaire d'un contrat passé avec un professionnel du spectacle, un établissement ou une entreprise culturelle ».

Dénouant « l'improvisation » du gouvernement, Thierry Mariani (RPR, Vaucluse) a critiqué une proposition « d'avantage destinée aux signataires de pétitions en faveur de Saint-Bernard que conçue pour régler de vrais problèmes ». Mais le député du Vaucluse n'a pu empêcher d'éclater de rire lorsque Bernard Accoyer (RPR, Haute-Savoie) a déclaré que le gouvernement « signalait à son crime ». Juste avant la levée de la séance, le ministre de l'Intérieur s'est engagé à accepter un amendement de M. Goasguen imposant au gouvernement la présentation d'un rapport statistique annuel sur les titres de séjour délivrés. Le consensus, encore et toujours.

Jean-Baptiste de Montvalon

Un sondage favorable mais à retardement

Magie des chiffres : les résultats du sondage, publié samedi 13 décembre par *Le Figaro-Magazine* ont quelque peu calmé les ardeurs des députés de l'opposition, jeudi 11 décembre. Selon cette enquête réalisée par la Sofres auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, une majorité de personnes interrogées se déclarent favorables aux principales dispositions du texte.

58 % d'entre elles soutiennent l'assouplissement des conditions de séjour pour les conjoints de Français. Elles sont 52 % à approuver l'attribution automatique de la nationalité française aux enfants d'étrangers nés en France, à leur majorité. De même, 57 % se disent favorables à l'attribution du droit d'asile aux personnes combattant pour la liberté dans leur pays. Mais ce sondage a été réalisé du 24 au 26 septembre. Le débat sur l'immigration était vif, mais se situait dans un contexte différent : le texte Chevènement n'était qu'un avant-projet de loi, non encore présenté au conseil des ministres.

CRÉÉS en 1982 dans la plus grande indifférence par un gouvernement socialiste, celui de Pierre Mauroy, les « certificats d'hébergement » auront été supprimés, quinze ans plus tard par un autre gouvernement socialiste, celui de Lionel Jospin, qui en fait le symbole de la « tracasserie inutile » imposée aux étrangers.

La création de ces documents par le décret du 27 mai 1982 passe totalement inaperçue. Cosigné par Gaston Defferre, Nicole Questiaux, Robert Badinter, Claude Cheysson et Laurent Fabius, ce texte soumet l'entrée en France des étrangers dispensés de visa à de nouvelles conditions. Le touriste doit préciser « l'objet, les conditions » et « la durée » de son séjour, l'homme d'affaires doit indiquer les « établissements (...) où il est attendu », enfin, un « certificat d'hébergement » est requis pour toute visite privée, d'ordre familial. Si on ne parle pas encore officiellement à cette époque de « maîtrise des flux migratoires », l'idée de contrôle des entrées est présente, mais on veut aussi vérifier la décence des conditions d'hébergement. Le maire de la commune d'accueil peut en effet refuser d'apposer son visa sur le certificat si l'hébergement ne peut y être assuré « dans des conditions normales ».

Le certificat d'hébergement ne devient un véritable instrument de contrôle qu'au moment où, après la vague d'attentats terro-

ristes de 1986, Jacques Chirac, alors premier ministre, généralise l'obligation des visas de court séjour. Depuis lors, l'obtention d'un certificat est l'une des nombreuses conditions posées à la délivrance d'un visa pour la France. Mais les ressortissants des pays du Maghreb n'y sont pas immédiatement soumis, la formule simplifiée de l'« attestation d'accueil », qui exclut tout pouvoir d'appréciation du maire, leur est appliquée pendant un temps, avant qu'ils ne soient progressivement astreints, eux aussi, au droit commun des certificats d'hébergement.

La radicalisation du débat sur l'immigration et la multiplication des fraudes sur les fameux certificats amènent, au début des années 90, certains maires à refuser systématiquement de signer les documents et à revendiquer davantage de pouvoir de contrôle sur les arrivées d'étrangers. Le gouvernement d'Edith Cresson leur donne partiellement satisfaction en 1991 en les autorisant, par un décret, à faire vérifier sur place les conditions d'hébergement. Mais ce contrôle ne peut être effectué que par des agents de l'Office des migrations internationales (OMI), organisme d'Etat, et non par des agents municipaux. Cette procédure est purement et simplement reprise par la loi Pasqua de 1993.

Puis vient, en 1996, le projet de loi de Jean-Louis Debré. Le texte du ministre de l'Inté-

rieur ne bouleversait pas les conditions de délivrance des certificats. Tout juste élargissait-il légèrement les compétences du maire pour saisir les policiers en cas de fraude. En revanche, grande nouveauté, il imposait que tout hébergeant déclare le départ de son hôte, une fois le séjour achevé. Simple façon de contrôler la réalité du retour, plaideait Jean-Louis Debré en dépit de la mise en garde du Conseil d'Etat. « Délation », vont répliquer les opposants.

D'ÉNORMES INÉGALITÉS DE TRAITEMENT

En décembre 1996, le projet est adopté, en première lecture, par l'Assemblée nationale, sans trop d'opposition. Mais une pétition lancée, le 11 février 1997, par une poignée de cinéastes, sert de déclic. Derrière les immigrés, constatent-ils, tous les Français susceptibles d'accueillir un ami étranger en visite risquent de voir leurs « libertés restreintes ». L'attaque fait mouche. L'« appel à débâter » est repris par de nombreuses professions, et le 22 février, 100 000 personnes manifestent à Paris contre le projet. A l'Assemblée, où il est examiné en deuxième lecture, le texte est modifié. La déclaration de départ de l'hébergeant est supprimée et, à l'initiative du RPR Pierre Mazeaud, le contrôle du certificat d'hébergement est transféré du maire au préfet. Ainsi, paradoxalement, un projet de loi né de la volonté de certains maires d'ac-

croître leur pouvoir débouchait-il sur leur mise à l'écart du processus.

Les certificats d'hébergement étaient devenus une affaire d'Etat. Avant même la loi Debré, une enquête effectuée à la fin de 1996 par la Cimade, association d'assistance aux étrangers, dénonçait d'énormes inégalités de traitement, affirmant que 60 % des maires ne respectaient pas la loi, refusant obstinément de signer les certificats ou exigeant des formalités non prévues par la réglementation. Quant à la nouvelle loi de 1997 instaurant la compétence des préfets, elle s'annonçait trop lourde avant même d'avoir été réellement mise en œuvre.

Le gouvernement de Lionel Jospin décidait dans un premier temps de redonner aux maires le pouvoir de signer les certificats, avec appel possible aux préfets. Mais cette procédure « qui n'a aucune utilité pour la police », selon Jean-Pierre Chevènement, était finalement condamnée par le ministre de l'Intérieur. Le certificat d'hébergement sera remplacé par une simple « attestation d'accueil ». Devant l'Assemblée nationale, le ministre de l'Intérieur a précisé que la signature de l'hébergeant devrait être authentifiée et que la liste des hébergeants pourrait être communiquée aux maires.

Philippe Bernard et Nathaniel Herzberg

Dans un rapport remis à M. Jospin, M. Naïr propose de mettre les migrations au service du « codéveloppement »

L'IMMIGRATION n'est pas seulement une question de police des frontières et de législation intérieure. C'est avant tout un phénomène international qui trouve son origine dans le déséquilibre entre pays riches et pays pauvres. Pour peu que l'on accepte de la considérer sous cet angle, l'immigration peut non seulement servir le

rayonnement de la France mais aussi se révéler comme un puissant facteur de développement du Sud. Cette idée de « codéveloppement » se trouve à la base du rapport remis, mercredi 10 décembre, au premier ministre par Sami Naïr, conseiller au cabinet de Jean-Pierre Chevènement et professeur de sciences politiques à l'université Paris-VIII (Saint-Denis). Le gouvernement a décidé de ne pas rendre public ce document – commandé le 7 novembre par Lionel Jospin à M. Naïr – dont *Le Monde* s'est procuré le contenu.

Les conclusions assez audacieuses de ce qui est considéré à Matignon comme un simple « rapport d'étape » n'ont pas été officiellement avouées, la réflexion devant se poursuivre entre les administrations concernées : affaires étrangères, coopération, affaires sociales et intérieur. Lors d'une réunion interministérielle, jeudi 11 décembre, le souci d'éviter toute interférence avec le débat parlementaire en cours sur le projet Chevènement a été évoqué pour justifier cette discrétion. Tout comme la difficulté de faire passer dans l'opinion des propositions ambitieuses supposant la

diffusion d'une rhétorique nouvelle du développement et le recentrage du discours sur l'immigration autour des questions internationales. Le premier ministre va s'efforcer à cette pédagogie lors du voyage au Maroc, au Sénégal et au Mali qu'il doit effectuer du 18 au 21 décembre.

Les suites données au rapport de M. Naïr, qui prône la création d'une structure interministérielle permanente consacrée au codéveloppement, dépendront aussi des choix opérés lors de la réforme du système français de coopération annoncée pour la mi-janvier. L'idée centrale du travail du conseiller de M. Chevènement consiste à prôner la négociation, avec les pays d'origine des immigrants, de « conventions de codéveloppement » organisant la formation des migrants afin de les transformer en de véritables agents de développement.

FREINER LA FUITE DES CERVEAUX

Dans un premier temps, il s'agit d'ouvrir la discussion avec les gouvernements des pays d'émigration et de tenter de les convaincre de l'existence d'une convergence d'intérêts avec la

France pour maîtriser les flux migratoires et freiner la fuite des cerveaux, Paris aidant à la formation des cadres et à la création d'activités sur place. Ainsi, des contrats pourraient être passés entre des étudiants étrangers, des universités françaises et des entreprises implantées au Maghreb ou en Afrique noire. Les étudiants signeraient un engagement à regagner leur pays d'origine au terme d'études en France, les entreprises s'étant engagées au préalable à leur réserver des emplois. La formule pourrait être étendue à des jeunes étrangers de niveau bac plus deux pour des stages de formation. Plutôt que la rigidité actuelle, qui pousse les étudiants à demeurer en France, même illégalement, faute de la moindre assurance de pouvoir y séjourner à nouveau s'ils quittent le territoire, des possibilités d'allers-retours seraient ouvertes à ceux qui auraient accepté un emploi dans leur pays d'origine.

Dans le même esprit, le rapport Naïr propose de soutenir des projets d'investissement et de développement portés par des immigrants résidant en France, à l'instar

des associations de Marocains qui collectent des fonds pour l'électrification de villages reculés, des Maliens qui font de même pour implanter pompes, barrages et dispensaires au Sahel, voire des entrepreneurs liés aux communautés immigrées. Volontairement située sur le terrain de la place de la France en Afrique et de la recherche de nouveaux équilibres mondiaux, la réflexion du conseiller de M. Chevènement se veut indépendante de la gestion des conduites à la frontière puisque aussi bien la réussite des formules d'aide au retour suppose des projets minutieusement préparés et donc en nombre limités.

CRÉER DES ENTREPRISES

M. Naïr suggère, néanmoins, la signature de « contrats de codéveloppement » destinés à soutenir la création d'activités et d'entreprises dans les pays d'origine par des migrants. Il s'agirait d'étendre au Maghreb une formule proche du « Programme développement local-migration » qui fonctionne discrètement mais positivement depuis 1995 avec le Sénégal et surtout le Mali. Dans ce schéma, des immigrants volontaires pour retour-

ner dans leurs pays ou ayant reçu une « invitation à quitter la France » et proposant des projets de création d'activités retenus par des experts, sont aidés financièrement et épaulés sur place par une ONG spécialisée et par l'Office des migrations internationales.

L'ensemble de ce dispositif pourrait être préparé et discuté, suggère M. Naïr, lors de deux réunions organisées au début de 1998, l'une ouverte aux ONG, aux milieux économiques et aux collectivités territoriales engagées dans la coopération décentralisée, l'autre avec les représentants des universitaires et des étudiants. Elles déboucheraient, en avril, sur des « états généraux du codéveloppement ». Devant ces propositions, le gouvernement doit faire des choix et peaufiner son discours dans un domaine qui a la particularité de mobiliser non seulement une partie de la gauche mais aussi nombre d'étus de l'opposition qui, de Charles Pasqua à Claude Goasguen, répètent, à l'occasion, depuis des années, que le développement est la véritable clé des questions d'immigration.

Philippe Bernard

TOUS LES LUNDIS (datés mardis)

Retrouvez les petites annonces immobilières dans *Le Monde ÉCONOMIE*

01.42.17.39.80

هكذا من لاصل

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 13 DÉCEMBRE 1997 / 7

ificats d'hébergement

M. Emmanuelli réservé sur une nouvelle modification de la fiscalité de l'épargne

Bercy veut assouplir l'imposition de l'assurance-vie

LE PRÉSIDENT de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Henri Emmanuelli, et le rapporteur général, Didier Migaud, n'ont pas apprécié que le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn décide, sans concertation, d'une nouvelle modification de la fiscalité de l'épargne, alors que le projet de loi de finances doit être examiné en nouvelle lecture, mardi 16 décembre, en séance publique. La nouvelle touche fiscale décidée par Bercy assouplit l'imposition de l'assurance-vie pour les contrats investis en actions, notamment en titres non cotés, au-delà d'une durée de détention de huit ans (*Le Monde* du 11 décembre). Afin de manifester la mauvaise humeur de la commission, M. Migaud a indiqué, jeudi 11 décembre, qu'il n'était pas en mesure de rapporter sur l'amendement du gouvernement introduisant cette modification. Celui-ci ne sera donc examiné que mardi en commission, puis en séance.

Au cours d'une réunion qui s'est tenue mercredi au Palais Bourbon, dans le bureau du président du groupe socialiste, Jean-Marc Ayrault, MM. Emmanuelli, Migaud et Augustin Bonrepaux, « budgétaire » du groupe socialiste, ont exposé à M. Strauss-Kahn et à Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, leurs réserves, à la fois sur la méthode et sur le fond, concernant ces dernières modifications au projet de loi de finances, ainsi que sur le dossier des fonds de pension. M. Ayrault n'a ainsi « pas apprécié » d'apprendre « par la presse » que le gouvernement allait confier à un député socialiste une expertise sur l'épargne-retraite. Il est probable que des députés socialistes interrogeront Lionel Jospin sur ces questions, au cours de la réunion du groupe à laquelle le premier ministre doit assister, mardi 16 décembre.

Par ailleurs la commission des finances a rétabli, jeudi, dans la version adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale, le 19

novembre, le projet de loi de finances. Les députés ont toutefois conservé quelques dispositions introduites par les sénateurs. Un amendement de M. Bonrepaux reprend ainsi une disposition du Sénat, reportant d'un an la suppression progressive des abattements fiscaux supplémentaires, dont bénéficient 72 professions, parmi lesquelles celle de journaliste. Mais l'amendement précise que ne pourront bénéficier de cet abattement que les contribuables dont le revenu net annuel est inférieur à 300 000 francs. MM. Emmanuelli et Migaud se sont abstenus, craignant l'inconstitutionnalité de cette disposition.

La commission a également adopté un amendement durcissant le régime de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) pour que certains industriels très riches, comme François Pinault, ne puissent plus y échapper grâce à des déductions. Une autre modification va obliger 12 000 redevables de l'ISF à payer l'intégralité de leur taxe d'habitation. Certains d'entre eux y échappent, grâce à la faiblesse ou à l'absence de leurs revenus. Cette mesure économisera 50 millions de francs à l'Etat. Les commissaires ont voté un amendement de Pierre Mauroy, adopté par le Sénat, échantant de la nouvelle taxe sur le secteur « bors-média » les catalogues de vente par correspondance. La région Nord-Pas-de-Calais est le siège des plus importantes sociétés de vente par correspondance.

La commission a accepté la modification introduite par le Sénat concernant la demi-part supplémentaire dont disposent les personnes seules ayant élevé des enfants. Les députés avaient relevé à 5 000 francs l'avantage fiscal de cette demi-part, que le gouvernement voulait ramener de 16 200 francs actuellement à 3 000 francs seulement. Il est porté à 8 190 francs.

Fabien Roland-Lévy

Le Parlement adopte définitivement la loi sur le « bracelet électronique »

ATTACHÉ au poignet ou à la cheville, le « bracelet électronique » pourra éviter à certains détenus d'accomplir leur peine en prison. Ainsi en a décidé le Sénat, jeudi 11 décembre, en adoptant définitivement la proposition de loi sur le « placement sous surveillance électronique », en seconde lecture. Le RPR, l'UDF et le PS se sont prononcés pour le texte alors que le groupe communiste s'est abstenu.

Proposée par Guy Cabanel (RSE, Isère), président du groupe du Rassemblement démocratique et social européen, cette loi vise à désengorger les prisons françaises qui renferment plus de 58 000 détenus. Ce dispositif fait aussi appel à une « conception humaine de la justice s'inscrivant dans la tradition du Sénat », précise le groupe RSE, rappelant les premiers textes qui ont contribué à modifier le système carcéral français au dix-neuvième siècle : la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle et celle du 26 mars 1891 sur le sursis.

« Il s'agit d'une tentative moderne de réduire la surpopulation des prisons et limiter l'incarcération », déclarait, jeudi, à la tribune du Sénat, Robert Badinter (PS, Hauts-de-Seine), ajoutant que « le vrai problème est de s'assurer que la surveillance électronique ne mordre pas sur la liberté conditionnelle ».

Comme l'a indiqué M. Cabanel, la mise en œuvre du bracelet électronique « dépend du ministère de la justice et pourrait être envisagée dans quelques mois nécessaires à l'installation du matériel adéquat ».

La « télé-prison » a ses règles. Elle est d'abord limitée aux détenus condamnés à de courtes peines (moins d'un an) et à ceux purgeant de longues peines, un an avant leur sortie de prison. Les intéressés doivent donner leur consentement

préalable. Le bracelet électronique est relié, par une ligne téléphonique, à l'ordinateur du centre de surveillance pénitentiaire. La liberté de mouvement du condamné doit s'exercer dans un rayon de moins de quarante-cinq mètres du poste de téléphone de son lieu d'assignation. Au-delà, l'appareil indique à l'administration l'absence du détenu. Cette « liberté relative » doit permettre à ce dernier de poursuivre certaines activités professionnelles ou de formation, selon un emploi du temps surveillé à distance par le centre de détention, grâce à un programme informatique. Michel Duffour (PCF, Hauts-de-Seine) s'est demandé si « en supprimant la différence entre l'en-dedans et l'en-dehors, on ne risque pas de propager le système carcéral à l'ensemble de la société ».

EN VIGUEUR AUX ETATS-UNIS

Non, il ne s'agit pas « d'une sorte de balise Argos au de l'équivalent d'une caméra de surveillance », assure le groupe du Rassemblement démocratique et social européen, ni d'une loi « d'inspiration laxiste ».

« Il est temps pour la France » de faire cette « expérience », déjà en vigueur aux Etats-Unis, en Suède, en Angleterre et en Hollande.

Le 25 mars, alors que l'Assemblée nationale avait adopté le texte, Daniel Picotin, alors député de la Gironde (UDF), affirmait que ce dispositif aurait aussi l'avantage de réduire de quatre à cinq fois le coût d'un séjour en prison, évalué par un autre député à cinq cents francs par jour (*Le Monde* du 27 mars 1997). De son côté, Julien Dray (PS, Essonne), s'est inquiété que le placement sous surveillance électronique soit surtout destiné aux condamnés en « col blanc ».

Clarisse Fabre

Le PS et le PCF affichent leur bonne entente malgré les couacs parlementaires

Robert Hue récusé une « solidarité fondée sur l'alignement »

Le Parti socialiste et le Parti communiste ont créé, jeudi 11 décembre, des groupes d'étude et de réflexion, ouverts aux autres partis de la ma-

jorité. Ils devraient porter sur « la citoyenneté » et la réforme des modes de scrutin, le crédit, les droits des salariés et les services publics. Pour

M. Hollande, il s'agit, sans gommer les différences, de « faire avancer la majorité » avec un PCF qui se veut « constructif ».

A L'ISSUE de quatre vingt-dix minutes d'entretien, jeudi 11 décembre au siège du Parti socialiste, François Hollande et Robert Hue n'ont pas lésiné sur les signes de complicité. S'appelant ostensiblement par leurs prénoms, évitant les mots qui fâchent, le premier secrétaire du PS et le secrétaire national du PCF ont voulu donner de cette première rencontre depuis leur déclaration commune du 29 avril et la constitution de la majorité « plurielle », l'image d'une parfaite entente.

Ce n'est qu'à la fin de son compte rendu à la presse que M. Hollande a fait allusion aux « couacs » parlementaires, sur la loi de financement de la Sécurité sociale ou la nationalité, en évoquant « les confusions » dont la majorité doit donner « une traduction » sur les « textes importants ». « Il y a eu un échange cohérent », s'est borné à commenter M. Hue. Lors de la rencontre entre les deux délégations, M. Hollande a souhaité plus explicitement voir le PCF voter le projet de M. Chevènement sur l'immigration. M. Hue a répon-

du qu'un vote positif dépendait de la prise en compte des amendements de la majorité.

Devant la presse, M. Hue a repris l'essentiel de sa déclaration liminaire lors de la rencontre, en évoquant un « bon climat, dynamique et responsable ». Rappelant l'« appréciation positive » du PCF sur les six premiers mois du gouvernement et de la majorité, M. Hue a enchaîné : « Je crois que nous sommes en train d'inventer ensemble un mode d'existence original pour une majorité plurielle dont la solidarité n'est pas fondée sur l'alignement derrière les positions d'un parti dominant mais sur la volonté partagée de mettre en œuvre une politique répondant aux attentes » des électeurs. L'essentiel était dit.

M. Hue a noté ensuite que, si les Français « sont majoritairement satisfaits », « leurs attentes restent entières ». Il faut donc « engager maintenant des réformes structurantes », afin de relancer la consommation – « les premières mesures gouvernementales en ce domaine ont été plus que timides », a-t-il déclaré lors de la rencontre – et

« s'attaquer aux causes du chômage ». Comme pour mémoire, M. Hue a réaffirmé ses vœux sur le service public, les privatisations, « une profonde réforme de la fiscalité et du crédit » et l'Europe. Sur ce point, le balancement était de rigueur : le PCF reste partisan « d'un référendum » mais a salué « l'importance » du conseil européen de Luxembourg sur l'emploi.

« RAPPORT NOUVEAU »

Les élections régionales, abjet principal de la rencontre pour le PS, ont été abordées dans le même état d'esprit. M. Hue a réaffirmé sa « volonté de présenter des listes communes » et de « surmonter » les obstacles existants. « C'est la première fois que nous allons avoir des listes d'union » à partir d'un accord national, a assuré M. Hollande, en s'attachant aussi à définir « le rapport nouveau que nous sommes en train d'inventer ». Durant la rencontre, M. Hollande a jugé « peu opportune » l'idée de voir Maxime Gremetz, député de la Somme qui n'a pas voté la confiance au gouvernement de Lionel Jospin, être

tête de liste en Picardie. Un groupe de travail PS-PCF – avec Jean-Christophe Cambadélis, Jean-Pierre Bel et Philippe Bassinet pour le premier, Pierre Blatin, Paul Magnon et Paul Lespagnol pour le second – va défricher le terrain. Le premier secrétaire du PS, qui récusé une tête-à-tête exclusif avec le PCF, a annoncé un sommet des formations de la majorité « plurielle » en janvier.

M. Hollande, qui avait insisté au début de la rencontre sur « la bonne tenue » du gouvernement et de la majorité et sur la nécessité de « baliser l'avenir ensemble » sur cinq ans, a souligné « la qualité » des relations PS-PCF. « Chacun reste lui-même et en même temps, nous appartenons à un ensemble cohérent », a-t-il affirmé. Communistes et socialistes tiendront un colloque en février sur l'Europe. Quant à la question des fonds de pension, « elle n'a pas été évoquée », a assuré M. Hue. Comme si rien ne devait ternir les retrouvailles.

Michel Noblecourt

LA BRACE ACTIVE



LONGCHAMP
PARIS

Dominique Strauss-Kahn lance la réforme du ministère de l'économie et des finances

Jean-Pascal Beaufret devrait devenir directeur général des impôts

En prenant ses fonctions, Dominique Strauss-Kahn avait annoncé qu'il engagerait une vaste réforme pour moderniser le ministère de l'écono-

mie, des finances et de l'industrie. Dès avant la conclusion de la mission de réflexion qu'il a confiée à deux hauts fonctionnaires, il va en don-

ner le coup d'envoi en procédant à une série de nominations, dont celle de Jean-Pascal Beaufret à la tête de la direction générale des impôts.

LA FORTERESSE Bercy est à la veille d'une grande secousse. Arrivant à la tête d'un gigantesque ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn avait fait comprendre qu'il avait pour ambition non seulement de conduire une politique économique nouvelle, mais aussi d'engager une vaste réforme de sa maison, conduisant à des changements dans les méthodes de travail et d'organisation. On avait donc aussi deviné que cela pourrait conduire à des changements d'hommes. C'est ce qui va bientôt advenir.

Par une lettre en date du 27 août, le ministre a confié à deux hauts fonctionnaires, Pierre Boisson et Jean-Claude Milleron, le soin de réfléchir à la modernisation du ministère. Leurs suggestions définitives ne seront dévoilées qu'au début de 1998, mais, dès à présent, on pressent à Bercy que des changements importants vont très bientôt intervenir et que des réformes pourraient succéder à des « gestations ». À quelques postes importants.

Une première nomination est d'ores et déjà imminente : celle de Jean-Pascal Beaufret. Même si, dans l'entourage de M. Strauss-Kahn, on refuse de le confirmer, il devrait très prochainement devenir directeur général des impôts (Le Monde du 1^{er} novembre), en remplacement d'André Barilari. Ce

changement est à lui seul symbolique. Ancien chef de service à la direction du Trésor, puis sous-gouverneur du Crédit foncier - poste qu'il a dû abandonner après un arrêt très controversé du Conseil d'Etat - M. Beaufret n'est pas à proprement parler un mou ou un indécis : c'est lui, notamment, qui a été le premier à tirer le signal d'alarme lors du désastre du Crédit lyonnais. Alors que le gouvernement a annoncé son intention d'ouvrir, en 1998, plusieurs très grands chantiers dans les domaines de la fiscalité locale, de la fiscalité du patrimoine ou encore de la fiscalité écologique, l'arrivée d'une aussi forte personnalité est un signe donné à cette administration qu'elle va vivre une période de mutation.

CHANGEMENTS EN GESTATION

Si les autres changements sont encore en gestation, on sent que les autres grandes directions sont, elles aussi, en effervescence. Les hasards du calendrier font d'ailleurs que le ministre devra sans doute bâter certaines décisions, dès avant les conclusions de la mission Boisson-Milleron. Après le passage au Crédit agricole de Marc-Antoine Autheman, il doit ainsi procéder rapidement à la nomination d'un nouveau conseiller financier à l'ambassade de France à Washington, qui sera par ailleurs, comme c'est l'usage, administra-

teur pour la France du FMI et de la Banque mondiale. L'ancien directeur du Trésor, Christian Noyer, ayant refusé ce poste, trois scénarios sont à l'étude. L'un d'eux consisterait à envoyer à Washington l'actuel directeur de la DREE (direction des relations économiques extérieures), Jacques de Lajugie, et à remplacer ce dernier par un ancien collaborateur de Pierre Bérégovoy, Jean-François Stoll. Même si M. de Lajugie ne semble pas très désireux de changer d'affectation, ce montage laisse à penser qu'après l'éviction annoncée de Christine Chauvet du poste de directrice générale du Centre français du commerce extérieur les grandes administrations de ce secteur pourraient, elles aussi, vivre des changements notables.

À la direction du Trésor, le ministre précédent, Jean Arthuis, avait engagé une réforme. On peut supposer qu'elle sera poursuivie, voire amplifiée, sous la houlette de l'actuel directeur, Jean Lemierre. Mais, là encore, des hommes vont changer. Un premier départ est d'ailleurs déjà décidé, celui du chef du service des affaires monétaires et financières, Sylvain Lemoine de Forges, qui va devenir conseiller financier à l'ambassade de France à Londres, poste qu'il cumulera avec celui d'administrateur pour la France à la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement). Il remplacera à

ce poste Elisabeth Buksan, l'ancienne directrice de cabinet d'Yves Galland, dont la mission à Londres a été émaillée de plusieurs incidents, notamment avec l'ambassadeur.

Même si la décision n'a rien de commun avec les précédentes, M. Strauss-Kahn doit faire par ailleurs un ultime choix, dans les tout prochains jours : celui du successeur du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations. La Caisse est, en effet, dans une situation qui, pour n'avoir rien de dramatique, est totalement inédite. Selon les termes d'un arrêté, publié le 4 décembre au Journal officiel, « le secrétaire général remplace l'actuel directeur général à compter du 4 décembre 1997 et jusqu'à la nomination du successeur du directeur général par décret du président de la République ». Dans un premier temps, on a donc pu croire que cette situation d'interim était liée, comme dans le cas du Commissariat général du Plan, à un conflit de cohabitation. Or, même si l'Elysée observe le dossier de près, il n'en est rien, en tout cas dans l'immédiat et, entre les six noms évoqués depuis quelques temps (Le Monde du 24 novembre), le gouvernement devrait faire son choix d'ici au conseil des ministres du mercredi 17 décembre.

Laurent Mauduit

Proche de l'extrême droite, la CFNT a dix-huit élus salariés aux prud'hommes

Le FN prévoit « une guerre judiciaire »

ONZE et sept font dix-huit. La CFNT (Coordination française nationale des travailleurs) aura finalement emporté dix-huit sièges dans le collège salarié aux élections prud'homales. Les sept sièges supplémentaires ont été obtenus dans le Rhône et plus précisément aux prud'hommes de Lyon. Les scores de ce satellite du Front national dans ce département sont parvenus trop tard pour être publiés dans Le Monde du 12 décembre. Le ministère de l'emploi et de la solidarité ayant refusé de fournir isolément les résultats de la coordination (comptabilisés en « divers »), Le Monde a mis en place, avec ses correspondants, un système parallèle de recueil de données.

DEMANDE DE RECONNAISSANCE

Philippe Olivier, délégué général adjoint du Front national, se félicitait, jeudi 11 décembre, « de la percée historique du syndicalisme national ». Fort de ces résultats, la CFNT va demander sa reconnaissance en tant que syndicat. M. Olivier compare les résultats de la CFNT et ceux de la CFNT, dans les départements où ils étaient concurrents. « Pourquoi la CFNT qui a souvent fait des scores moins bons que la CFNT serait reconnue et pas la CFNT ? », demande-t-il. « L'objectif recherché n'était pas forcément le score », souligne-t-il, en expliquant que l'élection a permis de « développer un discours plus économique » et de mobiliser des sympathisants sur un « thème inhabituel », notamment dans les départements où le Front national perce difficilement. Appliquant la stratégie de la tolérance d'alignement, il annonce son intention de mener des campagnes « adaptées aux micro-climats sociaux », « dans les sociétés dépendant des bureaux » où la CFNT aura obtenu des résultats importants.

Dans l'immédiat, le responsable aux actions catégorielles du parti d'extrême droite prévoit une « guerre judiciaire et juridique » autour des listes CFNT. Un grand nombre d'entre elles - environ soixante-dix - ont en effet été invalidées par les tribunaux d'ins-

tance pour des raisons de forme mais aussi de fond, des juges mettant en doute la capacité des candidats de la CFNT à être des juges impartiaux compte tenu de leurs liens avec un parti prônant la préférence nationale, le Front national. La CFNT a bien l'intention de se tourner vers la Cour de cassation qui, le 2 décembre, a souligné qu'elle aurait compétence à examiner les recours après le scrutin (Le Monde du 4 décembre).

La CFNT s'attend également à ce que les syndicats traditionnels fassent des recours contre les listes CFNT qui auraient obtenu des sièges dans les conseils de prud'hommes. M. Olivier menace alors les autres syndicats de recours équivalents « car nombreux sont les listes entachées d'irrégularités de

Sept sièges

dans le Rhône

Voici la liste des élus CFNT dans le collège des salariés du Rhône que nous n'avions pu publier dans nos éditions du 12 novembre. Prud'hommes de Lyon : deux sièges sur 32 dans la section Industrie ; 3 sur 30 dans la section Commerce ; 1 sur 14 dans la section activités diverses ; 1 sur 22 dans la section encadrement.

forme », lance-t-il. Le Front national a, en fait, l'intention d'intensifier sa campagne contre les syndicats « officiels ». Cette fois, ce sera par le biais des subventions. « Nous avons l'intention de demander l'application de la loi sur les subventions des communes », qui réglemente les aides aux syndicats, déclare M. Olivier. Un « kit » détaillant les lois et les recours pour contester les subventions devrait être envoyé à tous les élus du Front national. « La guerre ne fait que commencer », se plaît à répéter le responsable léniniste.

Christiane Chombeau

M. Madelin exclut l'idée de présidents de région élus avec les voix du FN

ALAIN MADELIN, président de Démocratie libérale, a indiqué, jeudi 11 décembre, à l'occasion d'un Forum de son parti à Lille, qu'à l'issue des élections régionales de mars 1998 « il n'y aura pas de président (RPR ou UDF) élu avec les voix du Front national ». L'ancien ministre a réaffirmé qu'il entendait « débattre » avec ce mouvement et répondre à ses dirigeants « thème par thème ». Il a jugé que, face au parti d'extrême droite, « la ligne de la croisade et de l'onthisme permanent ne marche pas ». « Je combats le Front national à ma façon, pas à la mode socialiste ni en participant à des croisades anti-FN trop souvent couées de fils roses » et qui ne font « qu'exacerber le rejet de certains de nos électeurs d'hier », a-t-il déclaré.

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE** : Jacques Chirac enregistre une cote de confiance positive, pour la première fois depuis deux ans, selon une enquête Ipsos pour l'hebdomadaire Le Point (daté 13 décembre), réalisée les 5 et 6 décembre auprès d'un échantillon national de 963 personnes. Le président de la République recueille 51 % d'opinions favorables, en hausse de 2 points en un mois, contre 41 % d'avis négatifs. Lionel Jospin, qui avait enregistré une cote de confiance très élevée en novembre, recule de 3 points à 57 % d'opinions positives, contre 37 % de négatives.

■ **DÉFENSE** : les « manquements ou respect de la dignité », qui se sont produits dans les armées, sont « des cas isolés et exceptionnels » car l'ensemble des responsables des unités « ont une profonde déontologie », a assuré, jeudi 11 décembre, au Sénat, le ministre de la défense Alain Richard, en réponse à une question d'actualité du sénateur Joëlle Dusseau (RDSE, Gironde), qui estimait que l'armée était « trop souvent une zone de non-droit ».

■ **SOISSON** : Emmanuelle Bouquillon (UDF-FD), maire de Soisson (Aisne) depuis juin 1995, est en difficulté au sein de sa propre majorité. Plusieurs élus lui ont demandé par écrit de donner sa démission, la contraignant à riposter publiquement en démettant de leur délégation, le 4 décembre, plusieurs adjoints RPR et UDF. Deux jours plus tard, quatre autres adjoints et un conseiller délégué ont remis à leur tour leur délégation, reprochant à M^{me} Bouquillon « un comportement superficiel dont se dégage une impression de légèreté, d'incompétence et de futilité ». (Corresp.)

■ **DÉMISSION** : le maire socialiste de Besançon, Robert Schwint, a décidé, jeudi 11 décembre, de « reprendre sa liberté » à l'égard du Parti socialiste, en raison d'une querelle sur la candidature de sa femme, membre de son cabinet, à laquelle les militants du Doubs ont préféré Marie-Guite Dufay, conseillère municipale de Besançon, en position éligible sur la liste pour les élections régionales.

■ **RETRAITES** : le secrétaire général de la CGT, Louis Vianet, a affirmé, jeudi 11 décembre, sur RTL, que le projet de loi sur les fonds de pension, qui doit être déposé au printemps, « se heurtera à l'hostilité de toutes les organisations syndicales ».

Bruno Caussé

Des officiers redoutent « une véritable crise de confiance » dans l'armée de terre

UN GROUPE d'officiers de l'armée de terre, qui s'est constitué à l'Ecole militaire, à Paris, autour de l'ancien inspecteur général de l'armée de terre, le général Pierre de Percin de Northumberland, estime, dans une Lettre d'information datée de décembre, que l'armée de terre est entrée dans « une période d'incertitude » telle qu'elle est susceptible de « déboucher sur une véritable crise de confiance ».

Dans un éditorial, le général de Percin - qui a quitté son poste il y a moins d'un an - juge que « les décisions politiques récemment prises et touchant aux personnels comme aux finances engendrent maintenant une forte inquiétude » dans les rangs. Il doute de la possibilité de mener à leur terme, dans les délais prévus, « les transformations fondamentales imposées » à l'armée de terre par la loi de programmation militaire 1997-2002 et par le projet de professionnalisation progressive des armées françaises. Dénommé « groupe de réflexion G25 » (G25, pour généraux

admis en deuxième section), ce groupe d'officiers a ses bureaux dans l'Ecole militaire et il est officiellement reconnu par l'état-major de l'armée de terre. Il se veut une instance de réflexion et de propositions. Il note, dans ce document, que la « refondation » de l'armée de terre se fait « sous forte contrainte financière ».

« La cohérence du projet », écrit notamment le général de Percin, paraît aujourd'hui menacée. Car, dans les trois domaines, celui des personnels militaires, celui des personnels civils et celui du budget, les difficultés s'accroissent. D'abord, en raison d'un amendement à la nouvelle loi sur le service national qui accordera des reports d'incorporation à de jeunes salariés, il manquera 16 000 appelés dès 1998, et jusqu'en 2002. Ensuite, l'interdiction d'embaucher des ouvriers et le « gel » pratiqué sur des emplois de fonctionnaires ont pour effet que « l'armée de terre est déjà en déficit de 3 000 civils ». Enfin, « la nouvelle baisse » des crédits d'équipement porte « atteinte

aux capacités opérationnelles » des forces. « L'armée de terre a évolué jusqu'à présent, écrit l'éditorialiste du G25, aux limites de ses capacités d'adaptation. La période d'incertitude dans laquelle nous entrons pourrait engendrer ouverture et dissolution susceptibles de déboucher sur une véritable crise de confiance ».

Face au ministre de la défense, Alain Richard, qui s'est dit opposé à une telle perspective, le général de Percin fait état de réflexions, au sein de l'état-major de l'armée de terre, dont la logique conduirait à « une accélération de la professionnalisation » sous l'effet d'un « déclin » très important et plus rapide que prévu « de la ressource en conscrits ». Cette opération, considère le groupe G25, dont le succès est loin d'être acquis, entraînerait la mise en sommeil de régiments et, partant, un amoindrissement des capacités de l'armée de terre, au premier chef.

Jacques Isnard

Le syndicat MG France fait campagne pour le « médecin référent »

RICHARD BOUTON ne cache pas son anxiété. Pour le président-fondateur de MG France, syndicat de médecins généralistes qui revendique dix mille adhérents, le rendez-vous conventionnel, ce contrat de confiance entre un patient et son médecin, est « un enjeu essentiel » de la transformation du système de soins. Mais, reconnaît le président du seul syndicat de médecins à soutenir la réforme Juppé de la Sécurité sociale, cette notion de « médecin référent », dénoncée à longueur de colonnes dans la presse médicale, est l'objet d'« une gigantesque bataille de communication », voire de « désinformation ».

Le docteur Bouton va donc battre les estrades. Jeudi 11 décembre, il a animé une réunion à Beauchamps (Val-d'Oise). D'entrée, il a prévenu la quarantaine de médecins réunis dans la salle Anatole-France : « S'il s'avérait que la réforme Juppé échoue, il faut s'attendre à un démantèlement de la Sécurité sociale dont les appartements les plus rentables seront vendus aux compagnies d'assurances ».

Si certaines réunions de ce type tournent à l'affrontement, celle de Beauchamps fut presque sereine. Le contrat de confiance, dont chaque généraliste a été le destinataire, a été décodé, à la virgule près. Cette explication de texte n'a pas levé toutes les inquiétudes. Ainsi, « la continuité des soins », donc l'obligation des permanences, a suscité quelques réserves chez ces généralistes qui trouvent déjà leurs journées de travail bien longues. « C'est le re-

tour de l'esclavage », a lancé un médecin. D'autres ont craint qu'avec le non-paiement de l'acte les patients soient tentés par « une surconsommation de consultations » : « Où seront alors les écanas ? », s'est interrogé un généraliste. « Dans la prescription de génériques », a répondu le docteur Bouton.

La liste de ces médicaments moins onéreux est en cours de rédaction. Elle devrait être prête et diffusée vers la fin décembre, avec un peu de retard sur le calendrier

Mode d'emploi du « contrat de confiance »

● **Le patient** : pour signer avec un médecin de son choix le formulaire d'adhésion au dispositif, le patient doit être assuré social ou ayant droit (conjoint, concubin, enfant...). Il peut interrompre ce contrat d'une durée d'un an à tout moment mais devra attendre l'expiration des douze mois pour conclure un nouveau contrat avec un autre médecin. Pendant cette année, il peut consulter d'autres médecins, mais sans bénéficier des avantages financiers du « contrat de confiance ».

● **La consultation** : le patient ne règle que la part non remboursée par l'assurance-maladie, soit 30 % des 110 francs. Si sa mutuelle s'est engagée dans cette option conventionnelle, il n'aura rien à déboursier lors de la consultation.

● **Le médecin** : conventionné en secteur 1. Il s'engage à respecter

les recommandations de bonne pratique médicale et les référentiels élaborés par l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé. Il prend les dispositions pour offrir un système de permanence de soins et d'urgence. Il peut abandonner le dispositif à tout moment mais ne pourra plus y adhérer avant 2001.

● **Prescriptions** : le médecin s'engage à prescrire les moins chers des équivalents thérapeutiques à hauteur d'au moins 10 % de la valeur de ses prescriptions médicamenteuses.

● **Incitation** : le médecin bénéficie d'une rémunération forfaitaire pour chaque patient ayant conclu un contrat de suivi médical : celle-ci est fixée à 150 francs jusqu'à la fin 1998. Une majoration de 50 francs par patient lui sera attribuée pour se relier à un réseau informatique.

« Cette notion de médecin référent, n'est-ce pas la mort de la médecine libérale ? », a dit, au début, le docteur Bouton. C'est une chance pour remettre le généraliste au cœur d'une vraie politique de santé publique. A minuit, le débat se poursuit autour d'un buffet. Un membre de MG France évoque deux freins possibles à la mise en place de ce système : « Les difficultés des caisses primaires à s'adapter aux changements » et « la capacité de nuisance de certaines d'entre elles, sous influence de Force ouvrière, syndicat hostile à la réforme Juppé ».

Pourtant, la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) a mis tout son poids dans le dispositif du médecin référent. « C'est une véritable refondation du système de soins », a affirmé il y a quelques jours son président, Jean-Marie Spaeth (CFDT). L'apogée conventionnelle marque un coup d'arrêt à une approche de la médecine fondée trop exclusivement sur le curatif.

Pour M. Spaeth, le contrat de confiance va « améliorer la qualité des soins », tout en contribuant à « la maîtrise des dépenses » sans entraver « la liberté des patients et des médecins ». La CNAMTS espère que « 10 à 30 % » des 45 millions d'assurés sociaux adhéreront en 1998 à l'option conventionnelle. Reste à convaincre les généralistes : « Ce sont les patients qui les pousseront à s'engager », assure un médecin du Val-d'Oise.

هكذا من لامل

SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 13 DÉCEMBRE 1997

JUSTICE Ilitch Ramirez Sanchez, alias « Carlos », comparait à partir du vendredi 12 décembre devant la cour d'assises de Paris pour le meurtre de deux inspecteurs de la direction de

la surveillance du territoire (DST) et d'un ancien compagnon de route libanais, commis le 27 juin 1975 dans un appartement de la rue Toullier à Paris. ● **CONDAMNÉ** pour ces

mêmes faits en 1992 à la réclusion à perpétuité, celui qui fut naguère qualifié par Gaston Defferre de « terroriste numéro un mondial », encourt cette fois une peine de

trante ans de prison. ● **S'APPUYANT** sur le témoignage d'un ancien agent du Mossad, Victor Ostrovsky, Carlos soutient que Michel Moukharbal, le Libanais tué rue Toullier, était un

agent double, travaillant pour les Palestiniens et les Israéliens. ● **SE-LON** Carlos, le procès qui s'ouvre est « une tentative de procès stalinien [où] tout est organisé d'avance ».

Le premier procès de Carlos s'ouvre devant la cour d'assises de Paris

Naguère qualifié de « terroriste numéro un mondial », Ilitch Ramirez Sanchez est accusé du meurtre de deux inspecteurs de la DST et d'un ancien compagnon de route libanais, le 27 juin 1975, rue Toullier à Paris. Il encourt une peine de trente ans de prison

« ON VA les faire chier... » Déterminé, jolissant selon ses défenseurs d'une bonne forme physique et intellectuelle, Ilitch Ramirez Sanchez, alias « Carlos », se prépare. Vendredi 12 novembre, il comparait devant la cour d'assises de Paris pour le meurtre de deux inspecteurs de la Direction de la surveillance du territoire (DST) et d'un ancien compagnon de route libanais, commis le 27 juin 1975, dans un appartement, rue Toullier à Paris (lire ci-dessous). Mais pour l'heure, l'homme mis en examen dans cinq autres enquêtes sur des attentats perpétrés entre 1974 et 1983, se verse du café, fume quelques cigares.

Mythe vieillissant, l'homme qualifié en 1982 de « terroriste numéro un mondial » par Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, s'est procuré aujourd'hui des moules et des chaussons autrichiens contre le froid. Il lit beaucoup, est abonné à des dizaines de journaux, écrit en anglais, français, espagnol. Au cours de sa détention, l'homme a perdu une seule fois son sang-froid en traitant de « gnaou » un surveillant - ce qui lui valut une sanction de dix jours de cellule disciplinaire avec sursis. Mais visiblement il a changé. Carlos est décrit comme un « personnage vraiment impressionnant, cultivé, très intelligent » et aussi « très manipulateur » par des membres de l'administration pénitentiaire. Le 12 octobre 1994, une de ses avocates M^{me} Marie-Annick Ramassany-Vergès est surprise assise sur les genoux de son client, au parloir. Soucieux de son apparence, Ilitch Ramirez Sanchez ne dédaigne pas les produits cosmétiques. Il s'en fait livrer régulièrement ainsi que des vêtements et des chaussures de qualité.

On a d'ailleurs du mal à voir en Carlos autre chose qu'une image. Celle tant de fois publiée dans les journaux, alors qu'il était recherché par tous les services secrets occidentaux : un visage déjà empâté, cerné par de longs favoris, un regard de « tueur » derrière des lunettes fumées, des lèvres ourlées qui pourraient esquissier un sourire. Dès le début, Carlos fait corps avec le mythe qu'il est en train de se for-

ger : « De lui-même, il tombait un peu dans l'image que la presse donnait de lui », déclarait Hans-Joachim Klein, ancien compagnon de route allemand, dans un entretien publié par *Libération*, en 1978. « Plus on parle de moi, plus j'ai l'air dangereux, mieux c'est pour moi », lui aurait-il confié.

Carlos incarne alors l'ubiquité : un jour à Caracas, un autre à Damas, un séjour à Tripoli, une villégiature à Budapest. Carlos dans les fumées de Beyrouth et l'ombre bedouine à l'est du mur, Carlos aux passeports falsifiés, aux six langues parlées. Imprévisible au point d'être indésirable, surnommé « Pomme de terre chaude » par d'anciens hauts dignitaires de l'ERDA, à chaque fois expulsé par ses régimes protecteurs, Carlos court autant après la reconnaissance et la puissance qu'un certain confort dont le sens semble chez lui presque inné. « Mon fils a le rang de général ! », dit de lui son père Altargracia Ramirez Sanchez lorsque celui-ci fut au faite de sa « gloire ». « C'est le plus grand héros du monde ! », commenta-t-il au moment de son arrestation.

C'est lui, l'avocat richissime nézélien, qui baptise son premier fils Ilitch, né en 1949 à Caracas. Les frères cadets s'appelleront Vladimir et Lénine. Ilitch grandit sous l'influence marxiste de son père. Son oncle, le lieutenant Carlos Julio Ramirez participa avec succès au coup d'Etat de 1945 renversant le président vénézuélien Medina. L'enfance est dorée, les propriétés familiales immenses et le père Altargracia rêve d'un destin « de vaillant communiste » pour ses enfants. La mère leur dispense un enseignement religieux en cachette et les emmène vivre dans un appartement cossu à Londres au moment de l'adolescence.

Le jeune Ilitch est propulsé dans l'univers des cocktails diplomatiques, des soirées cinquantes offertes par des nababs proche-orientaux, des night-clubs fréquentés par la jet-set. Les filles ont des robes excentriques et Ilitch parvient à les séduire. Même si le jeune homme est banté par son physique - il commence à grossir -,

il aime la vie de playboy, ne supporte guère que d'autres soient plus brillants que lui, s'entraîne au prestigieux club de tir de Kensington.

Après son échec au Level A (l'équivalent du baccalauréat), il est envoyé par son père à Moscou à l'université Patrice-Lumumba, réservée aux étudiants des « pays frères » du tiers monde. Ilitch, pètri de l'idéal d'un communisme international, n'en poursuit pas moins sa vie de bamboche. Il fréquente les étudiants palestiniens acquis à la lutte armée. Ses frasques nocturnes le conduisent à être expulsé par Moscou « pour vie dissipée ». En 1970 mais certains experts pensent qu'il pourrait s'agir d'une couverture du KGB. Quelques mois plus tard, il décide de s'engager aux côtés du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), l'organisation de Georges Habache et Waddi Haddad.

Le voici, en Jordanie, âgé de vingt et un ans, pressé de s'engager dans les combats qui opposent les Palestiniens aux troupes du roi Hussein. Il est déçu, on le tient à l'écart. Ilitch Ramirez acquiesce toutefois « l'expérience utile des tactiques de guérilleros », confiera-t-il. A Londres, il retrouve le tourbillon des soirées et des salons, joue de la guitare, au poker et au black jack, boit du whisky et dissimule ce qu'il est devenu : un agent, prêt à intervenir en Europe. Ses débuts sont désastreux. En décembre 1973, son

renvier s'enraye au quatrième coup de feu tiré contre Joseph Edward Self, frère du propriétaire de Marks and Spencer, considéré comme un dirigeant sioniste, qui échappe miraculeusement à la mort. Un mois plus tard, une double porte se referme alors qu'il lance un colis piégé dans une banque israélienne.

Carlos a laissé derrière lui des dizaines de morts, des centaines de blessés

Les Britanniques le nomment le « Chacal », du titre d'un polar retrouvé dans sa valise. En cavale, Ilitch Ramirez se fait aussi appeler « Johnny », « Salim », et « Carlos », semble-t-il, à son insu. L'homme apprend, collectionne les armes, gagne la confiance des chefs du FPLP, recrute. Le système Carlos s'emballe.

A Paris, des voitures piégées explosent devant les locaux des journaux *L'Aurore*, *Minute* et *L'Arche*. A La Haye, il supervise l'occupation de l'ambassade de France par trois

membres de l'Armée rouge japonaise, en septembre 1974. Pour accélérer le dénouement de la prise d'otages, il n'hésite pas à jeter deux grenades dans la foule du drugstore Publicis Saint-Germain à Paris (deux morts, trente-quatre blessés). En janvier 1975, c'est la tentative d'attaque d'un avion El Al à Orly, une prise d'otages et la mise à disposition d'un avion pour rejoindre l'Irak. En décembre de la même année, le vol faisant irruption à Vienne lors d'une séance de l'OEPE et obtient de partir avec onze ministres pour Alger, trois personnes sont tuées. Le ministre saoudien du pétrole se souvient d'un homme « d'une intelligence percutante, doté d'une capacité inouïe d'agir rapidement ». Un ancien proche est frappé par une « assurance » incroyable, le sens du culot et un début de mégalomanie. On lui prête le détournement de l'avion israélien à Orly en juin 1976. Et Carlos sommeille jusqu'en 1982.

Sa compagne Magdalena Kopp et son ami Bruno Bréguet sont arrêtés en France, bientôt jugés. Carlos menace, écrit à Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, réclame leur libération, signe la lettre de l'empreinte de ses pouces. Le 29 mars 1982, une bombe explose à bord du train Le Capitole. Jacques Chirac y avait une place réservée pour se rendre en Corréze mais prit au dernier moment un train.

Le 29 mars 1982, une bombe explose dans le train Capitole qui

avait privé. A l'heure même où commence le procès de ses amis, le 22 avril, une autre bombe explose rue Marbeuf dans les locaux du journal *Al Watan* à Paris. Les attaques se multiplient contre des intérêts français à Beyrouth, à Beirouth. Et le 31 décembre 1983, c'est le double attentat du TGV Paris-Marseille et à la gare Saint-Charles à Marseille.

Au total, Carlos a laissé derrière lui des dizaines de morts, des centaines de blessés et, en France, un débat empoisonné qu'il a contribué à faire prospérer : celui de l'insécurité. Carlos n'est pas Che Guevara. Doublement « victime » de la chute du mur de Berlin et du déclenchement du processus de paix au Proche-Orient, l'homme est devenu depuis longtemps mercenaire, trafiquant d'armes, isolé, « traître », persiste-t-il à penser, et salué par le banquier suisse pro-nazi François Genoud qui se targue de l'avoir rencontré et confié son admiration. Croit-il encore à la « révolution mondiale » lorsqu'il trouve refuge dans la Roumanie de Ceausescu ? On le dit longtemps réfugié en Syrie en compagnie de Magdalena Kopp avec qui il a une fille, Rosa. Mais la Syrie tente de l'expulser en Libye en 1991 avec une valise contenant une million de dollars, des bijoux et des passeports diplomatiques. Tripoli le renvoie à Damas. On croit deviner la présence de l'homme vieillissant au Yémen, en Iran.

Carlos échoue au Soudan, se convertit à l'islam, vit avec une jordanienne et, selon sa défense, jouissait d'une fonction de conseiller du ministre de la défense au moment de son arrestation par les Soudanais censés le protéger. Ces derniers le « livrent » aux policiers de la DST française, le 14 août 1994, dans des conditions que la chancellerie classera « secret défense », au terme de tractations avec Kharthoum qui restent, elles aussi, mystérieuses. Michel Poniatowski disait de Carlos en 1982 : « Il ne faut pas l'arrêter, il faut le liquider, c'est l'affaire des services dit spéciaux ». Finalement, Carlos sera jugé. Celui-ci promet des « révélations » tonitruantes. Sa défense le confirme : « Carlos n'a pas changé ».

Dominique Le Guilledoux

Le 27 juin 1975, la tuerie de la rue Toullier

EN ALLANT chercher Carlos à Kharthoum, le 14 août 1994, les policiers de la DST ne faisaient pas qu'interpeller « l'un des hommes les plus recherchés du monde ». Ils prenaient une revanche. Carlos comparait en effet pour l'assassinat de deux des leurs, les inspecteurs Raymond Dous et Jean Donatini, qui tentaient de l'arrêter le 27 juin 1975, dans l'une de ses planques parisiennes, au 9, rue Toullier, dans le V^e arrondissement de Paris.

Selon la version de l'accusation, la DST avait interrogé quelques jours plus tôt Michel Moukharbal, un Libanais soupçonné d'appartenir au FPLP. Celui-ci donne seulement l'adresse d'une amie près de la Sorbonne. Le commissaire Jean Herranz et deux inspecteurs vont rendre visite à la jeune femme sans trop y croire. Il est 21 heures, on entend des rires, des sons de guitare derrière la porte de l'ap-

partement. Un étudiant vénézuélien ouvre, une jeune femme surgit du fond de la pièce et tente de s'emparer de la carte tricolore du commissaire. Les esprits se calment, le commissaire est invité à boire un verre au salun. Deux jeunes gens sont assis, dont Ilitch Ramirez Sanchez.

Jean Herranz sort des photographies prises par la DST sur lesquelles figure Carlos auprès de Moukharbal. Carlos nie être l'homme des clichés, le ton monte à nouveau. Le policier fouille Ilitch Ramirez Sanchez pour vérifier s'il a une arme mais il fouille mal. Entre-temps, arrivent les inspecteurs accompagnés de Moukharbal qui attendaient dans une voiture au pied de l'immeuble. Le Libanais confirme l'identité de Carlos. En quelques secondes, Carlos abat les trois policiers au pistolet automatique Tnkarev - seul le commissaire Herranz

surviva. Puis s'approche du « traître ».

« A cet instant, [Moukharbal] réalise que dans le trépas que nous faisons, la peine de mort s'applique à celui qui parmi nous lâche pied. Quand il se mit en face, je lui trait une balle entre les yeux », confia en 1979 Carlos à l'hebdomadaire arabe *El Watan* - une interview qu'il qualifia quelques années plus tard de « faux » et de « montage journalistique ».

Cette version de la tuerie de la rue Toullier est totalement contestée par la défense de Carlos. Celle-ci s'appuie sur le témoignage d'un ancien agent du Mossad, Victor Ostrovsky, consigné dans un livre, *Un agent des services secrets israéliens parle*. Selon son avocat, M^{me} Isabelle Cnutant-Peyre, Carlos soutient que Moukharbal était un agent double travaillant à la fois pour les Palestiniens et les Israéliens. Selon lui, il aurait prêté son couteau au Mossad, avec « la complicité de hauts fonctionnaires français », afin que cette opération de « provocation » aboutisse à une rupture entre la France et les organisations palestiniennes de l'époque.

Pour l'avocate de Carlos, le procès qui s'ouvre vendredi 12 décembre est une « tentative de procès stalinien, tout est organisé d'avance ». Poursuivi pour les mêmes faits, Carlos avait été condamné à la réclusion à perpétuité par contumace en 1992 par la cour d'assises de la Seine.

D. L. G.

Jugé par une cour d'assises ordinaire

Symbole du terrorisme des années 70-80, soupçonné d'être impliqué dans la mort d'une vingtaine de personnes entre 1973 et 1984, Carlos sera jugé par une cour d'assises ordinaire composée de neuf jurés et de trois magistrats. Depuis 1986, tous les faits liés au terrorisme sont jugés par une cour d'assises spéciale composée de sept magistrats. Le texte de 1986 avait introduit cette nouvelle procédure, de manière rétroactive, pour des faits antérieurs à 1986 - il a ainsi été utilisé pour juger un commando d'Action directe - mais le triple meurtre imputé à Carlos, le 27 juin 1975, était trop ancien pour tomber dans le champ de ces nouvelles dispositions. Carlos sera donc jugé par une cour d'assises ordinaire. Neuf jurés supplémentaires devaient être désignés, vendredi 12 décembre, au cas où les titulaires quitteraient le procès. Les juges, l'avocat général, le greffier et l'appareilleur sont protégés en permanence par des policiers.

هكذا من لاصحل

Les aides-éducateurs bénéficieront de 200 heures de formation

La circulaire de mise en œuvre du dispositif emplois-jeunes dans l'éducation nationale devrait être signée par M. Allègre et par M^{me} Royal. Ce texte ouvre aux jeunes la possibilité d'exercer des activités « en dehors du temps scolaire »

La circulaire de mise en œuvre du dispositif emplois-jeunes dans l'éducation nationale est sur le point d'être signée par Claude Allègre et Ségolène Royal. Elle permettra aux aides-éducateurs, pour l'instant embauchés

de manière transitoire, de signer un contrat de droit privé pour cinq ans. En janvier 1998, ces jeunes devront passer un entretien de bilan afin de définir la formation continue qu'ils pourront suivre durant leur contrat. La

circulaire prévoit en effet que les aides-éducateurs bénéficieront de deux cents heures de formation sur leur temps de travail. Elle leur donne également la possibilité d'exercer des activités « en dehors du temps scolaire ».

Le dispositif a été critiqué lors de plusieurs interventions au congrès de la FSU, à Nantes. La fédération souhaite que les postes qui correspondent à des besoins existants soient pérennisés en emplois stables et qualifiés.

LE MINISTÈRE de l'éducation nationale a été le premier à s'engager sur le dossier des emplois-jeunes. Le 10 septembre, alors que le projet de loi de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, était pas encore approuvé par le Parlement, des milliers de jeunes se sont portés candidats auprès des recteurs pour devenir aides-éducateurs dans les écoles primaires et les collèges.

Embauchés « de manière transitoire » en attendant le vote de la loi, ils vont pouvoir signer leur contrat de travail de droit privé, d'une durée de cinq ans. Une circulaire à l'attention des recteurs, relative à la mise en œuvre du dispositif emplois-jeunes dans les établissements scolaires, est sur le point d'être signée par Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, et Ségolène Royal, ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire. Un texte qui remplace et abroge une première note de service diffusée le 19 septembre (Le Monde du 23 septembre).

Outre la nécessité d'appliquer la loi Aubry, cette circulaire est l'occasion pour le ministère de préciser le système de formation dont pourront bénéficier les aides-éducateurs. « J'ai bien l'intention de

faire en sorte que ceux qui sortent dans cinq ans aient un métier mais pas forcément dans l'éducation nationale », expliquait, en septembre, M. Allègre. La circulaire indique que « les titulaires d'emplois-jeunes disposent d'un droit à la formation continue dans la perspective d'un

son avec les ANPE, « dresser un état prospectif des débouchés professionnels ou niveau régional afin de mettre à la disposition des recteurs les données qui permettront la validation des projets de formation et de carrière ». Ce n'est qu'à l'issue de l'entretien de bilan qu'une for-

suffisants pour passer des concours de la fonction publique est relativement simple à organiser, il n'est pas de même pour tous les bacheliers qui ont échoué dans leurs études supérieures. « Nous devons identifier les métiers à bac + 2 », souligne-t-on au ministère.

Ce droit à la formation continue « d'une durée moyenne de deux cents heures par an » s'exercera « notamment pendant les horaires de travail » mais pourra également se dérouler lors « des congés scolaires ». « L'employeur doit aménager le temps de travail du jeune sans tuer le projet d'école pour lequel il a été embauché », insiste le ministère. Quant aux lieux de formation, « tout est concevable », estime-t-on au cabinet, qui liste, pêle-mêle, « les universités, les instituts de formation des maîtres (IUFM), les GRETA (institut de formation continue), mais aussi des formations ad hoc ».

Alors que M. Allègre avait promis, lors de son déplacement dans un collège de Marseille le 24 octobre, de faire évoluer les contrats des emplois-jeunes vers les trente-cinq heures, la circulaire stipule que la durée du travail « est fixée à trente-neuf heures hebdomadaires », les aides-éducateurs ayant droit à cinq semaines de congés

payés. Pour « remplir » ces horaires difficilement compatibles avec ceux des écoles et des collèges, le texte prévoit que les jeunes pourront exercer des activités « en dehors du temps scolaire » dans une collectivité locale ou une association par le biais d'une convention passée avec l'éducation nationale. Dans ce cas, la collectivité locale ou l'association pourra « participer à la rémunération des personnels qui interviennent pendant les vacances scolaires en reversant à l'établissement une contribution correspondant au maximum de 20 % du coût global de la rémunération pendant ces périodes », indique la circulaire.

Pour le Syndicat national des instituteurs et professeurs des écoles (SNIIPP-FSU), cette disposition est contraire à l'engagement du ministère de « financer à 100 % ses emplois-jeunes ». De son côté, le Syndicat des enseignants (SE-FEN) sera « vigilant » afin que les aides-éducateurs « ne se retrouvent pas dans les maux des collectivités locales et qu'ils ne se substituent pas à des emplois existants ». Les recteurs sont appelés à fournir un « rapport qualitatif » sur le dispositif emplois-jeunes pour le 30 avril 1998.

Sandrine Blanchard

Plus de 150 000 candidatures

Le ministère de l'éducation nationale a enregistré plus de 150 000 candidatures pour les emplois-jeunes. Si la demande est massive, elle est inégalement répartie suivant les académies. A l'heure actuelle, environ 16 000 aides-éducateurs sont en poste dans des écoles primaires et des collèges essentiellement situés en zones d'éducation prioritaire (ZEP), en zones sensibles et dans les neuf sites du plan antivolée. Ils devraient être 30 000 fin décembre et 40 000 fin janvier 1998. Une deuxième vague de 35 000 emplois-jeunes sera recrutée en 1998. Les aides-éducateurs ont une moyenne d'âge de vingt-trois ans ; plus de 60 % sont des femmes. Dans certaines académies, notamment en Ile-de-France, des dizaines de démissions sont déjà intervenues. L'une des causes de ces départs semble être liée à une confusion faite par certaines jeunes, qui pensaient avoir trouvé un travail d'étudiant à temps partiel permettant de poursuivre ses études. Ce qui n'est pas le cas d'un emploi-jeune.

projet professionnel durable ». Les aides-éducateurs recrutés en 1997 passeront, dès janvier 1998, « des entretiens de bilan » avec des conseillers de l'éducation nationale ou de l'ANPE. En outre, les services académiques devront, en liai-

son, de faire évoluer les contrats des emplois-jeunes vers les trente-cinq heures, la circulaire stipule que la durée du travail « est fixée à trente-neuf heures hebdomadaires », les aides-éducateurs ayant droit à cinq semaines de congés

La Fédération syndicale unitaire (FSU) attend beaucoup de sa prochaine rencontre avec M. Jospin

TOULOUSE de notre envoyé spécial. De quel côté-t-on dans ce congrès de syndicalistes de l'éducation nationale intitulé « Pour l'école » ? On est tenté de répondre « d'école », oïvement. L'idée est d'autant plus spontanée que la Fédération syndicale unitaire (FSU) était réunie à Toulouse du 8 au 12 décembre notamment dans ce but (Le Monde 9 décembre). Mauvaise réponse, pourtant. Placé au premier rang des thèmes au programme, le débat sur le projet éducatif a été survenu en fin de congrès, interrompu, jeudi 11 décembre, par des discussions byzantines sur le sort qu'il convenait de réserver au Snetaa (enseignement professionnel), syndicat de la fédération et de l'éducation nationale.

Très occupé par ses problèmes internes, polarisés au début du congrès par ses relations avec le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, et avec la ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire, Ségolène Royal, la FSU est cependant parvenue à dégager quelques orientations nouvelles. Ainsi le congrès de Toulouse a-t-il marqué une nouvelle étape dans les relations que la fédération entend entretenir avec le gouvernement de la « gauche plurielle ».

La question a été brutalement résumée : ce gouvernement peut-il continuer à gouverner, comme l'a fait M. Allègre selon la FSU, avec la première fédération d'enseignants ? Celle-ci a clairement répondu non. Et lorsque l'on demande à Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU, ce qu'il attend de la rencontre prévue avec le premier ministre, Lionel Jospin, le 5 janvier, il lance : « Tout ! »

« UNE QUINZAINE D' ACTIONS »

Se défendant de recuser son interlocuteur « naturel », M. Allègre, Michel Deschamps a assuré que cette réunion serait préparée avec le ministre. « Il n'est pas bon que la première fédération de l'éducation ne soit reçue qu'au bout de six mois par le premier ministre. Ou l'on sort de l'imposse, ou le blagage persiste », a cependant expliqué M. Deschamps. En attendant, la FSU a décidé d'une « quinzaine d'actions » au mois de janvier, portant sur la démocratisation du service public d'éducation, le développement de l'emploi public, la fin de la précarité, l'amélioration de la formation initiale et continue, la hausse des salaires et la transformation des emplois-jeunes en vrais métiers.

Après l'échec de sa manifesta-

tion du 19 octobre, la FSU estime que cette période de début d'année civile est plus propice à la mobilisation. Elle poussera donc les feux sur « l'ouverture de négociations » et le vote d'une nouvelle loi de programmation. Le SNIIPP (premier degré), qui rencontre le ministre le 17 décembre avec le SE-FEN et le SGEN-cfât, a quant à lui, déposé un préavis de grève pour le 15 janvier 1998 afin de peser sur l'intégration des instituteurs dans le corps de professeurs des écoles.

Lasse de voir le ministre s'adresser à l'opinion publique par-dessus les enseignants, fatiguée des « petites phrases », la FSU a aussi réitéré sa volonté de lancer un débat public sur l'école. Elle engage dans cette perspective une « campagne d'opinion de longue haleine », utilisant notamment les salles de cinéma pour diffuser un petit film sur l'école, et propose la tenue d'« entretiens de l'éducation » tous les deux ans. « Nous voulons avoir un vrai débat sur la démocratisation. Cette question doit faire l'objet d'un engagement au plus haut niveau de l'Etat », a déclaré Daniel Le Bret, secrétaire du SNIIPP.

L'ouverture du Congrès, celui-ci s'était nettement démarqué de l'attitude offensive de Monique Vuallat envers les ministres. « Nous ne pouvons pas laisser s'ins-

talier l'idée que la FSU parlerait d'Allègre tandis qu'Allègre parlerait de l'école », avait déclaré Daniel Le Bret. « Pendant que l'on dit du mal d'Allègre, on ne dit pas comment on rend l'école meilleure », avait-il ajouté.

OBJECTIFS COMMUNS

Un débat a cependant éclipsé tous les autres, celui des emplois-jeunes. Si ce dispositif a suscité quelques interventions violentes à la tribune — « une paillardise » qui va « faire éclater le service public », comme l'a dit un délégué proche de l'extrême-gauche —, le congrès s'est finalement mis d'accord sur des objectifs communs. La voie est pourtant étroite pour la FSU, qui ne peut refuser les aides-éducateurs mais répugne à voir s'installer des emplois précaires dans le service public. Après avoir repoussé l'idée, défendue ou particulièrement par les non-enseignants, qu'il faudrait cesser tout nouveau recrutement d'aides-éducateurs, la FSU s'est fixée pour but de « transformer le dispositif dans les meilleurs délais ».

Elle se propose « d'engager l'action avec les jeunes eux-mêmes » pour que les postes qui correspondent à des besoins existants soient pérennisés en emplois stables et qualifiés. Elle envisage

également de les syndiquer, car elle estime que ces jeunes sont moins défendus que des salariés ordinaires et exige le maintien du financement de leurs salaires à cent pour cent par l'Etat, comme Claude Allègre s'y était engagé.

La fédération demande « un horaire hebdomadaire de travail de trente-cinq heures, écopé vers les trente-deux heures » pour ces jeunes, ainsi qu'une « formation conséquente sur le temps de travail ». Elle souhaite enfin qu'un bilan contradictoire soit établi à la fin de cette année scolaire.

Il restait à la FSU à affiner son positionnement dans le paysage syndical. S'apprêtant à accueillir le Syndicat national des chercheurs scientifiques, celui des auberges de jeunesse et à passer une convention avec le Syndicat des chefs d'établissement toujours affilié à la FEN, elle a choisi de faire de la réduction du temps de travail hebdomadaire une revendication prioritaire. La FSU a annoncé son intention de rechercher sur ce sujet des convergences avec les autres fédérations de fonctionnaires et ne cachait pas, vendredi 12 décembre, son intention de s'engager « dans le débat parlementaire sur la loi des trente-cinq heures ».

Béatrice Gurrey

Les « bases » racistes de « l'idéologie » skinhead devant la cour d'assises de Seine-Maritime

ROUEN de notre envoyé spécial. Le groupe de skinheads auquel appartenait David Beaune au Havre était-il une bande de « gros buveurs de bière », uniquement intéressés à faire la fête, au bien une structure organisée revendiquant

clairement une idéologie ultranationaliste, raciste et xénophobe ? La question a occupé, jeudi 11 décembre, une bonne partie de la deuxième journée d'audience de la cour d'assises de Seine-Maritime, où David Beaune comparait pour le meurtre d'un jeune noir (Le Monde du 11 décembre).

Consacré à l'examen des faits, l'audience n'a pas permis de savoir précisément qui, de David Beaune ou de son comparse Mickaël Gonçalves, a jeté, dans la nuit du 18 avril 1995, l'incendie dans le port du Havre, où ce dernier s'est noyé. La reconstruction minutieuse de l'emploi du temps des

deux hommes, l'examen précis de leurs déclarations contradictoires aux enquêteurs, la déposition des médecins chargés de l'autopsie n'ont pas apporté d'éléments nouveaux. En revanche, l'audition des témoins qui ont connu David Beaune et Mickaël Gonçalves à l'époque des faits a permis de tracer le portrait du groupe de skinheads dans lequel ils évoluaient.

Premier à se présenter à la barre, Pascal Krischer, vingt-cinq ans. Une surprise ! La veille en effet, le président Jean Reynaud lisait à la cour une lettre du témoin expliquant qu'il ne pouvait se rendre à l'audience au risque de perdre son emploi et n'avait pas les moyens d'avancer le prix du billet Bordeaux-Rouen. Il se tient pourtant à la barre, de manière un peu gauche, vêtu d'un pantalon de coton beige et d'une chemise à carreaux. Rien en lui ne laisse deviner l'ancien skinhead qu'il fut il n'y a pas si longtemps. Ni même les quelques explications embarrassées qu'il donne sur son passé de militant.

« Le mouvement skinhead, c'est un phénomène de bande, de fête, de passion, de musique, de contacts, de

rencontres, beaucoup aussi de violence », explique-t-il. « Est-ce une idéologie ? », lui demande Dominique Tricaud, avocat de la famille Bauhoud. « Il y a des bases », répond Pascal Krischer. « Est-ce que vous parlez de races supérieures et de races inférieures ? ». « Je ne dirais pas ça comme ça. Je dirais plutôt que l'immigration a plusieurs couleurs. Et puis, il y a plusieurs sortes de skins, moi j'étais plutôt un skin révolutionnaire, pour le reste chacun pense comme il veut ».

« ÉCLATER DU CROUILLE »

A la question de savoir si le racisme compte chez les skins, Pascal Krischer se contente d'un « Je n'adhère plus ». Et à l'époque des faits ? « Oui, c'est vrai, c'était bien ça, lâche-t-il enfin, mais je n'ai jamais voulu tuer des immigrés ». Sur le banc des accusés, David Beaune ne bronche pas.

Stéphanie Lemestre, dix-sept ans, a elle aussi décidé « de tirer un trait sur cette période de [sa] vie ». « J'avais quatorze ans quand je les ai connus. Ils ont toujours été gentils avec moi, j'allais avec les skins et je me suis mise à avoir les mêmes idées qu'eux à force. Je n'ai pas envie de

me rappeler de tout ça. » David Beaune esquive un sourire moqueur. « Leurs idées, c'était la race blanche », reprend Stéphanie Lemestre. Mais on ne parlait pas tout le temps de ça, chacun savait que les autres pensaient comme lui ».

A l'audition du troisième témoin, Céline Leblond, vingt et un ans, ancienne petite amie de David Beaune, celui-ci commence à donner des signes d'impatience. « A l'époque, pour moi, être skin, c'était affirmer quelque chose, être différent de mes collègues d'école, mais je n'y ai jamais vraiment cru, c'était pour pas paraître plus bête qu'une autre, je sais plus. » Le papier, lui, a une excellente mémoire, lance le président Reynaud. Vous avez envoyé à David Beaune une lettre dans laquelle vous expliquiez : « Les skins sont des buveurs de bière violents, il leur manque un leader. Alors je préfère les lâcher, ces cas-seurs, et monter ma propre jeunesse hitlérienne ». « C'était irréfléchi », répond-elle.

« Éclater du croûle », ça veut dire quoi pour vous ? », demande M. Tricaud. « Taper sur quelqu'un. Sur qui ? »

— Un étranger.
— Quel type d'étranger ?
— Un Arabe.
— Pousser l'incendie à l'eau, c'est casser du croûle ?
— Ça dépend des circonstances. David, c'est quand même quelqu'un de fou, de violent...
Sur son siège, l'accusé s'agite, se lève, veut prendre la parole, demande à retourner en cellule. Quelques minutes plus tôt déjà, il avait montré un poing vengeur à Céline Lemestre, de sa main droite, il avait esquissé le geste d'une claque. Incarcéré depuis un an et demi, mais ne reniant rien de ses engagements au sein du mouvement skinhead, David Beaune paraît effondré par ce qu'il ressent comme une trahison de ses anciens coreligionnaires. « Les trois témoins qui viennent de passer, c'est trois hypocrites, dit-il oerveusement. J'admets pas qu'on dise des conneries comme ça sur moi. Elle a même pas le courage de me parler en face. »

Vendredi 12 décembre, la cour d'assises devait entendre David Beaune sur le fond de l'affaire.

Acacio Pereira

Henri Tincq

A Chantilly, les jésuites ferment l'un des hauts lieux de leur Compagnie

POUR avoir cru trop longtemps en sa borne étoile, le centre culturel des Fontaines à Chantilly (Oise) va fermer ses portes. La cansternation dans la région et chez les nombreux amis de ce haut lieu de la Compagnie de Jésus est d'autant plus grande que la décision, longtemps tenue secrète, a été bâtie. A une quarantaine de kilomètres de Paris, non loin de l'abbaye de Rayaumont et de Gouvieux, dans un cadre de verdure somptueux, cet ancien château des Rothschild, vendu aux jésuites après la guerre, attire, depuis son ouverture au public en 1970, des chercheurs et des étudiants du monde entier.

Son « saint des saints » est une bibliothèque de cinq cent mille volumes, manuscrits, incunables, gravures, périodiques, l'une des plus richement dotées d'ouvrages de théologie et de philosophie. Datant des XVI^e et XVII^e siècles, des documents originaux témoignent du rayonnement de la Compagnie dans la culture européenne. Niché dans un parc de 50 hectares, le « château » offre des conditions de travail incalculables à qui veut préparer une thèse, rédiger un ouvrage ou simplement suivre une retraite selon les Exercices de saint Ignace. Il a servi de cadre à des centaines de sessions théologiques, oecuméniques, à des stages de formation professionnelle, à des groupes de travail sur l'éthique d'entreprise, l'immigration ou... le bouddhisme zen.

Une vocation d'avant-garde dans les milieux intellectuels

Avant d'être acheminés à l'université (facultés de philosophie et de théologie) de la rue de Sévres à Paris, des centaines de jeunes « scolastiques » ont été formés à Chantilly, sous la houlette de grands noms de la Compagnie (Jean-Yves Calvez, Jacques Sommet, Georges Morel, etc.). Mais le coût de l'entretien de bâtiments aussi imposants (2 millions de francs par an) et les investissements nécessaires à leur modernisation entraînaient des dépenses qu'une congrégation affaiblie par la réduction de ses effectifs — 00 n'ordonne plus que trois ou quatre jésuites par an — ne pouvait plus supporter. Au risque de mettre en péril d'autres établissements qui maintiennent cette vocation d'avant-garde jésuite dans les milieux intellectuels.

Des projets de reprise ont échoué. L'Ecole normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud souhaitait se délocaliser dans l'Oise, mais c'est l'université de Lyon qui a emporté la mise. Un particulier s'est même mis sur les rangs pour racheter une partie de la propriété, mais s'est désisté. La mort dans l'âme, la Compagnie de Jésus s'est donc résignée à fermer Chantilly en septembre 1998. Une association de sauvegarde s'est aussitôt constituée pour éviter la dispersion du fonds de la bibliothèque. Certains tirent la sonnette d'alarme auprès des collectivités locales et tentent d'imposer son maintien dans les lieux, au sud d'un département qu'ils estiment culturellement sinistré.

Les jésuites n'entendent pas lâcher la propriété d'un tel patrimoine historique et culturel, mais cherchent des « repereurs » pour en assurer la gérance. En lien avec l'éducation nationale, la région picarde et l'évêché de Beauvais, ils examinent actuellement les candidatures de Lille-3, de la bibliothèque et des universités de Strasbourg, de l'université d'Amiens, de la bibliothèque de la ville de Lyon. Des transferts sont envisagés mais, proche des universités parisiennes et picardes, la situation géographique du centre des Fontaines est son meilleur atout.

مركز الامن لاصول

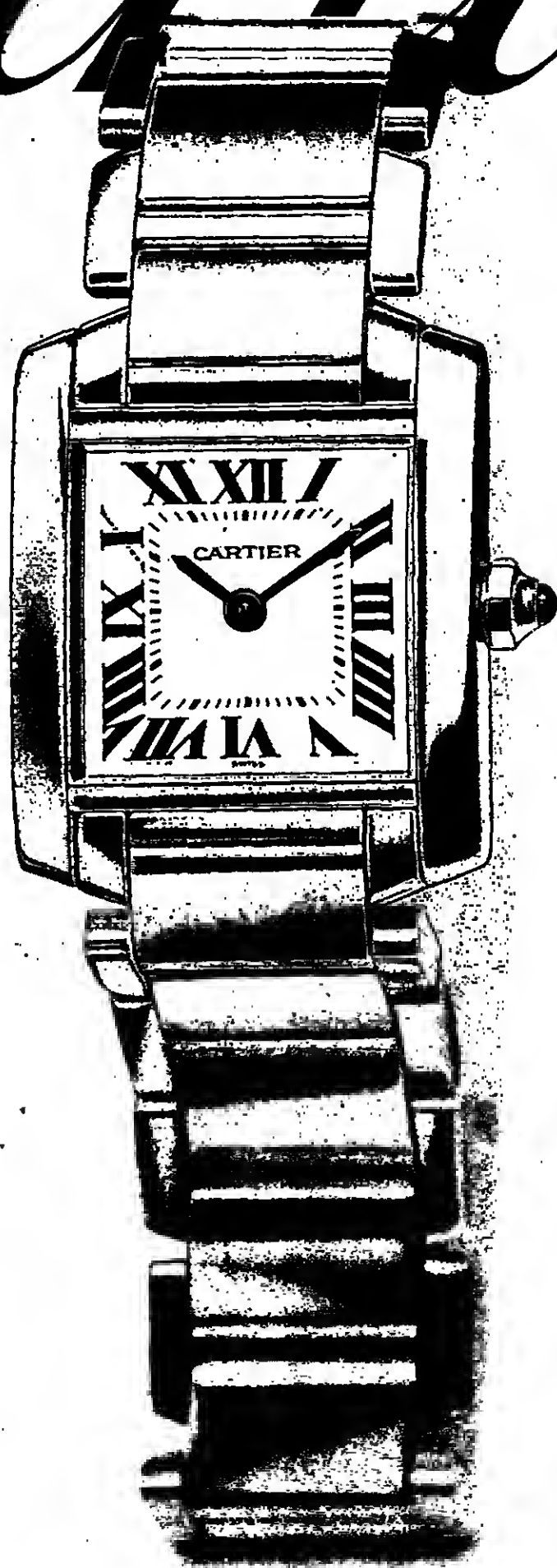
de formation

A Chantilly,
les jésuites
ferment
un des hauts
de leur Comp

(Publicité)

LE MONDE / SAMEDI 13 DÉCEMBRE 1997 / 11

Cartier



Montre Tank Française*

150 ANS D'HISTOIRE ET BEAUCOUP D'AMOUR

BOUTIQUES CARTIER : Paris : 7, place Vendôme - 1^{re} - 01 44 55 32 50 • 23, place Vendôme - 1^{re} - 01 44 55 32 20 • 13, rue de la Paix - 2^{me} - 01 42 18 53 70 • Saint-Germain-des-Prés - 41, rue de Rennes - 6^{me} - 01 45 49 65 80
51, rue François 1^{er} - 8^{me} - 01 53 93 95 20 • 23, rue du Faubourg Saint-Honoré - 8^{me} - 01 44 94 87 70 • Prinsens-Hausmann - 1^{re} étage - 9^{me} - 01 42 82 44 00
Bordeaux : 44, cours Georges Clémenceau - 05 56 48 16 16 • Cannes : 57, La Croisette - 04 93 99 59 23 • Deauville : 13, avenue Lucien Barrière - 02 31 88 80 96 • Lille : 17, rue Esquemoise - 03 20 54 82 82
Lyon : 101, rue du Président Herriot - 04 78 42 00 37 • Marseille : 32, rue Grignan - 04 91 54 19 37 • Monte-Carlo : Place du Casino - (00) 377 93 30 86 58
Montpellier : 2, passage Lonjon - 04 67 66 09 38 • Nice : 4, avenue de Verdun - 04 92 14 48 20 • Strasbourg : 12, rue de la Mésange - 03 88 21 80 00

DISTRIBUTEURS AGRÉÉS : Paris : Chronopassion - 271, rue St-Honoré - 1^{re} • Léon - 222, rue de Rivoli - 1^{re} • Arfan - 35, bd des Capucines - 2^{me} • Dubail - 12, bd des Capucines - 2^{me} • Les Montres - 58, rue Bonaparte - 6^{me}
Heugon - 15, rue Royale - 8^{me} • Royal Quartz - 10, rue Royale - 8^{me} • Wempe - 16, rue Royale - 8^{me} • Galeries Lafayette - 40, bd Haussmann - 9^{me} • Comptoir de Paris - 39, avenue des Gobelins - 13^{me}
Comptoir d'Orléans - 122, avenue du Général Leclerc - 14^{me} • Barrier & Fils - 129, rue de Vaugirard - 15^{me} • Comptoir St Cloud - 2, place de la Porte de St Cloud - 16^{me} • Godechot et Pauliet - 86, avenue Raymond Poincaré - 18^{me}
Les Montres - 40, rue de Passy - 16^{me} • Aldebert - Palais des Congrès - Place de la Porte Maillot - 17^{me} • Les Heures d'Or - 15, avenue des Ternes - 17^{me} • Guerin - C.C. Parly II/Belle Epine/La Défense/Vélizy/Cergy
OJ Perrin - Aéroport de Roissy • Royal Quartz - Aéroport d'Orly • Comptoir Cardinet - C.C. Parly II • Le Chesnay • Quellier - C.C.R. Rosny II - Rosny S/Bois
Brest (29) - Prieur - 37, rue de Siam • Rennes (35) - Prieur - 3, place du Palais • Nantes (44) - Prieur - 1, rue d'Orléans • Reims (51) - Geay - 3, place Myron Herrick • Nancy (54) - Valer - 29, rue St Dizier
Metz (57) - Hardy - 1, rue Serpenoise • Metz (57) - Noël - 1, rue du Petit Paris • Nevers (58) - Domier - 11, rue de la Pellerie • Strasbourg (67) - Jacquot - 10, rue du Dôme • Mulhouse (68) - Le Bollwerk - 8, rue de Metz
Le Havre (76) - Millaud - 34, avenue René Coty • Amiens (80) - Studer - 13-15, rue Duméril • Les Sables d'Olonne (85) - Albasini - 1, Carrefour du Centre

Autres distributeurs agréés, renseignements au 01 42 18 55 16

Photo H. CRESSINGER

*Modèles déposés

Martine Leprince raconte la soirée où son mari est devenu « comme fou »

La femme et la fille de Dany Leprince ont donné leur version du massacre de Thorigné

Martine et Céline Leprince, la femme et la fille de Dany Leprince, accusé du quadruple meurtre de Thorigné-sur-Duée, ont témoigné,

jeudi 11 décembre, devant la cour d'assises de la Sarthe. Elles ont décrit la soirée du 4 septembre 1994, où Dany Leprince, qui a continué

à nier, est devenu « comme fou », puis l'année qui semble avoir frappé la famille pendant les jours qui ont suivi les faits.

LE MANS

De notre envoyé spécial
Dès 9 heures du matin, une foule considérable a envahi la cité judiciaire du Mans. On est parfois venu de loin pour assister à cette journée du procès de Dany Leprince, accusé d'avoir massacré son frère,



sa belle-sœur et ses deux nièces à Thorigné-sur-Duée, le 4 septembre 1994. Mais si la foule est particulièrement nombreuse pour cette quatrième journée de débats de la cour d'assises de la Sarthe, jeudi 11 décembre, ce n'est pas pour entendre le discours souvent confus de l'accusé. « C'est pour voir la femme », explique un candidat spectateur qui devra attendre des heures avant de pénétrer dans une salle comble.

C'est Martine Leprince, dont l'audition est prévue aujourd'hui, qui attire le public. Certes, Dany, son mari, l'accuse d'avoir « participé aux faits ». Sans apporter d'autres éléments que sa propre conviction. Mais l'explication de ce brusque engouement du public ne repose pas sur le raisonnement. C'est un sentiment diffus, aux relents parfois malsains, qui a plus d'un point de ressemblance avec le phénomène observé dans l'affaire Grégory.

Quand Martine Leprince s'approche de la barre, chacun retient son souffle. Cette femme, aux traits anguleux, se tord les mains et parle d'une voix bégayée par un irrésistible sanglot de la terrible soirée du 4 septembre 1994. « Mon mari est rentré du travail. Il a mangé. Puis il est parti. Quand j'ai vu qu'il ne reve-

naît pas, je suis sortie voir ce qu'il faisait. J'ai entendu des bruits de voix. J'ai approché (...) et j'ai vu Dany frapper Christian [Leprince]. J'ai crié : "Arrête ! Arrête !" Il ne s'occupait pas de moi. Il était comme fou. »

Martine Leprince s'interrupt et secoue la tête dans un mouvement qui ne cessera pratiquement jamais tout au long de son témoignage. Les yeux fixés sur le sol, à quelques mètres devant elle, Martine poursuit : « Je veux aller chercher Brigitte [l'épouse de Christian], j'entre dans la maison. J'ai vu le corps des petites et celui de Brigitte. » Le président lui propose une chaise. Elle refuse du même mouvement de tête et raconte qu'elle a trouvé Solène, deux ans, la troisième fille de Christian Leprince, dans sa chambre, vivante.

« Elle avait du sang sur ses jambes et ses mains. Elle disait rien. Je l'ai serrée fort. Je l'ai prise vite fait et je suis partie. »

« CA NE POUVAIT ÊTRE RÉEL »

En voiture, elle se rend avec l'enfant chez sa belle-mère. « Elle m'a renvoyée. Elle m'a dit que si je disais que Dany avait fait une chose pareille, il irait en prison. » Martine revient donc dans la maison du crime. « Je me suis mise sur le lit avec Solène. J'avais l'impression qu'il n'y avait que moi et Solène. Je l'ai serrée fort. J'avais peur de rentrer chez moi », explique Martine Leprince qui se tait à nouveau. Dans le silence, elle se tourne vers son mari, s'immobilise, et brusquement c'est comme un hurlement : « Dany ! Pourquoi tu as fait ça ? » Dany prend des notes, comme s'il assistait au procès d'un autre.

Plus tard, Céline, dix-huit ans, fille de Dany Leprince, veut raconter, en larmes, comment, sortant peu après

sa mère, elle a vu, d'un autre point d'observation, ce qui se passait devant la maison voisine. « Christian était assis par terre et papa, il avait un objet tranchant dans la main. Il lui faisait mal, il lui tapait dessus dans le cou. Je n'imaginais pas que mon père puisse faire quelque chose comme ça. » L'adolescente n'a rien dit. Elle est rentrée chez ses parents et, même si elle n'a pas dormi, elle a décidé, le lendemain matin, que tout cela n'était qu'un mauvais rêve. « Ça ne pouvait pas être réel », souligne la jeune fille.

En fait, chacune a sa manière d'observer, ce qui se passait devant la maison voisine. « Christian était assis par terre et papa, il avait un objet tranchant dans la main. Il lui faisait mal, il lui tapait dessus dans le cou. Je n'imaginais pas que mon père puisse faire quelque chose comme ça. » L'adolescente n'a rien dit. Elle est rentrée chez ses parents et, même si elle n'a pas dormi, elle a décidé, le lendemain matin, que tout cela n'était qu'un mauvais rêve. « Ça ne pouvait pas être réel », souligne la jeune fille.

JALOUSIE ENTRE COUPLES

Devant le témoignage de sa fille, il répond avec un curieux sourire aux lèvres : « Elle ment pour protéger sa mère. Je la supplie de dire la vérité. Elle et sa mère cachent quelque chose. On jongle avec mes yeux étonnés. » De son côté, la mère de Dany défendra son fils en niant farouchement tout ce qui peut le mettre en cause.

Et la famille fait bloc : « Tout le monde s'entendait parfaitement », soupire le président. En fait, la jalousie entre le couple de Dany, cultivateur endetté, et celui de Christian, riche carrossier, semble établie. Mais, à l'heure où les principaux témoins ont été entendus, ce « mobile » paraît bien fragile s'il n'était renforcé par le comportement à l'audience de Dany Leprince, dont le cheminement de pensée fait douter de la santé mentale.

Maurice Peyrot

Urba : demande de cassation de la condamnation d'Henri Emmanuelli

DEVANT la chambre criminelle de la Cour de cassation, l'avocat général René Amiel a demandé, jeudi 11 décembre, la cassation de l'arrêt de la cour d'appel de Rennes qui a condamné Henri Emmanuelli le 13 mars 1996 à dix-huit mois de prison avec sursis, 30 000 francs d'amende et deux ans de privation de droits civiques dans l'affaire Urba-Sages. L'avocat général a estimé que la condamnation de M. Emmanuelli était insuffisamment motivée, en reprenant les arguments de M. Alain Monod, avocat de l'ex-trésorier du Parti socialiste. M. Monod a principalement critiqué un « défaut de motivation » de l'arrêt de la cour de Rennes. « La cour d'appel dit que les fonds récoltés dans la Sarthe se sont fondus dans ceux récoltés au niveau national », a-t-il expliqué. Selon lui, on ne peut pas en déduire que le trésorier national du PS « avait nécessairement connaissance » des méthodes de collecte de fonds dans la Sarthe, au seul motif qu'il était en relation avec Gérard Monate, dirigeant d'Urba. La Cour de cassation rendra son arrêt mardi 16 décembre.

DÉPÊCHES

■ **AVORTEMENT** : le chef de file des militants anti-avortement, Xavier Dor, s'est présenté, jeudi 11 décembre, au centre de semi-liberté de Villejuif (Val-de-Marne) pour y exécuter la peine d'un mois d'emprisonnement et de semi-liberté à laquelle il a été condamné pour avoir participé à un commando anti-avortement dans un hôpital de Clamart. La veille, le docteur Dor s'était réfugié à la conciergerie de Paris où il avait demandé « l'asile politique » au Vatican. Il l'avait quitté, jeudi matin, « de son propre gré », selon la conciergerie. Le porte-parole du Saint-Siège, Joaquín Navarro-Valls, a déclaré que « les éléments n'étaient pas réunis pour invoquer le droit d'asile » et qu'il s'agissait d'un « cas typique d'objection de conscience ».

■ **CATHOLICISME** : le rôle des laïcs prête à « peu d'abus » en France, ont estimé les évêques en réaction à l'instruction du Vatican mettant en garde contre les tentations de confier aux laïcs des missions incombant aux prêtres (Le Monde du 22 novembre). Yvon Bordin, secrétaire général adjoint de la conférence des évêques, n'en a pas moins déclaré que ce document « risque de jeter le trouble dans la tête des chrétiens ».

■ **PÉDOPHILIE** : un homme de 54 ans a été condamné, jeudi 11 décembre, par la cour d'assises du Var, à Draguignan, à neuf ans de prison pour le viol de ses deux fillets commis il y a plus de quatorze ans. Au moment des faits, les deux victimes, âgées de sept et quatre ans, avaient vainement tenté de révéler les faits. Ils ont finalement été entendus il y a trois ans.

■ **GARDE À VUE** : deux conseillers municipaux Front national de Vitrolles (Bouches-du-Rhône) et trois autres personnes ont été placées en garde à vue, jeudi 11 décembre, dans l'enquête sur des incidents survenus à Vitrolles à un barrage mis en place par des routiers en grève. Un commando de six à dix hommes, les visages dissimulés, avaient matraqué des grévistes à l'aube du 5 novembre. Les agresseurs avaient blessé trois routiers et endommagé plusieurs de leurs véhicules personnels.

■ **MARIAGE** : l'Île-de-France a enregistré 48 016 mariages en 1996, soit une progression de 11,5 % par rapport à 1995, indique la direction régionale d'Île-de-France de l'Insee, dans le dernier numéro de son mensuel L'Île-de-France à la page. L'accroissement en région parisienne est nettement supérieur au niveau national (9,8 %). Cette hausse est vraisemblablement liée aux dispositions de la loi de finances modifiant les conditions de calcul de l'impôt sur le revenu des personnes non mariées ayant des enfants à charge.

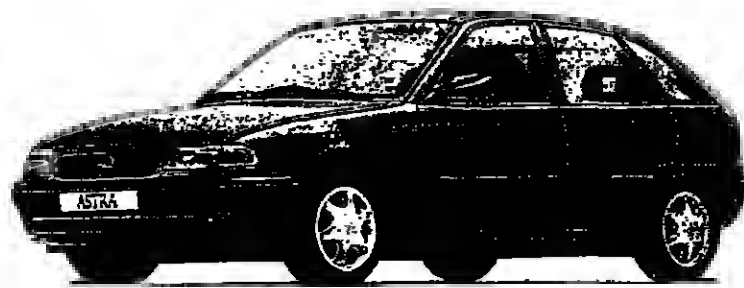
Vous savez que depuis que vous avez décidé d'acheter une Astra votre voiture a pris 50 % de sa valeur ?

Jusqu'au 31 décembre, pour l'achat d'une Astra neuve AM 95, le réseau Opel reprend votre ancienne voiture aux cours et conditions générales Argus (déduction faite des kilomètres excédentaires, frais de remise en état et 15 % pour frais et charges professionnels majorés de 50 %). Cette offre est non cumulable.



3615 OPEL
1,29 B/min

Le réseau Opel reprend votre voiture Argus* + 50 % pour l'achat d'une Astra neuve super équipée.



réserve aux particuliers et uniquement sur véhicules en stock. Elle ne s'applique que sur les véhicules AM 94 et antérieures, d'une cylindrée et d'une puissance fiscale égales ou inférieures à celles du véhicule acheté. *Concessionnaires participants à l'opération. Modèle présenté avec jantes d'uo design différent.

OPEL

LE PROCÈS PAPON

LE MONDE / SAMEDI 13 DÉCEMBRE 1997

16 juillet 1942 : 171 juifs bordelais partent vers une « destination inconnue »

Documents à l'appui, le président de la cour d'assises, Jean-Louis Castagnède, a interrogé l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde sur son rôle dans la préparation de la rafle organisée par le service des questions juives, qui était placé sous son autorité

BORDEAUX
de notre envoyé spécial
Bien sûr, l'ordre initial est allemand. « Vous êtes prié de provoquer le plus rapidement les mesures nécessaires en vue de l'évacuation de tous les juifs des deux sexes porteurs de l'étoile entre seize et quarante-cinq ans. » Mais ce qui suit ? Archives à l'appui, le président Jean-Louis Castagnède aborde, jeudi 11 décembre, les conditions dans lesquelles l'administration française a prêté son concours à l'organisation, dans la région de Bordeaux, de rafles de juifs le 16 juillet 1942 et participé, deux jours plus tard, à leur déportation.

Le 2 juillet, le chef de la police de sûreté allemande (SIPO-SD) chargé des questions juives, Doberschütz, annonce au préfet régional Maurice Sabatier que l'action « commencera le 6 » et devra se terminer « au plus tard le 8 ». Deux trains de marchandises « avec chacun 1 000 juifs » sont initialement concernés. « A cet effet, écrit le capitaine SS, le délégué pour les questions juives Garat [NDLR : chef du service des questions juives, placé sous l'autorité directe de Maurice Papon] établira des listes en six exemplaires (...). Les arrestations seront effectuées d'un seul coup par la police française sous contrôle de ce service. »

« Quand la lettre du 2 juillet est arrivée, assure Maurice Papon, ça a été pour moi une stupeur. Les in-

jonctions [allemandes] revêtaient une brutalité nouvelle pour les nouveaux titulaires de la préfecture [NDLR : Maurice Sabatier arrive en mai, Maurice Papon en juin]. Dans sa dépêche du 2 juillet, l'Allemand Doberschütz précise : « Chaque fonctionnaire français est à rendre responsable pour les juifs indiqués dans sa liste. » En cas de non-respect de la consigne, « les mesures les plus sévères seront prises contre lui-même ». « Ce mouvement de représailles évoquait un danger pour les fonctionnaires, dit Maurice Papon. Alors que faire ? Quel est le devoir ? C'est de ne pas abandonner ceux qui sont en danger. Voilà le débat de conscience : désertir ou se battre. »

Mais, en cette heure, le président Castagnède a pour seule philosophie la vérité des faits. Le juge est tout à son procès, à en perdre, parfois, la notion du temps : il assure avoir prononcé « tout à l'heure » des phrases énoncées la veille et parlé « hier » de faits évoqués trois jours auparavant. « Comment avez-vous eu connaissance de cet ordre ? » Par M. Sabatier. Et Maurice Papon de développer l'idée selon laquelle l'intendance de police et service des questions juives ont pu mener parallèlement des actions strictement indépendantes. La police, selon lui, a été le seul service « opérationnel ».

Le président Castagnède fait la moue. L'examen, à l'audience, du cheminement d'ordres d'arrestations au sein de la préfecture ne plaide pas pour une telle dichotomie. Et, selon l'accusation, ces services, au contraire, auraient travaillé de concert, la police agissant sur ordre du bureau des questions juives. Le juge s'en tient donc à la chronologie des documents.

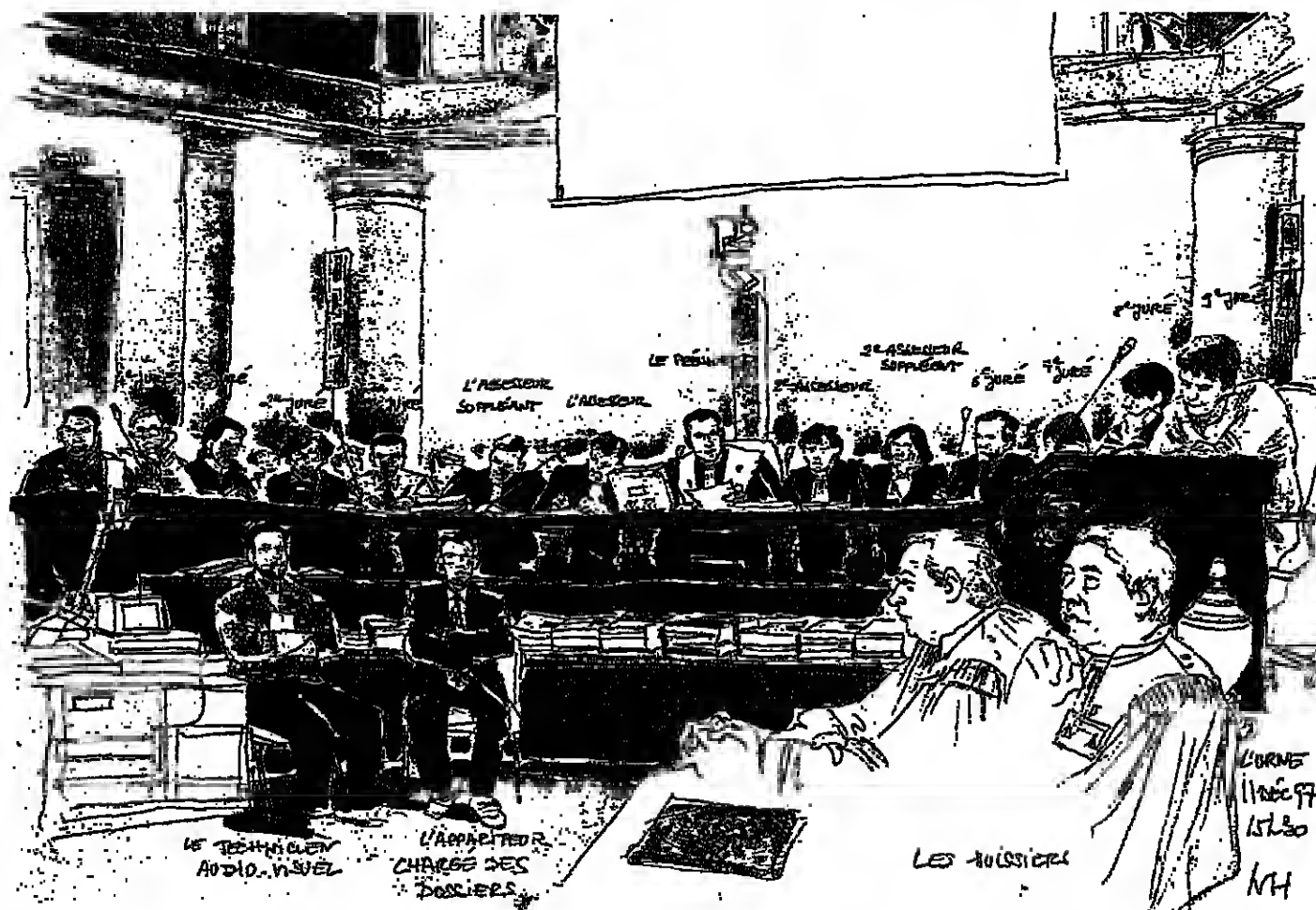
Le 2 juillet à 18 h 45, l'intendant de police rend compte au préfet d'une communication téléphonique qu'il a eue avec le cabinet de Jean Leguay, délégué du secrétaire général de la police en zone occupée à Paris. Question : faut-il aider les autorités allemandes ? A la main, en bas de page, le préfet Sabatier a noté : « Réçu communication téléphonique (de Paris). Il y aura à ce sujet samedi une conférence entre autorités allemandes et françaises. Ne rien faire, ne rien promettre. » La conférence est celle des accords Bousquet-Oberg, par lesquels seront livrés les juifs étrangers.

Mais, observe le président, le 2 juillet, Pierre Garat rend compte au secrétaire général Maurice Papon d'une visite qu'il a effectuée dans la journée à Doberschütz. « Ces juifs doivent être internés au camp de Mérignac d'où ils seront dirigés sur une destination inconnue. » Garat énumère : les difficultés soulevées par l'exécution de ces mesures, qui, compte tenu des exemptions, « touchera de 300 à 400 personnes ». Cette note est reprise, quasiment in extenso, par Maurice Papon, qui la signe, puis est transmise le 3 juillet au préfet Sabatier. « C'était une note d'information. J'ai juste enlevé une phrase, dit l'accusé. Garat concluait : "L'exécution de ces mesures dans le laps de temps imposé est difficile mais possible." Cette phrase m'avait chagriné. »

Le président Castagnède observe que Garat, toujours au chapitre des « difficultés », énonce des préoccupations bien « policières » : surveillance des gares, des grandes voies de communication, « un exode, précise le scrupuleux fonctionnaire, pouvant se produire dès que les juifs auront connaissance des premières arrestations. » C'est bien de la police. A ce titre, il rencontre certains des plus redoutables témoins de la « solution finale » : Heydrich, dont Bousquet serre la main, le 6 mai 1942, ou le Reichsführer SS Himmler, avec lequel il a un entretien de cinq heures le 3 avril 1943. Au sortir de cette entrevue, Himmler dit de Bousquet qu'il est pour les Allemands « un collaborateur précieux et qu'il serait un adversaire dangereux s'il était passé dans l'autre camp ».

Autre trait de ressemblance entre Maurice Papon et René Bousquet : le système de défense. Dans le procès qui est intenté en 1949 au « plus jeune préfet de France », il tente, lui aussi, d'évacuer sa culpabilité, en se présentant comme « une sorte d'hybride entre l'employé aux écritures et l'huissier en chef », selon le mot de l'historien Marc Olivier Baruch.

Tantôt il se dépeint à la Haute Cour comme le simple « fusible » de son supérieur, Laval ; tantôt il rejette la



possible. « Cette phrase m'avait chagriné. » Le président Castagnède attire l'attention sur la première « difficulté » soulevée dans sa lettre par Garat : « Etablissement des listes après examen minutieux de chaque dossier (travail en cours). » « Nous sommes le 2. Le préfet Sabatier a écrit : ne rien faire, ne rien promettre. Que signifie : travail en cours ? » « Que Garat a entrepris la révision des listes. Mais cela ne veut pas dire que ce sont ces listes qui ont servi.

« Ça signifie bien que tous allaient être envoyés hors de France, non ? », souligne le président. « Assurément », finit par répondre l'accusé

« On s'est bien mis à l'ouvrage (...) ? Pourquoi ? » Un court silence. « Ça, c'est la réaction du fonctionnaire qui fait son boulot (rumeur dans la salle). »

Le président Castagnède observe que Garat, toujours au chapitre des « difficultés », énonce des préoccupations bien « policières » : surveillance des gares, des grandes voies de communication, « un exode, précise le scrupuleux fonctionnaire, pouvant se produire dès que les juifs auront connaissance des premières arrestations. » C'est bien

possible qu'on lui ait soufflé, dit Maurice Papon. M. Garat va au-delà de ce qu'il pouvait et devait dire. Mais ça n'engage pas l'action. Ça éclaire seulement le préfet. »

Le président sort ensuite une note du 3 juillet signée du secrétaire général par laquelle celui-ci habillait Garat, « chargé d'une mission spéciale », « à demander à toutes autorités les renseignements dont il a besoin ». « Quelle urgence y avait-il à délivrer une telle habilitation ? », demande le président. « C'était une réaction bureaucratique qui n'engageait pas les événements (...). Il s'agissait de réunir des renseignements, d'explorer des possibilités sans les explorer. »

Puis, le président remarque que, pour une situation qui nécessitait de « ne rien faire, ne rien promettre », les événements se sont accélérés. Le 4 juillet, le commissaire Norbert Téchoueyres élabore un plan d'arrestations. Le 5, il dispose d'un bureau au sein du service des questions juives. « Peut-être y a-t-il eu au sein de l'intendance de police un certain zèle. Je suis impuissant à surmonter le zèle des uns et des autres. »

L'accusé soutient en revanche que Pierre Garat « a fait ce qu'il a pu pour sauver » des juifs. Selon lui, vingt-quatre personnes ont été exemptées. « S'il n'y avait pas eu de Garat, les Allemands n'auraient pas fait de différence. » L'ancien secrétaire général indique que le nombre des demandes d'arrestations est allé décroissant. « Il y a peut-être une autre explication », suggère fermement le président. Jean-Louis Castagnède fait remarquer que, depuis

que les juifs français ne font plus partie du marchandage humain des accords Bousquet-Oberg, « les cibles ne sont plus tout à fait les mêmes. »

Le magistrat poursuit la chronologie. Le 6 juillet, Jean Leguay fait savoir à la préfecture de Bordeaux qu'il ne voit « aucun inconvénient à ce que soit communiqué aux autorités allemandes la liste (qu'elles exigent) des juifs étrangers ». Le 10, le commissaire Téchoueyres peaufine sa copie. « Les enfants seront provisoirement retenus avec les parents. » Le policier en dénombre vingt-huit. Les arrestations partent sur « quatre-vingt-douze personnes dont il faudra s'assurer le ramassage. » « Comment est-on arrivé à ces chiffres ? » « Je pense que c'est grâce au fichier. » « Lequel, selon vous ? » « Je n'en sais rien. »

Le président Castagnède relève que c'est la première fois que Maurice Papon conteste que la remise des listes aux Allemands fut le fait du service des questions juives. Il demande s'il a donné des instructions pour arrêter des juifs. « Non, assure-t-il. L'opération a été confiée à l'intendant de police par Maurice Sabatier. L'exécution m'échappe de A à Z. Je me renseigne sur ce qui se passe (sans prendre d'initiatives), sinon vers Garat pour qu'il vérifie les listes avec soin. »

Le président, presque agacé, rappelle que le service des questions juives était placé sous son autorité directe. « Qui dit autorité emporte responsabilité, sans doute, non ? » « Le dossier montre surabondamment que le secrétaire général était largement court-circuité », dit Mau-

rice Papon. [En 1942], je viens d'arriver, je suis neuf, je peux avoir des excuses. »

Le président revient sur la remise des listes aux Allemands. Le 14 juillet, « pour le préfet régional », Maurice Papon adresse une lettre à Jean Leguay lui indiquant que l'occupant s'est à nouveau manifesté pour obtenir les listes de juifs français internés à Mérignac et incarcérés au fort du Hâ. « La remise de ces listes, écrit Maurice Papon, pouvant avoir pour conséquence la déportation de juifs français à laquelle les autorités allemandes avaient renoncé lors de la récente conférence tenue à Paris, je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître télégraphiquement la suite à donner à cette demande. »

« Que signifie sous votre plume le mot "déportation" ? », demande-t-il. Le président Castagnède, qui sait combien son interlocuteur attache de poids au sens des mots. « Transfert » à l'intérieur du territoire. « On aurait dû dire : "arrestation". » Le président remarque que, dans un procès-verbal d'une réunion interne à la préfecture le 11, faisant le point sur les accords Bousquet-Oberg, il est aussi question de déportés : quarante mille juifs pour la zone occupée, dix mille pour la zone non occupée. « Ça signifie bien que tous allaient être envoyés hors de France, non ? », snailigne le président. « Assurément », finit par répondre Maurice Papon. « Vous savez donc que ces Français devaient quitter le territoire ? » « Risquaient. Risquaient de quitter le territoire. »

Jean-Michel Dumay

René Bousquet ou la participation française aux rafles de l'été 1942

LE PROCÈS de Maurice Papon aborde la période de juillet 1942, c'est-à-dire celle des rafles massives de juifs, consécutives aux accords passés entre le chef de la police SS en France, Oberg, et le secrétaire général à la police du gouvernement Laval, René Bousquet (lire Le Monde du 13 novembre). L'étude de ce basculement décisif qui va faire de la police et des fonctionnaires français les protagonistes d'arrestations de juifs, a, depuis la fin des années 70, mis en relief le rôle essentiel de ce jeune haut fonctionnaire, dont la carrière a, comme celle de Maurice Papon, prospéré sur le terreau du radicalisme d'avant-guerre. Tous deux appartiennent d'ailleurs à la même génération : René Bousquet est né en 1909, Maurice Papon en 1910.

A partir d'avril 1942, et jusqu'en décembre 1943, c'est en effet René Bousquet qui se retrouve en charge

de la police. A ce titre, il rencontre certains des plus redoutables témoins de la « solution finale » : Heydrich, dont Bousquet serre la main, le 6 mai 1942, ou le Reichsführer SS Himmler, avec lequel il a un entretien de cinq heures le 3 avril 1943. Au sortir de cette entrevue, Himmler dit de Bousquet qu'il est pour les Allemands « un collaborateur précieux et qu'il serait un adversaire dangereux s'il était passé dans l'autre camp ».

Autre trait de ressemblance entre Maurice Papon et René Bousquet : le système de défense. Dans le procès qui est intenté en 1949 au « plus jeune préfet de France », il tente, lui aussi, d'évacuer sa culpabilité, en se présentant comme « une sorte d'hybride entre l'employé aux écritures et l'huissier en chef », selon le mot de l'historien Marc Olivier Baruch. Tantôt il se dépeint à la Haute Cour comme le simple « fusible » de son supérieur, Laval ; tantôt il rejette la

responsabilité des arrestations de juifs sur ses subordonnés ou sur la préfecture de police, « sur laquelle, semble-t-il, il n'exerce aucune autorité », reprend le procureur général d'alors, Frette-Damienot, dans un réquisitoire plus que clément.

TÉMOIGNAGES DES ADMINISTRÉS
Pourtant, sans René Bousquet et sans les accords négociés par lui, il est impossible d'expliquer la participation française à la rafle du Vel'd'Hiv et aux rafles de la zone non occupée en août 1942, ainsi que la destruction et les déportations du quartier du Vieux-Port de Marseille en janvier 1943, à laquelle il assiste en personne. Sur les sept cent quatre-vingt-deux juifs qui quittent Marseille pour le camp de Compiègne, une très grande majorité sont des juifs français. Quand il sait sa carrière compromise, en novembre 1943, le ton change et alors - mais bien tard -, René Bousquet

prend des assurances sur l'avenir en écrivant à Knochen que « pour les services de police et l'administration française, le fait d'être Israélite ne constitue une présomption de responsabilité ni en matière politique, ni en matière de droit commun ».

Condamné à cinq ans d'indignité nationale après la guerre, René Bousquet est immédiatement relégué de sa peine. Il peut alors se lancer dans une carrière à la Banque d'Indochine puis à La Dépêche du Midi. Son influence politique s'exercera désormais indirectement. Ainsi sur François Mitterrand, dont il soutient la campagne présidentielle en 1965.

Comment l'ex-secrétaire général à la police, prêt à troquer la vie des juifs contre le maintien de la souveraineté française sur les opérations de police en zone occupée, a-t-il ainsi pu tirer son épingle du jeu ? Dans un ouvrage de 1995, La Marne et les Marnais à l'épreuve de la se-

conde guerre mondiale, l'historien Jean-Pierre Hureau montre le poids de la « carte marnaise » dans le sauvetage de René Bousquet face à la Haute Cour. Grâce aux témoignages majoritairement favorables des anciens administrés du préfet René Bousquet - en dépit d'une vigoureuse répression anticomuniste. Grâce également à la déposition trinit aussi favorable d'un déporté résistant, Richard Fouzet, le souvenir de la préfecture de la Marne l'a emporté sur celui des « déportés raciaux ». Si René Bousquet n'était pas tombé sous les balles de Christian Didier, le 8 juin 1993, avant d'avoir été jugé pour crimes contre l'humanité, ce souvenir aurait néanmoins fini par le rejoindre. Comme Maurice Papon.

Nicolas Weil

* René Bousquet, de Pascale Froment, Stock, 1994.

seau Opel
nd votre voiture
s 50% pour
at d'une Astra
e super équipée.



OPEL

Le gouvernement rouvre le chantier de l'aménagement du territoire

M. Jospin présidera lundi son premier comité interministériel sur ce sujet. M^{me} Voynet sera consacrée chef de file d'un ensemble de projets qui comprend équipements de proximité, relance du rail, mesures pour le Pays basque et création d'un « couloir vert » de ressources naturelles protégées

FIXÉE SUR l'agenda du premier ministre depuis plusieurs semaines, la réunion du Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT), lundi 15 décembre à Paris, constitue une échéance capitale pour Dominique Voynet. Si la ministre (Verts), en effet, a montré qu'en matière d'environnement elle maîtrisait bien son sujet – même si aux succès répondent des faux pas –, il n'en va pas de même pour l'aménagement du territoire. Pourtant, suivant ses propres souhaits, elle est d'abord, dans l'intitulé officiel de ses fonctions, ministre de l'aménagement du territoire, dans un jumelage entre cette responsabilité et celle de

l'environnement, qui constitue une innovation remarquable.

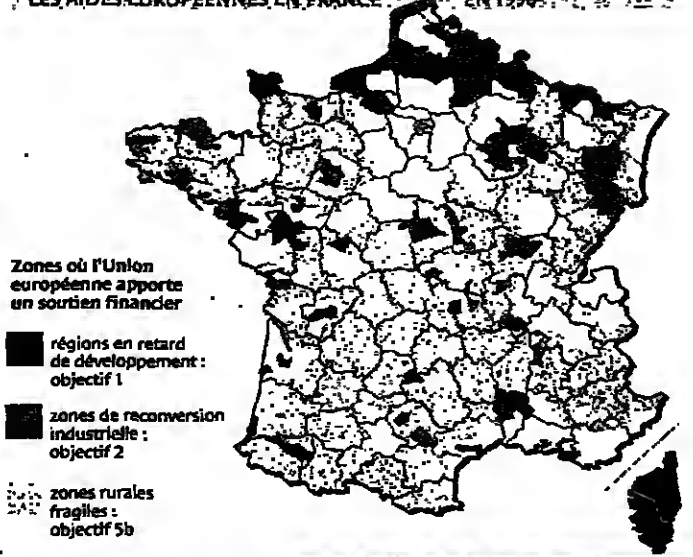
Jusqu'à maintenant, en dépit d'un budget 1998 en très sensible augmentation, la politique d'aménagement manque à la fois de clarté dans ses objectifs, de ligne politique à long terme et de cohérence interministérielle. Cette cohérence est d'autant plus indispensable que 80 % des crédits viennent, désormais, non du budget de l'Etat, mais des fonds européens qui, dans le cadre du « paquet Santer », (projet de réforme du fonctionnement de l'union européenne) vont faire l'objet d'une profonde réforme. La réunion de lundi doit donc d'abord fournir l'occasion au gouvernement d'affirmer sa doctrine, de définir ses priorités géographiques et sectorielles, sans oublier de mettre de l'ordre dans l'équipe gouvernementale qui, à plusieurs reprises, a pu donner l'impression de se livrer à des « guerres » intestines de préséance, ou de négliger la dimension interministérielle de l'aménagement du territoire.

DIMENSION PEU VALORISÉE

Pour preuve, l'installation de Toyota près de Valenciennes qui, en soi, constitue un succès éclatant en termes d'aménagement, compte tenu des efforts de la Délégation à l'aménagement du territoire et de l'action régionale (Datar), depuis vingt ans, pour orienter les investissements étrangers vers les régions ayant le plus souffert des mutations industrielles. Or, cette dimension a été très peu valorisée. Lionel Jospin a donc la ferme intention de mettre les points sur les « i » dans une allocation préliminaire : une sorte de « discours de la méthode », indiquant dans son entourage, qui expliquera la philosophie de son gouvernement et ses modalités d'action, en esquissant un calendrier des textes qui doivent venir en discussion devant le Parlement en 1998.

Le CIADT va aussi arbitrer la position du gouvernement sur la future loi d'orientation et d'aménagement du territoire (LOAT) destinée à réviser la « loi Pasqua-Hocfel » du 4 février 1995, dont beaucoup de dispositions sont restées lettre morte ou

51 % de la population vit dans des zones d'habitat individuel
LES AIDES EUROPÉENNES EN FRANCE EN 1996



La réforme des fonds structurels diminuera considérablement le montant des aides, qui ne touchent plus qu'environ 40 % de la population.

demeurent inefficaces. L'avant-projet préparé par le cabinet de Dominique Voynet compte, en l'état actuel des choses, une quarantaine d'articles.

Val-t-on consacrer enfin le rôle des « pays », au-delà de leur reconnaissance sur le papier ? Comment favoriser l'intercommunalité dans les agglomérations urbaines ? Est-on prêt à faire élire les organes dirigeants des structures de coopération intercommunale au suffrage universel direct ? Convient-il que chaque région soit dotée d'un schéma directeur de développement, comme cela existe pour l'Île-de-France ?

Sur tous ces points, comme sur le calendrier – marqué par les élections régionales et cantonales de mars 1998 –, l'approche diffère parfois selon que l'on entend M^{me} Voynet, le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, très soucieux de garder la haute main sur l'organisation territoriale du pays et les questions institutionnelles, Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décen-

tralisation, ou Jean-Claude Gayssot, « patron » de tout ce qui touche aux grandes infrastructures. M. Jospin devrait, avec une certaine solennité, déclarer que Dominique Voynet est bien « chef de file » dans ces domaines.

Les ministres devaient, aussi, esquisser une réforme des modalités d'attribution de la prime d'aménagement du territoire (PAT), dotée de 320 millions en 1998, pour la rendre

plus opérationnelle vis-à-vis des petits projets d'investissement, notamment en zone rurale. On attend aussi que le premier ministre tranche sur le montant des crédits affectés au Fonds national de développement des entreprises (FNDE). Alain Juppé avait pris l'engagement au CIADT d'Auch, en avril, de consacrer 1 milliard de francs sur deux ans à ce fonds, prélevés sur les ressources des privatisations.

ARBITRAGES PONCTUELS

De façon générale, le CIADT devait s'écarter d'une logique distributive – sans contrepartie – de l'argent public et s'appuyer sur un maillage du territoire à partir des agglomérations et des « pays ». Enfin, conformément aux orientations annoncées d'embellie par Lionel Jospin et Dominique Voynet, le gouvernement devrait privilégier les équipements dits « de proximité » : sauf dans quelques cas précis, les grandes infrastructures ruineuses sont désormais abordées avec des pinces.

Plusieurs dossiers régionaux ou ponctuels doivent aussi faire l'objet d'arbitrages. Ce qui devait être un nouveau « Plan Massif central » ne sera en fait qu'un programme de développement de deux ans, autour de vingt-cinq mesures. Les crédits prévus s'ajoutent aux enveloppes des contrats de plan actuels qui s'achèvent en 1999. Ils devraient bénéficier surtout à l'Auvergne et au Limousin. Une délégation d'élus socialistes s'est rendue il y a quelques

jours à Mâcon pour obtenir des coups de pouce supplémentaires, notamment sur les transports : train pendulaire Paris-Limoges, développement de l'aéroport de Clermont-Ferrand-Aulnat, autoroute Lyon-Bordeaux. Le gouvernement veut aussi favoriser le développement des PME de ces régions et impulser la création d'emplois-jeunes.

Le programme Massif central comprend enfin des dispositions en faveur des nouvelles technologies de communication et un effort systématique pour les productions de qualité (agriculture, thermalisme, tourisme, gestion de l'eau, conservatoires de botanique...). Le maire de Limoges, Alain Rodet (PS), a aussi demandé que la décentralisation du Centre national des exploitations et des structures agricoles (Cnsea) installé à Issy-les-Moulineaux, décidée en 1992 mais bloquée par Alain Juppé et Philippe Vasseur, soit relancée.

Outre le Massif central, le gouvernement, tirant un bilan des opérations de reconversion des sites touchés par des restructurations, notamment militaires, devrait prendre des dispositions pour accélérer la création d'activités nouvelles créatrices d'emplois. Sont intéressés les bassins de Longwy et du département de la Loire, ainsi que Cherbourg, Lorient et Brest, touchés par la diminution du plan de charge des arsenaux.

François Grosrichard et Jean Menanteau

Une convention particulière pour le Pays basque

A SITUATION originale, démarche originale. Le Pays basque, exemple d'entité géographique marquée par un fort sentiment « identitaire », sans pour autant correspondre à l'une des catégories administratives françaises, bénéficie, à l'occasion du CIADT du 15 décembre, d'un traitement particulier. Les ministres adopteront en effet une « convention de développement du Pays basque » tripartite (Etat, département des Py-

réennes-Atlantiques, région Aquitaine) assortie d'un effort financier notable : 32 millions de francs en 1998-1999.

L'application de cette convention constituera une sorte d'avant-première pour des dispositions que Dominique Voynet souhaite inclure dans la future loi : ce texte devrait prévoir, outre les classiques contrats de plan Etat-région, la possibilité de conclure des contrats avec les « Pays », créés par la loi Pasqua et que la ministre souhaite promouvoir. Le Pays basque est reconnu comme l'un d'entre eux.

La convention présentée au CIADT s'inspirera directement d'un travail intitulé « Pays basque 2010 » et élaboré pendant plusieurs années par les forces vives locales. Bouclé en mars, ce plan avait été transmis au gouvernement Juppé par les deux ministres élus du département, François

Bayron et Alain Lamassouse. En fait, Nicole Pery (PS), qui a battu l'ancien ministre du budget aux élections législatives antérieures, assure depuis avoir retrouvé ce dossier à un échelon inférieur de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar).

Le traitement particulier réservé au Pays basque tient sans doute en partie à la personnalité de Nicole Pery, proche de Lionel Jospin – qui lui a confié une mission sur les langues régionales – et qui a su plaider un dossier dont la dimension politique est particulière, étant donné l'existence de l'organisation clandestine Iparrerarrak. Le CIADT pourrait, d'ailleurs, fournir aussi l'occasion de délivrer un message politique sur la langue basque.

Jean-Louis Andreani

Vers la fin de la « bataille de l'eau » à Grenoble

LYON
de notre correspondant régional
Le dossier de l'eau, dans lequel était embourbée la ville de Grenoble depuis deux ans, va-t-il être refermé ? Un avis rendu par la section du rapport et des études du Conseil d'Etat donne raison à son maire, Michel Destot (PS), qui avait consulté la haute juridiction administrative après son arrêt rendu le 1^{er} octobre (Le Monde du 3 octobre 1997). Celui-ci annule une délibération du conseil municipal de Grenoble du 30 octobre 1989, autorisant le maire, Alain Carignon (RPR), à déléguer la gestion du service de l'eau et de l'assainissement à la Lyonnaise des eaux. Mais dans le même arrêt les juges déclarent irrecevables les conclusions tendant à l'annulation des contrats de cession de 1989, déposés par Raymond Avillier (PS), deuxième adjoint de M. Destot.

« DÉFAUT D'INFORMATION »

Raymond Avillier (PS), à l'origine de la procédure engagée devant le Conseil d'Etat, demandait que la ville mette fin au contrat de privatisation de l'eau d'une durée de vingt-cinq ans. La « bataille de l'eau », engagée depuis longtemps par M. Avillier, trouble depuis deux ans les relations entre le maire de Grenoble et son deuxième adjoint, qui s'affrontent sur l'opportunité du maintien ou non de la Lyonnaise des eaux dans

la cité. L'avis du Conseil d'Etat, rendu public le 12 décembre par M. Destot, donne clairement raison à celui-ci. Tout d'abord, il rappelle que l'annulation de la délibération du 30 octobre 1989 « est tirée du défaut d'information des membres du conseil municipal appelés à délibérer sur des actes litigieux ». Pour éviter que de tels défauts de procédure aient de graves conséquences, notamment financières, la jurisprudence du Conseil d'Etat admet – depuis 1905 – que l'annulation d'un « acte détachable » d'un contrat n'a aucun effet direct sur le contrat, qui demeure la loi des parties.

Le maire de Grenoble pouvait donc procéder, aussitôt après son élection en 1995, et sans attendre l'issue de la procédure contentieuse engagée par M. Avillier, à la renégociation des contrats litigieux. Ce qu'il fit dès le mois de septembre 1995. Le maire pouvait également demander à son conseil municipal de l'autoriser à signer les avenants destinés à mettre le contrat initial de 1989 en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. « La ville de Grenoble peut être considérée comme ayant tiré par avance les conséquences nécessaires à la décision d'annulation rendue le 1^{er} octobre par le Conseil d'Etat », conclut la section du rapport et des études du Conseil d'Etat.

Claude Francillon

Un sondage qui tombe à pic

DOMINIQUE VOYNET a employé les grands moyens pour convaincre le premier ministre de l'importance du dossier dont elle est responsable. Le 4 novembre, lors du déjeuner interministériel de « cadrage » du CIADT à venir, la ministre avait distribué à tous ses collègues les résultats d'un sondage effectué par Ipsos-Opinion pour le Service d'information du gouvernement (SIG) sur les priorités des Français en matière d'aménagement du territoire (Le Monde du 6 novembre). Resté confidentiel depuis lors, ce sondage devait être rendu public vendredi 12 décembre.

Selon cette étude réalisée les 24 et 25 octobre auprès de 959 personnes, les Français sont très soucieux de l'aménagement du territoire : ils sont 76 % à juger qu'il doit s'agir d'une priorité de l'action gouvernementale au cours des prochaines années. Le soutien au développement économique et à l'emploi demeure la

priorité des priorités pour 77 % des personnes interrogées. Mais la sauvegarde de l'environnement vient juste derrière : 68 % des personnes interrogées la jugent plus importante que l'aide à la reconversion industrielle (64 %) et l'aide aux quartiers en difficulté (62 %).

COMPATIBLE AVEC L'ENVIRONNEMENT

Deux mesures proposées pour développer l'aménagement du territoire sont plébiscitées : la réorientation du trafic des marchandises de la route vers le rail ou les voies navigables (50 %) et le développement d'établissements d'enseignement supérieur dans les villes moyennes (43 %).

En revanche, la construction de grands équipements comme les autoroutes et les lignes TGV apparaît secondaire pour 43 % des personnes sondées. Enfin, pour une majorité de Français (67 %), l'aménagement du terri-

toire est tout à fait compatible avec les préoccupations environnementales. Les compétences des différents niveaux de pouvoir, dans le domaine de l'aménagement du territoire, sont clairement définies par les personnes interrogées. Soucieuses des actions de proximité, 57 % d'entre elles considèrent que cette responsabilité incombe aux collectivités locales. Ces collectivités doivent notamment prendre en charge le tourisme, l'urbanisme, les transports en commun, la culture et les sports, le logement et l'environnement.

L'Etat ne doit pas cependant rester en retrait, aux yeux des personnes interrogées : à lui de s'occuper en priorité de l'éducation, de la police et de l'action sociale, du développement économique et de l'emploi, ainsi que des routes.

Sylvia Zappi

Quatre fois plus de crédits pour développer l'agriculture biologique

LOUIS LE PENSEC, ministre de l'agriculture et de la pêche, a annoncé, vendredi 12 décembre, au Centre zootechnique de Rambouillet, un plan de cinq ans de développement de l'agriculture biologique. Se fondant sur les conclusions du rapport que vient de lui remettre Alain Riquois, président de la section « agriculture biologique » de la Commission nationale des labels et certifications de conformité, le plan gouvernemental prévoit une hausse substantielle des crédits d'Etat.

Objectif : aboutir à 25 000 exploitations « bio » et 1 million d'hectares de surfaces consacrées à ce type d'activité à l'horizon 2005. Les aides publiques à ce secteur passeront à 60 millions de francs en 1998, soit une multiplication par quatre par rapport à 1997. S'y ajouteront des concours européens au taux maximum, notamment pour inciter à cette conversion les céréaliers et les producteurs de fruits et légumes.

Le ministre de l'agriculture a souligné que ce « modèle de développement n'est ni utopique ni ringard » et qu'il ne s'agit pas « de condamner l'agriculture dite productive ». Il a aussi demandé aux organismes de recherche, aux instituts techniques et aux offices interprofessionnels d'accentuer leurs efforts – y compris financiers – dans ce sens. Un comité d'orientation et de suivi du plan pluriannuel va être mis en place et pourrait déboucher plus tard sur un institut national de l'agrobiologie comparable à l'Institut national des appellations d'origine (INAO).

1 % DE LA CONSOMMATION

Tirant les leçons de l'affaire de la « vache folle », plusieurs organisations professionnelles agricoles avaient pris les devants en s'impliquant activement dans ce type d'agriculture. Un rejet, de la part des consommateurs, de produits soupçonnés d'être frelatés,

d'avoir été manipulés ou cultivés avec des engrais chimiques nocifs, peut avoir des conséquences très graves pour les producteurs. Ainsi, depuis dix ans, l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA) multiplie les efforts dans ce domaine. Une charte de partenariat, valable trois ans, et visant essentiellement la viande bovine, a été signée le 29 avril à Lille entre l'APCA, la Fédération d'agriculture biologique, la société d'abattage Selvi installée à Alençon et le groupe de distribution Auchan.

C'est parce que le marché des produits biologiques ne représente en France que 1 % de la consommation (au lieu de 10 % dans les pays d'Europe du Nord), avec un fort développement des importations (une multiplication par 20 entre 1993 et 1996), que le gouvernement veut donner un coup d'accélérateur et porter ce pourcentage au début du siècle à au moins 3 %, voire 5 %. Or, à

peine 0,5 % de la surface agricole globale est consacrée à ce type de production. Le nombre des exploitations qui se reconvertisent vers ce type d'activité (près de 4 000 aujourd'hui sur 137 000 hectares) est cependant en forte croissance (+ 9 % en 1996), après une longue période de stagnation. Certes, les coûts de production sont supérieurs par rapport au modèle de production classique, mais les agriculteurs qui s'y adonnent peuvent escompter des prix de vente revalorisés de 20 à 40 %.

Si l'on tente un classement par régions, c'est en Midi-Pyrénées, Pays de la Loire, Alsace, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes que les surfaces sont les plus importantes, la palme départementale revenant à la Lozère et à la Drôme. Les principaux progrès réalisés ces dernières années touchent la viande ovine.

F. Gr

DISPARITIONS

Amiral Jacques Guillon

Un marin de la France libre

L'AMIRAL JACQUES GUILLON, un des rares officiers de marine à avoir appartenu aux Forces françaises libres (FFL), est mort, lundi 8 décembre, au Mériot (Aube), dans sa quatre-vingt-septième année.

Né le 27 décembre 1910, à Cosne-sur-Loire (Nièvre), ancien élève de Navale, Jacques Guillon échappa, en juillet 1940, à bord du torpilleur *Tornado*, à l'attaque de l'escadre française par la flotte anglaise en franchissant en extrême la passe de Mers el-Kébir neutralisée par des mines. Après le sabotage de la flotte à Toulon et le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, en novembre 1942, le jeune lieutenant de vaisseau Guillon s'engagea dans un remorqueur, le *Canard*, transformé en dragueur de mines pour échapper à la Kriegsmarine et à la marine italienne. Déguisé en curé de campagne, il sera l'un de ces rares marins qui, rejoignant l'armée de terre, eurent à cœur de libérer Bizerte, aux côtés des corps francs d'Afrique et des tabors marocains. Intégré dans un régiment blindé de fusiliers marins affecté à la 2^e division blindée du futur maréchal Philippe Leclerc de Hauteclocque, il s'embarqua pour le Yorkshire (Angleterre) pour parfaire sa formation dans un escadron où se trouvaient d'autres officiers de marine de la France libre, Philippe de Gaulle.

Durant la campagne de France, Jacques Guillon poursuivit le *Canard* à croix gammée, depuis le bocage normand jusqu'à la forêt vosgienne. A la tête de ses équipages de chars, où se côtoient d'anciens brigades internationales en Espagne, des réfugiés espagnols, des pieds-noirs, des musulmans et des évadés de France passés par les

prisons franquistes, il délivra Neuilly-sur-Seine et obtint la reddition de 800 Allemands retranchés dans le château de Madrid. Durant les combats en Alsace, il va retrouver un second maître de réserve, dans la marine, un dénommé Jean Moocorgé, qui est plus connu au cinéma sous le nom de Jean Gabin.

Après la guerre, il servira, avec le grade de capitaine de frégate, en Indochine, où il commande notamment une flottille amphibie à Saigon en 1951-1953. Parmi les responsabilités qui lui seront confiées plus tard, le capitaine de vaisseau Guillon commande l'escorte *Jaureguiberry* en 1961 et, promu contre-amiral, il sera placé, en 1964, à la tête de la force amphibie d'intervention à Lorient. En 1965, il commande le centre d'expérimentations nucléaires du Pacifique. Il sera élevé au rang et à l'appellation de vice-amiral d'escadre en 1969 et dirigera le cours supérieur interarmées (CSI), qui forme les futurs officiers généraux.

Trois ans après avoir été admis en deuxième section (réserve), l'amiral Guillon publie en 1975, chez Plon, un livre de souvenirs intitulé *De Carthage à Berchtesgaden*, où ce marin, qui s'est battu à terre, durant la seconde guerre mondiale, au côté du futur général Jacques Massu dans les rangs de Leclerc, relate un itinéraire militaire assez original.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, de la Croix des TOE (théâtres d'opérations extérieures) et de la Croix de la valeur militaire, l'amiral Jacques Guillon était grand officier de la Légion d'honneur.

Jacques Isnard

■ LE GÉNÉRAL SHEKU MUSA YAR'ADUA, grande figure politique du nord musulman du Nigeria et opposant au régime du général Sani Abacha, est mort en prison lundi 8 décembre à l'âge de cinquante-quatre ans (*Le Monde* du 11 décembre). Yar'adua naît en 1943, à Katsina, dans le nord du Nigeria, au cœur du pays Haoussa, principal vivier de l'élite politique et militaire nigérienne. Formé à Sandhurst, il gravit rapidement les échelons de l'armée. Lors de la guerre du Biafra (1967-1970), il commande une brigade d'infanterie de l'armée fédérale. Devenu chef de l'état-major, il est le numéro deux du régime du général Obasanjo, de 1976 à 1979. En 1979, il quitte l'armée et s'engage de la vie politique, comme son père, après la passation des pouvoirs au nouveau président élu, Shehu Shagari. Il fonde alors à Kaduna, grande ville du nord du pays, *Le Reporter*, un quotidien indépendant qui sera fermé en mars 1994 par le gouvernement du général Abacha. Entre-temps, en juin 1993, il est l'un des candidats à l'élection présidentielle dont les résultats seront annulés par les militaires. En février 1994, il est arrêté pendant quelques jours. Délégué à la conférence constitutionnelle, il se prononce avec force pour le retour à une administration civile, projet annulé puis reporté une nouvelle fois par l'armée à octobre 1998. En mars 1995, après un putsch manqué, il est arrêté et condamné à mort, peine commuée en vingt-cinq ans de prison. Depuis, il était l'un des plus prestigieux opposants de la dictature nigérienne.

■ LE CARDINAL RUGAMBWA, ancien archevêque de Dar es Salaam (Tanzanie), est mort lundi 8 décembre dans l'ancienne capitale tanzanienne. Né le 12 juillet 1912 à Bukongu, au nord-ouest de la Tanzanie, Laurens Rugambwa avait été converti à l'âge de huit ans, comme tous les membres de son village, et élevé par les Pères blancs. Ordonné prêtre en 1943 et

nommé évêque en 1951, M^{re} Rugambwa était devenu en 1960 le premier cardinal d'origine africaine, créé par le pape Jean XXIII, et il avait participé à trois conclaves. Il s'était retiré en juillet 1992. Le décès de M^{re} Rugambwa ramène le collège des cardinaux à 146 membres, dont 107 âgés de moins de quatre-vingts ans, électeurs du pape en cas de conclave.

■ ROBERT CUSIN, ancien journaliste à *L'Aurore*, est mort jeudi 4 décembre. Il était âgé de soixante-dix-sept ans. Il avait débuté dans le journalisme pendant la seconde guerre mondiale, en participant à la fondation et à la distribution d'un des premiers journaux de la Résistance, *Pantagruel*. Il avait ensuite suivi le procès de Nuremberg pour le quotidien *L'Aurore*, dont il fut rédacteur en chef. Responsable du service d'informations à Air France au dé-

but des années 60, il fut un des pionniers du parrainage à la télévision. Robert Cusin avait ensuite été chef du service des relations avec les lecteurs de l'hebdomadaire *Télé 7 jours*, de 1974 à 1984.

■ GEORGE CHISHOLM, tromboniste britannique de jazz, né à Glasgow (Ecosse) le 29 mars 1915, est mort, samedi 6 décembre, en Grande-Bretagne. George Chisholm était considéré comme l'un des trombonistes les plus talentueux dans un registre de jazz classique. En 1935, il a ses premiers engagements dans l'orchestre de Teddy Joyce. Il joua ensuite avec Benny Carter, Fats Waller, avant de fonder un big band à la veille de la seconde guerre mondiale. Engagé dans la RAF, il participa à l'un des orchestres de l'armée, une formation qui continuera d'exister jusqu'au début des années 50. Puis

George Chisholm participera à de nombreuses formations, travaillera, comme musicien, pour la BBC et mènera une carrière de sideman jusqu'au début des années 90.

■ BENITO JACOVITTI, doyen des dessinateurs de bandes dessinées italiennes, est mort mercredi 3 décembre à Rome. Il était âgé de soixante-quatorze ans. Auteur de nombreux héros de BD qui ont marqué depuis cinquante ans les lecteurs de la Péninsule, cet ami de Federico Fellini avait commencé par créer une version humoristique de Píoocchio. Auteur du cow-boy Coco Bill, sorte de Lucky Luke à l'italienne, qui lui valut d'être connu bien au-delà de l'Italie, Benito Jacovitti maniait à la fois le noo-sens, l'humour et parfois l'érotisme - il a notamment adapté à sa façon le Kama Sutra. Son épouse Floriana est morte quelques heures après son décès.

NOMINATIONS

OTAN
Yves Sillard prendra, en janvier 1998, les fonctions de secrétaire général adjoint de l'OTAN pour les affaires scientifiques et l'environnement, à Bruxelles, en remplacement de Jean-Marie Cadieu.

[Né le 5 janvier 1936, polytechnicien et ingénieur général de l'armement, Yves Sillard a notamment dirigé les programmes de lances Europa III et Ariane à l'Organisation européenne pour le développement des lances (OEDL), avant d'être directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES) en 1982, puis PDG du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEO), entre 1982 et 1985, et président de l'Institut de recherche et d'exploitation de la mer (IREM) en 1989. Entre 1989 et 1993, Yves Sillard a été délégué général pour l'armement au ministère français de la Défense, avant d'être nommé PDG du groupe Défense conseil international (DCI), spécialisé dans les ventes d'armes.]

EDUCATION NATIONALE
Jean-Claude Fortier, professeur des universités, a été nommé,

mercredi 10 décembre en conseil des ministres, recteur de l'académie de Lille. Il remplace André Varinard, en poste depuis juin 1993.

[Né le 9 juillet 1941 à Camers (Tarn), Jean-Claude Fortier, docteur d'Etat et agrégé de droit public, a débuté sa carrière d'enseignant à l'université de Lille en 1965. Maître assistant, puis maître de conférence à l'université de Reims de 1974 à 1981, il est ensuite nommé professeur à l'université des Antilles-Guyane jusqu'en 1989. Recteur de l'académie de Dijon, il démissionne de son poste en 1993, après l'arrivée du gouvernement d'Edouard Balladur, et retrouve un poste de professeur à l'université de Bourgogne. Jean-Claude Fortier a été, jusqu'en juin 1997, délégué national à l'éducation du Parti socialiste.]

Raymond Bastide, agrégé de pharmacie, a été élu, le 3 décembre, président de l'université Paul-Sabatier (Toulouse-III). Il succède au professeur Georges Larrouy, élu en janvier 1996, dont le mandat s'est achevé avec son départ à la retraite.

[Né le 23 janvier 1943 à La Rochelle (Charente-Maritime), le professeur Raymond

Bastide, docteur d'Etat en 1977 et agrégé de pharmacie galénique en 1979, est, depuis 1992, chef du service de pharmacie du centre hospitalo-universitaire (CHU) de Toulouse-Rangueil, où il a effectué toute sa carrière depuis 1975. Vice-doyen de la faculté de pharmacie en 1989, puis doyen en 1994, il a été élu, en 1994, au conseil d'administration de l'université.]

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du samedi 6 décembre est publié :

● Université : un décret modificatif fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences.

Au Journal officiel daté lundi 8-mardi 9 décembre est publié :
● Fonction publique : un décret modificatif relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions.

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

- M. et M^{me} Raoul Barbès, M. et M^{me} François Barbès, M. et M^{me} Philippe Barbès, ses enfants, ainsi que ses petits-enfants, font part du décès de :

M^{me} Armand BARBÈS, née Fernande BARTHELEMY,

le 10 décembre 1997, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 15 décembre, à 11 heures, en l'église Notre-Dame d'Antony, Paris-16^e.

Un second service religieux aura lieu le mardi 16 décembre, à 14 h 30, en l'église de Neuville (Cantal), suivie de l'inhumation dans le cimetière de famille.

Prière de bien vouloir remplacer les fleurs par des roses.

Famille Barbès, 77 bis rue Michel-Ange, 75016 Paris.

- Jean-Claude et Huguette Bazin, Dominique et Susan Bazin, Bernard et Françoise Bazin, Patrick et Isabelle Bazin, ses enfants, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M^{me} veuve Maurice BAZIN, née Jeanne RAY,

survenu le 9 décembre 1997, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Le service religieux sera célébré le lundi 15 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Laurent de Villemaison-sur-Orge, suivi de l'inhumation dans le cimetière de famille au cimetière de Montigny (Allier), à 15 h 30.

10, allée des Chardonnerets, 91360 Villemaison-sur-Orge.

- Alain et Ginette Beigbeder, Francis, Jacqueline Beigbeder et leurs enfants, René, Claude Beigbeder et leurs enfants, Claudine, Georges Poinatignon et leurs enfants, Maryse Poinatignon, font part du décès de :

Monique BEIGBEDER,

survenu le 9 décembre 1997.

Le service religieux sera célébré au temple Montparnasse-Plaisance, 95, rue de l'Ourse, Paris-14^e, le vendredi 12 décembre, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

36, rue Liancourt, 75014 Paris.

- Jacqueline, Annie, Manoucher et Christian, ses sœurs et beaux-frères, Jeanne Rutsch, sa tante, Laurent et Edie, ses neveux et leurs familles, Yvette de Bovadilla, Et tous ses amis, ont la douleur de faire part de la disparition de :

Roger CABAL,

survenu le 8 décembre 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 16 décembre, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux, à Paris-6^e.

Ni fleurs ni couronnes.

En son souvenir, des dons pourront être adressés au service urologie de l'hôpital Necker à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. et M^{me} Alain Camus, M. François Camus, M. Patrick Camus, ses frères, belle-sœur et neveu, ont la douleur de faire part du décès de :

Michel, Christian CAMUS,

journaliste, économiste, historien,

survenu à Paris, le 7 décembre 1997, dans sa cinquante-neuvième année.

Sa famille et ses amis se réuniront le mercredi 17 décembre, à 11 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 16, rue du Repos, Paris-20^e.

Requiescat in pace.

- Anne, Marie-Paule, Christine et Pascale Nectoux, ses filles, Fred Hirschmann, Frank Hofer, André Richard, Hervé Kernevez et Didier Mathieu, ses gendres, Christophe et Frédéric, Tristan, Julie et Mélanie, David, Emmanuel et Kevin, Sébastien, Adeline, Timothée et Robinson, ses petits-enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de :

Henriette Valentine PIAT,

le 6 décembre 1997, à Paris.

Elle a rejoint son époux,

Claude André NECTOUX,

décédé le 25 novembre 1995, à Thionville.

Obèques le 15 décembre, au Père-Lachaise, dans la plus stricte intimité.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

- M^{me} Jean Garraud, son épouse,

La comète et la comète Dominique Aymer de La Chevalerie, Philippe, Hélène,

M. et M^{me} Pierre-Yves Fontaine-Garaud, Mathilde,

M. et M^{me} Jacques Renaud, Nicole, Pascal, ses enfants et petits-enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès survenu brutalement, en son domicile, le 27 novembre 1997, de :

Jean GARRAUD,

ingénieur Ecole centrale des arts et manufactures de Paris, entré dans la Résistance pour une France libre en novembre 1940, à l'âge de dix-neuf ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées en l'église de Négrondes (Dordogne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Maine, 24400 Négrondes, Maine-et-Loire, 56700 Sainte-Hélène.

- On nous prie d'annoncer le décès de :

M^{me} Olivier MADELIN,

née Lucienne FERNET,

survenu le 2 décembre 1997, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu en la basilique Sainte-Clotilde, dans la plus stricte intimité.

- Marie-Thérèse Piat, son épouse,

Marie-Luce et Jean-Daniel, Baptiste, Chloé, Jeanne, Arthur, Estienne et Isabelle, Léa, Victor, Bruno, Philippe et Ana, Edouard, Jana, Jacques (V), ses enfants et petits-enfants, Toute sa famille et ses amis, ont la tristesse d'annoncer le décès de :

Rémy PLAN,

le 3 décembre 1997, à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques ont eu lieu en la basilique cathédrale de Mende, le samedi 6 décembre.

Il repose auprès de :

Jacques,

au cimetière de La Casourgue.

9, boulevard du Souffeyran, 48000 Mende.

Anniversaires de décès

- Il y a quatre ans, le 13 décembre 1993,

Pierre GUELAUD,

nots qu'il est,

Hildegard, son épouse,

Clair et Olivier, Stéphane, Marc, Anne-Catherine, ses enfants, Clémence, Maxime et Marion, ses petits-enfants,

appelent son souvenir.

Marie-Louise PAULINE, née NETRE,

vous quitte le 13 décembre 1987.

Ayez une pensée pour elle et pour son mari,

Georges PAULINE,

ainsi que pour son fils

Michel DAVID.

Soutenances de thèse

- Françoise Neven soutiendra sa thèse de doctorat d'histoire du monde contemporain, intitulée « Des gens et des lettres, et WWW ? », Eric Gallais étant le directeur de thèse, samedi 13 décembre, à 9 h 30 (campus de Jussieu, tour centrale, 7^e étage, salle 716).

- Ousmane Damba soutiendra sa thèse de doctorat d'Etat en droit le 15 décembre 1997, à 15 h 30, à la faculté de droit de Paris-Saint-Maur, salle G 100.

Sujet : « Les contrats économiques internationaux et la souveraineté des Etats : le cas des pays en voie de développement ».

Membres du jury : M. J.-P. Prévost, directeur de thèse, professeur à Paris-V, M. Hervé Cassan, professeur à Paris-V, M^{me} Marie-Françoise Christophe-Tchakaloff, professeur à Paris-V, M. Théobald Flory, professeur à Paris-Saint-Maur, M. Claude Leclercq, professeur à Paris-Saint-Maur.

- M^{me} Valentine Zuber a soutenu avec succès, lundi 1^{er} décembre 1997, à l'Ecole pratique des hautes études, section des sciences religieuses, en Sorbonne, une thèse de doctorat intitulée « Les conflits de la tolérance (XIX-XX^e siècles) ». Michel Servet entre mémoire et histoire » devant un jury composé de :

M. Jean Baudry, directeur d'études à l'EPHE, directeur de thèse.

M. Bernard Dompnier, professeur à l'université Blaise-Pascal-Clermont-Ferrand-II.

M. André Escrivé, professeur à l'université Paris-XII.

M^{me} Jacqueline Lalouette, professeur à l'université Blaise-Pascal-Clermont-Ferrand-II.

M. Claude Langlois, directeur d'études à l'EPHE.

M. Jean-Marie Mayeur, professeur à l'université Paris-IV-Sorbonne, et elle a été déclarée digne du titre de docteur de l'Ecole pratique des hautes études, sciences des religions, avec la mention très honorable et les félicitations du jury.

TABLEAU GÉNÉRAL DES PROFESSIONNELLS DE L'UNION EUROPÉENNE

Organisme international autonome et indépendant, réservé aux professionnels européens, y compris ceux qui ne sont pas inscrits aux Ordres professionnels nationaux. Licenciés ou Diplômés en Europe ou dans des pays extra-européens. Pour connaître et faire valoir ses propres droits de citoyen et de professionnel européen.

Expédition de dossiers en vue de faciliter la libre circulation des professionnels ainsi que pour l'homologation de diplômes universitaires européens et extra-européens dans tout le contexte communautaire.

L'appartenance au Tableau sera certifiée par une ATTESTATION DE INSCRIPTION et une CARTE D'IDENTIFICATION PERSONNELLE en plus de garantir toute l'assistance nécessaire pour l'exercice de la profession.

REGISTRO GENERAL DE PROFESIONALES DE LA UNION EUROPEA C. Conde de Miranda 1, 2^a - 1 28005 Madrid ESPAÑA TEL. 00 34 1 366 58 18 - FAX. 00 34 1 365 82 02

“GRAND JURY”

RTL - Le Monde - LCI

NICOLE

NOTAT

ANIMÉ PAR

RICHARD ARZT

AVEC

ALAIN BEUVE-MERY (LE MONDE)

PIERRE-LUC SEGUILLON (LCI)

ET

CATHERINE MANGIN (RTL)

RTL

DIMANCHE

18 H 30

L'ÂGE, quatre-vingt-six ans, ne lui a rien enlevé de sa superbe, ni de son pouvoir de fascination. Lundi 24 novembre, au Royal Air Force Museum, près de Londres, où Sotheby's organisait sa dernière vente aux enchères de l'année de voitures anciennes, elle était, incontestablement, la star. Pas un homme qui n'en ait rêvé, ne l'ait caressée du regard, ne l'ait convoitée. Pas une femme qui ne l'ait observée sans désir. Cette Rolls-Royce « Silver Ghost » - « Silver » pour la couleur argentée et « Ghost » pour la discrétion sonore de son moteur - fabriquée en 1911 avait attiré le monde, celui des gentlemen dilettantes, celui des nostalgiques d'une époque où la voiture était bien plus qu'un simple moyen de transport, celui des collectionneurs bon chic-bon genre. La salle était comble. Les enchères ont flambé, à la grande joie d'un commissaire-priseur dont le snobisme était à la hauteur de sa mission. Un acheteur au téléphone l'a emporté, sous les applaudissements polis d'une assemblée qui sait garder son self-control, pour... 4,5 millions de francs.

Rolls-Royce reste la voiture des milliardaires, comme si elle incarnait la preuve par excellence de leur fortune. « Je ne suis pas seulement riche, je suis riche, riche... », attaquait le jazzman Cole Porter en montant dans la siéne. Chez Rolls-Royce, on disait d'un ton méprisant : « Si vous demandez le prix, c'est que vous n'avez pas les moyens. » Rolls-Royce est entrée dans l'histoire plus qu'aucune autre marque automobile. La grande, celle des poudrins, des rois, des reines, des guerriers, des dictateurs : Léonine, Hitler, le tsar Nicolas II, la famille royale britannique, Winston Churchill, etc. Tous ont roulé sous la protection de l'emblème ailé.

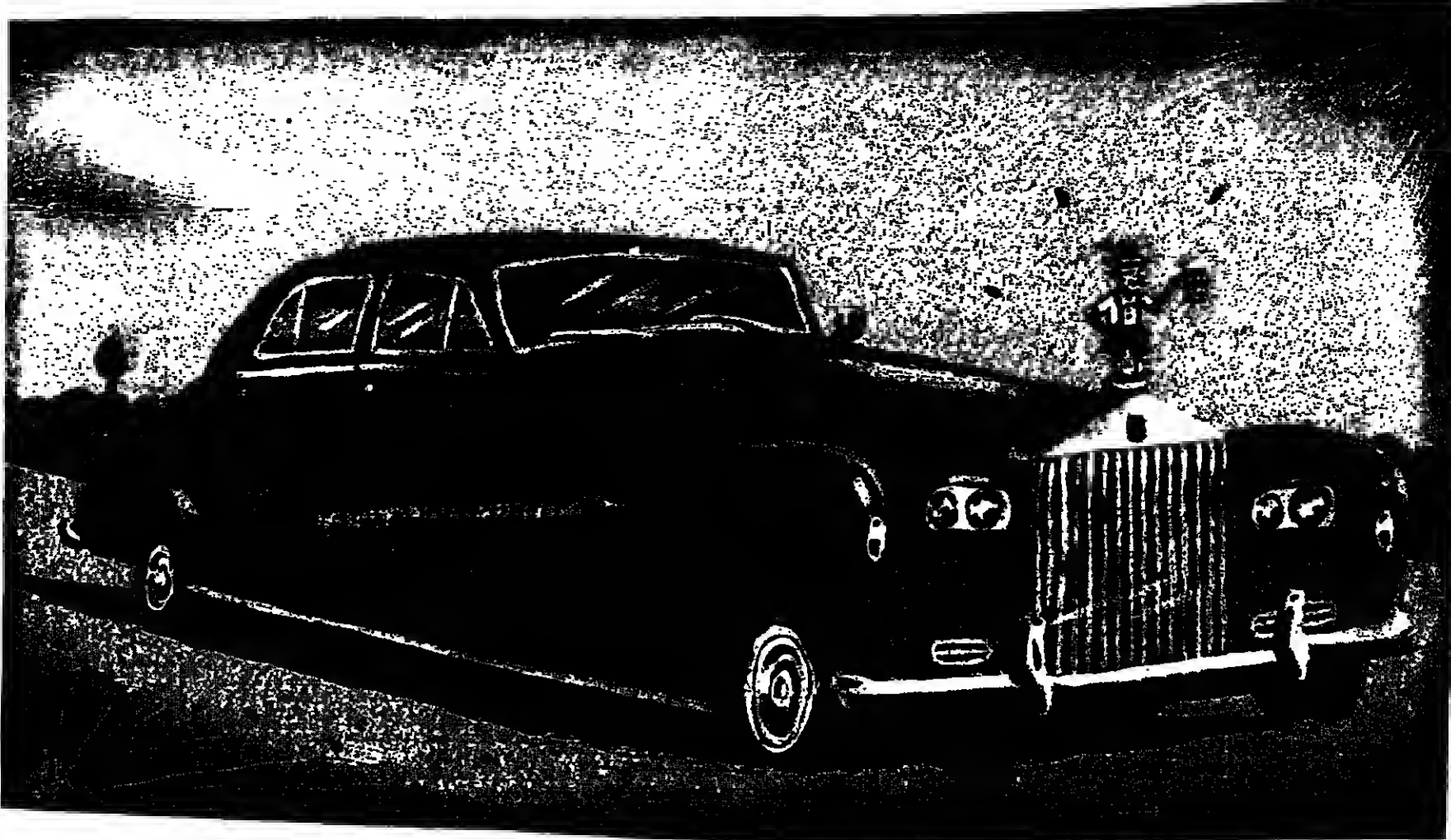
La petite histoire aussi : celle de Hollywood, des capitaines d'industrie, des rock-stars, des publicitaires : Charlie Chaplin, Elvis Presley, Henry Ford, Zsa-Zsa Gabor, Cary Grant, Michael Caine... Ce dernier s'en était même offert une avant d'avoir son permis de conduire.

Les Beatles firent scandale en s'exhibant dans une Rolls-Royce psychédélique. « Ce n'est pas dans notre politique de commenter le goût de nos clients », susurre-t-on chez le constructeur. Même commentaire laconique de la très britannique maison quand, en 1979, le *Daily Mirror* montre la voiture d'un millionnaire « roi de la vionde », qui a remplacé l'emblème ailé de sa Silver Spirit par une vulgaire saucisse en argent.

« Rolls-Royce reste un mythe et un symbole en Grande-Bretagne », glisse Lord Montagu, qui possède à Beaulieu (Hampshire) le plus grand musée de voitures anciennes d'Angleterre. Son histoire personnelle est intimement liée à celle de la célèbre marque automobile. Son père, John Scott Montagu, un milliardaire très en vogue au début du siècle pour avoir notamment fondé le magazine *The Car Illustrated*, fut l'un de ses premiers clients.

Mais, surtout, il immortalisa ses amours adultères grâce à la célèbre marque : sa maîtresse, Eleanor Thornton, dont il était scandalueusement épris, servit de modèle à l'illustrateur de son magazine, Charles Sykes, pour dessiner et sculpter la première « Spirit of Ecstasy » qui ornera toutes les Rolls-Royce à partir de 1911 : « Une gracieuse petite déesse qui o choisit les voyages sur terre comme délice suprême et qui a otterri sur la proue d'une Rolls-Royce pour se griser dans lo fraîcheur et dans le battement d'ailes harmonieux de ses voiles ; elle exprime sa joie en élevant les bras et en fixant son regard à l'horizon... », écrit-il alors pour décrire sa création.

« Mon père et M^{me} Thornton eurent une fille. Elle-même o eu deux fils, mes neveux, dont l'un travaille aujourd'hui chez Rolls-Royce », raconte, tout sourire, l'actuel Lord Montagu. Pas de nos-



Rolls-Royce au plus offrant

La plus prestigieuse des marques automobiles a été mise aux enchères. BMW et Volkswagen sont sur les rangs, mais le repreneur devra s'engager à protéger la réputation d'excellence des voitures aux calandres ornées de la « Spirit of Ecstasy »

taille pourtant chez ce pur produit de l'aristocratie britannique à l'idée de voir Rolls-Royce changer de nationalité, après Harrods, Sotheby's, ou Jaguar. Le fabricant d'armes, Vickers, qui en contrôle le capital depuis 1980, a mis en vente le dernier joyau de la couronne britannique. Tous les candidats déclarés sont étrangers, à l'exception de Bernie Ecclestone, l'organisateur du championnat du monde de formule 1. BMW apparaît comme le favori, mais d'autres, comme Volkswagen, sont aussi sur les rangs.

Rolls-Royce, estimée 400 millions de livres, ira au plus offrant. Une vulgaire histoire de gros sous pour cette vénérable maison qui a toujours, tout aristocrate qu'elle est, manifesté un parfait dédain pour les problèmes d'argent. « Rolls-Royce, avec ses petits volumes, n'a plus les moyens de développer de nouveaux produits tout seul », estime un analyste.

DES moteurs BMW équiperont sa prochaine génération de modèles, attendue en 1998. « Avec BMW comme propriétaire, le groupe pourrait être gagnant d'un point de vue technologique », estime, comme d'autres, Jeffrey Pattinson, président de Coys of Kensington, le premier vendeur de voitures à Londres, créé en 1919 et devenu une institution pour les amoureux d'automobiles de prestige.

Rolls-Royce vient de traverser la période la plus difficile de son histoire. Après les « années flic » de la décennie 80 qui portent les

ventes du groupe à leur apogée en 1990 (3 324 unités), le constructeur, installé à Crewe près de Manchester depuis 1946, va commencer sa descente. Signe du déclin, en 1992, la famille royale lui est infidèle : Lady Di préfère s'offrir un cabriolet Mercedes-Benz rouge. En 1993, il ne vend plus que 1 360 voitures.

En période de crise, le luxe de Rolls-Royce est trop ostentatoire. Le groupe décide de redynamiser son autre marque, Bentley, considérée comme la « Rolls du pauvre ». S'ils empruntent la même carrosserie que leur grande

Sur près de 130 000 Rolls-Royce produites depuis la naissance de la marque en 1906, les deux tiers roulent encore

sœur, ses modèles sont désormais différenciés et, surtout, plus sportifs. Les « yuppies », qui pullulent à la City, en sont fous : 60 % des ventes du groupe sont désormais des Bentley contre moins de 10 % avant 1980.

Ce repositionnement s'accompagne d'une restructuration sans précédent. Les effectifs sont presque divisés par deux, passant de 4 700 à 2 500 personnes. Rolls-Royce adopte de nouvelles règles : marketing, productivité, flux tendus et sous-traitance font désormais partie de son lot quotidien. L'usine fait actuellement l'objet de travaux, qui la doteront de sa première chaîne d'assemblage et de

son premier atelier de soudure. D'après les analystes, cette réorganisation devrait lui permettre de produire jusqu'à 8 000 véhicules par an. Rolls-Royce est revenue aux bénéfices en 1994, après trois ans de pertes. Mais la marque mythique est rentrée dans le rang, comme Porsche ou Mercedes.

« Rolls-Royce, même ollemond, continuera à faire ses voitures à Crewe, comme elles ont faites aujourd'hui. C'est cela l'important », estime le Rolls-Royce Enthusiasts' Club, qui rassemble 9 000 membres dans le monde entier. Les voitures à l'emblème ailé sont encore, à bien des égards, produites dans la tradition la plus pure. Il faut une journée entière pour fabriquer, entièrement à la main, une calandre et cinq heures pour la polir, jusqu'à ce qu'elle se confonde avec un miroir. Chacun des douze artisans employés à leur construction y grave ses initiales : ils peuvent reconnaître leur travail en voyant une voiture dans la rue. Les soixante-dix-buit ébénistes qui travaillent les bois les plus rares, sélectionnés avec la plus grande attention sur la planète entière, font aussi partie du mythe. Tout comme les couturiers des cuis qui s'échinent sur les douze peaux de vache qui garnissent l'intérieur de chaque limousine.

Les amoureux de Rolls-Royce sont tranquilles : si le futur propriétaire du capital voulait rompre avec ces traditions, il risquerait de perdre le droit d'utiliser la marque. Car celle-ci n'appartient pas au constructeur, mais à Rolls-Royce plc, fabricant de moteurs d'avion, qui a vendu la branche

vient d'acheter, une Decauville d'occasion, française pourtant réputée, ne cesse de tomber en panne. Cet autodidacte, fils de menuisier, qui a commencé à travailler avant ses dix ans, décide de construire une voiture digne de ce nom : il démonte et remonte sa Decauville jusqu'à la carrosserie sur le bout des ongles. Le 1^{er} avril 1904, la première Royce est produite. Cette biplace, deux cylindres, particulièrement silencieuse pour l'époque, démarre du premier coup.

Acette époque, à Londres, le jeune et riche aristocrate Charles Stewart Rolls brûle la vie. Pilote automobile et aviateur intrépide, il ouvre en 1902 un garage dans une ancienne patinoire où il vend des voitures, essentiellement des françaises, dont la supériorité est alors totale. Avec un regret : celui de ne pouvoir décerner pas offrir à ses clients de modèles britanniques, qui ne sont pas à la hauteur. Sa rencontre avec Henry Royce, en 1904, lui redonne espoir dans l'industrie nationale. Il s'engage à vendre toutes les voitures construites par son nouvel ami. En 1906, le roturier et le patricien créent Rolls-Royce et la « Silver Ghost » sort. Son premier client est cher au cœur des ménages : il s'agit de Paris E. Singer, l'industriel des machines à coudre. C'est le début d'une formidable aventure, à laquelle la mort de Charles Rolls en 1910, aux commandes d'un aéroplane, ne mettra pas fin.

Le groupe enchaîne les succès. A l'occasion de la première guerre mondiale, il se lance dans les moteurs d'avion. En 1931, Bentley, qui ne survit pas à la Grande Dépression, passe dans son giron. Pendant la guerre, ses moteurs d'avion connaissent une période faste. Les années 70 marquent la première crise du groupe, liée aux activités aéronautiques : en 1971, il est placé sous administration judiciaire. Le gouvernement conservateur nationalise Rolls-Royce ! L'activité automobile, elle, est introduite en Bourse en 1973. Vickers la rachète en 1980, pour 38 millions de livres. Après la récession consécutive aux deux chocs pétroliers, les « Spirit of Ecstasy » sont au plus mal. Puis vient l'engouement des années 80 avant la recrudescence du début de la décennie.

« Rolls-Royce n'est plus ce que c'était, estime Jeffrey Pattinson. Je ne connais personne aujourd'hui, dans mon entourage, qui voudrait s'en acheter une neuve. » Le patron de Coys est nostalgique : adolescent, il rêvait devant les Rolls-

Royce, leurs propriétaires et leurs femmes. « Ils étaient assortis à leur voiture. Les femmes étaient élégantes. C'est ce qui m'a donné envie de travailler dans ce domaine. Aujourd'hui, c'est fini. » Des « nouveaux riches » achètent encore des Rolls-Royce neuves, contre un chèque qui va de 1,1 million pour la Bentley Brooklands R à 2,17 millions de francs pour la Rolls-Royce Continental T. Mals « les Rolls-Royce n'offrent plus la meilleure technologie. De nombreuses voitures sont ou même niveau de qualité », continue-t-il, sans complaisance. Les châssis remontent à vingt ans.

« Les anciennes Rolls-Royce sont moins à la mode que dans les années 70 et 80. Aujourd'hui, les itoliennes sportives ont plus la cote », rajoute Jeffrey Pattinson. Le marché de l'occasion, qui s'était effondré en 1991, n'a jamais retrouvé le niveau de 1989. « Vous pouvez désormais acheter une Rolls-Royce, en bon état, à partir de 10 000 à 12 000 livres », estime Peter Blond, directeur chez Sotheby's. Encore faut-il l'entretenir. « Nous vivons dans un monde où le marketing est roi. Il est plus facile de faire revivre une marque réputée que d'en créer une », conclut Jeffrey Pattinson, qui compte sur le repreneur de Rolls-Royce pour redonner au carrosse les meilleures technologies et faire revivre le mythe qui a bercé sa jeunesse.

Malgré tout, la société britannique, où les divisions sociales sont plus marquées qu'ailleurs, reste sentimentalement attachée à Rolls-Royce. « Ce qui compte, pour les Anglais amateurs de vieilles voitures, c'est la vie sociale qu'engendre leur propriété, une vraie culture souterraine », considère Jeffrey Pattinson. « On compte ici 600 000 voitures anciennes de plus de vingt-cinq ans », précise Lord Montagu. Le reste de l'Europe n'en compte que 200 000. Les Anglais sont des collectionneurs dans l'âme. Chaque marque automobile a son club de fans, qui derrière leur flegme vouent un véritable culte à leur voiture.

Les hommes se voient dans la semaine, au pub. Le week-end, ils se rendent à des pique-niques, des promenades à la campagne, des courses... Les femmes sortent leurs plus belles capelines, les hommes leurs blazers stricts, bleu marine à boutons dorés, avec, brodé sur la poche, l'écusson de leur club, université ou régiment. Le monde d'antan revit.

Virginie Malingre
Dessin : Philippe de Kemmeter

Philippe Séguin ou le conservatisme bougon

Suite de la première page

« Uniforme » ? Il existe précisément un seul qui, selon que les entreprises comptent plus ou moins de 20 salariés, permet d'établir le calendrier de 2000 à 2002. Pour M. Séguin, c'est parce que la réduction du temps de travail va favoriser la productivité qu'elle se traduira par une diminution de l'emploi. Le raisonnement est simple. Mais il est faux. Pour que la réduction du temps de travail crée de l'emploi, il faut que deux conditions soient réunies : qu'elle n'ait pas pour conséquence une hausse des coûts des entreprises – ce qui suppose à la fois une progression maîtrisée des salaires, un dispositif d'aide publique et une augmentation de la productivité ; que cette augmentation de la productivité ne compense pas totalement la diminution de la durée du travail. Rien, aujourd'hui, ne permet d'affirmer que ces conditions ne seront pas réunies. Au contraire !

Ad-dela, c'est un raisonnement incroyablement malthusien que celui qui, pour conclure à l'opposition entre productivité et emploi, postule que la production et la demande constituent des données fixes. Pour ne prendre qu'un seul exemple, l'investissement des Etats-Unis dans les technologies de l'information, domaine de haute productivité par excellence, a été un moteur vigoureux pour la croissance et l'emploi ces dernières années. La vision frileuse de l'économie est en réalité profondément conservatrice.

Comment lui qui, il n'y a pas si longtemps, faisait de grands moulinets en invoquant le « front républicain », peut-il aujourd'hui se laisser aller à ce lâche abandon qui consiste à placer un signe « égal » entre le PS et le FN ?

Le deuxième débat est européen. Philippe Séguin confirme une nouvelle fois qu'il considère la parole de la France engagée par le référendum sur le traité de Maastricht. Si j'y vois davantage un comportement républicain qu'un revirement opportuniste, j'y vois aussi la possibilité de clore un débat théologique pour ouvrir un débat concret sur l'Europe qui se fait.

Passons, là encore, sur ce qui peut paraître contradictoire : juger le contenu du traité d'Amsterdam insignifiant et, dans le même temps, ne pas écarter le recours au référendum ; critiquer ce traité, sous prétexte que l'on est dans l'opposition, en oubliant qu'on l'a soi-même négocié lorsque l'on était dans la majorité.

La construction européenne est-elle en train de se rééquilibrer ? Philippe Séguin en doute – pour user d'un euphémisme. Il traite par l'ironie, si ce n'est par le mépris, voire par l'arrogance, les efforts du gouvernement pour mettre en place un « pôle économique ». Soit. Mais quand même ! Il y a six mois, nous sommes partis du néant absolu. Aujourd'hui, tous nos partenaires sont convaincus de la nécessité de renforcer la coordination de nos politiques économiques.

Et demain ? Grâce aux résultats du sommet de Luxembourg, l'emploi sera placé chaque année au cœur d'un conseil européen ; les pays qui auront l'euro en commun se concentreront sur tous les sujets importants de politique économique. S'il fallait une seule preuve de l'importance de cette coordination, il suffirait d'observer l'insistance farouche pour en faire partie que manifestent ceux qui – Grande-Bretagne en tête – ne peuvent ou ne veulent pas participer dès 1999 à la monnaie unique.

Philippe Séguin préfère-t-il encore l'immobilisme ?

Le troisième débat est institutionnel. Une formule – « la cohabitation est un régime détestable » – a frappé. Outre que la cohabitation procède des institutions de la V^e République et, ce qui n'est pas rien, du vote des Français, elle ne doit pas occulter le reste : l'essentiel. Car sa lecture des institutions, sur un point majeur, est pour le moins surprenante. M. Séguin l'affirme : « Le premier ministre reste le premier ministre du président de la République. » La lapalissade cachée, précisément en période de cohabitation, une inconnue. Le premier ministre est nommé par le président de la République. Mais il est, politiquement, le premier ministre de tous les Français et, juridiquement, pour poursuivre la formule de M. Séguin, le premier ministre issu de la majorité parlementaire.

En d'autres termes, c'est devant l'Assemblée nationale et non devant le président de la République que le premier ministre est responsable.

Mais le désaccord ne s'arrête pas là ! Il porte aussi sur l'avenir de nos institutions. De manière paradoxale, si ce n'est contradictoire, Philippe Séguin condamne la cohabitation et prône le statu quo institutionnel alors même que la première est une conséquence du second. Lionel Jospin a témoigné d'une autre volonté, dans sa déclaration de politique générale, en défendant une évolution profonde des textes et de la pratique de la V^e République. Un gouvernement resserré, collégial, s'appliquant à lui-même le non-cumul avec une fonction exécutive locale en a marqué les premiers signes. D'autres suivront très rapidement avec, en premier lieu, la limitation plus générale, attendue par les Français, du cumul des mandats.

Le quatrième débat est politique. Les coups de griffe distribués au chef de l'Etat – par habitude, par réflexe, presque par inadvertance – n'appellent aucun commentaire. Ceux envoyés à la gauche, en revanche, méritent une mise au point. Le procès est maintenant rituel, les mots d'ordre scandés, les formules rabâchées : la gauche ferait le jeu du Front national. L'accusation est grave. Elle est doublement malheureuse. S'agissant du passé, et notamment des élections législatives, on ne peut affirmer que la gauche a été majoritaire grâce au FN : les électeurs du FN se sont reportés plus de deux fois plus vers la droite que vers la gauche ; surtout, il a été démontré que la gauche aurait été majoritaire à l'Assemblée nationale, même sans aucune triangulaire ; avec des reports identiques à ceux des circonscriptions où le Front n'était pas présent au second tour.

S'agissant du présent et, entre autres, des réformes du droit de la nationalité et de l'immigration, il suffit de rappeler que ce sont les engagements pris devant les Français qui sont aujourd'hui tenus, de souligner que ces textes sont justes et équilibrés, et d'entendre les propos d'une partie de l'opposition, souvent violents et parfois même inacceptables, pour situer les responsabilités réelles des uns et des autres.

M. Séguin affirme que la question des relations avec le FN ne soulève « pas de débat à droite » : peut-être préfère-t-il se cacher la tête dans le sable que se couvrir la tête de cendres... Il confirme que la coalition RPR-UDF n'aura de candidat à la présidence des régions que si elle est en situation de majorité absolue ou relative : je ne me permettrai pas de douter de la sincérité de l'engagement. En revanche, il envisage tranquillement de laisser le FN prendre la tête d'une région s'il disposait d'une majorité relative. Comment lui qui, il n'y a pas si longtemps, pendant la campagne présidentielle, faisait de grands moulinets en invoquant le « front républicain », peut-il aujourd'hui se laisser aller à ce lâche abandon qui consiste à placer un signe « égal » entre le PS et le FN ? Pour ma part, je m'oppose à la droite parlementaire ; je combats l'extrême droite ; je préférerai toujours voter pour la première que laisser le champ libre à la seconde.

Le 11 mars 1995, Philippe Séguin nous interpellait à la « une » du Monde dans un article au titre édifiant : « Socialistes, encore un effort pour redevenir républicains ». On aurait aujourd'hui envie de lui retourner l'invitation : « Gaullistes, un nouveau sursaut pour rester républicains »...

Dominique Strauss-Kahn

Outrage à magistrat, monsieur le ministre ! par Paul Garde

On a rarement vu un ministre de la République s'immiscer ouvertement dans une affaire judiciaire en cours et critiquer publiquement, en termes presque infamants, la façon dont la procédure est menée par les magistrats compétents. Une telle attitude serait considérée, avec juste raison, comme attentatoire à la séparation des pouvoirs et constituerait probablement le délit d'outrage à magistrat. C'est pourtant exactement ce que vient de faire le ministre de la défense, Alain Richard, lorsqu'il a déclaré devant la presse (Le Monde du 10 décembre) : « Nous sommes déformés à une justice-spectacle, et le TPI [Tribunal pénal international de La Haye pour l'ex-Yougoslavie] en pratique une ».

Par cette déclaration, le ministre entendait justifier l'ordre donné par lui aux officiers français ayant servi en Bosnie de ne témoigner à La Haye que par écrit, et non oralement. Nous ne discuterons pas ici cette décision sur le fond. Quelles que soient ses bonnes ou mauvaises raisons, nous féliciterons de croire (au risque d'être démentis par les juristes) que le choix entre procédure écrite et orale n'est qu'un détail technique, que le pouvoir exécutif français avait compétence pour effectuer ce choix et que le refus de déférer aux réquisitions du tribunal ne constitue pas une entrave au cours de la justice.

Mais pourquoi faut-il qu'à l'obstruction le ministre ajoute l'invective en critiquant le fonctionnement du tribunal et en l'accusant de pratiquer « une justice-spectacle » ?

L'accusation
– formulée par Alain Richard contre le TPI de La Haye – de pratiquer une « justice-spectacle » n'est pas seulement inconvenante. Elle est absurde.

On imagine le tollé, si un membre du gouvernement proférait une telle imputation contre un tribunal français, par exemple celui qui, à Bordeaux, juge Maurice Papon ! Mais le réflexe hexagonal du public français le rend peut-être moins sensible aux atteintes portées à une juridiction siégeant hors de nos frontières et échappant à notre système étatique.

Il faut rappeler avec force que le TPI, créé par une décision du Conseil de sécurité des Nations unies que la France a votée, devenu organe légal

international (et où siège au moins un juge français), est intégré dans le droit français au même titre que les tribunaux nationaux, que ses décisions ont la même force et qu'il appelle la même protection contre les empiètements de l'exécutif. Et à La Haye comme à Bordeaux (quoique sans attendre cinquante ans !), on juge des crimes contre l'humanité.

L'accusation de pratiquer une « justice-spectacle » n'est pas seulement inconvenante. Elle est absurde. J'en appelle ici aux lecteurs de la presse quotidienne, aux témoins : combien de fois, depuis deux ans, ont-ils pu lire ou voir à l'écran des comptes rendus des audiences de cette cour ? Que savent-ils des péripéties du procès Tadić, du procès Erdemović ?

Le principal défaut de ce tribunal, c'est son extrême discrétion, le peu de publicité donné à son activité, alors que les faits jugés sont si graves. Cette modestie cache le travail de foumi de centaines d'enquêteurs qui ont rassemblé une immense somme de matériaux, trésor pour l'histoire de demain.

Mais le plus grave, dans la déclaration d'Alain Richard, ce sont ses conséquences politiques. M. le ministre ignore peut-être que depuis des mois se développe dans la presse aussi bien serbe que croate une campagne systématique de dénigrement du TPI. Les inculpés de crimes de guerre que les Serbes refusent de li-

vrer, et que les Croates n'ont consenti à laisser arrêter qu'après des mois de pressions internationales musclées, sont aux yeux d'une bonne partie de ces deux peuples des héros nationaux, et tous les moyens sont bons pour discréditer leurs juges.

Une prise de position comme celle de notre ministre fournit à ces campagnes une caution inespérée. Elle renforce ces secteurs de l'opinion dans leur bonne conscience nationaliste. Elle travaille donc contre la paix.

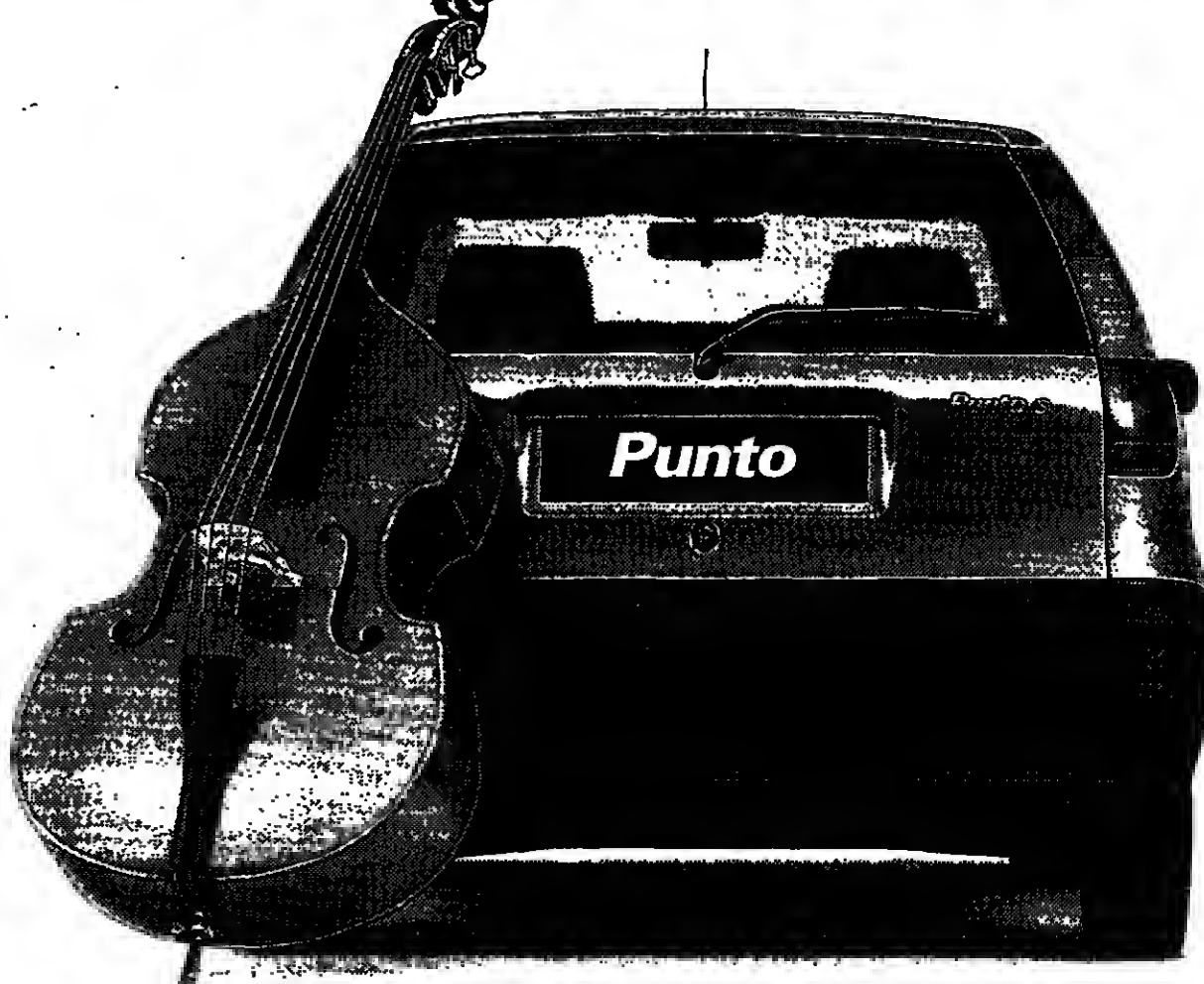
Il serait catastrophique que la France rejoigne la Serbie et la Croatie dans un « front du refus » contre la justice internationale. Ce serait d'autant plus grave que notre pays est responsable militairement d'un tiers de la Bosnie. Il ne faut pas que les criminels de guerre, menacés à Prijedor (zone britannique) ou à Zvornik (zone américaine), trouvent à Pale (zone française) un sanctuaire inviolable.

Le gouvernement français se doit de désavouer les attaques irresponsables d'un de ses membres contre la justice internationale. Le ministre qui les a proférées doit, s'il a le moindre sens républicain et le moindre respect de la séparation des pouvoirs, retirer ses propos et présenter ses excuses au président du tribunal.

Paul Garde est professeur émérite à l'université de Provence.

PUNTO OPERA

DÉJÀ UN GRAND CLASSIQUE.



A PARTIR DE 47200F*

Autoradio K7 à façade amovible - Décor exclusif - 4 Appuis-tête - Ouverture du hayon depuis l'habitacle - Volant à absorption d'énergie - Vitres teintées Solar Plus - Antivol Fiat Code - Coque à déformation programmée - Dispositif anti-incendie P.P.S. - Motorisation essence 60 Fire - 3 ou 5 portes. *Tarif conseillé hors options au 15.09.97 AM 598 de la Punto 60 Opera 3 p. après déduction de la Prime Qualité Fiat de 5 000F pour la reprise de votre ancien véhicule (Prix Net : 52 200F). Offre réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31.12.97, dans les points de vente participants.

TRANSPARENCE

FIAT

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'IRA à Downing Street

En recevant Gerry Adams, le chef du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, jeudi 11 décembre, dans sa résidence officielle, Tony Blair a fait preuve d'un indéniable courage politique. D'un courage froid, déterminé, réfléchi qui est la marque des hommes d'Etat. Car il n'est pas de dossier plus difficile ni plus risqué, pour un premier ministre britannique, que celui de l'Irlande du Nord. Sur ce dossier-là, M. Blair a beaucoup à perdre, tant les risques d'échecs sont importants.

Ses prédécesseurs ont tenté d'esquiver le problème ou de lui donner une solution purement militaire. En vain. Margaret Thatcher a failli y perdre la vie. John Major, après avoir eu, le premier, l'audace de nouer des contacts - secrets - avec l'IRA qui ont conduit à un premier cessez-le-feu, a reculé devant l'obstacle : dépendant des votes protestants aux Communes, il a tergiversé et ainsi donné aux « durs » du mouvement républicain les arguments qu'ils attendaient pour reprendre leurs attentats.

M. Blair a pris le problème à bras-le-corps. Le fait que sa grand-mère soit une protestante originaire de l'Ulster y est peut-être pour quelque chose. Mais, tout en affichant ses convictions en faveur de l'union entre la province et la Grande-Bretagne, il fait preuve d'impartialité. Il a lancé des conversations entre toutes les parties au drame nord-irlandais. Pour donner de vraies chances à ce processus de paix, il a décidé de recevoir à Downing Street, le plus officiel-

lement possible, tous ceux qui sont à la table de négociation. Cela voulait dire aussi l'IRA, ou, du moins, son aile politique. Soixante-seize ans après que le premier ministre David Lloyd George eut accueilli à Downing Street un nommé Michael Collins, chef de la rébellion irlandaise contre l'occupant anglais, le geste de M. Blair est un geste fort. Il est de nature à ancrer les pourparlers dans la réalité profonde d'une épouvantable guerre civile. Cette réalité lui imposait de discuter avec l'ennemi, c'est-à-dire avec le représentant de l'IRA d'aujourd'hui.

M. Blair n'entend pas laisser traîner les choses. Il a fixé une date-butoir aux négociations. Il s'est réservé la possibilité de faire lui-même - en coordination avec Dublin - des propositions de solution puis de les soumettre aux Irlandais du Nord. Car, a-t-il promis, ce sont eux qui trancheront en dernier ressort. Viendra alors l'heure de vérité : les nitrates protestants acceptent-ils de partager le pouvoir avec les catholiques, minoritaires ? L'IRA respectera-t-elle la volonté de la majorité si celle-ci souhaite le maintien de la division de l'île ?

A cette dernière question, c'est à M. Adams et à la direction de l'IRA de répondre. C'est à eux, maintenant, de faire, à leur tour, preuve de courage politique, de prendre des risques, d'être à la hauteur d'une situation qui leur impose de mettre fin au terrorisme et de ne plus lutter que sur le terrain politique, terrain que Downing Street vient de leur ouvrir. M. Blair, lui, a fait sa part du chemin.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Auby, directeur général / Jean-François Bompard, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Fenech
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-François Bompard, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges, Laurent Gaudier, Erik Izraelovitch, Michel Kojman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Applegate
Rédacteur en chef technique : Erik Auzan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Médiateur : Thomas Perreault
Directeur exécutif : Eric Palloux / directeur délégué : Anne Chaussonnet
Conseiller de la direction : Alain Rollat / directeur des relations internationales : Daniel Verzet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1946-1969), Jacques Savary (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lecoq (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bonnier-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Éditions, Le Monde Éditions
Le Monde Presse, l'Asie Presse, le Monde Prévision, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Des oranges pour Noël

LES PROMESSES du ravitaillement font souvent long feu ; quant aux mauvaises nouvelles, elles vous prennent en général au dépourvu. Ce fut le cas des grèves, qui ont dûment éprouvé la plupart des foyers et ont malencontreusement compromis l'approvisionnement des grands centres. Bien des Parisiens se demandent aujourd'hui s'ils peuvent espérer une amélioration de leur sort et surtout une baisse des prix au cours des mois d'hiver.

L'effort que le gouvernement tente est modeste. Les fêtes de Noël ne se passeront pas sans que le ravitaillement fasse un « geste ». La liste de denrées débloquées à cette occasion n'est pas encore arrêtée ; y figureront : 250 grammes de légumes secs métropolitains au prix de la taxe, la confiture promise pour les enfants et de la confiserie au choc-

lat. De très importantes quantités d'oranges d'Afrique du Nord sont sur le point d'arriver dans la métropole. Etant donné l'abondance des stocks, le gouvernement songe à libérer les prix.

Il s'ensuivrait une hausse sensible que l'on espère atténuer de la manière suivante : des oranges importées d'Italie sont attendues, elles resteraient soumises à la taxe et au rationnement et serviraient ainsi de contrepoids au marché libre.

Les arrivages de lait s'améliorent lentement, mais il est à craindre que les 525 000 litres qui sont distribués actuellement ne soient guère dépassés au cours de l'hiver. Heureusement, le nouveau système de répartition relatif aux régimes permet de servir à peu près régulièrement les femmes enceintes et allaitant.

(13 décembre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Un Boeing européen en l'an 2000

METTRE sur pied un Boeing européen : c'est l'ambition que se sont assignée les gouvernements allemand, britannique et français avec la proposition de créer, à l'aube du siècle prochain, un groupe Airbus à vocation civile et militaire, auquel l'Espagne, l'Italie et la Suède sont sollicitées de participer.

L'Europe, constatent les trois gouvernements à l'origine de cette initiative, ne peut plus se contenter d'être le numéro un mondial dans le secteur des lanceurs, avec Ariane, et le numéro deux mondial dans celui de l'aviation commerciale, avec Airbus. Elle a besoin, pour sa survie, de tenir tête en matière de défense - missiles, espace militaire, hélicoptères, avions de combat - à des géants américains nés de concentrations et de fusions dictées depuis 1996 par un Pentagone, dont le budget, sans commune mesure avec les crédits que les Européens réunis peuvent consacrer aux études, à la recherche et au développement, a été élaboré pour promouvoir un rapprochement entre les technologies civiles et militaires de l'aéronautique, de l'électronique et du spatial.

Pour illustrer l'éparpillement des investissements européens et s'en tenir à un seul exemple, les six pays impliqués par le projet totalisent la moitié du budget militaire américain. Et pourtant, ils abritent trois fois plus d'entreprises de défense qu'aux États-Unis, et il leur arrive en 1997 de mener de front trois programmes d'avions de combat concurrents.

DE PROFONDES DIVERGENCES

Rapporteur spécial, pour les questions de défense, de la commission des finances à l'Assemblée nationale, Jean-Michel Boucheron (PS, Ile-et-Vilaine) note, à propos de l'appel des gouvernements allemand, britannique et français pour « une intégration européenne dans le secteur aéronautique fondée sur un partenariat équilibré » (Le Monde du 10 décembre), qu'il s'agit là d'« un réflexe de survie » et d'« un tournant stratégique », devenus possibles, de l'avis du député, par « une bonne nouvelle pour l'Europe » : le ralliement de la Grande-Bretagne à la perspective de bâtir « une entité européenne de défense qui puisse prétendre à l'autonomie ».

Cette vision est sans doute opti-

miste. En réalité, les trois gouvernements l'ont eux-mêmes ressentie comme telle. Après avoir fixé un cap vague et ambigu dans leur déclaration conjointe, ils ont choisi de s'en remettre aux industriels du soin de présenter « un projet clair » pour mars 1998, sous la promesse que les États dégageront des convergences susceptibles de transcender les politiques nationales.

Rien n'est acquis par avance. De profondes divergences sont apparues lors des discussions préparatoires à la déclaration commune, laissant présager l'éventualité de rudes parties de bras de fer à venir. A commencer par la nature de l'intégration envisagée. S'agit-il, comme des Britanniques l'évoquent, de créer un holding, baptisé Euroco (pour Euro Company), qui intégrerait par absorption les activités des uns et des autres en constituant des branches spécialisées (Airbus SA, avions régionaux, appareils de combat, missiles, hélicoptères, espace militaire, etc.) ? Auquel cas, l'Allemagne et Dassault Aviation, si l'on s'en tient à la situation en France, seraient démantelées et appelées à disparaître à terme.

Où bien s'agit-il d'une conception, plus proche du vœu de beaucoup de Français, d'un groupe Airbus SA Plus, qui rapprocherait les activités sans dissoudre certains des patrimoines industriels dans lesquels la France peut continuer à espérer valoriser ses compétences ? Auquel cas, la vision à long terme d'est plus guère celle d'une société intégrée. Le jeu risquerait de rester ce qu'il est actuellement : un jeu triangulaire, où la Grande-Bretagne, du fait même de ses capacités en matière de défense qui sont importantes sans être hégémoniques, serait le partenaire le plus mobile de l'environnement européen, en se portant, cas par cas, tantôt aux côtés de l'Allemagne, tantôt auprès de la France.

L'autant que, dans le domaine de l'aviation de combat, la situation se complique. Deux des trois industriels concernés, Dassault Aviation et le suédois Saab, n'ont jamais fait partie d'Airbus, quand British Aerospace (BAe) et le groupe allemand DASA, les constructeurs de l'Eurofighter rival du Rafale et du Gripen, en sont des piliers de longue date. Ce qui place notamment BAe en position centrale et confortable. En effet, dès lors que Dassault Aviation, par exemple, ferait sa mauvaise tête

en se refusant à contribuer à définir le prochain avion de combat européen qui succéderait au Rafale et à l'Eurofighter, BAe est en situation de mettre hors jeu le constructeur français : il lui suffirait de menacer de s'allier avec un industriel américain sur le projet JSF (joint strike fighter).

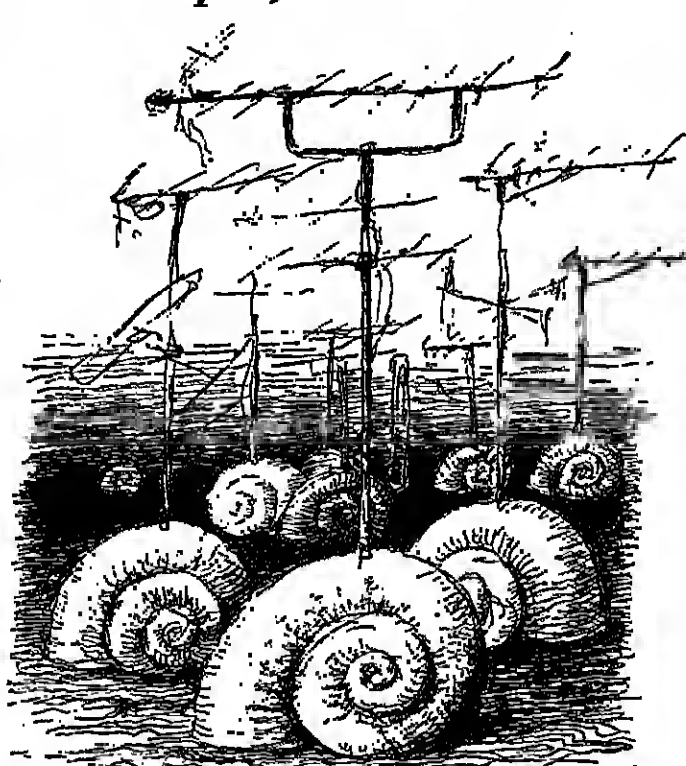
UNE RÉFLEXION COLLECTIVE

Cette question du périmètre exact de l'intégration projetée ne concerne pas le seul secteur de l'avion de combat. Peut-on exclure des activités militaires et espace de la société intégrée à venir, par exemple, le groupe Lagardère qui a basé toute sa stratégie sur des alliances avec les branches comparables de BAe, DASA et du britannique GEC Marconi, et n'y admette que la branche spécialisée du groupe Aerospatiale, lequel a échoué dans son rapprochement avec les Allemands du secteur ? De même, comment concevoir une intégration en matière d'hélicoptères, quand existe déjà un partenariat ancien et dynamique de part et d'autre du Rhin, avec Eurocopter, et que l'éventuel associé britannique ne peut pas être BAe, absent du marché, mais Westland, fortement engagé avec les Américains ? Outre la taille des entreprises et leurs synergies potentielles, qui peuvent conduire à des diminutions substantielles d'effectifs, une intégration européenne, civile et militaire, suppose que soient levés bien des préalables. Elle exige que les pays en cause aient une claire définition de leurs intentions pour ce qui relève du financement des programmes retenus, de la politique sociale dans les entreprises, et du maintien des compétences nationales sur les lieux mêmes où, aujourd'hui encore, elles s'exercent en ordre dispersé.

Il paraît difficile, dans ces conditions, que les Européens s'exonèrent d'une réflexion collective sur le cloisonnement actuel de leurs industries nationales d'armement et son coût pour la communauté. De ce point de vue, la France évolue. Acceptant l'idée, comme Lionel Jospin l'a évoqué, que puisse être révisé l'article 223 du traité de Rome, qui protège les intérêts industriels des États en matière de défense, la France semble s'accorder au risque que, derrière des transferts de technologie, s'opèrent des abandons de souveraineté.

Jacques Isnard

Antennes par Jean Gourmelin



Chrétiens en terre d'islam, musulmans en terre d'Occident

LA SITUATION des musulmans en France serait-elle moins enviable que celle des chrétiens dans les pays d'islam ? Indigné par la « quasi-clandestinité » imposée à la religion de 4 millions de Français et étrangers, par l'amalgame entre islamisme et islam dont abusent les médias, un homme aussi responsable que Sobeih Bencheikh, grand mufti de Marseille, n'a pas craint de l'affirmer, au cours d'un colloque international organisé, vendredi 5 et samedi 6 décembre à Paris, par le Groupe d'amitié islam-chrétienne (GAIC). Du coup, Hassan Karibullah, ancien recteur de l'université islamique de Khartoum, capitale d'un pays, le Soudan, qui assassine et déplace depuis quinze ans ses populations chrétiennes et animistes, affirma sans sourcilier que « les droits des chrétiens au Soudan sont supérieurs aux droits des musulmans dans les pays d'Occident qui se disent laïcs ».

Le dialogue islam-chrétien est plus que jamais un « combat ». Avec ses fragilités, avec sa dose de langue de bois et de mauvaise foi, il a pourtant le mérite d'exister, de maintenir une flamme de tolérance et de paix dans un paysage brouillé par la montée des intégrismes, par l'instrumentalisation croissante de l'islam à des fins politiques, par une crise sociale qui n'épargne plus les pays d'Occident, renforce les peurs et les méfiances.

La difficulté est aggravée par l'hétérogénéité des situations locales. Il n'existe pas plus d'umma (communauté en arabe) chrétienne en Orient que d'umma musulmane à travers le monde. On ne peut pas comparer le chrétien égyptien, héritier, comme son frère musulman, de l'une des plus antiques civilisations et le chrétien étranger du Maghreb, dont M^r

Henri Teissier, archevêque d'Alger, est venu à nouveau témoigner, à la tribune de ce colloque, de la fidélité - malgré l'assassinat de prêtres, de religieux, de religieuses et d'un évêque - aux liens tissés avec les populations musulmanes les plus démunies de son pays.

Une meilleure compréhension passe donc par une claire analyse des situations. Le Père Maurice Borrmans, spécialiste venu du Vatican, a été vertement tancé par le représentant de l'ambassade du Caire à Paris pour avoir rappelé que si la situation juridique des chrétiens d'Égypte (7 millions) n'est pas inférieure à celle de leurs compatriotes musulmans, des discriminations existent de fait : dans l'accès aux emplois et à la vie politique, dans la construction et la restauration des églises, toujours soumises à décret présidentiel. Pour autant, il avait pris soin de distinguer la tolérance relative qui, officiellement, prévaut en Égypte, en Syrie, au Liban, en Jordanie, et même en Iran de l'exclusion radicale de tout culte autre que musulman en Arabie saoudite ou au Qatar. Là, la présence d'aucun prêtre, ni pasteur, d'aucune église, ni école chrétienne n'est tolérée. Tout changement de religion est même justiciable de la peine de mort.

LE SILENCE DES PENSEURS

Outre cette orthodoxie « wahabite », le principal facteur de déséquilibre et de précarité vient bien sûr de l'islamisme, dont presque tous les orateurs de ce colloque sont venus dire les ravages. Souvent avec émotion, comme Leïla Aslaoui, présidente de l'Association des familles victimes du terrorisme en Algérie : « Nous avons les yeux secs d'avoir trop pleuré ». Ou comme Amin Faïm, président chrétien de l'Association des

écoles de Haute-Égypte, confessant sa honte après le massacre de Louxor au cours d'un voyage en Suisse.

De l'historien tunisien Mohamed Toubi à M^r Salim Ghazal, prêtre grec catholique du Liban et à son compatriote chite, Sadreddine Fadallah, tous ont affirmé que l'islam était « innocent des crimes commis en son nom », déploré un amalgame entretenu aussi par le « silence » des penseurs et des théologiens musulmans, rappelé que « le statut humiliant et infériorisant du dhimmi » était étranger à la Constitution de Médine, rédigée par le Prophète lui-même. « Il faut appeler un chat un chat et un islamiste un criminel », entend-on dans le public.

Seule note discordante : le plaidoyer pro d'ama de Fatemeh Hashemi, fille de l'ancien président iranien Rafsanjani, venue décrire la situation des minorités religieuses (juive, chrétienne, zoroastrienne) de son pays, sans un mot sur les bahaïs persécutés, sur le contrôle des ouvrages catéchétiques, sur l'assassinat de pasteurs évangéliques, sur l'obligation du port du voile, y compris pour les chrétiennes.

Que les musulmans, en France, soient victimes d'une image à ce point dégradée de l'islam, les invités de ce colloque n'ont pas non plus manqué de l'affirmer. Citoyens français, ils ne peuvent pas être tenus pour comptables, encore moins responsables de la violation des droits des chrétiens en Arabie saoudite ou en Iran, encore moins des massacres commis en Algérie et en Égypte. Des experts comme Alain Boyer, Franck Frégoisi ou Michel Morineau de la Ligue de l'enseignement sont venus rappeler que la laïcité française n'était pas toujours bonne fille et que les

retards dans la construction de mosquées ou de lieux de formation théologique (pour les imams) alimentaient l'intégrisme des banlieues et ne pouvaient être étroitement justifiés par l'incapacité des musulmans à s'organiser et à désigner des représentants.

PARALLÈLES PERVERS

Fallait-il pour autant recourir, comme l'ont fait certains, à cette symétrie aussi scabreuse que celle qui compare les droits des musulmans en France à ceux des chrétiens en Orient ? Actives dans l'accueil des musulmans en Occident, les Églises ont longtemps exigé la « réciprocité » pour les chrétiens en terre d'islam. Aujourd'hui, l'argument est renversé. A entendre certains discours, la situation des chrétiens en Orient serait même plus favorable, au point qu'il faudrait se demander pourquoi tant de chrétiens continuent de fuir le Proche-Orient, berceau de leur tradition, et pourquoi tant de musulmans cherchent travail et asile en Occident.

Le débat est ailleurs et le mérite est revenu en particulier à Tariq Mitri, expert du Conseil oecuménique des Églises (COE) de Genève, de souligner la perversité d'un tel parallèle. Comme d'autres orateurs, il a rappelé que musulmans et chrétiens étaient également victimes de l'oppression politique, de l'exploitation économique, et de la violence islamiste, et que le seul critère d'interprétation devrait être la capacité démocratique des régimes concernés. Car c'est en tant que « citoyens » que les chrétiens comme les musulmans, en Orient comme en Occident, pourraient plus sûrement se défendre.

Henri Tincq

territoire

CONCURRENCE Le juge Thomas Jackson, qui instruit, à Washington, la plainte déposée par le ministère américain de la Justice contre Microsoft, a sommé, jeudi 11 dé-

cembre, le groupe de Bill Gates de modifier ses pratiques. ● LE NUMÉRO UN mondial du logiciel ne devra plus imposer aux fabricants d'ordinateurs l'installation de son logiciel Ex-

plorer de navigation sur Internet comme condition à la vente de son système d'exploitation Windows. ● MICROSOFT, dont le logiciel Windows équipe 90 % des PC, est accusé

de s'imposer ainsi aux dépens de la société Netscape, qui a pris une longueur d'avance sur lui dans le domaine d'Internet. ● LE JUGEMENT final n'interviendra qu'en 1998. Le

juge a demandé à un expert de lui remettre un rapport au plus tard le 31 mai 1998. ● LES PROJETS commerciaux de Microsoft pour 1998 pourraient être fortement perturbés.

La justice condamne Microsoft à modifier ses pratiques commerciales

Le groupe fondé par Bill Gates ne devra plus lier la vente de son logiciel d'exploitation à celle de son logiciel de navigation sur Internet. Le jugement final sera rendu l'année prochaine, après la remise d'un rapport d'expertise d'ici à fin mai 1998

LE JUGE du tribunal fédéral du district de Washington, Thomas Jackson, chargé d'instruire la plainte déposée par le ministère américain de la Justice contre Microsoft, a rendu un premier verdict, jeudi 11 décembre. Il a sommé le numéro un mondial des logiciels de modifier ses pratiques commerciales consistant à imposer aux constructeurs d'ordinateurs personnels (PC) l'achat et l'installation, sur leurs matériels, de son logiciel Explorer de navigation sur le réseau informatique Internet, faute de quoi il leur refuse la vente de son logiciel d'exploitation Windows.

Le système d'exploitation est l'un des éléments essentiels d'un PC,

dont il assure la gestion des différentes fonctions. Microsoft détient un quasi-monopole sur ces produits : ses logiciels sont présents sur environ 90 % des PC vendus dans le monde. Un logiciel de navigation permet, quant à lui, d'accéder aux différents serveurs d'information raccordés sur le réseau Internet. A travers ses pratiques commerciales, qu'il ne renie pas, le groupe dirigé et fondé par Bill Gates est accusé d'imposer son logiciel Explorer aux dépens du logiciel Navigator de la société Netscape, qui avait pris une bonne longueur d'avance sur lui dans ce domaine.

Le juge Jackson n'a pas retenu la

demande du ministère de la Justice, qui réclamait le paiement par Microsoft d'une astreinte de 1 million de dollars par jour tant que l'entreprise ne cesse pas ses pratiques. Sa décision n'est, par ailleurs, que provisoire. Il a renvoyé sa décision finale à l'an prochain, en demandant à un professeur de droit de l'université de Harvard, Lawrence Lessig, spécialiste de l'informatique, d'étudier en profondeur les arguments du ministère de la Justice et de Microsoft. M. Lessig devra remettre son rapport au plus tard le 31 mai 1998.

Le juge Jackson n'a pas non plus, dans ce premier verdict, formellement tranché la question suivante :

nul ou non, Microsoft a-t-il violé l'accord conclu avec les services anti-trust du ministère de la Justice en 1995, par lequel il s'engageait à ne pas lier les droits d'installation de Windows à d'autres produits ? Tout en soulignant que Microsoft « n'a pas violé les termes de l'accord de 1995 », le juge remarque que ses « ses pratiques de licence » sont sujettes à caution. Il estime que le ministère de la Justice dispose de bons arguments pour mener un procès anti-trust.

« UN SIGNAL »

« C'est une très importante décision. Elle restaure la liberté de choix des constructeurs et des consommateurs », s'est félicité, jeudi soir, Joe Klein, l'avocat général adjoint des services anti-trust du ministère de la Justice, qui y voit « un signal aux marchés qu'ils peuvent conti-

nuer à innover et à être en concurrence ».

La direction de la société Netscape a utilisé des termes très proches pour saluer la décision du juge Jackson, dont la direction de Microsoft s'est également félicitée. Cette dernière a surtout souligné l'absence de décision sur l'application de l'accord de 1995, ainsi que la désignation d'un expert pour étudier plus profondément le dossier.

La décision du juge Jackson ne devrait guère affecter, dans l'immédiat, les ventes des logiciels Windows et Explorer de Microsoft, à en croire les premières réactions des analystes financiers américains. En revanche, elle pourrait remettre en cause les projets commerciaux du groupe pour 1998. Microsoft prévoit en effet de commercialiser, probablement à partir du mois de février 1998, une nouvelle version

de Windows (Windows 98), qui incorpore automatiquement le logiciel Explorer.

C'est clairement pour stopper ce projet que le juge Jackson a pris une décision temporaire à l'encontre de Microsoft. « La probabilité que Microsoft, par ses pratiques de licences, continue non seulement de renforcer son monopole dans les systèmes d'exploitation mais en plus sur le marché des logiciels d'accès à Internet, est simplement trop importante pour tolérer (cette pratique) indéfiniment avant que la question ne soit définitivement résolue », a-t-il ainsi souligné. La direction de Microsoft, qui affirme que le logiciel de navigation est une partie du système d'exploitation, considère, pour sa part, que Windows 98 n'est pas menacé.

Philippe Le Cœur

Comment tuer la concurrence en faisant disparaître le marché

A PRIORI, un système d'exploitation comme Windows 95 et un programme de navigation sur Internet tel qu'Explorer, de Microsoft, ou Navigator, de Netscape, sont deux logiciels distincts. Du moins, c'était vrai jusqu'à la commercialisation d'Explorer 4.0, le 1^{er} octobre. Depuis cette date, Microsoft a changé la règle du jeu en appliquant une nouvelle logique, astucieuse sur le plan tant commercial que technique.

Le système d'exploitation gère l'ensemble des fonctions de l'ordinateur. Il commande les périphériques (disques durs, imprimantes, modems...) et les logiciels (traitement de texte, tableurs, jeux...). Véritable chef d'orchestre de la machine, il assure aussi la liaison avec l'utilisateur à travers ce que l'on appelle l'interface. Windows 95 a ainsi simplifié l'utilisation d'un PC en recourant à l'affichage graphique de son contenu, une invention déjà appliquée dix ans plus tôt par Apple sur ses Macintosh. Outre l'activation des logiciels, le système d'exploitation comporte des outils de gestion interne permettant d'ordonner les fichiers, de les retrouver et de les classer dans des dossiers.

Windows 95 comprend un petit logiciel baptisé Explorer qui affiche à l'écran le contenu du ou des disques durs et des disquettes présents dans l'ordinateur. Il permet de transférer un fichier d'un dossier à un autre, de le dédoubler ou de l'effacer. Dès la première version de son logiciel de navigation sur Internet, Microsoft a choisi le même nom que celui de ce programme anodin, Explorer, sans éveiller la curiosité des utilisateurs ni susciter de crainte chez les concurrents. Ces derniers auraient pourtant dû se méfier.

Après avoir minimisé l'impact d'Internet, Bill Gates, le patron de Microsoft, prend en 1996 un virage à 180 degrés et lance la première version de son navigateur, Explorer. Or, à cette époque, Netscape domine de façon écrasante le marché de logiciels de navigation sur la Toile. En juillet 1996, l'entreprise contrôle près de 90 % de part de marché. Microsoft se

retrouve donc, une fois n'est pas coutume, en position de challenger. Or, les premières versions de son logiciel Explorer ne convainquent guère les internautes. Pêle-mêle copie du Navigator de Netscape, elles n'apportent aucune fonction originale et leur présentation s'inspire fortement de celle de son concurrent. De plus, Netscape, l'entreprise qui a accompagné l'ouverture d'Internet au grand public, conserve l'aura des pionniers. Face à elle, Microsoft souffre d'une réputation entachée par sa domination quasi monopolistique sur les systèmes d'exploitation et les logiciels de bureautique. Aussi les internautes restent-ils massivement fidèles à Netscape malgré la politique de gratuité d'Explorer adoptée par Microsoft.

C'est alors que Bill Gates, peu habitué à cette position de numéro deux, applique la seconde partie de son plan de conquête. Faute de réussir à s'imposer rapidement sur le marché des logiciels de navigation, le stratège décide de le faire, en quelque sorte, disparaître... Explorer 4.0, la dernière version de son navigateur, constitue la première phase de ce tour de passe-passe. L'installation de ce logiciel, par téléchargement, à partir du site de Microsoft sur Internet, provoque une modification profonde du système d'exploitation. L'outil d'exploration interne s'en trouve transformé et adopte la même présentation que le navigateur sur Internet. Les deux fonctions sont, en effet, très voisines, l'une orientée vers l'intérieur de la machine, l'autre vers la Toile d'Internet.

A terme, avec la sortie de Windows 98, la prochaine version du système d'exploitation de Microsoft, la fusion sera consommée. Dès la mise en fonctionnement de l'ordinateur, l'utilisateur entrera directement dans le logiciel de navigation assurant insensiblement le passage du disque dur au cyberspace. Il sera alors bien difficile de reprocher à Bill Gates ses manœuvres pour imposer un logiciel qui... n'existe plus.

Michel Alberganti

L'équipementier automobile Ecia rachète Bertrand Faure

JEUDI 11 DÉCEMBRE, l'équipementier Ecia, filiale à 58 % de PSA, a lancé une offre publique d'achat (OPA) amicale sur Bertrand Faure, le numéro un européen du siège automobile. Il y a un peu plus d'un an, le 9 octobre 1996, Ecia rachetait, en association avec Trèves, la participation de 17,3 % du groupe textile Michel Thienry dans Bertrand Faure, sans en avertir Daniel Dewavrin, le président de Bertrand Faure, qui ne cachait pas ses divergences avec Ecia.

Ecia veut se lancer dans un métier qui n'existe pas en Europe : fournir le « tout intérieur » du véhicule comprenant poste de conduite, panneaux de porte, garnissages et sièges. Ecia est spécialisée dans les modules intérieurs (planches de bord, panneaux de portes, ensembles de direction), l'échappement, l'avant du véhicule (bouclier, éclairage), et, dans une moindre mesure dans le siège automobile. M. Dewavrin, qui présidera le nouvel ensemble, était plus que sceptique sur cette stratégie et, dans le secteur automobile, certains doutent de l'avenir d'une telle offre : un seul équipementier qui ferait tout l'habitacle intérieur de la voiture prendrait trop d'importance. Il n'est en outre pas évident que l'association Bertrand Faure-Ecia soit génératrice d'économies importantes, et donc de hausses de prix. Jusqu'à maintenant, les constructeurs préféraient faire appel à deux équipementiers au

moins pour l'intérieur de leurs véhicules, quitte à ce qu'ils travaillent ensemble.

Si Ecia et Bertrand Faure ont décidé d'aller au bout de cette logique, on peut imaginer qu'ils ont des garanties de certains de leurs clients. Un équipementier doit « s'adapter à ce que le marché demande », le reste n'étant que pure « querelle théologique », et il n'est pas exclu que les équipementiers proposent des modèles complets pour l'intérieur du véhicule, voire un jour « une approche plus globale de l'intérieur », a déclaré M. Dewavrin, jeudi. En revanche, sur la recherche et le développement, Ecia et Bertrand Faure n'ont la « même philosophie », a-t-il assuré en ajoutant sans humeur : « Sur ce point, je ne serai pas obligé de changer de communication. »

NÉCESSITÉ





Pour Ecia, ce rapprochement avec Bertrand Faure était probablement une nécessité. Les analystes avaient tous la même opinion : la société avait un problème de taille critique (9,4 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1996) et dépendait trop de PSA (58 % de ses ventes en 1996). Le nouveau groupe réalisera un chiffre d'affaires de 26 milliards de francs et emploiera 29 000 salariés répartis dans près de 80 usines et 25 pays. Ce qui en fait le cinquième équipementier automobile européen et le dix-septième mondial. Volks-

wagen sera son deuxième client avec 18 % des ventes derrière PSA (24 %), devant Renault (14 %) et BMW-Rover (11 %).

PSA, en initiant ce rapprochement, favorise l'émergence d'un important équipementier français. Le constructeur automobile a toujours eu comme souci de protéger le tissu de fournisseurs hexagonaux et s'est plus d'une fois opposé au rachat par des groupes étrangers d'équipementiers français. Le constructeur de l'avenue de la Grande-Armée détendra 51 % du nouvel ensemble. Il ne participera pas à l'augmentation de capital d'Ecia à hauteur de 2 milliards de francs qui lui permettra de financer partiellement son OPA. Celle-ci, si tous les titres sont apportés, coûtera 7,3 milliards de francs. Ecia recouvrera par ailleurs à l'endettement à hauteur de 5,2 milliards de francs.


Chez PSA, on affirme vouloir conserver la majorité dans le nouvel ensemble. Si celui-ci devait encore s'agrandir - Bertrand Faure étudie depuis plusieurs semaines le rachat de l'activité sièges de Delphi, premier équipementier mondial et filiale de General Motors -, le constructeur pourrait donc être sollicité, à moins que Ecia-Bertrand Faure ne recourt à la dette. L'endettement net du nouvel ensemble sera à la fin de l'année, selon le directeur financier de PSA, quasi nul.

Virginie Mallin

Vivre !

Vivre l'esprit plus libre, c'est choisir pour votre entreprise le bon système de protection sociale. Le GROUPE MALAKOFF est un spécialiste de la retraite, de la prévoyance et de l'épargne. Des représentants des entreprises et de leurs salariés sont associés à sa gestion. Son réseau commercial met en permanence ses compétences à votre disposition. Depuis plus de cent ans, le GROUPE MALAKOFF évolue pour vous proposer une offre de qualité adaptée à vos besoins et vous apporter le conseil que vous attendez. Quels que soient la taille de votre entreprise et son secteur d'activité, nous trouverons ensemble les solutions qui répondent le mieux à vos exigences.



Retraite Prévoyance Epargne

L'esprit est plus libre.

Siege social : 15, avenue du Centre, 78281 St Quentin Yvelines Cedex

La Banque de France critique implicitement le passage à la semaine de 35 heures

Jean-Claude Trichet a présenté les objectifs de la politique monétaire française pour 1998

Soulignant que « les banques centrales ne commandent ni la croissance ni la création d'emplois », Jean-Claude Trichet a mis en garde

contre les décisions qui « augmentent les coûts de production » et qui se traduisent par « des destructions d'emplois ». Le gouverneur de la

Banque de France a aussi estimé que l'objectif de croissance de 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) « devrait être dépassé en 1998 ».

LE GOUVERNEUR de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, a présenté, jeudi 11 décembre, au nom du conseil de l'institut d'émission, le CPM, et pour la dernière fois, les objectifs de la politique monétaire française pour 1998 : à partir du 1^{er} janvier 1999, celle-ci sera définie, de Francfort, par la Banque centrale européenne (BCE) et le CPM transmettra alors, « avec le sentiment du devoir accompli », selon M. Trichet, ses pouvoirs de décision en matière de fixation des taux d'intérêt au conseil de la BCE.

INFLATION CONTENUE

M. Trichet a implicitement critiqué la décision du gouvernement de M. Jospin de réduire la semaine de travail à 35 heures en affirmant qu'« une création aussi active que possible d'emplois demande (...) que l'on retienne ou attire dans notre pays les investissements des entreprises productrices ». Plus précisément, il a jugé que « toute réforme doit être passée au crible des coûts unitaires de production : s'ils augmentent du fait de telle ou telle réforme, celle-ci se traduira globalement par des destructions d'emplois,

non par des créations d'emplois ». Evoquant le bilan monétaire de l'année 1997, M. Trichet s'est félicité que « l'objectif final, c'est-à-dire la stabilité des prix, ait été respecté ». Le glissement annuel des prix à la fin du mois de novembre à 1,2-1,3 %, en dessous de la limite de 2 % fixée par l'institut d'émission. Le gouverneur de la Banque de France s'est également réjoui de la stabilité du franc au sein du Système monétaire européen (SME) et du dynamisme de la formation de liquidités : l'agrégat de monnaie M1, qui recense les moyens de paiement, progressait de 8 % en octobre en glissement annuel. M. Trichet a attribué la faible croissance de l'agrégat M3 (+1,4 %) aux phénomènes de substitution entre actifs financiers résultant de « la très forte baisse des taux d'intérêt à court terme, du durcissement de la fiscalité des OPCVM monétaires et du maintien à un niveau trop élevé des taux d'intérêt ».

1996) sous l'impulsion de la progression des crédits aux ménages (+2,4 % en glissement annuel en septembre) et d'un moindre repli des crédits aux sociétés (-2,1 % en septembre), ces dernières continuant à dégager des capacités de financement élevées.

Pour 1998, le Conseil de la Banque de France a repris, sans surprise, les mêmes objectifs que ceux qu'il s'était assignés pour 1997 : hausse des prix ne dépassant pas 2 %, stabilité de la valeur externe du franc, et croissance de la masse monétaire de l'ordre de 5 %.

CONSERVER LA CROISSANCE

M. Trichet a tenu à rappeler que l'institut d'émission cherchera à « préserver intégralement jusqu'à la fin de l'année 1998 le niveau de confiance qui a entouré le franc afin que l'euro hérite d'une confiance au moins aussi élevée » et à maintenir pour l'économie française, « des conditions monétaires, financières et de compétitivité favorables ».

Il a toutefois souligné que « les banques centrales ne commandent ni la croissance ni la création d'emplois » et que la lutte contre le chômage « dépend des stratégies et des

Pierre-Antoine Delhomme

Les banques AFB négocient une nouvelle convention collective

JEUDI 18 DÉCEMBRE, l'Association française des banques (AFB) et les syndicats, après un premier tour de piste début novembre, vont véritablement commencer la négociation d'un nouveau texte. Le 22 octobre, l'AFB avait annoncé sa décision de « moderniser » la convention collective de la profession et menacé de dénoncer la convention existante, au plus tard le 30 septembre 1998.

Les syndicats ont apprécié que l'AFB n'ait pas agi en « peur » en dénonçant d'entrée de jeu la convention existante. Pour leur part, ils n'ont lancé aucun appel à la grève. Néanmoins, les positions

sont très éloignées. Mercredi 10 décembre, l'AFB a envoyé un « document technique » aux syndicats pour expliciter ses propositions. Parallèlement, l'AFB a envoyé à ses banques adhérentes un document d'une dizaine de pages résumant sa position et destiné à être diffusé auprès de l'ensemble des salariés.

De leur côté, les représentants des salariés, unis au sein d'une intersyndicale, ont envoyé deux documents à l'AFB : l'un portant sur la réduction du temps de travail, l'autre sur la révision de la convention collective. Le message est implicite : le passage aux 35 heures négociées au niveau de

la branche doit être la contrepartie de la modernisation de la convention collective. Pour l'AFB, qui entend accorder une plus large place aux négociations d'entreprises, il ne saurait être question de négocier les 35 heures au niveau de la branche. Le projet patronal estime qu'à l'avenir la branche entend seulement s'engager sur le maintien des jours de congés prévus par la convention collective actuelle « dans le cadre d'une durée du travail comptabilisée sur l'année ». Le patronat entend également mettre l'accent sur le temps de travail des cadres, en introduisant « diverses formes de réduction du temps de travail : temps choisis, prétraite progressive d'épargne temps ».

LE SUJET DÉLICAT DES SALAIRES

Outre le temps de travail, la fixation des salaires risque d'être un des sujets délicats de cette négociation. Actuellement, les banques AFB sont une des dernières branches à négocier les augmentations des salaires réels. L'AFB entend mettre fin à cette pratique. Seuls des salaires minima de branche ainsi que leur revalorisation seraient négociés. Ces minima ne concernent qu'un faible nombre d'employés de banque. « Entre 2 % et 3 %, c'est-à-dire les nouveaux entrants », estime l'AFB. Dans tous les autres cas, les salaires réels sont déjà supérieurs aux salaires imposés par la branche.

Troisième sujet de négociation : les classifications. Tout comme l'AFB, les syndicats reconnaissent que les classifications actuelles ne sont pas adaptées. Mais ils ne sont pas disposés, pour le moment, à abandonner la classification par poste au profit d'une classification qui reposerait sur une « logique-compétences », généralement plus floue.

Enfin, l'AFB entend « moderniser la protection des salariés » en maintenant les modes de protection sociale concernant la maternité, la maladie et les accidents et en développant les régimes de prévoyance en cas de circonstances graves. Il s'agit là de la seule proposition patronale qui pourrait avoir un coût pour les entreprises alors que la nouvelle convention doit être, selon l'AFB, « plus dynamique, moins coûteuse et plus souple ».

Frédéric Lemaître

CORRESPONDANCE

Une lettre de Yoshihiro Sawada

A la suite de la publication, dans Le Monde du 27 novembre, d'un article intitulé « Le Japon mobilise des fonds publics pour rassurer les déposants », nous avons reçu de M. Yoshihiro Sawada, directeur général de Fuji Bank à Paris, la lettre suivante : « Vous écrivez : « La différence entre les banques ne fait donc que s'accroître et il se dessine une polarisation du secteur entre les établissements disposant de provisions suffisantes et ceux, comme Fuji et Daiwa, qui ne peuvent couvrir plus de la moitié de leurs pertes. »

Cette affirmation n'est pas confirmée à la réalité. En effet, si le

taux de couverture des créances douteuses de la Fuji Bank à la fin septembre 1997 se situe à 47,6 %, ce taux se situe à un niveau tout à fait comparable à celui de presque toutes les autres grandes banques japonaises, c'est-à-dire autour de 50 %. Aucune différence sensible n'est donc à noter sur ce point.

En outre, la Fuji Bank a déjà annoncé que son taux de couverture des créances douteuses se situait au niveau de 72 % à la fin du mois de mars 1998. Compte tenu de l'effet fiscal dû aux provisions ayant déjà supporté l'impôt, ce taux sera de 95,4 %.

L'optimisme domine à l'OMC sur les services financiers

A L'ISSUE d'une réunion exceptionnelle du conseil des ministres du commerce extérieur de l'Union européenne, à Genève jeudi 11 décembre, Sir Leon Brittan s'est déclaré très encouragé par « l'amélioration substantielle » des offres, faites par les pays membres de l'UE, dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), pour lever les barrières qui, dans certains pays, empêchent banques, compagnies d'assurances et maisons de courtage étrangères d'offrir librement leurs services. « Nous sommes très proches de la fin », a indiqué Sir Leon, comparant les chances de succès à « une pomme mûre » prête à tomber dans les mains des négociateurs sous réserve d'un petit effort supplémentaire. Depuis la reprise des négociations, soixante-sept pays ont présenté des offres de libéralisation de leurs services financiers, ce qui représente plus de 90 % du marché mondial. Jeudi 11 décembre, l'Indonésie s'est rallié au mouvement. (Corresp.)

Les salariés d'Air Charter seront reclassés à Air France

APRÈS la cession de sa filiale Visat France au mois de juin, puis celle de Jet Tours début décembre, Air France paracheve le démantèlement de son pôle tourisme en annonçant l'arrêt de son activité charter le 31 octobre 1998 (Le Monde du 12 décembre). La compagnie nationale a informé, jeudi 11 décembre, le comité d'entreprise de sa filiale Air Charter de sa prochaine fermeture, qui n'entraînera aucun licenciement, l'ensemble des personnels permanents d'Air Charter étant reclassés à Air France. Cette décision se justifie par l'impossibilité de réduire davantage les coûts de production de l'activité charter. Le coût du pilotage des avions d'Air Charter, assuré par les pilotes d'Air France, est de 30 % supérieur à celui pratiqué par les autres compagnies de charters. Le PDG d'Air Charter, au cours de l'été, avait proposé au CDR (Consortium de réalisation des actifs du Crédit lyonnais), propriétaire d'AOM, de lui apporter Air Charter et d'entrer au capital d'AOM. Celle-ci, en échange, devait abandonner ses lignes intérieures et ses créneaux et adopter la politique commerciale d'Air France. Les discussions avaient rapidement tourné court.

Rapprochement des activités chimiques des allemands Degussa et Veba

LES DISCUSSIONS pour rapprocher les activités chimiques des allemands Veba (au travers de sa filiale Huels) et Degussa vont déborder au début de 1998, a confirmé, jeudi 11 décembre, Eric Rechia, président de la filiale française de Degussa, à l'occasion de la présentation de ses résultats dans l'Hexagone (1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1996-1997, en hausse de 8 % et un bénéfice avant impôt de 19,4 millions de francs). Entré à hauteur de 36,4 % dans le capital de Degussa au mois de mai, et devenu le premier actionnaire de cette firme familiale, le groupe diversifié attendait les accords de l'Office des cartels de Berlin et de la Commission européenne, donnés au début du mois. Bruxelles a autorisé l'opération, demandant cependant la cession des parts détenues dans Cabot (acides siliciques pyrogéniques). Le nouvel ensemble chimique, s'il reste composé de deux entités, de taille sensiblement analogue, devrait peser près de 78 milliards de francs de chiffre d'affaires, se hissant ainsi dans les dix premiers mondiaux du secteur.

DÉPÊCHES

■ LA POSTE : le secrétaire d'Etat à l'Industrie Christian Pierret « ne souhaite pas que la Poste s'installe dans le champ de l'assurance-dommage, car elle se placerait en situation trop vivement concurrentielle à l'égard des agents généraux d'assurances », a-t-il indiqué dans un entretien accordé vendredi 12 décembre au quotidien Ouest France. Il demeure par ailleurs opposé à ce que La Poste change de statut, à ce qu'elle « ait un capital » ou « devienne une société anonyme ».

■ EUROPCAR : le loueur de voitures, filiale de Volkswagen et Accor, a conclu une alliance non capitalistique avec l'Américain Dillar, filiale de Chrysler en cours d'introduction à la bourse de New York. Le 1^{er} février 1998, les deux loueurs marieront leurs systèmes de réservation. A terme, le directeur général d'Europcar, John Du Monceau, n'exclut pas la création d'une « marque globale ». Le nouvel ensemble exploitera une flotte de 170 000 véhicules dans le monde.

■ AUTOMOBILE : le marché européen a enregistré une hausse de 10,4 % en novembre, par rapport à novembre 1996. Les marques françaises progressent plus vite que le marché. Renault accroît ses ventes de 16,6 %, PSA Peugeot-Citroën de 15,8 %.

■ FRAMATOME : le PDG de GEC Alsthom, Pierre Bilger, estime, dans une interview à la Tribune, qu'une alliance dans le domaine de l'énergie entre GEC-Alsthom et Framatome est « souhaitable » mais qu'une telle union dépend de Framatome et de ses actionnaires.

■ EDF : la construction d'une centrale éolienne à Salles-Limousin, au nord de Carcassonne (Aude), a été annoncée, jeudi 11 décembre, par l'électricien français et le Conseil régional Languedoc-Roussillon. D'une puissance de 7,5 MW (la consommation électrique annuelle d'une ville de 40 000 habitants), ce sera « la plus grande installation de ce type en France », lorsqu'elle sera mise en service à l'automne 1998.

■ TOTAL : le pétrolier français a annoncé jeudi 11 décembre l'accord définitif pour l'acquisition de la société Argon, premier distributeur argentin de gaz de pétrole liquéfiés (GPL) qui fournit un quart de la consommation nationale de GPL.

■ OLIVETTI : le groupe italien dégagea « probablement » un résultat net positif en 1997, a-t-il annoncé jeudi 11 décembre. L'allemand Mannesmann doit acquérir, le 15 décembre, 25 % de OMTS, holding qui contrôle les filiales d'Olivetti dans le téléphone mobile (Omniel) et fixe (Infostada). La cession de la filiale Olisy à l'Américain Wang se précise.

■ FRANCE TÉLÉCOM : l'opérateur va facturer à partir du 13 décembre les renseignements internationaux, même si le renseignement demandé n'est pas fourni. Le syndicat SUD a dénoncé cette mesure, France Télécom soulignant qu'il était seul en Europe à opérer une différence selon que le renseignement était fourni ou non.

■ ATOS : le groupe né de la fusion d'Axlme et de Silgos (services informatiques) a dégagé pour la première année sous sa nouvelle identité un bénéfice net de 182 millions de francs, triplé par rapport à 1996. Le chiffre d'affaires a progressé de 19,4 % à 6,2 milliards.

■ SGS-THOMSON : le fabricant franco-italien de semiconducteurs et les groupes japonais NEC et américain Motorola ont annoncé jeudi 11 décembre qu'ils vont collaborer pour l'élaboration de cartes à puces sans contact.

■ MICRO-ORDINATEURS : 43 % des foyers aux Etats-Unis sont équipés d'un micro-ordinateur et 10,2 % prévoient d'en acheter un dans les six mois à venir, selon une étude de Dataquest, publiée jeudi 11 décembre.

■ BOURSE : Astra technological investments sera la première société israélienne introduite, le 18 décembre, à la Bourse de Paris (sur le Nouveau marché). Astra, présidée par Edouard Cukierman, détient des participations dans des firmes de biotechnologies.

Les B.H.V. seront ouverts les DIMANCHES 14 et 21 décembre

DOUBLER VOS POINTS avec votre carte C.O.

B.H.V. (3 PARKING) PARLY 2, BELLE ÉPINE, CRÉTEIL, FLANDRE, MONTREUIL, VILLENEUVE LA GARENNE

B.H.V.

COMMUNICATION

LE MONDE / SAMEDI 13 DÉCEMBRE 1997

La Cinquième bénéficie d'un coup de pouce pour sa banque de programmes

La chaîne publique, qui fête son troisième anniversaire samedi 13 décembre, aborde la fusion avec La Sept/Arte avec une audience en hausse et un budget amélioré pour lui permettre d'expérimenter son joyau technologique sur 400 sites

TROIS ANS, 4 % d'audience, 781 millions de francs de budget et une nouvelle grille : La Cinquième, chaîne du savoir, de la formation et de l'emploi prend ses marques dans le paysage audiovisuel. Et elle se prépare à la fusion avec La Sept/Arte, déjà prévue par le précédent gouvernement et qui devrait figurer dans le projet de loi sur l'audiovisuel actuellement en préparation.

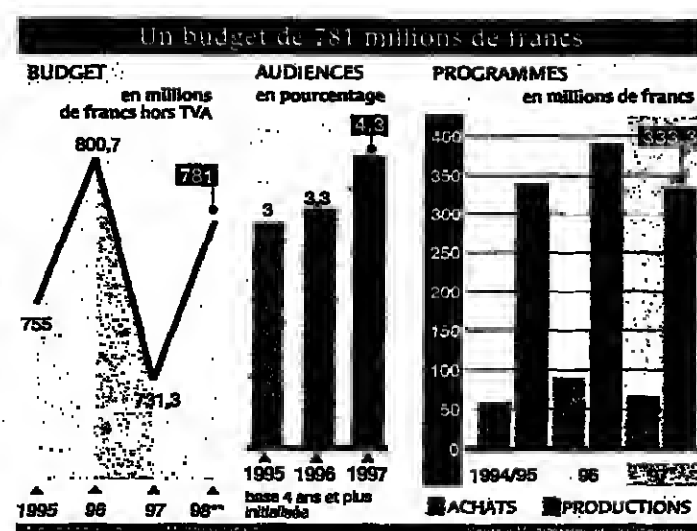
Après le départ de Jean-Marie Cavada, fondateur de la chaîne, c'est à Jérôme Clément, son nouveau PDG, qu'il revient de réaliser cette tâche. Il vient d'annoncer l'ouverture de discussions pour la rédaction d'un projet d'entreprise commun aux deux chaînes. Après le déménagement imminent de La Sept/Arte vers Issy-les-Moulineaux, les deux entreprises seront voisines. Au début de la semaine, les personnels des deux établissements se sont retrouvés au cours d'une grande fête pour célébrer l'anniversaire de La Cinquième.

Grâce à la Banque de programmes et de services (BPS), son

joyau technologique, La Cinquième bénéficie d'un sérieux coup de pouce financier. En 1998, le ministère de l'Éducation nationale va ajouter 10 millions de francs aux 30 millions déjà prévus pour faire fonctionner cette bibliothèque informatique destinée aux établissements scolaires et aux différents organismes chargés d'éducation ou d'emploi.

Le stock de la BPS est composé de 3 200 programmes, dont 2 900 sont issus de la Cinquième. Le reste provient de certains ministères et d'une vingtaine d'organismes, dont la Croix-Rouge internationale, l'AFPA, le Conseil de l'Europe, l'Unicef, la FAO, le Centre national d'enseignement à distance, etc. D'autres devraient prochainement apporter leurs fonds. Le catalogue d'articles autour des thèmes de la ligne éditoriale de la chaîne : éducation, emploi et vie sociale, connaissance et découverte. Grâce à Internet, ces sites sont accessibles par la BPS.

La plus grande originalité de cette banque réside dans le télé-



chargement. Exemple : un enseignant qui voudrait faire une leçon d'étymologie sur le mot « chavrin » pourra choisir dans le cata-

logue de la BPS le programme sur ce mot. Le lendemain, il disposera d'une vidéo de deux minutes avec des images sur un soldat de

l'Empire qui portait ce nom et quelques animations pour expliquer la signification du mot. Pour les animateurs, travailleurs sociaux à la recherche d'informations sur les métiers ou les formations, la BPS permet notamment d'accéder à toutes les fiches de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (Onisep).

La BPS permet notamment d'accéder à toutes les fiches de l'Onisep

Séduisante dans son concept, la BPS comporte encore certaines inconnues dans son utilisation. « Nous avons besoin de savoir ce que les utilisateurs vont consommer et le prix acceptable par eux », explique Patrice Fournier, directeur du déve-

loppement de La Cinquième et de la Sept/Arte. C'est une des raisons pour lesquelles il a été décidé de consacrer l'année 1998 à une expérimentation dans 400 sites.

Parmi ceux qui ont déjà joué les cobayes en 1997, la plupart semblent s'être heurtés à des problèmes techniques lors de la mise en route : système informatique insuffisamment puissant, matériel mal adapté, liaison difficile avec le satellite, lenteur du téléchargement. A force d'opiniâtreté, comme au collège Jean-Jaures de Clichy, ces obstacles ont été levés. « Nous voulions expérimenter ces méthodes pédagogiques qui permettent d'intéresser les élèves en leur diffusant l'enseignement à un rythme semblable à celui des médias dont ils ont l'habitude », explique Gérard Garcia, principal de ce collège, situé dans une zone d'éducation prioritaire. Au collège Mozart de Bois-d'Arcy, l'objectif est d'apprendre aux élèves à maîtriser ces nouvelles technologies, mais aussi à développer un esprit critique à leur égard. « Il y a une concurrence avec les CD-Rom dont certains sont très bien faits », constate Béatrice Naudin, principale de ce collège.

Les autres utilisateurs sont les organismes de formation. A la mission locale pour l'emploi de Tourcoing, les responsables pensent puiser dans la BPS des éléments pour concevoir des bandes vidéo à la fois informatives et ludiques pour les jeunes. « Cela nous permettra aussi de faire des montages et d'organiser des débats sur une formation ou un métier. Les images permettent mieux que toute autre chose aux jeunes de visualiser l'exercice d'un métier ou le rôle dans l'entreprise », explique Pascal Cateau, directeur adjoint.

Une autre difficulté est celle des droits d'auteurs. Des négociations sont en cours avec les syndicats d'auteurs et de producteurs pour mettre en place un système permettant de rémunérer les ayants droit sans que le service de la BPS dépasse le prix d'une cassette vidéo.

Florence Amalou

Françoise Chirrot

L'ambiguïté de la « communication pédagogique » des entreprises

FAIRE financer des émissions de télévision par des entreprises ne serait plus une maladie honteuse. La Cinquième ne cache pas la contribution de certaines à la conception et au financement de plusieurs de ses programmes éducatifs. Elle diffuse depuis le 13 octobre, et jusqu'en janvier, dans le cadre de l'émission « Une heure pour l'emploi » (13h-14h), « Innova », une série de vingt documentaires sur « l'innovation et ses retombées en termes d'emploi ». Ces reportages de quinze minutes ont été proposés et financés par quatorze entreprises : Alcatel, EDF, le CEA, Gaz de France, Framatome, Hermès, Lafarge, L'Oréal, Renault, Rhône-Poulenc, Peugeot et Citroën, Philips et Siemens -, via la Fondation Villette-Entreprises.

Avec « Innova », les entreprises se lancent dans une nouvelle forme de « communication pédagogique » qui puiserait son origine dans une

demande de La Cinquième, aux premières heures de son lancement. Les dirigeants de chaîne avaient « pris contact avec des entreprises pour qu'elles soutiennent financièrement la Cinquième à travers des formes diverses de collaboration », explique Roger Rocca-Sera, le secrétaire général de la Fondation Villette-Entreprises. Les responsables de la communication de ces entreprises ont estimé que ce type de collaboration pouvait entrer dans les attributions de la Fondation. Le fonds de soutien des entreprises à La Cinquième souhaité par le président de l'époque, Jean-Marie Cavada, ne vit pas le jour, mais aurait trouvé une sorte d'aboutissement avec « Innova ».

« EXERCICE PÉRIEUX »

Ce programme cultive un style ambigu, à la croisée de l'outil de communication et du document d'information scientifique et technique. Si « les lycéens sont peu cri-

tiques » et ne perçoivent pas la dimension promotionnelle des films, pour la moitié des adultes interrogés lors de l'enquête d'évaluation faite par la Fondation, le statut des films n'est pas clair. « On n'annonce pas la couleur d'encre. On aurait intérêt à savoir dès le départ si c'est vraiment promotionnel ou d'intérêt général », affirme l'un des personnes interrogées. Une impression partagée par certains auteurs de la série : « Je me suis retrouvé à cheval entre le film d'entreprise et le documentaire, ce qui a rendu l'exercice périlleux », reconnaît Bernard Dumas, le réalisateur des films PSA-Renault, Philips et L'Oréal. Le fait que les entreprises ont financé le projet à hauteur de 60% (2,2 millions de francs) explique en partie l'ambiguïté du discours. Chacune a payé 150 000 francs pour son film, contre 75 000 francs versés par La Cinquième. Selon la chaîne, « l'aspect financier ne [serait] pas du tout un

argument ». C'est le fonds documentaire qui intéresse Elisabeth Lermier, responsable du programme à La Cinquième : « On a pu ouvrir les portes des entreprises à des comités et mettre à l'écran des images jusque-là inconnues du grand public ».

Les entreprises ont également apporté leur « concours éditorial » aux documentaires. Elles ont visionné les rushes et la version finale de leur reportage. Le réalisateur était d'abord « piloté » par un responsable de la communication avant d'être « lâché » avec ses équipes dans l'entreprise. Et pour certains films mettant notamment en scène les travaux de recherche des constructeurs automobiles ou les téléphones mobiles, « il a fallu retourner plusieurs minutes, parce que cela ne plaisait pas ».

Le manque d'expériences antérieures et les divergences d'intérêts ont pesé sur le développement d'un

projet que tous souhaitent pourtant « exemplaire ». Les vingt reportages ont nécessité un an et demi de préparation et un certain nombre d'aller et retour entre les deux sociétés de production (ADN et Le Sabre), La Cinquième et les entreprises.

Avec « Innova », La Cinquième est consciente de marcher sur le fil du rasoir : « A priori les entreprises ne font pas de la communication », explique Gérard Garcia, principal de ce collège, « mais elles ont des objectifs même indirects de profit », nous déclarait M^{me} Lermier lors du Festival de l'audiovisuel d'entreprise de Biarritz. Les entreprises, de leur côté, espèrent faire de cette série « la référence d'un nouveau modèle de collaboration avec la télévision » et solliciteront déjà la chaîne pour une « suite ». Celle-ci « n'est pas l'instant pas à l'ordre du jour », répond-on au sein de la chaîne.

Florence Amalou

Françoise Chirrot

Les personnels de France 3 renâclent à signer le protocole d'accord

« APRÈS une grève aussi longue, la reprise ne peut pas se faire sans douleur et dans de bonnes conditions » : tel était, jeudi 11 décembre, le commentaire que partageaient direction et syndicats de France 3 à propos de la situation dans les régions. De nouvelles assemblées générales devaient avoir lieu, vendredi matin, pour décider de la reprise ou non du travail. Après une dernière réunion avec la direction pour peaufiner la partie consacrée aux programmes régionaux, l'intersyndicale devait décider si elle signait ou non le protocole d'accord.

Les réactions des personnels en grève depuis le 2 décembre au protocole d'accord mis au point dans la nuit précédente ont été extrêmement diverses, mais souvent très

virulentes. Elles allaient de « on ne signe pas », « les négociateurs sont dévoués par la base », comme à Dijon, Lille, Nice, Paris notamment, à une tendance à la reprise dans certains endroits, comme Nancy, Strasbourg et Lyon. « Les premières assemblées générales, qui se sont tenues en début de journée, ont débattu sur un texte, arrivé vers 2 heures 20 et qui n'était pas complet », explique un négociateur. En effet, la rédaction du protocole d'accord de six feuilles, qui reprend point par point les thèmes de la négociation, n'a été achevée qu'à 16 heures.

Entre-temps, l'ambiance s'est enflée dans les différentes stations. Communications téléphoniques, échanges de télécopies,

audioconférences se sont multipliées. Partout, les négociateurs étaient critiqués. « Ce texte est le plus total. Il faut reprendre certains points pour les préciser, notamment en ce qui concerne la stratégie de l'entreprise et le calendrier du rattrapage des salaires entre France 3 et France 2 », explique un gréviste parisien. A Marseille, certains se disaient prêts à déposer un nouveau préavis de grève au cas où l'intersyndicale signerait le texte. Simultanément, des rumeurs de création de coordinations, à l'image de celles qui ont animé le mouvement des infirmières en 1989, commencent à courir, de même que la demande de nomination d'un médiateur.

Convaincus d'être arrivés au bout de ce qu'ils pouvaient obtenir et

barassés de fatigue, les représentants des huit syndicats qui composent cette intersyndicale s'efforçaient d'expliquer les avancées du protocole et d'appeler à la raison. Tout en pensant que Catherine Trautmann aurait pu éviter sa déclaration de mercredi, dans laquelle elle avait estimé que « les programmes de la chaîne doivent pouvoir reprendre rapidement, les téléscripteurs l'attendent ». Vendredi, la mise devait encore obstruer les petites lucarnes.

F. Ch.

DÉPÊCHES

■ NUMÉRIQUE : CanalSatellite et AB Sat accusent France Télécom de non-respect de contrat. Lors de l'annonce de la reprise de la chaîne AB Sports dans CanalSatellite, Claude Berda, patron d'AB Sat, a déclaré, jeudi 11 décembre, que France Télécom bloquait la mise en œuvre d'un accord de simulcrypt conclu entre AB Sat et CanalSatellite. Cet accord prévoit l'ouverture réciproque des décodeurs aux abonnés des deux offres. Selon Claude Berda, « cet accord n'a pas été exécuté par France Télécom », actionnaire de TPS. Les abonnés d'AB Sat ne peuvent accéder à CanalSatellite.

■ PRESSE : le personnel de Libération a voté un nouveau préavis de grève pour le lundi 15 décembre, à l'issue d'une assemblée générale, jeudi 11 décembre. Le quotidien n'avait pas paru le 11 décembre, à la suite d'une grève du personnel demandant des augmentations salariales (Le Monde du 12 décembre). Les syndicats n'ont pas jugé les avancées de la direction suffisantes. La motion de la CGT, qui prônait une reconduction immédiate de la grève a obtenu 27 voix, tandis que 76 salariés adoptaient la proposition de SUD d'un préavis pour lundi. Douze personnes se sont abstenues et deux n'ont pas pris part au vote.

« Vous faites bien votre travail, continuez ! »

LILLE

de notre correspondant

Le « non » a été ferme. A l'issue de l'assemblée générale, tenue jeudi soir 11 décembre dans la cafétéria du centre de Lambertsart, Lille a refusé à l'unanimité le protocole d'accord proposé par la direction de France 3 et les délégués syndicaux. L'AG regroupait une soixantaine de personnes, journalistes et techniciens des deux centres de production de Lille, mais, reconnaissant les grévistes, il manquait une bonne partie des administratifs du boulevard de la Liberté.

En fait, la cafétéria avait été, toute la journée, le centre névralgique des grévistes lillois et le siège d'une assemblée générale quasi permanente. Dès le matin, l'arrivée d'un texte émanant de la direction avait eu un effet mobilisateur. Et le soir, il ne s'est pas levé une seule main pour défendre le protocole que des délégués, s'avouant fatigués et pas sûrs du soutien de leurs troupes, proposaient d'adopter en déclarant voir des avancées non négligeables. L'AG de Lille a d'autant moins balancé que des rumeurs de coordination régionale avaient couru dans la journée et qu'il était aussi question d'une « grève de journalistes ».

A propos de ces rumeurs, beaucoup ont parlé de « provocation », les jugeant inadmissibles dans un

contexte où il s'agit de défendre une culture d'entreprise et des médias : « Depuis quelques années sont arrivés des gestionnaires avec leurs O.P.T., leurs techniques et leurs méthodes. Ils veulent passer en force et imposer ce qui s'appelle le R.T.T. et le service public. S'il s'agit de nous imposer ce que font TF1 ou M6, nous, on dit non ! », dit un opérateur de prise de vues.

C'est ainsi qu'un paragraphe du protocole évoquant la possibilité d'un « champ d'application des conventions collectives éventuellement omises » dans le cadre de la mise en œuvre des nouvelles techniques a soulevé un véritable tollé. Le message des grévistes lillois, lancé par une militante CGT à la négociatrice SNJ, fut sans ambiguïté : « Le texte du protocole est à revoir. Nous y réfléchissons et nous continuerons demain. Pour l'instant, nous sommes toujours en grève. Vous faites bien votre travail, continuez ! Dans l'état actuel des choses, il est hors de question d'annoncer une reprise de travail ».

Ce n'est qu'après le départ de la majorité des grévistes qu'un militant s'est aperçu qu'il avait fait un oubli essentiel : « J'ai pas eu le temps de dire que les tee-shirts avec la mire de France 3 seront disponibles demain matin ».

Pierre Cherruau

Le Grand Débat France Culture - Le Monde

animé par Alain Rollat

«Jean-Paul II, vingt ans de Pontificat»

avec Jacqueline Costa-Lascoux, Gérard Defois, Henri

Madelin, Jean-Marie Mayeur et Jean-Louis Schlegel.

les lundis 15 et 22 décembre, 21h-22h

France
Culture

Le Monde

SCIENCES Prochainement, le continent africain recevra ses premiers stocks d'antirétroviraux. ● LA CÔTE-D'IVOIRE devrait ainsi pour la première fois être en mesure de dis-

penser à ses malades des thérapies analogues à celles dont disposent aujourd'hui les pays industrialisés. ● D'AUTRES EXPÉRIENCES de ce type devraient suivre en Ouganda,

au Vietnam et au Chili, ce qui suppose pour les participants à la 10^e conférence sur le sida en Afrique, qui vient de se tenir à Abidjan, une pérennité des financements et l'exis-

tence d'un réseau de distribution opérationnel des médicaments. ● MAIS L'INTRODUCTION des antirétroviraux dans un cadre clinique et économique donné n'a de sens que

si le programme de lutte contre le sida y est opérationnel et si les infections opportunistes, notamment la tuberculose, y sont prévenues, diagnostiquées et traitées.

Les nouveaux traitements du sida arrivent en Afrique

Plus de vingt millions de femmes, d'hommes et d'enfants sont infectés par le VIH sur le continent. Les premières expériences de trithérapie dans le tiers-monde soulèvent de nombreuses questions éthiques, médicales et économiques

ABIDJAN

Dans quelques semaines, la Côte-d'Ivoire importera ses premiers stocks d'antirétroviraux, et dans quelques mois plusieurs centaines, plusieurs milliers peut-être d'Ivoiriens infectés par le VIH bénéficieront, pour la première fois sur ce continent, d'une prise en charge médicale et médicamenteuse analogue à celles dispensées en Europe et en Amérique du Nord. La même expérience suivra en Ouganda ainsi qu'au Vietnam et au Chili. Cette initiative, lancée sous l'égide d'Onusida (Le Monde du 6 novembre), a fait l'objet d'après débats lors de la 10^e conférence sur le sida en Afrique, qui s'est tenue du 7 au 11 décembre à Abidjan. En particulier à propos du soutien du président de la République, Jacques Chirac, de créer au plus vite un « fonds international de solidarité thérapeutique ».

L'accès des malades du tiers-monde aux techniques diagnostiques et thérapeutiques du monde industrialisé ne peut être discuté, à la condition toutefois de relativiser les espoirs que l'on pourrait a priori nourrir. Cette question a été abordée à Abidjan à l'initiative de l'Agence nationale française de recherches sur le sida qui travaille en liaison avec la plupart des organismes scientifiques internationaux. Résultat : un texte de consensus officiellement adopté après de longues négociations coordonnées par le professeur Jean-Pierre Coulaud (hôpital Claude-Bernard, Paris).

Obtenu au prix d'une synthèse empruntant autant à la médecine qu'à la politique et à la diplomatie, ce texte intitulé « Place des antirétroviraux dans la prise en charge des personnes infectées par le VIH en Afrique » reflète les obstacles qui s'opposent à la diffusion rapide des nouvelles thérapies du sida sur un continent qui compte officiellement plus de vingt millions de personnes directement concernées. « Tous les efforts doivent évidemment tendre vers l'administration d'un traitement antirétroviral à chacune des personnes infectées par le VIH pour lesquelles, en l'état actuel des connaissances, cette prescription est justifiée. Encore faut-il, avertissent les auteurs, s'assurer de la qualité des prescriptions en fonction des molécules disponibles et des réalités du terrain. »

Et d'ajouter : « L'introduction des antirétroviraux dans un cadre clinique et économique donné n'a de sens que si le programme de lutte contre le sida y est opérationnel et si les infections opportunistes, notamment la tuberculose, y sont prévenues, diagnostiquées et traitées de façon aussi satisfaisante que possible. » Or on est bien loin, sur ce thème, du prérequis, l'épidémie de sida ayant

précisément pour conséquence d'accélérer les flambées épidémiques de tuberculose qui, lorsqu'elles sont diagnostiquées, ne peuvent le plus souvent être traitées.

DE NOMBREUSES CONTRAINTES Les nouvelles associations médicamenteuses antirétrovirales imposent de nombreuses contraintes (prises quotidiennes et répétées à heure fixe). Elles ne doivent en aucun cas être interrompues et sont à priori prescrites pour de longues années, sinon à vie. « La nécessité de poursuivre l'administration des antirétroviraux sans interruption exige la pérennité des financements, l'existence d'un réseau de distribution opérationnel des médicaments dans le pays considéré, soulignent les auteurs du consensus d'Abidjan, les antirétroviraux ne devraient être prescrits que si l'on peut raisonnablement s'assurer du bon suivi des traitements. »

La prescription de ces nouvelles molécules devrait être limitée à des cohortes de soins dans lesquels de multiples critères sont réunis. Car il faut pouvoir identifier les contre-indications au traitement, détecter ses effets secondaires et évaluer le statut immunitaire des malades. Sur ce point, les spécialistes estiment que le comptage des lymphocytes CD4 sera suffisant en Afrique et que l'on pourra, à la différence de

l'Europe ou des Etats-Unis, faire l'économie de la mesure de la « charge virale ». Il faudra accorder la plus grande attention à l'appartenance des souches de virus résistantes aux médicaments. « Chaque fois que possible, pour l'adulte comme pour l'enfant, une trithérapie devrait être utilisée. Cependant les bithérapies ont fait la preuve de leur efficacité chez des patients symptomatiques. Elles sont moins coûteuses, moins toxiques, plus aisément suivies et constituent donc une alternative. En revanche les monothérapies seront proscrites en dehors de la prévention de la transmission mère-enfant, peut-on lire dans le texte du consensus. Le traitement, qui sera poursuivi sans interruption, est indiqué pour les personnes asymptomatiques dont le taux de CD4 est inférieur à 500 par millimètre cube. Mais il devrait être administré préférentiellement aux personnes symptomatiques, à l'exclusion des stades ultimes. »

COMMENTAIRE

PRIVILÉGER LA SANTÉ PUBLIQUE

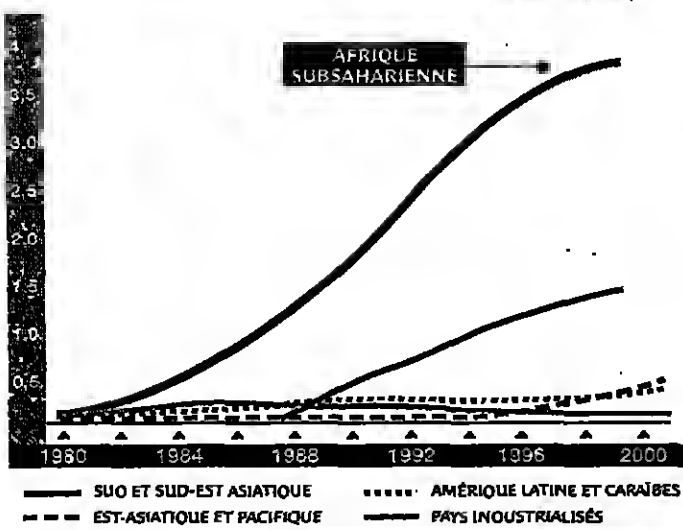
L'introduction planifiée des antirétroviraux sur le sol africain impose de telles contraintes méthodologiques que l'on imagine mal, compte tenu du dénuement et de la désorganisation des systèmes de soins, que les études pilotes d'Ouganda et de Côte-d'Ivoire puissent, si elles réussissent, être rapidement étendues. D'autant que les multinationales productrices d'antirétroviraux sont muettes sur la politique qu'elles entendent développer à l'égard du tiers-monde où vit la quasi-totalité des personnes qui pourraient bénéficier de leurs molécules. Quand, et de quelle manière, les États-majors de ces puissantes firmes répondront-ils à l'appel lancé à Abidjan par le

chef de l'Etat et le gouvernement français ? Aujourd'hui, les trithérapies mettent en lumière le gouffre qui sépare la prise en charge des malades du sida selon qu'ils vivent au Nord ou au Sud. Elles sont également dotées d'une forte charge symbolique, qui doit être maniée avec la plus grande prudence. Leur arrivée dans le tiers-monde, ne peut régler, à elle seule, l'immensité des problèmes que soulève l'épidémie de sida, tout comme elle ne constitue pas le remède miracle des malades des pays riches. Au mieux, ces trithérapies devraient inciter les gouvernements africains et les responsables en charge de la coopération Nord-Sud à bâtir modestement les bases d'une bonne médecine et à privilégier la santé publique, quasi inexistantes, hélas ! sur le continent noir.

J.-Y. N.

Jean-Yves Nau

La terrible progression africaine
NOMBRE DE NOUVELLES INFECTIONS À VIH PAR RÉGION en millions de cas par an



Selon l'Onusida, à la fin de 1997, 30,6 millions de personnes dans le monde étaient porteuses du virus du sida. 20,8 millions d'entre elles habitaient l'Afrique subsaharienne. La majorité des nouveaux cas d'infection enregistrés dans cette région du monde entre 1980 et 2000 sont d'origine hétérosexuelle et 80 % des infections mondiales observées chez les femmes sont localisées en Afrique subsaharienne.

Abidjan « fidélise » ses donneurs de sang

ABIDJAN

de notre envoyé spécial
Face au danger omniprésent en Afrique subsaharienne de transmission du sida par le sang, la Côte-d'Ivoire a mis au point l'un des systèmes les plus efficaces du continent. Dans ce pays fortement touché par l'épidémie, le Centre national de transfusion sanguine a pu, avec l'aide initiale de l'Union européenne, réorganiser son mode de fonctionnement au début des années 90, réduisant ainsi les risques de contamination virale lors des transfusions.

Développée par le professeur Alain Bonduand, ancien anesthésiste-réanimateur français, et poursuivie par le docteur Seidou Konaté, responsable du CNTS, cette politique a porté ses fruits. En réussissant à « fidéliser » – sans pour autant les rémunérer – 8 000 des 15 000 donneurs ivoiriens, les centres de transfusion sanguine d'Abidjan, de Bouaké et de Korbogo sont passés en quelques années d'une proportion de donneurs séropositifs de 8 % à celle, actuelle, de 0,20 %. Dans le même temps, le risque de transmettre le sida en Côte-d'Ivoire, lors d'une transfusion sanguine, est tombé de 1 sur 350 à 1 pour 1 500. Ces progrès sont d'autant plus remarquables que l'épidémie

continue à progresser dans l'ensemble du pays où 80 % des prostituées, 10 % de la population « sexuellement active » et 50 % des tuberculeux sont aujourd'hui contaminés par le VIH.

PRODUITS « SURSÉCURISÉS »
La situation de manque pas, pour autant, d'être paradoxale. La volonté des responsables sanitaires ivoiriens de progresser dans la recherche de la qualité tout en respectant les principes éthiques du bénévolat et de l'anonymat les conduit, en effet, à proposer une double qualité de sang. En pratique, les patients ou leurs familles ont, dans ce pays, le choix d'acheter des culots globulaires « sursecurisés » ou des produits sanguins standards. Les premiers ne sont mis en circulation qu'après avoir été congelés et après que le donneur a, quelques mois plus tard, une nouvelle fois été testé, ce qui permet d'affirmer qu'il était bien séronégatif au moment du prélèvement initial.

L'inconvénient de cette procédure sécuritaire est économique : le coût de la poche de 250 centimètres cubes de sang « sursecurisé » atteint 125 000 francs CFA, soit 1 250 francs français. Un tarif excessivement

élevé en Côte-d'Ivoire. Le CNTS d'Abidjan ne délivre donc, en fait, que 250 de ces poches chaque année, alors qu'il distribue, dans le même temps, 44 000 autres de qualité standard au prix de 60 francs français dans les CHU, 30 francs dans les hôpitaux généraux et 173 francs dans la principale clinique privée de la capitale ivoirienne.

« Nous souhaiterions pouvoir ne fournir que du sang de la meilleure qualité. Mais, pour des raisons économiques, cela nous est impossible », regrette le docteur Konaté. Ce dernier est toutefois satisfait de la situation de son pays, largement préférable à celle qui prévaut ailleurs dans cette région de l'Afrique. Selon les derniers chiffres publiés lors de la conférence d'Abidjan sur le sida en Afrique, le quart des 2,5 millions d'unités de sang transfusées chaque année sur le continent – le plus souvent à des femmes et à des enfants – ne subit encore aucun dépistage de l'infection par le VIH. Certaines compagnies occidentales spécialisées dans le rapatriement sanitaire ont d'ores et déjà recours à des officines qui, moyennant finances, offrent, en urgence, un sang européen de toute première qualité.

J.-Y. N.

Le potentiel de recherche français reste mal valorisé, selon l'Observatoire des sciences et techniques

LE BON NIVEAU de l'appareil scientifique français demeure trop peu mis en valeur par des applications technologiques. Telle est l'une des principales conclusions du quatrième rapport biennal de l'Observatoire des sciences et techniques (OST), rendu public vendredi 12 décembre. Ce volumineux document, devenu un outil de référence, rassemble un très grand nombre d'indicateurs caractérisant les forces et les faiblesses de la recherche française, sa place au sein de l'ensemble européen et le poids de ce dernier dans le monde.

La part des dépenses de recherche et développement (environ 180 milliards de francs) dans le produit intérieur brut s'est inscrite à la baisse ces dernières années, passant de 2,45 % en 1993 à 2,35 % en 1995, relève le rapport. Ce constat n'intègre évidemment pas la légère reprise amorcée avec le budget 1998 de la recherche civile. Il ne prend pas non plus en compte la relance de l'emploi scientifique engagée par le nouveau gouvernement, quand il

pointe une inadéquation persistante entre les flux de nouveaux docteurs (près de 10 000 par an) et les débouchés qui s'ouvrent à eux, notamment dans l'industrie (17 % seulement y trouvent un poste). Ces fragilités structurelles empêchent pas les chercheurs français de faire preuve d'une productivité soutenue, avec 5,1 % des publications scientifiques mondiales en 1995 (en progression de 16 % depuis 1983) et 15,6 % des publications européennes (en hausse de 8 %). Les résultats sont moins flatteurs, en revanche, pour ce qui est des brevets : en 1996, la France n'a contribué qu'à 3,1 % des brevets déposés aux Etats-Unis et 7 % de ceux déposés en Europe, ce qui traduit un recul continu depuis dix ans.

L'analyse par disciplines fait apparaître une position de force dans l'aérospatial et les transports terrestres, mais un inquiétant retard en électronique, en sciences pour l'ingénieur, en chimie et en biologie appliquée. « On doit s'interroger sur les causes de l'écart persistant

entre les bonnes performances de notre système de recherche et ses résultats, plutôt insuffisants, dans de nombreux secteurs : en particulier les biotechnologies et les technologies de l'information », commentent le président de l'OST, Pierre Papon, et son directeur, Rémi Barré.

Le rapport apporte un éclairage supplémentaire, en établissant, pour la première fois, un palmarès des pôles scientifiques européens. Parmi les vingt premiers, en nombre de publications, cinq sont allemands et cinq autres britanniques, la France n'apparaissant que deux fois, avec Paris (au deuxième rang) et l'Essonne (en seizième position, grâce aux centres d'Orsay et de Saclay). Les performances ne sont pas meilleures en termes de brevets : l'Alle-

magne est citée douze fois et la France deux seulement, avec Paris (à la huitième place) et les Hauts-de-Seine (en dixième position). « Ces constats, écrivent les auteurs, conduisent à s'interroger sur la portée des politiques régionales et leur capacité à faire émerger des métropoles de recherche à la dimension de l'Europe. »

L'insuffisante corrélation entre recherche académique et applications industrielles n'est toutefois pas un phénomène hexagonal. Elle se vérifie aussi – et ce n'est que plus préoccupant – à l'échelle de l'Union européenne. Celle-ci est à l'origine de 32,6 % des publications scientifiques mondiales, ce qui la place pratiquement au niveau des Etats-Unis (33,9 %) et très au-dessus du Japon (8,3 %). Mais elle ne détient que 17,8 % des brevets homologués sur le territoire américain, loin derrière les Etats-Unis (49 %), ce qui est logique, mais aussi le Japon (24,4 %), ce qui l'est moins. « Ces chiffres, insistent les rapporteurs, reflètent le paradoxe européen : une recherche forte, mais

d'incontestables faiblesses technologiques. »

Ce tableau d'ombres et de lumières devrait se trouver sensiblement modifié, dans les années à venir, avec l'émergence de nouvelles actions scientifiques. Si la « triade » formée par les Etats-Unis, l'Europe et le Japon réalise toujours plus des trois quarts des dépenses mondiales de recherche et développement, la Chine et les nouveaux pays industriels d'Asie du Sud-Est se montrent de plus en plus actifs. Le rapport de l'OST confirme, en revanche, la crise profonde que traverse la recherche russe, dont la part mondiale de publications a chuté, en cinq ans, de 7,3 % à 3,3 %, sa participation aux dépôts de brevets devenant « insignifiante ».

Jean-François Augereau et Pierre Le Hir

* Indicateurs 1998, rapport de l'Observatoire des sciences et techniques, Economica, 552 pages, 400 francs.

هكذا من راحل

ême droite,
-huit élus
id'hommes
être judiciaire»

Les créations d'Azzedine Alaïa triomphent au Musée de Groningen

La rétrospective spectaculaire du couturier parisien aux Pays-Bas consacre la mode comme art contemporain

GRONINGEN. De notre envoyée spéciale. Invariablement vêtu d'un costume de coton chiné - il en possède trois cents -, Azzedine Alaïa s'agenouille au pied de la géante, la robe-drapé bleu, blanc, rouge créée en 1989 pour Jesse Norman chantant La Marseillaise du Bicentenaire, place de la Concorde. Majestueuse, elle trône à l'entrée de l'exposition que consacre au couturier le Musée de Groningen, l'un des quatre grands musées des Pays-Bas, avec 300 000 visiteurs par an, dans une ville qui ne compte que 170 000 habitants.

Tel un paquebot de bande dessinée surgi du brouillard, le bâtiment dessiné par l'italien Alessandro Mendini et ouvert en 1994 est devenu pour quatre mois l'écrin de quelques stars : les robes fuselées sur les corps de Grace Jones, Diana Ross, Tina Turner, semblent, une fois n'est pas coutume dans un musée, prêtes à danser.

C'est aux États-Unis qu'Azzedine Alaïa se vit ouvrir, en 1979, les portes d'un succès international. Ses robes de maille zippées annonçaient l'avènement de la femme moulée de noir. S'il continue de créer des modèles de manière plus intime, Azzedine Alaïa a renoncé depuis 1993 à toute présentation. A Paris, dans le loft du

Marais où défilèrent Naomi, Tatiana et les autres, ses chiens aboient. Il refuse de faire partie de la Chambre syndicale de la mode, amuse à Marseille, vivant piller de ses enthousiasmes et de ses boudoirs légendaires.

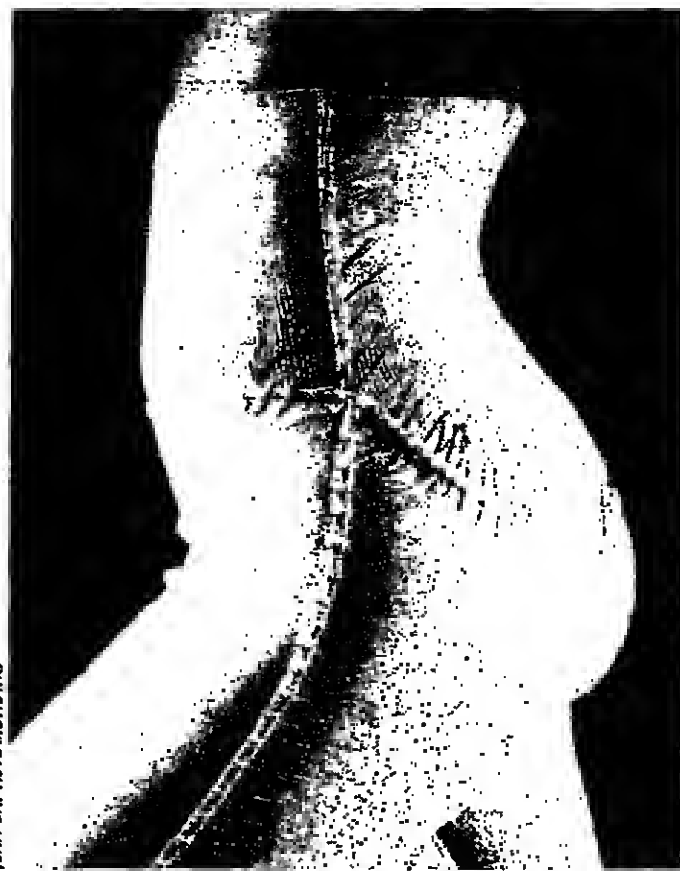
Prenant ses distances, il choisit de répondre aux appels plus spontanés venus du monde de l'art : invité au CAPC de Bordeaux en 1985 par Jean-Louis Froment, il présente une robe sous un tableau de son ami Julian Schnabel à la Biennale de Florence en 1996. Aujourd'hui, c'est en Hollande que le couturier le plus fêté des années 80 - deux Oscars de la mode en 1985 - a droit à un hommage de taille : deux mille cinq cents mètres carrés aux cimaises multicolores, de l'orange mimosette au bleu de Delft, où panthères, sirènes, Shéhérazades extensibles, révèlent la poigne d'un style travaillé au fer depuis quarante ans.

Tel un sculpteur ou un chirurgien couturier, ce maître des cambrures féminines creuse les tailles, étire les jambes, tourne de manière obsessionnelle autour des reins, fait rebondir les croupes et redresse les dos, pour mieux flatter les silhouettes de ses clientes. « On ne peut pas aller contre un rêve de robe de bal », Bousculant les paradoxes, Azzedine Alaïa a fait de la maille une armure, et découpé le cuir façon dentelle ou mouchetabré. Parallèlement à Marc Audebert, il s'est imposé comme l'un des pionniers du tissu stretch. Depuis, la rue qui marche en caleçon lui rend quotidiennement hommage.

Couturier, premier d'atelier fou et tailleur, et, comme il le dit avec humour en regardant ses doigts, petite main, l'appellation réservée aux ouvriers, il collectionne les rôles à l'intérieur de sa propre maison. Dans les années 60, à l'époque où les Rolls-Royce se garaient en double file rue de Bellechasse, son premier QG parisien, les défauts des clientes « bijoux aux as » lui ont appris le sens de la perfection : comment rectifier une épaule penchée, rétablir une ligne de hanches, car « l'art de la représentation était leur métier ».

DERNIÈRE GRANDE ÉPOQUE. Drapé, noué, lacé, corseté, le tissu lui obéit au doigt et à l'œil, entraînant les ombres d'André et de la fille du pharaon, une déesse d'ébène ou la belle femme juive du Second Empire, en minicimoline de broderie anglaise. « Elles sont toutes là, les filles du peuple et les femmes du monde. Chacune dit à l'autre : "Ma fille, j'ai quelque chose que tu n'as pas !" », lance Azzedine Alaïa, qui, enfant à Tunis, a rêvé de filles aux yeux d'or en écoutant Oum Kalsoum.

Azzedine Alaïa a connu la dernière grande époque de la couture, habillé Louise de Vilmorin et Jacqueline Delebarre, au temps où les élégantes étaient d'abord des rivales. Ainsi, c'est en couture qu'il se révèle à Groningen, tandis que surgissent une



Étude de caleçon par Azzedine Alaïa, sculpteur couture.

que le Nocturne de Christophe Von Weizsäcker, peint spécialement pour l'exposition, semble éclairer les robes des débuts. Par sa scénographie originale, cette manifestation démontre l'exposition de mode qui fige le vêtement, et le défilé de mode qui l'occulte trop souvent.

Comme au Stedelijk Museum d'Amsterdam, où l'on ose confronter des clichés de Man Ray, Brassai, Nan Goldin et des photos de mode d'Inez Van Lamsweerde, des toiles de Malevitch et des fauteuils de Rietveld, ces mises en rapport inaugurent un répertoire d'influences pour le prochain siècle, celui des affinités électives, et rendent, loin des guerres de chapelles, la parole au beau, à l'universalité des formes.

Chaque pièce est un happening. Entre compressions de César, et nu sculpté de Picasso, les robes se tiennent, suspendues dans l'espace si dépeuplé qu'il suggère dans un jeu d'ombres et de couleurs l'asphalte et le désert, le bleu infini de la mer. L'exposition sera présentée en 1998 en Israël (Musée d'art contemporain de Tel-Aviv), et au Japon (Musée du costume de Kobe). Des discussions sont en cours avec le Centre Georges-Pompidou. Paris ratéra-t-il, ou pas, une nouvelle fois le coche ?

Laurence Benaim

★ Alaïa. Groningen Museum, Postbus 90 9700 ME-Pays-Bas. Tél. : (31-50) 366-65-55. Fax (31) 50-312-08-15. Internet : www.groningen-museum.nl. Jusqu'au 8 mars 1998. A lire : Alaïa, de François Baudot, collection « Mémoire de la mode », éditions Assouline, 99 F.

Quarante ans de carrière pour le pionnier des coupes près du corps et des tissus moulants, qui ne présente plus de défilé depuis 1993 mais continue de travailler dans son atelier du Marais.



De Tunis à Paris

C'est en 1957 qu'Azzedine Alaïa, étudiant en sculpture à l'école des beaux-arts de Tunis - sa ville natale -, arrive à Paris. Baby-sitter pendant cinq ans, il travaille chez une comtesse du faubourg Saint-Germain. « Tout cela se passait pendant la guerre d'Algérie. Je suis reconnaissant de toute cette confiance. C'est pour moi la vraie France, celle dont j'avais rêvé. Une autre famille, celle que j'avais choisie. Le nom de Paris brillait comme une étoile. » Couturier en chambre, il crée ses premiers modèles sur mesure, avant de lancer sa marque de prêt-à-porter en 1981.

Naturalisé français, Azzedine Alaïa ne cache pas ses peurs. Cet été, sa nièce, qui vit en Tunisie, n'a pas pu se rendre à Paris. Motif, les papiers fournis par le couturier ne correspondaient pas aux normes. « L'administration vous empoisonne. Si la France s'enferme, c'est dramatique. Les clients vont à Londres. Quand on demande un visa, on a l'impression d'être un voleur. Des ajustements sont à faire, mais pas de cette façon humiliante. Les jeunes s'ouvrent, se mélangent, et on parle de "vrai Français" ? » Il ajoute en riant : « Je suis devenu rôleur, comme les Français. Mais il faut espérer que les choses s'arrangent... »

Flammes parfumées

Talisman des soirs d'hiver, la bougie révèle des lieux imaginaires autant qu'elle éclaire. Associées sous le nom de Tse & Tse, Catherine Levy et Sigolène Prébois, qui viennent de recevoir le Grand Prix de la Ville de Paris 1997 pour le design, ont créé pour le Secours populaire la Bougie givrée (40 francs), dont les anneaux de cire blanche se consomment comme des pétales de fleurs. Plaidoyers poétiques contre le tout-industriel, leurs objets font toujours mine d'être bricolés, du « vase d'avril » à la guirlande de lanternes en cubes de papier coloré.

La flamme de la bougie célèbre aussi les cultes sans dieu. Chez Cir, boutique parisienne qui fournit les paroisses d'Ile-de-France depuis 1643, les cierges sont prisés par une clientèle d'esthètes minimalistes. Et devant la vague orientaliste qui séduit l'Europe, le marché de la bougie parfumée se développe au rythme de l'engouement pour l'aromathérapie. En pleine folie New Age, la créatrice américaine Donna Karan a lancé la bougie Enlignoring, parfumée aux herbes, qui « étire l'âme et redonne une humeur positive », et Culming, senteur épicée qui « adoucit les sens » (de 395 à 500 francs). La reine de la mode new-yorkaise a érigé son « business zen » avec des oreillers aromatisés

aux plantes. Cônes d'encens, boules d'ambre, cailloux parfumés, les fragrances se diffusent et les maisons se mettent au parfum, dans le sillage des spécialistes anglais, comme Crabtree & Evelyn, ou bien, en France, de la maison Rigaud, qui lançait en 1958 le premier modèle en cire moulée conditionnée dans du verre.

L'aromatique invite au voyage à domicile comme Chine impériale d'Annick Goutal aux notes de thé (310 francs), ou les bougies Poème en libellule de la Maison de la Chine (195 francs). A travers ses flammes signées, Yves Saint Laurent propose les effluves précieux de ses lieux de vie : Jardins Majorelle avec Thé à Marrakech, villégiature à Demerville avec Pluie d'été, et appartement parisien avec Feu de santal (200 francs). Le gri-gri de cire devient un nouvel attribut des créateurs de mode, comme la bougie du japonais Comme des garçons, emballée sous vide (70 francs). Rigaud, qui vend chaque année 200 000 bougies dans le monde, réalise 45 % de son chiffre d'affaires entre octobre et décembre. A l'approche des fêtes, les parfumeurs étendent leur univers olfactif. Chez L'Artisan parfumeur, la flamme oscille

aux notes de Thé et pain d'épice (240 francs). Tarte au miel, ou Nougat blanc, les bougies de L'Occitane à prix modéré (59 francs) sont prêtes à être dégustées dans la tradition provençale des treize desserts de Noël.

Triomphe de l'éphémère, la bougie s'impose aussi, à l'écart des tables de fête, comme une œuvre d'art, vouée à disparaître. Kris Ruths, peintre et sculpteur américain, cisèle la cire, dans des reliefs anguleux ou torsadés, aux couleurs d'ivoire et d'ébène. D'une hauteur de 50 centimètres, ses bougies conceptuelles se vendent à plus de 1 000 francs. Une quête de sens pour une fin de siècle qui se consume...

Anne-Laure Quilleriet

★ Adresses parisiennes : L'Artisan parfumeur, 32, rue du Bourg-Tibourg, 75004 ; Cir, 22, rue Saint-Sulpice, 75006 ; Comme des garçons, 42, rue Étienne-Marcel, 75002 ; Crabtree & Evelyn, 177, boulevard Saint-Germain, 75006 ; Annick Goutal, 16, rue de Bellechasse, 75007 ; Donna Karan et Kris Ruths en vente au Printemps-Haussmann ; Maison de la Chine, 76, rue Bonaparte, 75006 ; L'Occitane, 130, rue Moufflard, 75005 ; Rigaud en vente au Bon Marché, 75001 ; Tse & Tse associées, Boutiques Musées, 203, porte Berger, Forum des Halles, 75001 ; et Conran Shop 117, rue du Bac, 75007.

RAFAL

Habille les hommes

GRANDS FORTS

15, place du Havre
Paris 9^e - Tél. : 01-43-57-34-64

NICE
18, av. J. Médecin
C.C. CAP 3000

LYON ROURY
80, rue E.-Herriot

GILLET

Bijoux Anciens
Bagues Romantiques

19, rue d'Arcole, 75004 PARIS
Tél. 01.43.54.00.83

GEORG JENSEN

Broche en argent massif, entièrement faite à la main. Création Harald Nielsen en 1930. Une des variations du thème très renommé des motifs «grappes» de Georg Jensen.

239, Rue Saint-Honoré
75001 Paris
Tél. : 01.42.60.07.89

POUR LES FÊTES FAITEZ-VOUS PLAISIR OFFREZ-VOUS OU OFFREZ UNE LUNETTE DE GRANDE MARQUE

BOUCHERON - CARTIER - DIOR - MONT BLANC

E.B. Meyronitz

5 rue de Castiglione - (PLACE VENDÔME) - PARIS 1^{er}
Tél. : 01.42.60.63.64 Fax : 01.42.61.36.30

DETAILLANT GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS
Remise en France par avion, Paris Express. Prix déterminés par collection.

MATELAS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Fixes ou réglables
SWISSLEX - TRECA - EPEDA - SIMONS
DOMIBELLO - EULEX - PRELUX - ETC.

CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir ou tissu
Séjour - Cuisine - Bureau - Salon - Etc.

Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France

MOBECO
247, rue de Belleville PARIS 19^e - Téléphone : 01.42.08.71.00 - 71.7

BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix. Que des affaires exceptionnelles !
Tous bijoux or toutes pierres précieuses - diamants, bagues, argenterie.

ACHAT - ECHANGE BIJOUX

PERRONO OPÉRA
Angle boulevard des Italiens
4, rue Chaussée d'Antin
Magasin à l'Étoile
37, avenue Victor-Hugo.
Autre grand choix.
OUVERT LES LUNDIS 9.15.22h22

Rubrique "ESPACES BOUTIQUES" renseignements : ☎ 01.42.17.39.41 - fax 01.42.17.39.25

« Innovation Kvaerner » applique à la Whitbread la rigueur nordique

Le voilier norvégien domine la course autour du monde

En tête du classement général de la Whitbread, la course autour du monde par étapes et en équipage, avant la troisième étape australienne

Fremantle-Sydney, dont le départ doit être donné samedi 13 décembre, les hommes du voilier norvégien Innovation Kvaerner, parmi lesquels

figurent les Français Pierre Mas et Jacques Vincent, récoltent les bénéfices d'une préparation et d'un suivi en tous points exemplaires.

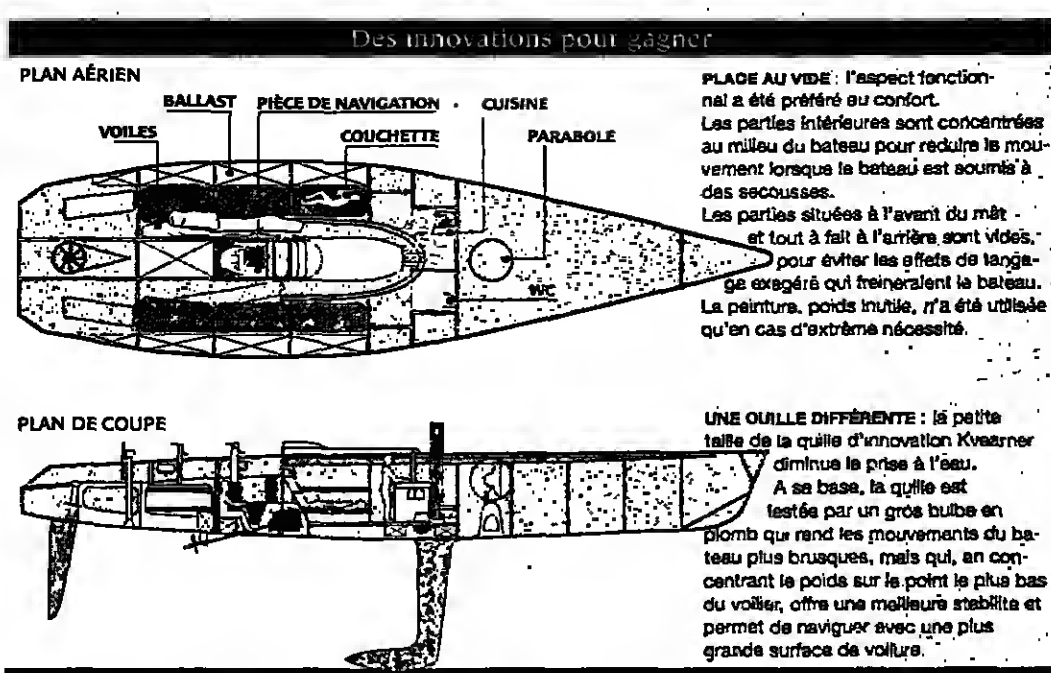
« C'ÉTAIT juste assez bon pour se faire plaisir et juste assez mauvais pour nous inciter à recommencer », dit Pierre Mas lorsqu'il évoque la Whitbread 1993-1994, dont il avait pris la deuxième place à bord du bateau suédois Intrum Justitia. Knut Frostad était également de l'aventure en qualité d'équipier. Quand il est parvenu à convaincre une entreprise de son pays de lui construire un bateau pour l'édition 1997-1998 de la course autour du monde par étapes avec équipage, le trentenaire norvégien s'est souvenu des propos de son compère français.

Pour recommencer, Pierre Mas a donc choisi le projet scandinave, parce qu'il était « certain d'avoir toutes les chances de gagner ». A quarante ans, le chef de quart et barreur est le doyen de l'équipage d'Innovation Kvaerner. Sa carrière bien remplie et son implication dans le « Défi Yaka-France » pour la prochaine Coupe de l'America lui interdisent de se satisfaire d'une simple « participation ». Kvaerner lui a donné cette garantie. Outre sa belle santé financière, sa qualité de premier constructeur naval européen spécialisé dans la fabrication des paquebots, méthaniers, brise-glaces et autres plates-formes de forage faisait de la société norvégienne le sponsor rêvé.

« CONSTRUIT POUR GAGNER »

Ses chantiers n'ont manqué de rien pour optimiser le plan de l'architecte oïdal néo-zélandais Bruce Farr - qui a conçu huit des dix bateaux au départ -, imaginant une concentration et un centrage des masses de poids pour alléger le voilier. « Ce projet a été construit pour gagner », dit Pierre Mas, ravi. Le bateau n'est pas différent des autres, il est juste extraordinairement bien préparé. L'argente est bien le nerf de cette petite guerre navale autour du globe.

La finesse de l'analyse stratégique des images satellites exécutée par Marcel Van Triest est également très utile au bateau norvégien. Selon Pierre Mas, le colossal navigateur néerlandais - il mesure deux mètres -, autre ancien d'Intrum Justitia, « n'est jamais surpris par la moindre évolution météorologique ». La seule déception de Pierre Mas concerne les voiles. Les lattes qui assurent leur tenue se sont révélées fragiles lors de la deuxième étape et l'inventaire faisait état d'une carence de



toiles adaptées au « petit temps ». Kvaerner s'est bâti d'en expédier un stock afin de mettre l'échelle à profit pour de nouveaux tests. Torben Grael, éminent spécialiste brésilien de la voile, va rejoindre l'équipage pour les prochaines étapes, qui mèneront d'Australie en Nouvelle-Zélande puis au Brésil après le doublage du Cap Horn. Là, encore rien n'est laissé au hasard. Contrairement à beaucoup d'autres, le professionnalisme qui entoure le projet a permis à l'équipage de s'entraîner très tôt dans le froid norvégien sur un ancien bateau de la Whitbread.

Innovation Kvaerner est arrivé ensuite. Le règlement n'autorisait pas les bateaux de moins de treize tonnes, les ingénieurs ont allégé la coque et alourdi la quille au maximum pour optimiser la stabilité et permettre la tenue d'une plus grande surface de voiles. Mais la haute technologie a aussi ses traverses. « Par rapport à Intrum Justitia, il y a une dégradation énorme du confort », constate Pierre Mas. Le meilleur exemple est la cuisine. Il y a quatre ans, c'était un endroit convivial. Aujourd'hui, ça se résume à un réchaud fixé près du sol.

Depuis le départ, les hommes de Knut Frostad ont « pris le parti d'être bien placés à l'arrivée de chaque étape » plutôt que de vouloir la gagner à tout prix. La Whitbread est une course d'endurance usante pour les hommes comme pour le matériel. « Pour gagner, il faut s'en tenir à l'essentiel », dit Pierre Mas, que sa double casquette rend responsable des manœuvres et des performances. On s'adapte, on ne se laisse pas entraîner, on ne se laisse pas distraire. On se concentre sur l'essentiel.

A ce régime, la vie à bord n'est pas toujours une partie de plaisir, même pour des passionnés. « C'est surtout l'humidité qui rend grincheux », coope Pierre Mas. La panne du placard chauffant d'Innovation Kvaerner entre le Cap et Fremantle a dégradé la situation. Vêtu pendant douze jours d'habits imbibés d'eau, par un ou deux degrés de température pendant douze jours, plusieurs hommes ont été victimes de gelures, aux mains et aux pieds, dignes des sommets himalayens. Dès samedi 13 décembre, pour aller chercher les vents qui les mèneront de Fremantle à Sydney, où l'arrivée de la troisième étape devrait être jugée au alentours du 22 décembre, ils repartiront sans plus y penser vers les bises glaciales du 45 Sud. Pour aller plus vite. Pour gagner.

P. Jo.

Yamna Oubouhou-Belkacem, la réussite par le sport

L'athlète brigue une place sur le podium des prochains championnats d'Europe de cross-country à Oeiras, au Portugal

SA HUITIÈME place aux championnats d'Europe, en décembre 1996, avait permis à l'équipe de France féminine de gagner le titre par équipe. Cette saison, en deux

PORTRAIT

A quatorze ans, elle est remarquée par son futur entraîneur lors d'une course de quartier

sorties hivernales (sixième place au Cross International de l'acier en Lorraine et première au cross de la RATP en région parisienne), Yamna Oubouhou-Belkacem est devenue l'incontestable chef de file de l'équipe de France, composée de Chantal Dallenbach, Josiane Llado, Daniela Nagel-Rodica, Nathalie Tejera et Fatima Yvelain, qui s'alignera, dimanche 14 décembre, au départ des championnats d'Europe d'Oeiras, au Portugal.

Depuis la double championne du monde de cross (1987 et 1989), Annette Sergent, qui vient de prendre sa retraite, on n'a pas vu d'athlète française plus battante que Yamna Oubouhou-Belkacem dans les bourniers. Elle n'était pourtant pas prédestinée à courir. Elle n'y avait même jamais pensé. Arrivée en France à l'âge de dix ans, Yamna n'avait jamais pratiqué de sports, quels qu'ils soient. « Là où je suis née, au Maroc, les petites filles ne s'amuse pas, dit-elle. On leur met très tôt un tablier, elles nettoient et font cuire le pain. »

Meaux (Seine-et-Marne), où la mère de Yamna et ses frères et sœurs ont rejoint le père, est bien loin du Moyen-Atlas marocain. A la maison, les sept enfants et leurs parents parlent arabe. A l'école, Yamna passe ses journées en classe de CE1 sans comprendre un mot de la langue des gamins de trois ou quatre ans ses cadets avec qui elle passe ses journées. Elle se retrouve dans des sections pour élèves en difficulté, où elle ne se sent pas à sa place. Elle finit par apprendre à lire « seule avec des bandes dessinées ».

Le centre de loisirs est plus gai. Elle y découvre le football, la danse, la boxe américaine et le basket. En 1988, dans le cadre des opérations « Été chaud » menées dans les quartiers sensibles de sa ville, elle participe à un mini-triathlon. Hémami Ouanbi, éducateur de rue et entraîneur d'athlétisme d'origine algérienne, remarque la petite qui gagne l'épreuve de course à pied. « Elle avait quatorze ans, pas du tout un gabarit de fondeuse avec son 1,58 mètre pour 60 kilos, mais son courage et sa volonté m'ont frappé et elle avait l'âge idéal pour qu'on l'aide à développer ces qualités », dit-il.

COURTISÉE PAR LE MAROC

Pour les parents de Yamna, les entraînements sont une perte de temps. La diplomatie et la bonne réputation dans les quartiers d'Hémami Ouanbi viennent finalement à bout des résistances familiales. « Mon père m'a confiée à lui », dit Yamna. Elle intègre le CS-Meaux, réussit son CAP et tente de rattraper la filière du baccalauréat « gestion-comptabilité » dans une section sport-études. Mais l'école est trop loin. Elle s'épuise dans les transports. Elle arrête à dix-sept ans. La ville de Meaux l'aide à trouver un logement et l'emploie - elle est maintenant détachée à plein temps pour s'entraîner - et Yamna assume vite une existence indépendante.

Elle est encore junior et déjà si prometteuse que la fédération royale marocaine d'athlétisme lui fait les yeux doux « par le biais d'un journaliste installé en France ». La réussite des athlètes marocains, ces dernières saisons, lui a parfois donné envie de rejoindre la formidable, mais pesante, structure installée à Rabat et à Ifrane, à 30 kilomètres de son village natal. L'esprit de corps, les regroupements nationaux sont trop rares à son goût en France. Mais elle choisit d'y vivre et d'y faire carrière.

« Yamna a toujours fait preuve d'une grande maturité dans ses décisions », dit Hémami Ouanbi, qui avoue lui avoir « rappelé la place sociale de la femme au Maghreb ». En janvier, elle a épousé Henri Belkacem, spécialiste du 3 000 mètres steeple sociétaire du club de Neuilly-Plaisance et excellent crossman.

Le couple s'entraîne conjointement. « Ça m'a beaucoup aidé à progresser », dit-elle. Du coup, lorsque je m'entraîne avec d'autres filles, j'ai toujours l'impression qu'on n'avance pas. »

Yamna Oubouhou-Belkacem ne bénéficie pas encore des aides financières réservées aux athlètes de haut niveau. Une sérieuse blessure aux ischio-jambiers l'a empê-

Les Tricolores en pointe

Le titre féminin par équipe devant la Roumanie et la Grande-Bretagne, la deuxième place des hommes, derrière le Portugal, et la médaille de bronze individuelle de Mustapha Essaid gagnée en décembre 1996, en Belgique, ne seraient qu'un échantillon de ce que les Français sont capables de faire lors d'un championnat d'Europe de cross-country. « Les sélectionnés de 1997 peuvent mieux faire que ceux de l'an passé », affirme Richard Descoux, le directeur technique national. Il compte sur Yamna Oubouhou-Belkacem, unique « rescapée » de l'équipe titrée en 1996, pour s'imposer en l'absence de la Suédoise Sara Wedlund, tenante du titre individuel. Avec les forfaits du Britannique Jonathan Brown et du Portugais Paulo Guerra, Mohammed Ezher, Abdellah Behar, Mustapha Essaid, Bertrand Fréchet, Jean-Pierre Lantredoux et Yann Million pourraient prétendre, eux aussi, à une belle performance dans la banlieue de Lisbonne, dimanche 14 décembre.

chée de faire mieux que soixante-deuxième au Mondial de cross de Turin, en mars, et de se révéler sur piste cet été. Son sponsor ne lui fournit toujours que des équipements, mais elle ne songe pas à réclamer. « On ne fait pas du sport pour l'argent », dit-elle avec une naïveté rafraîchissante. Et elle enseigne ce précepte aux « poussins » du CS-Meaux qu'elle entraîne le mercredi.

Pour Yamna Oubouhou-Belkacem, l'important, c'est que ses parents aient « compris en voyant (son) nom inscrit dans les journaux que l'athlétisme, c'est sérieux ». A défaut d'avoir été première de la classe, elle s'est juré de « briller dans les grands championnats pour avoir un vrai palmarès », dit-elle. Elle devrait en poser la pierre d'angle, dimanche, au Portugal.

Patricia Jolly

OUVERTURES EXCEPTIONNELLES

DIMANCHES 14 ET 21 DÉCEMBRE DE 10H À 19H.

NOCTURNES JEUDI 18 ET MARDI 23 JUSQU'À 22H.

RIVE GAUCHE
LES CADEAUX
ONT UNE ÂME

■ L F
B O N
M A R
C H É

Le Monde

À LA TÉLÉVISION
ET À LA RADIO

Au tour du Monde

ECI

Le samedi à 12h10 et à 19h10.

Le dimanche à 12h10 et à 19h10.

Le Grand Jury

RTL-LC

Le dimanche à 19h10.

De l'actualité à l'Histoire

La chaîne HISTOIRE

Les vendredis à 21 h, samedis à 13 h.

mardi à 23 h, mercredis à 19 h.

et jeudis à 17 heures.

Le Grand Débat

FRANCE CULTURE

Les 3^e et 4^e lundis de chaque mois.

à 21 heures.

A la « une » du Monde

RFI

Du lundi au vendredi.

à 12h45 (heure de Paris).

LE CARNET DU VOYAGEUR



14 décembre à 0 heure TU

Microsoft ferme son site d'aventure

Chaque mois, Mungo Park proposait d'emmener ses aventuriers eo chambre de la Papouasie-Nouvelle-Guinée jusqu'au... l'espace, avec la navette spatiale Atlantis et la station Mir. Depuis peu, les organisateurs demandaient-ils de ces célébrités – comme l'écrivain Tom Clancy ou l'actrice Stefanie Powers – de faire leur paquetage et d'envoyer au jour le jour photographies, vidéos, enregistrements sonores et, bien sûr, caméras de route. Des dossiers historiques, géogra-

L'abbaye du Moutier-d'Ahun

■ **Panoramas en fête.** Jusqu'au 14 décembre se déroule la seconde édition des « Panoramas en fête », journées d'animation philatélique auxquelles participent dix négociants en timbres du passage des Panoramas à Paris. Au programme : un jeu-

concoures (1^{er} prix : un 50 F + bureté) et un prix à-poster répliqué souvenir vendu 15 F (renseignements : 01-40-26-03-39).

22-23-24-25-26-27-28-29-30-31 Vente sur offres Cérés (tél. 01-42-03-31-91) clôturée le 23 décembre. Le catalogue dispense plus de 30 000 lots, dont une importante sélection de classiques de France, parmi lesquels un 20 c noir *Cérés* sur lettre du 1^{er} janvier 1849 (prix de départ : 42 500 F), une 4 étoile 12 c sur lettre cachet Paris B du 5 septembre 1853, premier jour d'utilisation (11 500 F). Suivent quelques variétés comme ce *Félig*, surcharge renversée, quarantecinq pièces communes (0 000 F), ou la classique *Thermistomae* rouge (2 000 F). Vente à prix nets Rivoli Philatélie (Pierre Drjard, tél. : 01-42-60-15-12). Parmi les quelques 1 000 lots, à noter un 1 F *Cérés* rouge-brun (50 000 F), plus récent, un non-émis exceptionnel, *Maurice* de Béquet 80 c rouge du 12 mai 1975 (15 000 F).

CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 13 DÉCEMBRE 1997

SCÈNES Dernière ligne droite pour le Festival d'automne, qui s'achève à la fin du mois, avec la représentation, les 19, 20 et 21 décembre à la MC 93 de Bobigny (Seine-Saint-Denis), de la

Cerisaie, de Tchekhov, dans une mise en scène de Peter Zadek. ● LE FESTIVAL s'illustre notamment cette année en programmant six pièces du compositeur américain Morton Feldman.

mort en 1987 : dernières de la série, *Coptic Light*, œuvre symphonique, est donnée samedi 13 décembre à la Cité de la musique à Paris, et *The Turfan Fragments* le 19, au même endroit.

● CÔTÉ SPECTACLE, le Festival a invité, au Théâtre du Châtelet, cinquante artistes de kabuki, parmi lesquels deux « trésors nationaux vivants », dieux éternels de la scène.

● LE KABUKI demeure au Japon la forme théâtrale – moins élitiste que le nô – favorite du public nippon. Les comédiens qui s'adonnent à cet art s'y consacrent totalement.

Le Festival d'automne porte la voix du compositeur Morton Feldman

Une œuvre symphonique de l'artiste américain mort en 1987, réputé élitiste, est mise à l'honneur à la Cité de la musique. Autre programmation d'importance, le kabuki, forme théâtrale nipponne, s'installe au Théâtre du Châtelet pour dix jours

ROTHKO CHAPEL. *Three Voices*, Piano and String Quartet, *Triadic Memories*, *Coptic Light*, *The Turfan Fragments* : six pièces (entre autres nombreuses compositions) de Morton Feldman (1926-1987) auront été entendues cet automne, à Paris, non en un laps de temps resserré, comme l'avait fait le Lincoln Center Festival de New York lors de sa première et formidable édition (*Le Monde* du 7 août 1996), mais sur une période de plusieurs semaines. On en saura gré au Festival d'automne et à sa programmation musicale, Joséphine Markovits, notamment pour la production de pièces orchestrales ou à grands effectifs, jamais entendues, mais aussi pour la série de concerts de musique de chambre donnés en la Maison de la poésie, intime et charmant lieu au son, bémol : ultra-sec, ce qui n'est pas ce qu'on peut souhaiter de meilleur à ces événements sonores raretés, raffinés et comme découpés dans le silence.

La musique de Feldman exerce en effet des circonstances particulières dans son approche, dans son écoute, dans sa « digestion ». Musique élitiste par excellence, elle est pourtant la plus accessible qui soit. Mais elle oblige à retrouver en nous-mêmes la partie la plus masquée, la plus détournée par les ans, la culture, les habitudes et la culpabilité de notre

être : l'enfance, ce territoire que Feldman aura recherché, reconquis et exploité par l'artefact le plus sophistiqué, la « fixation » d'une poésie sonore ineffable, carte du tendre sonore et sensorielle de prime abord vagabonde mais en réalité ultra-contrôlée.

A ses débuts en 1950, Feldman ne se résout pourtant pas à fixer si précisément les événements. L'entourage de l'école de New York, où se trouvent rassemblés les musiciens Earle Brown, John Cage, Christian Wolff et lui-même ainsi que les peintres Mark Rothko, Philip Guston, Jackson Pollock et Franz Kline, a en commun, avec Cy Twombly – un autre artiste plasticien, extérieur au groupe mais au fond très proche par son esthétique –, qu'il l'encourage à parcourir l'espace sonore en le marquant de griffures, de traces, de filigranes à vif.

« SONS LIBRES »

Les premières compositions de Feldman, la série des *Projections*, s'affichent nettement en évasion, sinon en rupture, des modèles traditionnels : « Mon désir n'était pas de composer mais de projeter des sons dans le temps, libres de toute rhétorique compositionnelle qui n'aurait eu aucune place ici. » Au musicien de donner corps à cette proposition sonore, cependant cadrée par des repères graphiques temporels et de hauteurs,

en l'accordant à son propre flux. Jean-Yves Bosseur, qui a traduit et présenté les textes de Feldman dans un ouvrage à paraître dans quelques semaines et d'où nous extrayons les diverses citations du compositeur (Morton Feldman : *Écrits* (articles, entretiens, conférences), Éditions L'Harmattan, dans la collection « Musique et musicologie : les Dialogues » dirigée par Danièle Cohen-Levinas), rappelle justement dans sa monographie introductive que « ce type d'organisation pré-compositionnelle donnait à la musique une sorte de bordure, comme on parle de bords à propos de l'espace d'une toile ». Dans *Essai* (1980), par exemple, Feldman parlait de sa « manière de monovibrer (sa) musique dans son espace acoustique », propos à rapprocher du discours qu'il effectue sur la disposition des figures dans l'espace chez son ami Philip Guston.

Feldman ne cessera de donner à entendre cette matière sonore comme improvisée, même si elle reviendra bientôt à un système de notation traditionnelle et très précise. Le poète new-yorkais Frank O'Hara écrit : « La notation n'est pas tant l'exclusion rigide du hasard, mais représente le moyen d'empêcher la structure de devenir une image, et une indication de la préférence personnelle du compositeur par où l'imprévisibilité devrait opérer. »

Feldman s'ancre dans le réel acoustique, travaillant, cherchant sa musique au clavier. Le piano est un véhicule pratique mais aussi idéal, barque sur l'océan des sons. Au milieu des années 50, Feldman écrit presque exclusivement pour le(s) clavier(s). Il aime l'espace acoustique qu'autorise l'emploi de la pédale déprimée, li-



Morton Feldman en 1984.

ment variée dans ses nuances. Ce « clair-obscur » est à la fois le centre d'intérêt compositionnel et instrumental de *Coptic Light* (1985), la pièce qu'il « tisse » à partir de l'impression très forte produite par la visite des collections de tissus coptes anciens du Louvre et qui clôturera la riche programmation du Festival d'automne, le 13 décembre.

Sévère, ennuyeux, Feldman ? Ses écrits prouvent qu'à l'inverse il était ludique, merveilleusement cultivé, l'œil et l'oreille aux aguets, et doté d'un humour ravageur. Qu'on en juge à ce passage de la *Conférence de Darmstadt* (1984) à laquelle on eût rêvé d'assister : « Je me souviens, dans les années 60, je voyais beaucoup Stockhausen, qui était à New York ; il me dit : « Morty, tu veux dire que choques fois que tu choisis une note, tu la choisis parmi les 88 autres ? » Alors je l'ai regardé, et j'ai dit : « Korheinz, il m'est plus facile de trouver une note ou piano et de m'en occuper (du choix de la note) que de m'occuper d'une femme. » Etre marié, ou avoir une petite amie, est plus compliqué que de trouver des notes. »

Renard Machart

* *Coptic Light*, Chorus and Orchestra II, de Morton Feldman, Orchestre symphonique du Sudwestfunk de Baden Baden, Michael Gielen (direction), le 13 décembre, à 20 heures.

The Turfan Fragments, créé par l'Ensemble InterContemporain, David Robertson (direction), le 19 à 20 heures.

Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e, dans le cadre du Festival d'automne à Paris. 100 F et 160 F. Tél. : 01-44-84-44-84.

Approche discographique

● *Three Voices*. Joan La Barbara (soprano) : 1 CD New Albion Records NA018 CD. La version « rapide » (49 min et 48 sec ; la version de concert dure le double) d'une pièce essentielle écrite pour la chanteuse Joan La Barbara.

● *Piano and String Quartet*. Aki Takahashi (piano), Kronos Quartet : 1 CD Nonesuch 7559-79320-2.

Steve Reich tient cette pièce pour l'une des meilleures de Feldman.

● *Routine Investigation. The Viola in my Life, For Frank O'Hara*. Ensemble Recherche : 1 CD Avidis-Montaigne MO 782018.

Des pièces de musique de chambre essentielles et courtes. L'accès le plus direct à la musique de Feldman.

● *Œuvres pour voix et instruments*. Joan La Barbara, San Francisco Contemporary Music Players : 1 CD New Albion Records NA085 CD.

Cadre sonore poétique et raffiné. Une courte pièce, *Only*, pour voix seule, montre Feldman à ses tout débuts : simple et déchirant.

● *Piano, Violin, Viola, Cello*. Ives Ensemble : 1 CD Hat « Now Series » 6158.

La dernière pièce de Feldman (1987).

● *Musings, Two Intermissions, Palais de Mori*. Aki Takahashi (piano) : 1 CD Mode 54.

Par la pianiste favorite, avec Roger Woodward, de Feldman. Raffinement réveur des timbres.

● *Triadic Memories*. Jean-Luc Fauchamps (piano) : 1 CD Unclissical sub rosa SUBCD012-35.

Pièce centrale, monde à part, voyage onirique (ici de 72 min).

Jean-Michel Joyeux et Michel Maletti

Marie-Paule Belle



Nouveau Recital Piano-Voix
THÉÂTRE DE DIX HEURES
Le 16 Décembre 97
du 31 Janvier 98
à 19 h 30

Spectacle créé en collaboration avec Jacques Rougyrolis

LOCATIONS

01 44 84 10 17

100 F - 160 F

AGENCE

VIRGIN

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

AGENCE

Les dieux éternels du kabuki

LE KABUKI, spectacle en deux parties, avec les trésors nationaux vivants Jakuemon Nakamura IV et Tomijuro Nakamura V, et cinquante artistes du kabuki. Dans le cadre du Festival d'automne à Paris.

THÉÂTRE DU CHÂTELET, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^c Châtelet. Tél. : 01-40-28-28-40. Du 12 au 20 décembre à 20 heures. Les 13, 14 et 15 à 14 h 30. Relâche le 16. Durée : 2 h 30. De 50 F à 250 F.

De chagrin – son aimée, Matsuyama, est morte – Wankyu a perdu la raison. Le voilà retenu dans une maison de santé, à Kyoto. Il s'en échappe, et l'œuvre anonyme, *Les Deux Vies de Wankyu*, commence quand Wankyu a gagné la campagne : le décor est un très grand arbre, branches noires, feuilles d'un vert cru aux formes de barque. Plus loin : des arbres en fleurs, blancs ou roses.

Wankyu, de même que l'apparition de Matsuyama lorsqu'elle va venir le rejoindre, reste

muet. L'art du kabuki est ici donné par l'expression du regard, des sourcils, des lèvres, des inclinaisons de la nuque, du torse, des membres... Tout interne, quand les portes lui sont ouvertes, quand il affronte ce grand air, cette lumière naturelle, toute cette violence libérée, éprouve, aux premières secondes, un tourbillon. Lequel se confond, chez Wankyu, avec la douleur sourde qui, depuis la perte de Matsuyama, n'a cessé de croître. C'est ainsi : plus elle s'assourdit, dans le tout des nerfs, plus, en un point fixe, elle s'aiguise.

Compagne parasite de ce désordre : la mémoire. Qui secourt et qui tourmente – les deux. Aucun doute : ce grand arbre aux quelques belles feuilles, c'est dans sa fraîcheur que Matsuyama et Wankyu venaient se rejoindre : le geste de Wankyu qui ôte son manteau et l'accroche à l'une des branches, dit en passant, mais c'est clair, le contraire de la solitude.

Et Matsuyama est là, une vision. Un peu plus retenue que Wankyu, puisque nous ne la percevons que par l'illusion de son homme.

Pas plus que Wankyu elle ne danse, pas plus que lui elle ne mime. C'est un entre-deux de la manière d'être, un « entre centre et absence », comme disait un fou de l'Asie, Henri Michaux. Et la grande actrice Mariko Marini, qui assistait à ce Kabuki, disait que c'est un miracle à quel point ces deux « acteurs », ces deux « trésors nationaux vivants », comme ils sont sacrés là-bas, signifiaient, par des élanements à peine sensibles de leur présence, toute une vie ancienne partagée, toute une entente incarnée, tout un accord des âmes, toute une douceur lumineuse des habitudes de l'un à l'autre.

Matsuyama, c'est Jakuemon Nakamura IV, et Wankyu, c'est Tomijuro Nakamura V. Le premier de ces deux hommes a soixante-quatre ans, le second soixante-neuf. Ils sont les jeunes dieux éternels du kabuki. Ils jouent aussi une autre pièce, plus classique, pour certains moins envoûtante, *Lo Belle et l'encens*.

Michel Cournot

La forme théâtrale favorite des publics japonais

TOKYO

correspondance

Le kabuki est une grosse machine : deux cent soixante-dix acteurs, cent trente musiciens, deux cents personnes appartenant à tous les corps de métiers du théâtre travaillant à temps plein derrière la scène... et sans un yen d'argent public. L'ensemble est entre les mains d'une grande du spectacle, Shochiku, qui, depuis sa création en 1902, a patiemment racheté les salles, mis le personnel sous contrat, et décide du devenir d'un art qui régnait quasiment sans partage sur la scène japonaise entre le début du XVII^e et la fin du XIX^e siècle pour s'imposer comme le théâtre national du Japon contemporain.

A Tokyo, deux vastes salles lui sont réservées, à raison d'une matinée et d'une soirée quotidiennes ; dans le reste du pays, une dizaine de théâtres sont à même de consacrer au kabuki une part variable de leur programmation. La Shochiku

produit annuellement une cinquantaine de séries de représentations, chacune de ces séries étant prévue pour une durée inférieure à un mois.

La matinée commence à 11 heures, pour un public de dames sans profession dont les enfants sont scolarisés, ou casés. Les salles sont de vastes caravansérails où l'on vend toutes sortes de produits dérivés (le Japon est le pays du cadeau, et les stands de colifichets ne désemplissent pas), et de longs entractes aménagés à des horaires stratégiques permettent à la clientèle de se restaurer dans des établissements répartis à tous les étages.

Incidentement, le public aura assisté en quatre heures à une série de grandes scènes du répertoire comportant généralement un intermède dansé, un drame historique illustrant les exploits ou les tourments de quelque preux du temps jadis, et une tragédie bourgeoise où il est question de pas-

sions fatales entre des marchands ruinés et des courtisanes amoureuses. Vers 15 h 30, la matinée s'achève, et les dames s'en retournent. Dès 16 h 30, un programme de composition parfaitement identique est donné à l'intention d'un public plus mêlé. La soirée se termine vers 21 heures.

HÉROS POPULAIRES

Au total, les acteurs, distribués en matinée et en soirée, auront été sur la brèche pendant une douzaine d'heures ; ils n'ont littéralement d'autre existence que théâtrale : quand ils ne jouent pas, ils répètent le spectacle du mois suivant, et quand ils ne sont pas programmés au Japon, c'est peut-être qu'ils participent aux tournées que le kabuki effectue désormais à raison d'une ou plusieurs manifestations annuelles à l'étranger.

Les premiers rôles, héritiers de famille à la tradition séculaire, demeurent adultes, à commencer bien sûr par les grands anciens, qui font

souvent preuve d'une surprenante verdeur, et qui jouissent du respect qu'inspire leur expérience.

Toutefois, l'environnement médiatique contemporain a en pour effet de braquer les projecteurs sur une nouvelle génération de comédiens, popularisés par des feuilletons télévisés où leur art de porter le costume et de manier le sabre fait évidemment merveille. Ils ont su attirer au kabuki un public avide de les retrouver à la scène.

Certes, on ne saurait espérer de leurs admirateurs qu'ils disposent d'embellie du discernement soigneusement poli des vieux habitués, qui venaient juger d'une interprétation à l'aune d'une longue mémoire théâtrale. Il est toutefois réconfortant de constater que, à l'approche du XXI^e siècle, le kabuki refuse à nouveau du monde. Chez Shochiku, on peut même rencontrer des producteurs de théâtre heureux.

Michel Wasserman

Jean-Louis Brau, artiste, lettriste, révolté, et toujours d'actualité

La Galerie 1900-2000, à Paris, consacre une exposition à cet ennemi de la société de consommation

Mort en 1985, Jean-Louis Brau fut un artiste présent sur tous les fronts : artistiques (surréalisme, lettrisme) et militaires (il s'engagea en In-

dochine et combattit en Algérie). Traumatisé par Antonin Artaud, ce contemporain de Guy Debord réalisa également des collages agrémentés de

graffitis manuscrits qui ridiculisent la société de consommation et celle du spectacle. La Galerie 1900-2000, à Paris, lui consacre une exposition.

IL S'APPELAIT BRAU, Jean-Louis Brau. Quand il naquit, en 1930, il eut pour parrain Charles Tillon, l'ancien ministre de la mer Noire, député, maire communiste d'Aubervilliers. « Mon parrain Charles Tillon... » Voilà qui devait sonner étrangement. La suite fut à la hauteur. 1945 : sur un bateau, le jeune Brau déjeune avec Suzy Solidor, chanteuse de son état. A peu près au même moment, il découvre le surréalisme. Le lien est évident. Suivent quelques fugues, une tentative d'engagement dans la Légion étrangère et une commotion, le 13 janvier 1947, au Vieux-Colombier. L'homme qui parle s'appelle Antonin Artaud. Il faut un certain talent pour être au bon endroit au bon moment.

Autres fugues. Premiers écrits. Fondation d'une revue, *Transit*. En 1949, ralliement au lettrisme et fondation d'une autre revue, *Le Front de la jeunesse*, rédacteur en chef Maurice Lemaître. Guerre des idées et des mots. En avril 1951, à Cannes, Brau rencontre Guy Ernest Debord. Le même mois, à Saint-Maxent, il devient sous-officier le temps d'un service militaire. A son retour, il reprend la lutte au nom de l'Internationale lettriste, jette des tracts au Ritz contre Charlie Chaplin et

rompt avec Isidore Isou. Brau est sur tous les fronts, à la radio, au cinéma. Après *La Barque de la vie courante*, il tourne *La Cudelle*, signée Bull D. Brau. En même temps, Debord met en scène *Lo Belle Jeunesse*, après avoir réalisé *Hurllements en faveur de Sade*. L'incendie gagne du terrain. La IV^e République est menacée de l'intérieur par un ennemi infatigable.

« DÉVIATION MILITARISTE »

Pas sûr. En avril 1954, Brau renonce à toute activité artistique et révolutionnaire de la manière la plus brutale qui soit : en s'engageant pour combattre en Indochine. Il y arrive le jour de la chute de Dien Bien Phu, survit à plusieurs combats perdus, dirige un bordel militaire de campagne - trop beau pour être vrai ? - trafique l'opium et accomplit, semble-t-il, des missions secrètes, qui lui valent une citation. Entre-temps, il a été exclu de l'Internationale lettriste pour « déviation militariste ». De 1956 à 1958, il rempile en Algérie.

De retour en France, il se fait bûcheron et écrit un pamphlet contre Malraux, *Le Mégacrotte ou le traité du Petit*. Ce n'est pas mal vu. Très vite, il expose des encres et des gouaches. Début d'une vie partagée

entre l'écriture et la fabrication d'œuvres qui utilisent la technique du transfert afin de s'approvisionner en images et en mots là où ils prolifèrent, dans les journaux, dans les magazines. Ce ne sont pas des collages mais des montages, agrémentés de graffitis manuscrits. Parce que tout cela se passe dans les années 60, il est tentant de rapprocher ces œuvres des affiches déchirées de Hains et Villeglé ainsi que du pop anglais, Hamilton, Hockney. Mais, parce qu'il compose rigoureusement ces assemblages avec un certain souci d'équilibre, ils font songer aussi aux papiers collés cubistes et à Schwitters. Ils sont extrêmement réussis et ridiculisent la société de consommation, les stéréotypes du spectacle, les slogans idiots, la crématique télévisée - notre quotidien aujourd'hui comme hier.

Tout en les produisant et les exposant, Brau continue à écrire et se battre. Il fonde avec Wolman la Deuxième Internationale lettriste, participe à des soirées poétiques dans quelques capitales européennes ébranlées et participe avec jubilation à mai 68. Il sème alors la mauvaise graine à la Bibliothèque nationale, endroit bien choisi pour un contempteur de tous les conser-

vatismes. Son activité de plasticien l'occupe de moins en moins, et de plus en plus les livres, dont *Cours, camarade, le vieux monde est derrière toi !* On pourrait relire Brau. Ce serait au moins aussi bien que, mettons, la quasi-totalité de ce qui prétend au titre de roman.

Le catalogue de ses œuvres complètes cite des travaux qui laissent rêver, une *Mireille Darc violée selon Godard* avec des photos de Gilles Caron (on aimerait voir et lire...), une *Histoire de la drogue* (écrite d'après une connaissance directe de la question) et encore *Marcel Duchamp, l'exemplarité ambiguë*, les trois en quelques mois de 68.

Il y a, plus tard, le *Guide du bricoleur*, un *Antonin Artaud*, *Les Armes de la guérilla* (à rapprocher du bricolage ?) et *Le Singe appliqué* qui n'eut pas le Renaudot, évidemment. Brau défend Burroughs et rend hommage à Huelsenbeck. Il fait aussi le mage, sous le pseudonyme de mage Grégory, et publie un *Dictionnaire de l'astrologie*. On n'en finirait plus d'énumérer ses articles, ouvrages, compilations, actions, protestations. Il est mort en 1985. « Si nous n'avons pas changé cette vieille pute de planète, nous n'avons pas moins contribué, et comment, à lui effacer quelques rides », avait-il écrit deux ans plus tôt. Rien à ajouter.

Philippe Dagen

* Jean-Louis Brau, Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte, Paris 6^e. Tél. : 01-43-25-84-20. M^e Saint-Germain. Le lundi de 14 heures à 19 heures, du mardi au samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Entrée libre. Jusqu'au 20 décembre.

« On connaît la chanson » et « Marius et Jeannette », prix Louis-Delluc 1997

LE PRIX LOUIS-DELLUC 1997 a été attribué le 11 décembre ex aequo aux films *On connaît la chanson*, d'Alain Resnais (*Le Monde* du 13 novembre), et *Marius et Jeannette*, de Robert Guédiguian (*Le Monde* du 20 novembre). Six autres films avaient été retenus dans la sélection finale : *Le Cousin*, d'Alain Corneau, *Marion*, de Manuel Poirier, *Nettoyage à sec*, d'Anne Fontaine, *Reprise*, d'Hervé Le Roux, *Le Septième Ciel*, de Benoît Jacquot, et *La Vie de Jésus*, de Bruno Dumont.

Le jury du Prix Louis-Delluc, présidé par Gilles Jacob, délégué général du Festival de Cannes, est composé de critiques et de personnalités du milieu cinématographique. Le trophée avait été décerné l'an dernier à *Y aura-t-il de la neige à Noël ?*, premier film de Sandrine Veysset. Créé en 1937 par Maurice Bessy, ce prix doit son nom à Louis Delluc, cinéaste et écrivain mort à trente-trois ans, qui fut l'un des premiers critiques cinématographiques.

Le Musée archéologique national d'Athènes va être modernisé

LA GRÈCE a décidé de moderniser son Musée archéologique national, à Athènes, où des milliers de trésors antiques sont actuellement entassés faute de place et d'un projet cohérent d'exposition. Le ministre de la culture, Evangelos Venizelos, a annoncé le 11 décembre sa décision de lancer prochainement un appel d'offres de 5 milliards de drachmes (105 millions de francs environ) pour le réaménagement des salles et la réorganisation des expositions. Il a précisé que les travaux seroient menés progressivement afin d'éviter une fermeture au public. Seuls 8 000 des 37 000 m² du bâtiment, qui date de 1889, sont actuellement utilisés pour l'exposition des collections, parmi les plus riches au monde, sur la Grèce antique. Le musée abrite parmi ses pièces les plus célèbres le masque funéraire en or d'Agamemnon, une statue en bronze de Poséidon, et les fresques découvertes à Santorin. - (APR)

CORRESPONDANCE

Une lettre de Philippe Noiret

A LA SUITE de notre article intitulé « Théâtre : le désir et le talent oubliés » paru dans *Le Monde* du 8 décembre, nous avons reçu de l'acteur Philippe Noiret la lettre suivante :

Parler de l'échec (même relatif) des *Citélles*, de notre ami Bertrand Blier, qui, du 9 septembre au 30 novembre, a attiré plus de 60 000 spectateurs, soit une moyenne de 720 spectateurs par soirée, soit un pourcentage de remplissage de

76 % de la salle, me paraît être une interprétation douteuse, si ce n'est malveillante, de chiffres irréfutables. Je ne citerai le total des recettes du théâtre sur cette période - 13 601 155 francs - que pour l'information. Je pense que plus d'un directeur de théâtre privé ou public serait heureux d'avoir à son affiche un "échec" de cette sorte. Mes camarades m'ont demandé de me faire leur porte-plume pour rétablir la vérité auprès de vos lecteurs.

13 et 14 décembre L'EGYPTE

Samedi 13
à 20.45 dans l'Aventure Humaine
Ramsès II, le favori des dieux.
Une biographie.

Dimanche 14
à 20.45 Soirée Théma
« Les temps des pharaons » avec
Pharaon.
production pharaonique, suivie de
Les héritiers de Champollion
la passion de l'Egypte antique.
Les secrets du Nil
les plus beaux objets du Musée du Louvre.

Et aussi sur La Cinquième
Dimanche 14
à 10.00
Egyptomania
l'influence égyptienne dans le domaine de la création.

3615 ARTE magazine
http://www.arte-tv.com

arte

Au fait, c'est quoi être citoyen ?

Le Monde de l'ÉDUCATION DE LA CULTURE ET DE LA FORMATION CIVISME

* La violence vue des quartiers
* Les emplois-jeunes, le meilleur et le pire
* Ces artistes qui se rebiffent.
réunion avec Catherine Trautmann, Jean-Claude Izzo, Claude Lenoir, Catherine Breillat et Armand Gatti
* Enfants en détresse, débat avec Claude Wisol, Boris Cyrulnik, Frédérique Mayot

Elie Wiesel, Pascal Bouchard, Catherine Breillat, Jean-Louis Derouet, Marc Dupuis, Armand Gatti, Hervé Hamon, Jean-Claude Izzo, Albert Jacquard, Claire Lasne, Pierre Legendre, Claude Nicolet, Michel Serres, Pierre-André Taguieff, Jean-Paul Thomas, Tzvetan Todorov, Catherine Trautmann, Nicolas Truong, Patrick Viveret, etc.

Chaque mois, un grand dossier, supervisé par un rédacteur en chef invité, apporte un éclairage différent sur les grands sujets contemporains : philosophie, science, écriture, multimédia, voyage, parole, jeunesse, civisme, université, savoirs, permettent l'accès aux œuvres et forment les citoyens d'aujourd'hui et de demain. Chaque mois, *Le Monde de l'éducation* a rendez-vous avec celui de la culture et de la formation.

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la FNAC le samedi 13 décembre à 17 heures 30 à la FNAC de Pau (centre Bosquet - 14 cours Bosquet) et le mercredi 17 décembre à 17 heures 30 à la FNAC Saint-Lazare sur le thème : « Quels préalables au civisme ? ».

fnac VOUS AVEZ UN MOIS POUR RÉFLÉCHIR **arte**

Un coffret de 6 CD regroupe les premiers enregistrements du contrebassiste pour la marque Atlantic entre 1956 et 1961

cité mus

made in the USA

Basil Robertson
Emmanuel Bouchard

Marcel Feldman, 1980
Robert Bouchard, 1980
10 décembre - 2000

George Cramb, 1980
John Levine, 1980
20 décembre - 2000

9 heures de concert
01 44 84 44 84

OUVERTURE EX

des Galeries
et de l
de l
de C
de Marks
de Lafayette

LES DIMAN

EN VUE

■ D'après un journal de Cantoo, les footballeurs chinois ont manqué, au Koweït, leur qualification à la Coupe du monde parce qu'une femme, responsable des relations publiques de l'hôtel où ils séjournent, est montée à l'extrême dans le car qui les emmenait au stade : « Quand la dame est descendue, les chances de l'équipe s'étaient envolées. » L'article, intitulé « une société féodale et arriérée », est vivement condamné par le *China Daily*, qui, de son côté, réclame la tête de l'entraîneur, Qi Wusheng.

■ Sur la photo de mariage publiée par *Les Nouvelles du soir*, jeudi 11 décembre, à Pékin, on voit Mao Xinyu, le crâne rasé, portant smoking et nœud papillon, au bras de Hada Mingli, son épouse. En arrière-plan, le grand-père du jeune homme, un colosse de bronze : la statue de Mao Zedong.

■ Dario Fo, héritier de la commedia dell'arte, a revêtu, mercredi 10 décembre, pour la remise du prix Nobel de littérature à Stockholm, un habit du stylisme Gianfranco Ferré. En 1997, il portait une queue de morue dans *L'homme nu et l'homme en frac*, petite anthologie de la farce au XIX^e siècle.

■ Mardi 9 décembre, la mairie de Naples a posté à la sortie des établissements scolaires cinq cents « grands-pères civiques » chargés de surveiller les agissements d'événements pédophiles. Ce même jour, le factotum de l'école élémentaire de Ponticelli, observant le manège de deux retraités, les a contraint de prendre le large en les menaçant d'appeler la police ; malgré le macaron « nono civile » épinglé au revers de leurs imperméables.

■ Francis Delvin, 54 ans, poursuivi, en 1972, pour attentat à la pudeur, n'avait pas été condamné par les juges belges de l'époque. Longtemps après, en 1995, conscient de ses penchants pour les enfants de chœur, il avait consulté des spécialistes des déviations sexuelles, mais chaque fois remis à plus tard le traitement. Le tribunal de Tournai vient d'infliger quatre ans de prison pour récidive au vice-président de la Fédération internationale des Petits Chanteurs à la croix de bois.

■ Le village de Ndawedwe, dans le KwaZulu-Natal, était coupé du monde par des pluies torrentielles, et les élèves risquaient de ne pouvoir passer leur examen de fin d'études. Après avoir roulé dans des fondrières pendant des kilomètres, marché pendant des heures sous l'orage, traversé à la nage la rivière Umqokeu, tenant à bout de bras, au-dessus des flots déchaînés, le sac où il portait les sujets, Mandlakayise Hlatshwayo, principal du collège Gcinimundo, a pu organiser à temps l'épreuve de zoulou.

Christian Colombani

La catastrophe aérienne d'Irkoutsk

La presse russe dénonce l'ampleur de la corruption dans les forces armées qui serait à l'origine de la chute d'un avion militaire sur un quartier d'habitation



du Rouslan, un des 26 qu'exploite l'aviation de transport militaire (VTA) - laquelle, contrairement à l'aviation civile, n'est pas soumise au contrôle d'organismes extérieurs.

■ Il est aussi établi que le commanditaire du vol était une société nommée Cargo-Trans, créée

par la société d'Etat pour l'exportation de matériel militaire, Rossvooroujenie, dont les malversations ont déjà fait l'objet de nombreuses publications en Russie. Or, si Cargo-Trans a reçu du constructeur des chasseurs à Irkoutsk (IAPO) une somme de 1,6 million de dollars pour organiser le transport, cet intermédiaire n'en a reversé que 330 000 dollars à la VTA chargée d'exécuter le vol. « La raison de la tragédie d'Irkoutsk ne se cache-t-elle pas dans la différence entre ces deux chiffres ? », s'interroge le quotidien du gouvernement russe *Rossiyskaya Gazeta*. D'autres quotidiens relèvent la « précipitation » qui a entouré toute l'opération. Une mission mi-

litaire vietnamienne, venue à Irkoutsk le 1^{er} décembre et ayant trouvé que les réacteurs de deux Sukhoï, dernier lot d'une douzaine d'appareils déjà achetés, n'étaient pas ceux prévus au contrat, a en effet exigé leur remplacement d'urgence. Mais *Rossiyskaya Gazeta* s'en tient à la responsabilité de Trans-Cargo, sans doute pour disculper le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, dont ce quotidien est, par son statut, le porte-parole. En effet, M. Tchernomyrdine répond, depuis cet été, de Rossvooroujenie, dont il renvoyait le directeur compromis Alexandre Kotelnikov. Or ce dernier, soutenu par les « jeunes réformateurs » du gouvernement, est resté membre du conseil d'administration de Trans-Cargo qu'il dirigeait auparavant.

Le « higness » du transport aérien est en effet une source précieuse de revenus des « barons » du complexe militaro-industriel russe. Comme le révélait récemment le chroniqueur militaire Alexandre Jiline dans les *Nouvelles de Moscou*, même la garnison des forces aériennes d'élite rapatriées d'Allemagne, reconstruite sur fonds allemands à Koubinka près de Moscou, est devenue « un centre commercial », dont des bâtiments sont loués à des hommes d'affaires pour le plus grand profit d'officiers d'active ou en retraite, alors que l'entraînement des pilotes et l'entretien des appareils sont « pratiquement arrêtés faute d'argent ».

Sophie Shihab

www.adaweb.com/context/stir-fry/

Carnet de route d'une Américaine qui a parcouru la Chine à la recherche d'artistes multimédias

APRÈS un périple d'un mois aux quatre coins de l'empire du Milieu, Barbara London a trouvé, parmi les mille deux cents millions de Chinois, trente-cinq artistes multimédias. M^{me} London est responsable du département vidéo du Musée d'art moderne de New York et a décidé d'afficher sur Internet un compte-rendu en textes, en photos, en son et en vidéo de son voyage effectué en septembre dernier.

Le Web permet aux voyageurs branchés de faire partager leurs aventures à tous les internautes, et les journaux de voyage connaissent ainsi une nouvelle jeunesse. Le carnet de route de Barbara London, intitulé « Stir-Fry » (« sauté », comme dans une recette de cuisine asiatique), est en même temps un musée virtuel contenant les œuvres d'artistes locaux rencontrés en chemin. Présenté en mode hypertextuel, il fait penser - le sujet y prête - au « Jardin aux sentiers qui bifurquent », de Jorge Luis Borges : on peut s'y déplacer en suivant le même itinéraire que M^{me} London ou en sautant d'un artiste à l'autre, qu'ils soient à Beijing, Shanghai, Hangzhou ou



Guangzhou. Certains s'expriment en vidéo, d'autres font des « performances ». D'autres encore présentent des installations avec des bicyclettes, tel Wang Luyan, ou à base

de viande et de fruits secs ou même poudrés, comme Gu Dexin. L'appartenance à l'art numérique est encore timide, mais déjà Barbara London note dans certaines zones des connexions

Internet rapides, installées par la compagnie « 5415 », dont le nom est l'équivalent phonétique de « Je suis un tigre sauvage ». Feng Mengbo mélange la victoire de Mao sur la montagne du Tigre (qui n'est plus célébrée depuis la fin de la révolution culturelle) avec sa propre version du célèbre jeu électronique américain Doom.

Tous les thèmes ne sont pas politiques, mais M^{me} London estime qu'en Chine toute création multimédia comporte un message politique, celui « du changement et de la modernité ». En outre, elle regarde vivre les Chinois de la rue et livre ses impressions. Elle s'amuse de l'atmosphère qu'exercent sur eux McDonald's et les pizzas, et constate que les habitants de Guangzhou sont capables de manger « tout ce qui vole, sauf les avions, et tout ce qui a des pattes, sauf les tables et les chaises ». Au total, les coups d'œil qu'elle offre sur le monde des « artistes pop de Chine » et son regard un peu distant donnent envie de faire comme elle : partir pour la Chine.

Francis Pisan

SUR LA TOILE

TWA 800

■ Le National Transportation Safety Board (NTSB), agence fédérale américaine chargée de la sécurité des transports aériens, a affiché sur le Web son rapport complet sur l'accident du vol New York-Paris TWA 800, qui avait fait deux cent trente morts le 17 juillet 1996. De son côté, le FBI présente sur son site un résumé de son enquête, une évaluation des moyens mis en œuvre, ainsi que les images d'une séquence d'animation reconstituant la version officielle de l'accident. www.ntsb.gov/events/twa800/ www.fbi.gov/jfo/jfo/twa800.htm

BASE DE DONNÉES

NEONAZIE

■ Selon le quotidien suédois *Svenska Dagbladet*, des groupes néonazis anglais et suédois ont créé à Göteborg (Suède) une base de données destinée à recevoir des informations personnelles sur les « ennemis du nazisme », c'est-à-dire des personnes engagées dans « l'action antifasciste », et ont lancé sur Internet un appel aux autres néo-nazis européens pour qu'ils collectent ces informations dans leurs pays respectifs. - (AFP)

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à 450^F d'économie soit 10 semaines de lecture GRATUITE

PROFITEZ DES ANCIENS TARIFS D'ABONNEMENT AVANT LEUR AUGMENTATION!

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536^F ☐ 6 MOIS - 1 038^F ☐ 1 AN - 1 890^F

au lieu de 585^F au lieu de 1 170^F au lieu de 2 340^F

je joins mon règlement soit :

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

☐ M. ☐ Mme Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

TARIFS HORS FRANCE

Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Suisse

Autres pays de l'Union européenne

USA - CANADA

1 AN 2 065^F 2 960^F

6 mois 1 123^F 1 560^F

3 mois 572^F 790^F

Offre valable jusqu'au 31/12/97.

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 69646 Chantilly Cedex

Leçon de cavada à RFO

par Alain Rollat

LA RÉDACTION de la station RFO de Nouméa, composée de professionnels issus de toutes les communautés de Nouvelle-Calédonie et déjà familiarisée avec la pratique des langues vernaculaires qui font le charme linguistique de ce territoire, a reçu, jeudi matin, de la bouche même de son PDG, sa première leçon de cavada. Elle a constaté que le cavada est une langue à usage pédagogique qui se veut claire, directe, en ayant l'avantage, pour celui qui en use, de fournir les réponses en même temps que les questions. Exemple : « Est-ce que les gens qui vous écoutent comprennent ce que vous dites ? Il est évident que vous ne vous posez pas toujours la question... »

Mais le cavada est surtout un parler franc, allergique au laxisme. Morceaux choisis : « Vous n'êtes pas assez attentifs à l'actualité ; le traitement de certains de vos sujets ressemble à du transport de

cadavre froid (...). Je ne comprends pas pourquoi il n'y a pas une conférence critique systématique après chaque émission importante. C'est inadmissible (...). Pour être respecté, il faut d'abord se rendre respectable : ça suffit, les copinages magouilleux qui font déboucher à l'antenne des sujets qui n'ont pas été collectivement sélectionnés ! (...) Nous ne sommes militants de rien du tout ; nous n'avons de service à rendre à personne (...). Je serai en quête de qualité et je sanctionnerai la médiocrité (...). Je ne défendrai pas les irresponsables ! » Gare aux ratages : « Vous n'avez aucune excuse à ne pas traiter une information rendue publique il y a dix jours à Paris ! » Malheur à l'apprenti qui prétend justifier un retard : « Jeune homme, si vous continuez, je vais vous allumer... » Tout cela avec le sourire, bien entendu.

Car le cavada, sous ses dehors abrupts, n'est pas dénué de ron-

deurs humanistes. Il invite volontiers au réajustement par délivrance des conseils paternels. A la jeune présentatrice : « Vous avez des yeux qu'on a envie de voir, mais, dans la vie... » Au cameraman débutant : « Quand vous filmez un du raide comme une patche, faites tourner un peu votre caméra autour de son visage pour donner du mouvement à l'image... » Au reporter chevronné : « Bon, votre sujet, mais il n'est pas assez visualisé... » Etc.

Les témoignages recueillis à chaud auprès de nos confrères locaux s'accroissent à dire que le cavada s'apparente donc à une certaine idée du journalisme. Quand l'un des rédacteurs concernés s'est réjoui en disant : « C'est la première fois que nous pouvons parler batak avec notre président », le PDG de RFO l'a d'ailleurs corrigé : « Nan, monsieur, nous parlons mélier ! »

VENDREDI 12 DÉCEMBRE

FILMS DE LA SOIRÉE

18.55 **Abus de confiance** ■
D'Hervé Delon (France, 1997, 95 min).
Ciné Cinéma

20.30 **D.O.A.** ■
(Dead on Arrival) ■
De Rudolph Maté (États-Unis, 1949, N.V., 90 min).
Ciné Cinéma

22.00 **L'Œuf et moi** ■
De Chester Erskine (États-Unis, 1947, N.V., 105 min).
Ciné Cinéma

23.10 **Tragédie** ■
De Ridley Scott (États-Unis, 1987, 105 min).
TSR

23.45 **La Cité des douleurs** ■
De Hou Hsiao Hsien (Taïwan, 1989, N.V., 145 min).
Arte

23.45 **L'Aventure** ■
de madame Muir ■
De Joseph L. Mankiewicz (États-Unis, 1947, N.V., 105 min).
Ciné Cinéma

0.10 **Quatre de l'infanterie** ■
De Georg Wilhelm Pabst (Allemagne, 1930, N.V., 95 min).
France 2

0.15 **Préface** ■
De Elisabeth Rappoport (France, 1988, 100 min).
Ciné Cinéma

0.45 **Matthias Sander** ■
De Georges Lampin (France, 1962, 105 min).
RTL 9

1.30 **La Vérité** ■
sur Bébé Donge ■
De Henri Decoin (France, 1951, N.V., 115 min).
Ciné Cinéma

1.50 **Walk the Walk** ■
De Robert Kramer (France - Suisse, 1996, 110 min).
Canal +

3.25 **Darkness** ■
De Bradford May (États-Unis, 1996, 80 min).
Ciné Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 et 19.10 **Neuf part ailleurs**. Invités : Sandrine Kiberlain, Vincent Lindon, Michel Rottolant. Canal +

19.00 **Les Dossiers de l'Histoire**. Un siècle d'immigration en France. Du pain et de la liberté. Histoire

19.00 **Rive droite, rive gauche**. Best of. Paris Première

20.00 **Brut**. Comment Bouygues a gagné TF1. Arte

20.00 **Temps présent**. Jusqu'au bout du dé. TV 5

20.00 **20h Paris Première**. Paris Première

20.50 **Thalassa**. Aller simple pour Lampedusa. France 3

21.00 **De l'actualité à l'Histoire**. L'indépendance de la justice, avec Georges Kéjman et Laurent Davenas. La pilule contraceptive, avec Blanche-Emilie Baulieu et Gisèle Halimi. Histoire

21.53 **Pas de révol**. *Sénégal* : La radio des châtiments. *Portugal* : Antonio le projectionniste. Invité : Bertrand Blier. France 3

22.40 **Bouillon de culture**. De la culture à la cuisine : François de Bonville, Roger-Henri Guezennec, le professeur Daniel Guillemin, Nadège Lengre-Dupont, Hélène Pina, Giandomenico Romanello. France 2

23.05 **Sans aucun doute**. Victimes de l'administration. Invité : Alex Métey. TF1

23.10 **Intérieur nuit**. Les femmes documentaristes. RTBF1

23.25 **Les Dossiers de l'Histoire**. Israël-Palestine, une terre deux fois promise (1948). France 3

0.35 **Captain Café**. Invités : Ménélik, Clarika, Denis Bortez. France 3

0.40 **L'Invité**. Joe Zawinul. Muzik

DOCUMENTAIRES

18.30 **Les Sanctuaires sauvages**. Galapagos. La Cinquième

20.00 **Corpus Christi** (20). Histoire

20.35 **Il était une fois l'Atlantide**. Canal +

20.35 **Soweto**. Histoire d'un ghetto. [3/5]. Planète

21.30 **La Balade du carbon**. Planète

21.40 **Le Mystère de la balade bleue**. Disney Channel

22.00 **Le Grand Jeu, URSS/USA**. 1917-1991. [3/6]. 1964-1980 : Désastre et glorie. Histoire

22.20 **Grand format**. Vive notre République démocratique allemande ! Arte

22.25 **Bobby Kennedy**. Par lui-même. Planète

23.25 **Un portrait** au nom de Ramsès II. [7/10]. Hango Yourself. Canal Jimmy

23.25 **Dancing in the Street**. Un monde inconnu. M 6

23.45 **J Love Dollars** (1/2). Planète

0.45 **Les Nouveaux Explorateurs**. La science et le sport. Planète

MUSIQUE

21.00 **Joe Zawinul Solo**. Munich Klaviersommer 1985. Muzik

22.00 **Joe Zawinul and Weather Update**. Munich Klaviersommer 1986. Muzik

23.05 **The Zawinul Syndicate**. Festival Sons d'été 1997. Muzik

TÉLÉFILMS

20.45 **Docteur Knock**. De Dominik Graf. Arte

20.50 **Le Maître de la nuit**. O'Fé. M 6

20.50 **L'Enfant des terres blanches**. D'André Delbecq. TSR

21.10 **L'Homme de la maison**. De Pierre Lary. Festival

23.00 **Catherine de Médicis**. D'Yves-André Hubert (1/2). Histoire

SÉRIES

18.05 **Sliders, les mondes parallèles**. Un monde inconnu. M 6

19.00 **Sentinel**. Un chasseur dans le ciel. M 6

20.35 **Terbac**. Fenac

20.50 **Dark Skies, l'impossible vérité**. Nous vaincrons. Série Club

20.55 **Malgré**. Malgrat et l'improbable M. Owen. France 2

21.30 **L'Homme de mille part**. Série Club

22.15 **Two Peaks** (1 et 2). Série Club

22.30 **Dream On** (1 et 2). Canal Jimmy

23.00 **Sinfeld** (1 et 2). Canal Jimmy

1.45 **New York Police Blues**. Promotion personnelle (1 et 2). Canal Jimmy

FILMS DU JOUR

13.15 **La Vie en mauve** ■
De Jean-Claude Trépo (États-Unis, 1980, N.V., 90 min).
Ciné Cinéma

14.45 **L'Œuf et moi** ■
(The Egg and I) ■
De Chester Erskine (États-Unis, 1947, N.V., 105 min).
Ciné Cinéma

16.30 **L'Aventure** ■
de madame Muir ■
De Joseph L. Mankiewicz (États-Unis, 1947, N.V., 105 min).
Ciné Cinéma

16.40 **La Querelle** ■
De Colin Canada (1991, 95 min).
Ciné Cinéma

18.15 **D.O.A.** ■
(Dead on Arrival) ■
De Rudolph Maté (États-Unis, 1949, N.V., 90 min).
Ciné Cinéma

20.30 **Nuits blanches à Seattle** ■
De Nora Ephron (États-Unis, 1997, 105 min).
TSR

23.00 **La Vérité** ■
sur Bébé Donge ■
De Henri Decoin (France, 1951, N.V., 115 min).
Ciné Cinéma

23.50 **Allen 3** ■
De David Fischer (États-Unis, 1997, 115 min).
TSR

0.55 **Les Cinq Secrets du désert** ■
De Billy Wilder (États-Unis, 1953, N.V., 100 min).
Ciné Cinéma

1.00 **Moonlight & Valentino** ■
De David Anspaugh (États-Unis, 1996, 100 min).
Ciné Cinéma

1.55 **Fame** ■
D'Alan Parker (États-Unis, 1980, N.V., 125 min).
Ciné Cinéma

2.35 **Evansong** ■
De Victor Saville (Grande-Bretagne, 1994, N.V., 80 min).
Ciné Cinéma

4.15 **L'Albatros** ■
De Paul Verhoeven (France, 1934, N.V., 85 min).
Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 16.10 **Autour du monde**. LCI

14.15 et 14.55, 15.35, 16.20, 18.45 et 19.15 **Les Leçons de l'Histoire**. réactions. Journée de la citoyenneté. La Cinquième

0.00 **Spécial procès Papon**. Invités : Henry Rousso, Annette Wiciora, Serge Barcellini. Histoire

DOCUMENTAIRES

18.00 **Corpus Christi** (20). Histoire

18.05 **Amour et Psyché**. France Supervision

18.20 **Lisbonne africaine**. Planète

18.35 **Un portrait au nom de Ramsès II**. France Supervision

19.15 **Une leçon particulière de musique** avec Yvonne Loriod. France Supervision

19.30 **Femmes et société**. Mohamed, Emiri, Kenya vont à l'école. Téva

19.45 **Ombre et lumière**. Spirit d'été. Cinéma

20.35 **Michel Portal**. Nomade's Land. Planète

20.45 **L'Aventure humaine**. Ramsès II, le favori des dieux. Arte

21.00 **La Leyon de musique** de Pierre Schaeffer. Muzik

21.30 **Karsha, la route de la rivière gelée**. TMC

21.55 **Une leçon particulière de musique** avec Scott Ross. Muzik

22.55 **Soweto**. Histoire d'un ghetto. Planète

23.40 **Music Planet**. Ben Harper and the Innocent Criminals. Arte

23.50 **La Balade du carbon**. Planète

0.45 **Bobby Kennedy** par lui-même. Planète

SÉRIES

22.05 **Sting**. Ten Summoners Tales. Paris Première

23.00 **Cesaria Ewora**. France Supervision

23.00 **Intermezzo**. Mise en scène de John Cox. Muzik

TÉLÉFILMS

17.10 **L'Amour en prime**. De Patrick Volson. France 2

18.15 **Blavatsky**. De Paul Shapiro. Cinéma

18.25 **Le Dernier Jour**. De Thierry Chabert. Festival

19.00 **Catherine de Médicis**. D'Yves-André Hubert (1/2). Histoire

20.00 **De l'Europe à l'Amérique**. De Nicolas Ribowski. TV 5

20.30 **Les Chevaliers de l'égalité**. De Kenneth Fink. Cinéma

20.30 **La Grande Bêche**. D'Alain Maline (1 et 2). Festival

20.35 **Mauvaises affaires**. De Jean-Louis Bertucelli. Canal +

20.55 **Onassis, l'homme le plus riche du monde**. Téva

21.00 **De l'Europe à l'Amérique** (1 et 2). Festival

22.40 **Tous les hommes de Sara**. De Paul Shapiro. RTL 9

23.30 **Qui a tué Vicky Gilmore ?** De Charles Correll. M 6

23.50 **Le Liberté d'aimer**. D'Angela Delia. Festival

0.35 **L'Or et le Sang**. De Giacomo Batistoni (3/5). Arte

SÉRIES

18.05 **Chapeau melon et bottes de cuir**. Le voleur à l'écluse. M 6

19.00 **KTV**. De quoi l'an 2000 sera fait (1 et 2). Arte

19.05 **Beverly Hills**. Un mariage réussi. TF1

19.35 **Nash Bridges**. Les jours de deuil. TMC

20.00 **FX, effets spéciaux**. Rôle monté au créneau. Série Club

20.30 **Le Liberté d'aimer**. D'Angela Delia. Festival

20.50 **Le Caméleon**. Chaque tableau a son histoire. M 6

21.30 **Jake Cutter**. La grande classe. Série Club

21.40 **Dark Skies, l'impossible vérité**. Les jours de deuil. M 6

22.15 **Columbo**. Visez pour moi. TSR

22.40 **Profil**. L'anneau de feu. M 6

23.00 **Voltaire**. Ce diable d'homme. [4/6]. Histoire

23.00 **Murder One**. L'Affaire Jessica. Série Club

0.10 **Nestor Burma**. Pas de bavard à la Muer. RTL 9

0.30 **Star Trek** : la nouvelle génération. Piégés (1 et 2). Canal Jimmy

1.20 **Sinfeld** (1 et 2). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

■ Signalé dans « Le Monde »
■ Télévision-Radio-Multimédia
■ On peut voir
■ Ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classiques
■ Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA :

○ Accord parental souhaitable
△ Accord parental indispensable
■ Interdit aux moins de 12 ans
□ Public adulte
■ Interdit aux moins de 16 ans
■ Interdit aux moins de 18 ans

NOTRE CHOIX

● 20.00 **Arte**
Brut
Avril 1987. Une répétition étonnante au siège du groupe Bouygues. Un expert en communication surveille les élèves, leur demande de travailler l'expression, d'être plus convaincants. A son tour, un jeune industriel au sommet de sa gloire dispense quelques conseils. La diction est de plus en plus fluide, les visages de plus en plus détendus. Martin Bouygues, Patrick Le Lay, Bernard Tapie, une équipe de choc décidée à l'emporter lors de l'audition pour le rachat de la première chaîne de télévision française devant la Commission nationale de la communication et des libertés. Aux dépens du groupe Hachette, l'autre candidat resté en lice. Les coulisses de la privatisation de TF1, de passionnantes images inédites. Une belle leçon de realpolitik. - RH.

● 23.25 **France 3**
Les Dossiers de l'Histoire
Des négociations secrètes d'Oslo à l'actuel enlèvement du processus de paix entre Israéliens et Palestiniens, la dernière partie du documentaire en trois volets réalisé par William Karel, *Israël-Palestine, une terre deux fois promise*, maintient la formule de ce remarquable travail historique : images des événements de ce demi-siècle de conflit commentées, aujourd'hui, par les témoins privilégiés de l'époque. Poignée de main symbolique entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat, premiers signes de l'autonomie palestinienne, assassinat de Rabin, attentats et provocations des extrémistes des deux camps, avènement de Benjamin Netanyahu à la tête du gouvernement israélien : des émotions et surtout des explications. - EC.

NOTRE CHOIX

● 20.13 **13^e Rue**
Chapeau melon et bottes de cuir
Les saisons de John Steed

DES SÉRIES-CULTES des années 60 et 70, « Chapeau melon et bottes de cuir » est celle qui a le moins vieilli, du fait de son aspect intemporel et de son esprit non-sensique, mais aussi parce qu'elle a évolué tout au long de son existence. Conçu à l'origine, en 1960, comme une série policière - un médecin cherche à venger le meurtre de sa fiancée avec l'aide d'un agent secret, John Steed (Patrick Macnee) -, « The Avengers » (titre original de la série) est modifié dès la deuxième saison : le docteur disparaît, remplacé par une femme, Catherine Gale (Hoor Blackman). Pour Martin Winckler (*Les Grandes Séries britanniques*), l'association Steed-Gale « installe la série, « Steed symbolisant l'élégance, la classe et le flegme du dandy anglais, Gale incarnant la fougue, la combativité et le charme des femmes en voie de libération... » En 1964, Honor Blackman, devenue vedette, est débauchée par le cinéma (elle incarne Pussy Galore, la Bond-girl de *Goldfinger*). La quatrième saison voit l'arrivée de la belle et sexy Emma Peel (Diana Rigg). Les épisodes de Peel/Steed sont les plus réussis - inventivité des intrigues et sophistication des réalisations. En 1967, Diana Rigg jette l'éponge à son tour. Linda Thorson reprend le flambeau pour une saison (1968/69), puis la série s'arrête.

En 1976, le succès à travers le monde incite des producteurs français et canadiens à relancer « The New Avengers ». Steed y a pour partenaires la charmante Purdy (Joanne Lumley, future Patsy d'« Absolutely Fabulous ») et Mike Gambit (Gareth Hunt). Cette suite, qui ne retrouve pas la splendeur de l'époque Steed-Peel, est définitivement arrêtée en 1977. Un versim cinéma sort en 1977. Depuis 1967, diverses saisons sont diffusées sur les chaînes françaises (actuellement sur M 6 les samedis après-midi). Avant de présenter, en janvier 1998, les deuxième et troisième saisons, tournées en noir et blanc et restées inédites en France, la chaîne 13^e Rue - lancée le 13 novembre - consacre à la série une soirée exceptionnelle, présentée par Honor Blackman, avec quatre épisodes inédits.

Jean-Jacques Schièret

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1
19.05 **Walker, Texas Ranger**. 19.30 et 20.45 **Météo**. 20.00 **Journal**. 20.50 **Les Enfants de la 16^e**. 23.05 **Sans aucun doute**. 0.55 **TF1 nuit**, **Météo**. 1.05 **Histoires naturelles**.

FRANCE 2
19.15 **1 000 enfants vers l'an 2000**. 19.20 et 1.45 **C'est l'heure**. 19.55 **An nom du sport**. 20.00 **Journal**, **A cheval**, **Météo**. 20.45 **Point rouge**. 20.55 **Malgré**. 22.30 **Un livre, des livres**. 22.40 **Bouillon de culture**. 23.50 **Journal**, **Météo**. 0.05 **Ciné-club**. 0.10 **Quatre de l'infanterie** ■ Film de Georg Wilhelm Pabst (v.o.).

FRANCE 3

18.55 **Le 19-20 de l'information**. 20.00 et 23.00 **Météo**. 20.45 **Fa si la chanter**. 20.55 **Tout le sport**. 21.05 **Consonnes**. 21.55 **Faut pas rêver**. 23.10 **Soir 3**. 23.25 **Les Dossiers de l'Histoire**. Israël-Palestine, une terre deux fois promise (3/5). 0.20 **Libre court**. 0.35 **Captain Café**. 1.30 **New York District**.

CANAL +
► En clair jusqu'à 20.35. 18.30 et 19.10 **Neuf part ailleurs**. Invités : Sandrine Kiberlain, Vincent Lindon, Michel Rottolant. 20.30 **Le Journal du cinéma**. 20.35 **Il était une fois l'Atlantide**. 21.30 **L'Homme de mille part**. 22.15 **Flash infos**. 22.25 **Manga, manga**. 23.00 **Enfants de confiance**. Film de Peter Hall.

0.25 On m'appelle Providence.

Film de Cléo Paton.
1.50 **Walk the Walk** ■ Film de Robert Kramer.

ARTE
19.00 **Tracks**. 19.25 **Les Secrets du Nil**. 19.30 **7 1/2**. 20.00 **Brut**. Comment Bouygues a gagné TF1. 20.30 à 1/2 **Journal**. 20.45 **Docteur Knock**. Téléfilm de Dominik Graf. 22.20 **Grand format**. Vive notre République démocratique allemande ! 23.45 **La Cité des douleurs** ■ Film de Hou Hsiao Hsien (v.o.).

M 6

19.00 **Sentinel**. 19.54 **6 minutes**, **Météo**. 20.05 **Plus vite que la musique**. 20.35 **Les Produits stars**. 20.50 **Franchise sur mesure**. Téléfilm d'Eric Tili. 22.30 **Two**. D'Angela Delia. 23.25 **Dans les yeux de l'assassin**. Téléfilm de Michael Schweizer. 1.05 **Boulevard des clips**.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 **Agora**. Dominique et Michèle Frémy. 21.00 **Black and blue**. 22.10 **Fiction**. Ce soir, ce soir, de Sarah Lévy. 23.00 **Nuits magnétiques**. 0.05 **Du jour au lendemain**. 0.45 **Les Cingés du music-hall**.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 **Concert franco-allemand**. Œuvres de Haydn, Mahler, Martinu. 22.30 **Musique planet**. Œuvres de Tchaïkovski, Mahler. En direct de la Villa, à Paris.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 **Les Solistes**. Il Giardino armonico. Œuvres de Vivaldi, Monteverdi, Mancini, Inda, Kapberger, Pizz, Bach. 22.40 **Les Solistes** (suite). Archives : Le quatuor Smetana.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1
13.20 **Reportages**. Mammies Mils, la France aussi. 13.55 **MacGyver**. 14.55 **K 2000**. 15.30 **Breadwood**. 16.45 **Callidura College**. Les jumelles de Sweet Valley. 17.15 **Xéna la guerrière**. 18.05 **Alerte à Malibu**. 19.05 **Beverly Hills**. 20.00 **Journal**, **Image du sport**. 20.05 **Le 19-20 de l'information**. 20.30 **Le Journal du cinéma**. 20.35 **Il était une fois l'Atlantide**. 21.30 **L'Homme de mille part**. 22.15 **Flash infos**. 22.25 **Manga, manga**. 23.00 **Enfants de confiance**. Film de Peter Hall.

FRANCE 2

13.40 **Savoir plus santé**. L'obésité. 14.40 **Gamba, la plage des éléphants**. 15.15 **Télé**. 15.30 **L'Air d'une figure**. Téléfilm de Marco Pico. 17.10 **L'Amour en prime**. Téléfilm de Patrick Volson. 18.40 **1 000 enfants vers l'an 2000**. 18.50 **Rue de la République**. 19.50 et 20.45 **Tirage du Loto**. 19.55 **Au nom du sport**. 20.00 **Journal**, **A cheval**, **Météo**. 20.35 **Faites la fête**. 20.45 **Point rouge**. 22.30 **Un livre, des livres**. 22.40 **Bouillon de culture**. 23.50 **Journal**, **Météo**. 0.05 **Ciné-club**. 0.10 **Quatre de l'infanterie** ■ Film de Georg Wilhelm Pabst (v.o.).

FRANCE 3

14.05 **Evanson**. 14.40 **Les Pieds sur l'herbe**. 15.10 **Destination pêche**. 15.40 **Conseil pays**. 16.13 **Expression directe**. 16.20 **Questions pour un champion**. 16.45 **Un livre, un jour**. 18.55 **Le 19-20 de l'information**. 20.01 et 0.00 **Météo**. 20.05 **Fa si la chanter**. 20.35 **Tout le sport**. 20.50 **Finale des Dicos d'or 1997**. 23.00 **Strip-tease**. Maîtres et contremaîtres. Elles et les garçons. Nouragues et rénovations. Parfums de femmes. 0.10 **Soir 3**. 0.25 **Musique et Cie**. Les enfants au chœur. 1.25 **New York District**.

CANAL +

► En clair jusqu'à 14.00. 13.50 **Le Journal de l'emploi**. 13.55 **Rugby**. Championnat de France. 14.00 **Bouillon - Pau**. 14.00 **Football américain**. 17.05 **Les Superstars du catch**. 17.30 **En clair jusqu'à 20.35**. 17.55 **Décade pas Bunny**. 18.50 et 22.05 **Flash infos**. 19.00 **T.V. +**. 20.00 **Les Simpson**. 20.30 **Le Journal du cinéma**. 20.35 **Mauvaises affaires**. Téléfilm de Jean-Louis Berrucci. 22.15 **Jour de foot**.

23.00 Personnel et confidentiel.

Film de John Cox.
1.00 **Moonlight & Valentino** ■ Film de David Anspaugh (v.o.).

LA CINQUIÈME ARTE
13.20 **Va savoir**. 14.00 **1940-1997**. Les Leçons de l'Histoire. De l'école au palais de justice. Le procès Papon suivi par des lycéens. 14.25 **Chariots à l'heure allemande**. 15.15 **Comment on a raconté l'Histoire**. 15.35 **Auschwitz**. Un devoir de mémoire. 16.05 **La Colline aux mille enfants**. 18.10 **Les Crimes de l'humanité**. 18.25 **Les Enfants de la haine**. 18.50 **Le Journal du temps**. 19.00 **KTV**. 19.25 et 1.55 **Les Secrets du Nil**. 19.30 **Histoire parallèle**. 1947 : Répression à Madagascar. 20.15 **Le Dessous des cartes**. 20.30 à 1/2 **Journal**. 20.45 **L'Aventure humaine**. Ramsès II, le favori des dieux. 21.40 **Metropolis**. 22.40 **Railien Angels**. 22.40 **Mourir en diagonale**. D'Alfonso Cuarón. 23.10 **Un seul être vous manque...** de Jonathan Kaplan. 23.40 **Musique Planet**. Ben Harper and the Innocent Criminals. 0.35 **L'Or et le Sang**. Téléfilm de Giacomo Batistoni (3/5).

M 6

13.20 **V**. 14.20 **Space 2063**. 15.10 **Starters détectives**. 16.05 **Les Têtes brûlées**. 17.05 **Les Champions**. 18.05 **Chapeau melon et bottes de cuir**. 19.00 **Turbo**. 19.40 **Warring**. 19.54 **6 minutes**, **Météo**. 20.05 **Hat forme**. 20.35 **Chif 6**. 20.50 **La Trilogie du samedi**. 20.50 **Le Caméleon**. 21.40 **Dark Skies, l'impossible vérité**. 22.40 **Profil**. 23.30 **Qui a tué Vicky Gilmore ?** Téléfilm de Charles Correll. 1.15 **Oj d'anne nuit**.

RADIO

FRANCE-CULTURE

18.35 **Profession spectateur**. 20.00 **Comédie-Française**. *Le Préfautier* ; *La Révolte et le Sacré* de Thierry Maulnier. 22.35 **Opus**. Le CDMA à vingt ans. 0.05 **Le Gai Savoir**. Martine Segalen.

FRANCE-MUSIQUE

19.40 **Prélude**. Invité : Wolfgang Sawallisch. 19.50 **A l'opéra**. En direct du Staatsoper de Vienne. 20.30 **Présentation la facture**. L'Orchestre des Champs-Élysées : Quelle facture pour quels instruments ?

RADIO-CLASSIQUE

19.30 **Intermezzo**. 20.40 **Stendhal et la musique**. Œuvres de Pergolèse, Haydn, Ciaconia, Mozart, Beethoven, Rossini. 22.40 **Les Capricci**. Œuvres de Brahms, Schubert.

Fluctuat

par Pierre Georges

RULE BRITANNIA. Ce qui fait que ce ne sera jamais tout à fait un pays comme les autres, c'est bien cela. Extraordinaire image, ce matin, dans tous les quotidiens britanniques. La famille royale au grand complet, n'y manque que la reine-mère dispensée par l'âge, assiste à un enterrement. Du moins si l'on peut appeler cela un enterrement. Après quarante-quatre ans de bons et royaux services, le yacht *Britannia* a été désarmé, jeudi, lors d'une cérémonie grandiose à Portsmouth. Le beau bateau était à quai. Les drapeaux hisses au grand pavois. L'équipage, 255 hommes, au garde-à-vous sur les trois ponts. Les hommes de la famille royale avaient mis leurs tenues, modèle d'hiver, d'officiers de la Flotte. Et la fanfare des Royal Marines, avec ses casques blancs retour d'Inde, fox-trottait sur les quais.

Rien que de très banal donc. Sauf une chose. Une prodigieuse chose, que l'intensité du moment allait provoquer : une larme royale, une vraie larme de la reine, une larme publique par un funeste égarement des sens. La reine craquait. La reine transgressait son absolu principe de maîtrise des émotions. Ce que ni le deuil, ni les tourments récents de la famille n'avaient provoqué, le *Britannia*, vieille chose de teck et de cuivre, de mer et d'histoire, l'avait, lui, engendré : un gros chagrin royal.

C'est ainsi que la Grande-Bretagne est grande. Toute la famille royale sautant, un peu comme dans « Ouragan sur Portsmouth », l'héroïque yacht et le désarmement de ses souvenirs. La princesse Ann avait bien raison, qui fit connaître son sentiment : ce bon vieux *Britannia*, plutôt que d'en faire une sorte de luna-park flottant dans un canal à Manchester ainsi qu'il est prévu, pourquoi ne

pas l'avoir conduit en haute mer, sabordé, envoyé par le fond, pavillon haut ? C'eût été autrement chic. Royal même.

Mais ne nous étonnons, ni ne nous moquons, pas trop des traditions britanniques et de ces grandes émotions monarchiques. Nous avons les nôtres aussi. Et des mieux établies. Ainsi cette vieille chose désormais, qui s'appelle la cohabitation. Presque un nom de bateau. Et, en tout cas, un fameux deux-mâts. Selon un rite soigneusement établi et une pompe pour ainsi dire républicaine, la nation tient soigneusement le journal de bord de ce navire étrange. Au jour le jour, au mois le mois.

Comment va la cohabitation ? Jusqu'à une date récente, une semaine à peine, on se serait risqué à une image un peu osée pour dire que cela baignait. C'était ainsi. Le président présidait. Le gouvernement gouvernait. Tout semblait dans l'ordre et la nature des choses, au pays du coq à deux têtes. Bien sûr, il y avait juste ce qu'il faut de petites phrases pour épicer un peu une vie de couple par trop conventionnelle. Mais rien de trop méchant. Et même parfois de l'amusant, comme cette course au président de Toyota avec deux tapis rouges.

Et voilà subitement que les augures, les analystes et les sondages - qui nourrissent l'autre d'ailleurs ? - annoncent un grain, un coup de mer pour la cohabitation. Qu'ils s'étonnent de pareil équipage. Qu'ils se demandent si le navire arrivera jamais au port, s'il n'y a pas dans tout cela un vice fondamental de construction. Allons, pas d'affolement ! Ni les électriciens, ni les enfants d'abord ! La cohabitation est une bien singulière machine et une étrange manie française. Mais son histoire le prouve : elle tient la vague.

L'assassinat à Irun d'un conseiller municipal du Pays basque est attribué à l'ETA

Le Parti populaire semble être la principale cible du mouvement terroriste

L'ORGANISATION armée indépendantiste basque ETA a de nouveau fait parler les armes. Moins de deux semaines après la condamnation de chacun des vingt-trois dirigeants de la coalition séparatiste basque Henri Batasuna (HB, vitrine politique de l'ETA), à sept ans de prison pour « collaboration avec une bande armée », un conseiller municipal appartenant au Parti populaire (droite, au pouvoir), José Luis Caso, a été tué par balles, jeudi 11 décembre à Irun, au nord-ouest de l'Espagne. Selon l'agence France-Presse, un individu masqué a ou-

vert le feu sur José Luis Caso, soixante-quatre ans, élu conservateur de la localité basque de Renteria. Ce dernier a reçu une balle en pleine tête alors qu'il se trouvait dans un bar fréquenté par une douzaine de personnes.

Lors de la conférence de presse qui avait suivi l'annonce de leur condamnation, lundi 1^{er} décembre, les dirigeants de HB, par la voix de leur porte-parole, Florencio Aoz, avaient averti que ce verdict aurait « des conséquences directes et graves » sur l'avenir du Pays basque. Ces affirmations avaient provoqué l'ouverture d'une infor-

mation judiciaire à l'encontre de leur auteur. Les incidents se sont effectivement multipliés la semaine dernière : le garde du corps d'un élu local de Saint-Sébastien a été grièvement blessé par un coup de fusil en pleine tête et des jeunes séparatistes ont incendié des autobus et des succursales bancaires dans plusieurs villes du Pays basque. Après l'assassinat du conseiller municipal, le préfet de la province de Guipuzcoa, Eduardo Ameijide, a souligné que « les menaces proférées par HB sont en train de se traduire par des faits ».

Le porte-parole du Parti nationa-

liste basque (PNV, nationaliste modéré), Inaki Anasagasti, a estimé que l'assassinat de M. Caso confirme que le Parti populaire est devenu « l'objectif fondamental des attaques » de l'ETA. De son côté, le ministre basque de l'Intérieur, Juan Maria Atutxa, a assuré que l'attentat de jeudi soir démontrait que tout dialogue avec « les terroristes était inutile car ils ne sont pas capables de réfléchir ». L'ETA avait annoncé, le 20 novembre, une trêve partielle concernant ses activités armées destinées à forcer le gouvernement central à regrouper les quelque 500 détenus *etorras* dans des prisons du Pays basque. Et le ministère de l'Intérieur a fait un geste de bonne volonté en annonçant, lundi, le rapprochement de 15 détenus de l'ETA du Pays basque.

Treize personnes ont été tuées dans des attentats en Espagne depuis le début de cette année, contre cinq l'an passé. L'assassinat, au mois de juillet, du conseiller municipal d'Ernua, Miguel Angel Blanco, après le refus du gouvernement de céder à l'exigence de regrouper les prisonniers de l'ETA dans des centres basques, avait provoqué des mobilisations sans précédent contre le terrorisme. Plus de six millions de personnes étaient alors descendues dans les rues de plusieurs villes d'Espagne et du Pays basque en signe de protestation. Samedi, à Bilbao, les syndicats nationalistes LAB (proche de HB) et ELA (proche du PNV) ont appelé les Basques à manifester contre l'emprisonnement des membres de la direction de Henri Batasuna.

Les dérapages « contrôlés » des fériés nîmoises

NÎMES

de notre correspondant

En septembre, le conseil économique et social du Languedoc-Roussillon avait eu l'audace de s'intéresser au poids économique de la filière taurine régionale. « La transparence n'est pas, dans ce milieu, une vertu cardinale », reconnaissait son rapport d'étape. Aujourd'hui, la chambre régionale des comptes corrobore ce constat et, dans le cas particulier de la ville de Nîmes, dénonce « de graves irrégularités » commises de 1989 à 1995 dans l'organisation des fériés.

« Les particularismes de la tauromachie ne peuvent justifier une telle condescendance dans la méconnaissance délibérée des obligations réglementaires », indique poliment une lettre d'observations définitives, qui sera rendue publique le 15 décembre par le conseil municipal de Nîmes. Ce rapport, qui porte sur plusieurs aspects de la gestion de l'ancien maire (UDF) de Nîmes Jean Bousquet, donne l'impression d'un joyeux fouillis dans les pratiques financières de la première des arènes françaises. Le mot « appel d'offres » est quasiment inconnu, tout comme le terme de « facture ». Pourquoi les toreros et les éleveurs en établiraient-ils ? Pour les premiers, seule la notation « convenu » figure sur les contrats et le

montant réel des cachets n'est jamais dévoilé, pas même à la collectivité. Elle n'a à connaître que des prestataires de services qui, rémunérés au pourcentage, peuvent avoir intérêt à gonfler les notes.

L'ancien torero Simon Casas occupe une place particulière dans le rapport de la chambre régionale. En 1992, il est chargé de l'organisation des fériés en tant que directeur artistique des arènes, mais il représente, dans le même temps, une société prestataire dans un contrat d'engagement d'un matador. Démissionné de ses fonctions le 16 mai 1992, il est réembauché le lendemain par la ville de Nîmes pour exercer les mêmes fonctions.

Pour la chambre régionale des comptes, ces pratiques posent de sérieux problèmes comptables et fiscaux. Les magistrats ont évalué à 50 millions de francs le montant des dépenses qui n'auraient pas dû être réglées par la ville et à 50 autres millions l'arbitraire que l'administration fiscale risque maintenant de réclamer aux contribuables nîmoises. Des dérapages justifiés par Jean Bousquet par l'importance sociologique et économique des corridas qui, à Nîmes, engendrent chaque année des retombées financières estimées à 150 millions de francs.

Richard Benguigui

Denis Hautin-Guiraut

Orange s'intéresse à nouveau à ses Chorégies

LA MAIRIE D'ORANGE (Vaucluse) s'est déclarée « disposée à rétablir » la subvention des Chorégies. La municipalité, dirigée par Jacques Bompard (FN), avait retiré sa subvention annuelle de 1 million de francs au festival des Chorégies d'Orange en 1995, lorsque le député RPR Thierry Mariani en avait été élu président. L'Etat avait composé cette perte pour l'édition 1996, mais pas en 1997, plongeant le festival dans de graves difficultés financières. Dans un communiqué publié jeudi 11 décembre, la mairie indique qu'elle est « disposée à rétablir » la subvention pour « assurer la pérennité de ce festival orange », ajoutant que « la ville a acquis la conviction que l'Etat voulait détruire l'association des Chorégies afin de pouvoir par la suite dévaloriser le festival ».

■ **ITALIE** : Gianfranco Fini, chef du parti de droite Alliance nationale (post-fasciste), a qualifié le fascisme de « régime totalitaire », au cours d'une émission télévisée, jeudi 11 décembre, prenant ainsi plus nettement ses distances par rapport aux idéaux mussoliniens. « Nous réprouvons notre condamnation de tous les régimes totalitaires, et par conséquent du fascisme », a déclaré M. Fini. Il a également dénoncé la République sociale de Salò, ultime expérience testée par Mussolini dans le nord de l'Italie, avec les « durs » du fascisme, après sa déposition à Rome en 1943 et sa libération par un commando SS. (AFP)

Concours d'expression sur le Japon

DESTINÉS AUX ÉTUDIANTS ET LYCÉENS apprenant la langue japonaise, trois concours d'expression sur le Japon sont organisés par l'International Business Communications Council (IBCC), qui représente les associations des industries automobiles et électroniques nippones. Cette initiative est placée sous le patronage de plusieurs ministères français, de l'ambassade du Japon en France et de la Maison de la culture du Japon à Paris avec la participation du quotidien japonais *Asahi Shimbun* et du *Monde*, des compagnies aériennes All Japan Airways et Japan Air Lines et de la chaîne de télévision NHK. Six voyages au Japon sont offerts aux lauréats des concours étudiants et un cadeau d'une valeur de 3 000 francs aux trois lauréats lycéens.

* Renseignements et inscriptions : IRM Europe, 174, boulevard Haussmann, 75008 Paris, tél. : 01-56-59-62-20. Date limite des inscriptions, le 9 février 1998.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 12 décembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 19904,30 -0,91 -17,86

Hong Kong index 10614,66 +1,87 -21,09

Tokyo Nikkei sur 3 mois

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

19904,30

Chili : la majorité de centre gauche subit un recul aux législatives

SANTIAGO DU CHILI

de notre correspondant

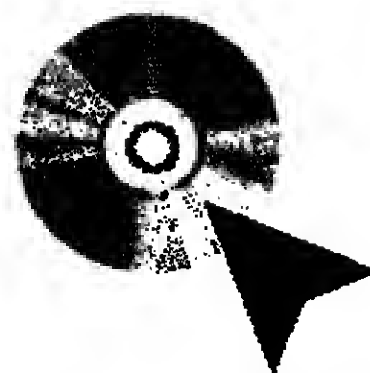
Tout en demeurant majoritaires, les partisans du président Eduardo Frei ont subi un léger recul aux élections législatives chiliennes du 11 décembre. Avec 50,5 % des voix, soit quatre points de moins que lors des élections législatives de 1993, la Concertación démocratique, coalition gouvernementale qui regroupe les démocrates chrétiens et les sociaux-démocrates, a devancé l'opposition de droite, qui obtient un peu plus de 36 % des suffrages. Le scrutin a été marqué par un pourcentage inaccoutumé de bulletins nuls (18 %) et par une progression du Parti communiste, passé de moins de 5 % à 7,5 % des voix.

Dans un pays où le vote obligatoire interdit aux électeurs de manifester leur défiance par l'abstention, les 18 % de bulletins nuls sont considérés par la plupart des observateurs comme un « coup de semonce » contre la classe politique. Le système institutionnel hérité de la dictature et des hommes politiques « éloignés du peuple » sont les raisons souvent avancées pour expliquer l'apathie, voire l'hostilité, d'un grand nombre de Chiliens face à une démocratie que le président Frei lui-même a parfois qualifiée de « imparfaite ».

L'Union démocratique indépendante (UDI), formation de droite la plus proche du général Pinochet, augmente également le nombre de ses suffrages. En conservant la majorité au Sénat, la droite est en mesure de perpétuer son opposition résolue à toute évolution des institutions issues de la dictature. Dès son passage à la retraite, le 11 mars 1990, le général Pinochet, qui deviendra alors sénateur à vie, devrait contribuer à resserrer autour de son message les rangs d'une droite jusqu'ici affaiblie par ses dissensions internes.

Eduardo Olivares

HaVaS interactive



11 flèches FNAC Qui dit mieux ?

HaVaS interactive

est l'éditeur qui a obtenu le plus grand nombre de flèches FNAC pour ses CD-ROM en 1997.

« Les flèches FNAC sont un label de qualité destiné à guider les consommateurs dans leurs choix. Décernées par les experts de la FNAC, selon des critères rigoureux, elles récompensent les meilleurs CD-ROM. »

Encyclopédies

Encyclopédie Découvertes Gallimard-Larousse
Encyclopédie du Corps Humain en 3D - Larousse
Encyclopédie de l'Espace et de l'Univers - Larousse
Encyclopédie de la Nature - Larousse

Eveil - Éducatif

Mon premier Atlas super génial Nathan !!!
A la recherche des Dinosaures - Nathan
Encyclopédie des chats et des félins - Nathan

Histoire - Culture

2 000 ans d'Histoire de France
Le XIX^{ème} siècle, le siècle de Victor HUGO
Les grands opéras
Histoire du Monde - Larousse

É P A R G N E - P L A C E M E N T S

Le meilleur des mondes pour les épargnants

Il y a encore quinze ans, l'inflation laminait les rendements réels. Elle a disparu. Le capitalisme financier à l'anglo-saxonne centré sur la satisfaction et la rémunération des actionnaires est le modèle économique qui s'impose irrésistiblement à toute la planète

LES derniers mois viennent encore de démontrer, si besoin en était, que dans une conjoncture boursière et fiscale difficile à maîtriser la meilleure arme de l'épargnant reste le sang-froid. Si la crise en Asie a fait crâner le pire en octobre sur les places financières, dix ans jour pour jour après le krach de 1987, les marchés d'actions ont fini par se ressaisir. En Europe et aux États-Unis, les performances sur l'année seront encore, sauf accident de dernière heure, très confortables.

Un scénario que l'on retrouve presque à l'identique autour de la réforme de la fiscalité de l'assurance-vie et du lancement en France de fonds de pension. Placement préféré des Français depuis le début de la décennie, bénéficiant d'avantages fiscaux considérables, l'assurance-vie devait perdre bon nombre de ses atouts et ne plus échapper au bout de huit ans à l'impôt sur le revenu via un prélèvement libératoire de 7,5 % (au-delà d'un plafond de 30 000 francs de retraits d'intérêt pour les célibataires et de 60 000 francs pour un couple). Mais la contrainte ne cesse de s'alléger au fil du temps. Le gouvernement procède à des aménagements successifs, parfois difficiles à suivre, mais qui, au final, vont offrir toutes sortes de possibilités pour échapper à l'impôt.

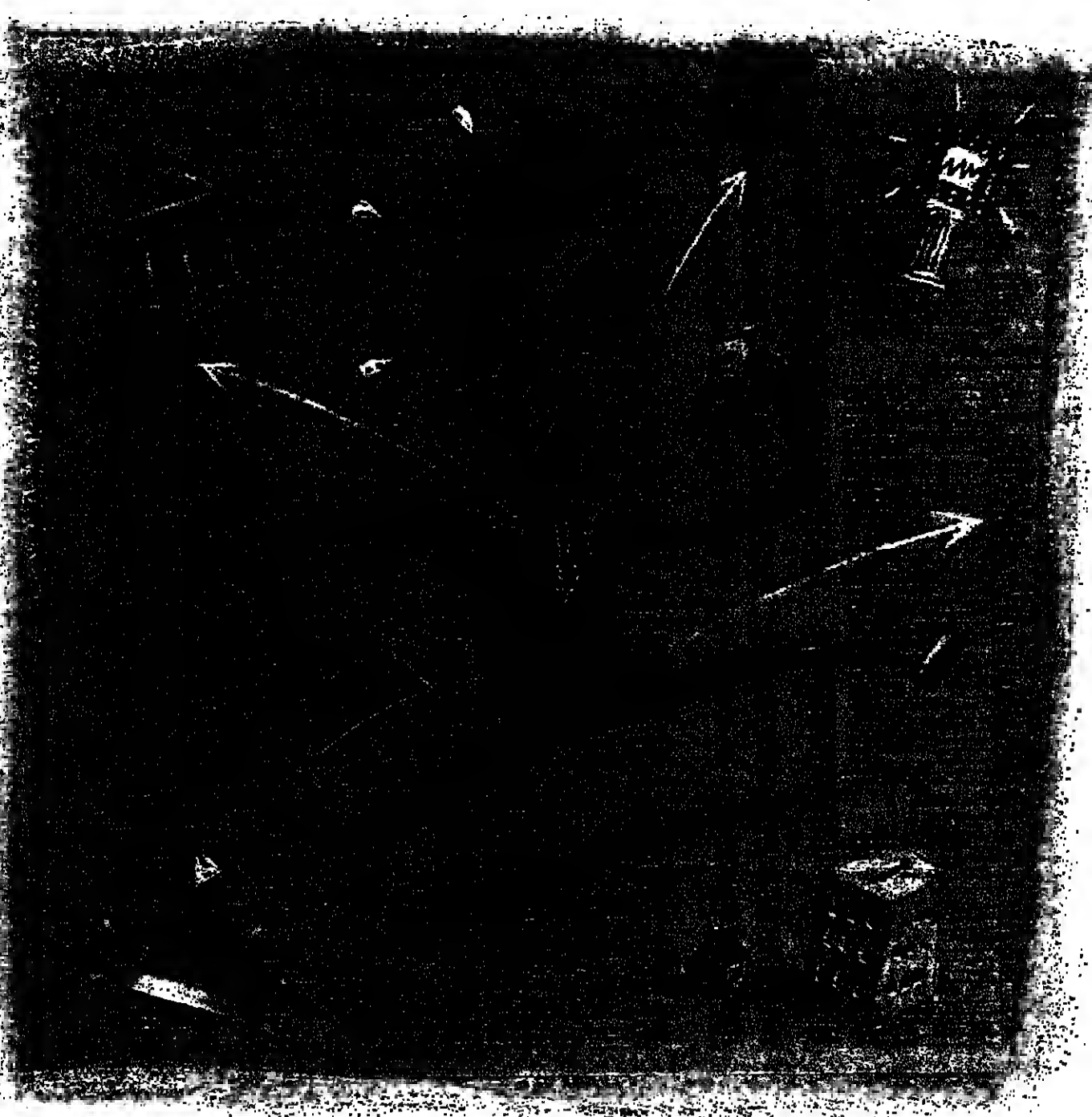
Dans le domaine des fonds de pension, l'évolution est encore plus spectaculaire. Inquiète de la menace que faisait peser sur le système de retraite par répartition la loi votée par le précédent gouvernement, la gauche alors dans l'opposition avait promis de « revenir » sur l'épargne-retraite. Le gouvernement de Lionel Jospin a fini par reconnaître que la France ne peut pas se passer de fonds de pension, c'est-à-dire d'une possibilité de retraite « surcomplémentaire », selon les propres mots du premier ministre, et d'un moyen d'apporter des capitaux et des actionnaires nationaux à ses grandes entreprises.

Les épargnants d'aujourd'hui ne se rendent pas forcément compte de leur chance. L'inflation qui laminait il y a vingt ans la valeur des actifs et les rendements réels semble avoir tout simplement disparu. Le capitalisme financier à l'anglo-saxonne, centré sur la satisfaction et la rémunération des actionnaires, est le modèle économique qui s'impose irrésistiblement à toute la planète. On peut éventuellement le regretter... pas les boursiers.

La déréglementation, la concurrence croissante dans le domaine des services financiers ont élargi l'offre de produits de placement jusqu'à créer d'ailleurs un trop-plein. Mais ce qui était réservé aux grandes fortunes, à savoir la gestion personnalisée en fonction des risques que l'investisseur est prêt à prendre, est devenu une banalité accessible via les fonds profilés à partir de 1 000 francs à La Poste et de 500 francs par mois à la BNP. Les fonds garantis sont tout aussi étonnants. Voilà des produits qui permettent de profiter de la hausse de la Bourse sans prendre le moindre risque de perdre son capital.

Les prochains mois seront sans doute encore marqués par de nouvelles turbulences. La crise en Asie est loin d'être arrivée à son terme. La croissance économique dans le monde sera affectée en 1998, et les performances des marchés boursiers seront sans doute moins bonnes. Le lancement en Europe de l'euro pourrait se traduire par des soubresauts sur les marchés de change et de taux. La probabilité semble grande aussi de voir baisser la rémunération des produits à taux administrés comme le Livret A ou le PEL. Mais des produits de placement différents ne manquent pas.

Eric Leser



Encore une bonne année à la Bourse de Paris

AVEC UN GAIN de 25 % à quelques jours de la fin du dernier mois boursier, la Bourse de Paris affiche une performance très honorable pour l'année qui s'achève, et cela même si elle affiche un gain inférieur à celui de la majorité de ses concurrents européens. Cette performance est à rapprocher de celle réalisée en 1996, année où les valeurs françaises avaient renoué avec la hausse (+ 20 %) après deux exercices calamiteux.

Une fois de plus on peut juger de la difficulté de l'art de prévoir... Une grande majorité des experts doublaient de la capacité de l'indice CAC à aller au-delà des 2 500 points, à fortiori au-delà des 2 800 points. Aujourd'hui, l'indice CAC 40 flirte avec les 3 000 points après avoir atteint au plus haut de l'année, 3 094 points (le 3 octobre). Il faut reconnaître que les valeurs françaises ont bénéficié d'un environnement « favorable », si l'on met entre parenthèses le krach de la Bourse de Hongkong et les turbulences asiatiques et mondiales qui s'ensuivent.

Comme on l'écrit souvent, « tous les dirigeants étaient au vert » et le binôme indispensable à un bon marché d'actions – baisse des taux et anticipations de bons résultats des entreprises – était au rendez-vous. Comme si ce coup de pouce n'était pas suffisant, la vigueur du dollar a accru l'attrait des valeurs exportatrices et, en bonus, les opérations de restructuration et les acquisitions se sont développées à un rythme sans précédent. Un véritable cercle vertueux s'est mis en place : la hausse de la Bourse explique la multiplication des rapprochements et des OPA qui ont eux-

même alimenté la hausse des cours.

Le premier véritable accroc qu'aient connu les valeurs françaises s'est produit à la mi-mars, quelques semaines après que la Bourse de Paris a atteint le niveau des 2 700 points pour la première fois de son histoire. Le retournement des marchés obligataires américains le 14 mars a provoqué un formidable trou d'air à Wall Street. Comme à l'accoutumée, les turbulences américaines ont eu des conséquences sensibles sur les autres places mondiales n'épargnant pas le marché parisien. A partir de cette date, la Bourse de Paris est aussi entrée progressivement dans une période d'incertitude politique.

Dès le début du mois d'avril, les rumeurs de remaniement ministériel et celles de dissolution de l'Assemblée nationale ont commencé à se répandre. La dissolution a été annoncée lundi 21 avril. Cette dernière a été accueillie dans le calme et les séances qui suivirent ne furent – paradoxalement – que très peu affectées par la campagne électorale. Les boursiers comme les instituteurs de sondage ont longtemps cru que la victoire de la droite était acquise. Entre l'annonce de la dissolution et le premier tour des élections législatives, la Bourse de Paris a gagné 10 % avant de perdre pied entre les deux tours pour finalement repartir de l'avant.

Passé le moment de crainte de voir balayées une bonne partie des raisons de la hausse des valeurs françaises, de la création des fonds de pension aux privatisations en passant par les restructurations sectorielles, le marché est reparti de l'avant. Les gestionnaires ont préfé-

ré s'attacher à la tonalité proeuropéenne de la nouvelle majorité, et l'arrivée de ministres communistes au gouvernement a même été perçue finalement comme un gage de paix sociale. En outre, les investisseurs ont été soulagés par les premières mesures adoptées comme une hausse modérée du SMIC (4 %), la signature du pacte de stabilité budgétaire au sommet d'Amsterdam et par la volonté affichée de Lionel Jospin d'« être attentif à la réduction des déficits publics ».

Le binôme indispensable à un bon marché – baisse des taux et anticipation de bons résultats des entreprises – était au rendez-vous

Ce soulagement a rapidement trouvé sa traduction dans les cours : à la fin du mois de juin, l'indice CAC 40 gagnait 25 %. Et, paradoxalement, ce sont les investisseurs non résidents qui ont été les premiers à prendre le pari que le gouvernement Jospin allait faire preuve d'une certaine orthodoxie et renoncer à des engagements pris un peu rapidement pendant la campagne électorale. A la fin du mois de juillet, la Bourse de Paris

battait même de nouveaux records historiques à l'image de ses concurrents européens. Le 3 octobre, le CAC 40 atteignait un sommet à 3 094,01 points.

Et puis la crise asiatique entamée sur les marchés de change depuis le début du mois de juillet a fini par toucher les places boursières de la région et du reste du monde. Victimes de la chute de Hongkong fin octobre et de la crainte d'un krach dans le sillage de la panique à Wall Street le 27 octobre, les valeurs françaises retomberont jusqu'à 2 650 points pour le CAC 40 avant de reprendre du terrain dans le sillage de l'amélioration généralisée des marchés.

Si, sur le plan conjoncturel, cette année a réservé pas mal de surprises plutôt positives, la Bourse de Paris a bénéficié, au niveau structurel d'un environnement favorable. Les grandes caractéristiques de l'année ont été à l'image des autres places, l'abondance de liquidités, sensiblement accrues par le remboursement de l'emprunt Balladur au mois de juillet ainsi qu'une distribution de dividendes généreuse. Cette abondance de capitaux a trouvé sa traduction dans les volumes de transactions étoffés où une journée à 10 milliards de francs est devenue moyenne !

Il faut dire que depuis le début de l'année une quarantaine d'entreprises ont changé de mains ou fait l'objet d'une procédure d'OPA stimulée de la part de leur maison-mère. Seule une véritable tension sur les taux ou une chute de Wall Street pourrait, à l'avenir, tempérer cette fièvre.

François Bostnavaron

■ Bourses

Malgré la crise asiatique, les places européennes et américaine ont connu une nouvelle année de hausse. A Paris, les valeurs moyennes restent, malgré tout, à la traîne. p. II

■ Taux

Les marchés des taux ont été dopés par la crise boursière en Asie du Sud-Est. Face aux incertitudes sur les actions, les emprunts d'Etat ont joué leur rôle de valeur refuge. p. II

■ Marchés émergents

Thomas Fallon, directeur des fonds émergents des taux chez FP Consult, analyse la situation créée par l'effondrement des Bourses asiatiques. p. III

■ Gestion collective

Les sicav actions, malgré les fortes turbulences qu'ont connues les marchés cet automne, restent le placement le plus rentable par rapport aux sicav monétaires et aux sicav obligataires. p. IV

■ Sicav

Le palmarès sur l'année de Finifin des sicav actions, monétaires et obligataires. p. V, VI, VII, VIII

■ Assurance-vie

Après l'euphorie de la dernière décennie, l'avenir du placement fûtche des Français semble incertain : l'impact de la réforme fiscale en cours reste difficile à cerner. p. IX

■ Immobilier

La reprise du marché, bien que timide, semble réelle. Les ventes de logements neufs se sont vivement redressées au troisième trimestre. p. X

■ Produits à taux administrés

Livret A, PEL, Codevi, Livret bleu ou Livret d'épargne populaire connaissent toujours le même succès grâce à des rendements garantis, une sécurité absolue, une disponibilité totale et une fiscalité avantageuse. p. X

■ Assurances

Concurrencées par les banques à la fois en matière d'assurance-vie et d'assurance-dommages, les compagnies ont décidé de contre-attaquer avec des comptes rémunérés, des prêts auto ou des PEL. p. XI

■ Marché de l'art

Après un premier semestre encourageant, les ventes se redressent. Le succès de la collection Rouart, cet automne, illustre ce mouvement de reprise. p. XI

■ Fiscalité

Certains avantages disparaissent en totalité ou en partie dès le 1^{er} janvier 1998. Des dispositions doivent être prises d'ici là pour en profiter encore. p. XII

conseiller municipal attribué à l'ETA

11 fleches FNAC Qui ont mieux ?

POUR

LE

SC

Les Bourses internationales au beau fixe

Les marchés d'actions asiatiques, victimes de la défiance des investisseurs, ont constitué la seule exception

TOUT FAUX. Les prévisionnistes qui, au début de l'année, attendaient pour la plupart une grande correction à Wall Street et l'envoie de la Bourse de Tokyo ont été pris à contre-pied. La peur voudrait également que l'on passe sous silence les pronostics de progression des places européennes où l'on voit Francfort terminer 1 000 points au-dessus du niveau qui avait été généralement prévu pour cette fin d'année et Londres, gagner 25 % contre les 5 % escomptés.

L'année 1997 a donc réservé son lot de surprises sur l'ensemble des

propre déconfiture ? Pourtant, entre ces deux mises en garde, Wall Street venait de gagner 10 %. En dépit de toutes ces mises en garde, les Bourses mondiales ont continué à progresser pratiquement sans accrocs jusqu'à la fin du mois de juillet boudissant dans leur ensemble de records en records. Les marchés d'actions bénéficiaient alors d'un scénario idéal (taux bas, résultats de sociétés régulièrement revus à la hausse, restructurations et OPA, afflux de liquidités et vigueur particulière du dollar). Richard Davidson, de Morgan Stanley, notait

Unis pour compenser les pertes réalisées en Asie qui selon les chiffres communément admis auraient avoisiné les 30 milliards de dollars. D'autres experts, plus « classiquement » attribuaient le recul des marchés à la crainte persistante d'une hausse des taux en Europe.

Un semblant de reprise au cours des premières séances de septembre sur l'ensemble des marchés, y compris à Tokyo, rassurait apparemment pas les analystes. Barton Biggs, de Morgan Stanley Dean Witter redoutait alors que l'on assiste « à un véritable dé-

d'octobre sur les marchés financiers américains à un « effet salutaire » sur l'économie américaine. La plupart des analystes souligne que la force des données fondamentales de l'économie américaine et la tendance résolument haussière du marché boursier aux États-Unis jouent un rôle d'amortisseur aux conséquences de la crise asiatique. « Les turbulences sur les Bourses mondiales peuvent continuer pendant un certain temps mais les données fondamentales de l'économie ne justifient pas une tendance à la baisse du marché boursier américain en ce moment », souligne Bruce Steinberg, économiste en chef de la maison de titres Merrill Lynch, dans son analyse mensuelle. « Plus que la chute de Hongkong, ce sont la baisse de Tokyo et les problèmes de la Corée du Sud » qui inquiètent les investisseurs américains, observe pour sa part Hildegarde Zagorski, analyste chez Prudential Securities.

VOLATILITÉ Mais au milieu du mois de décembre, il n'y avait toujours pas la moindre éclaircie sur les marchés asiatiques. Séoul, Hongkong, Bangkok et même Tokyo faisaient toujours preuve d'une grande fragilité.

Les prévisions sont encore peu nombreuses, compte tenu des récents développements en Asie. Michelle Jardin, stratège de marché chez Cibolet-Dupont, qui ne s'attend pas à une baisse des taux américains avant le début de 1998, souligne toutefois l'extrême volatilité des marchés. « On restera volatile jusqu'à la fin de l'année, baloté à Paris et pour le CAC 40 entre 2 850-2 900-2 950, peut-être 3 000 points, au gré des marchés asiatiques et des statistiques américaines », estime-t-elle. Elle table sur une hausse de 15 % des Bourses européennes en 1998 et sur une performance un peu supérieure pour la France avec un objectif de 3 400 points pour l'indice CAC 40. Paris sera porté par la progression des bénéfices des sociétés, les restructurations et le caractère peu cher des actions par rapport aux obligations.

François Bostravaron

Année médiocre à Paris pour les valeurs moyennes

LES INDICES sont éloquentes : CAC 40, + 25 %, second marché, + 6 %. Les valeurs moyennes ont plutôt souffert au cours de l'année écoulée et pour une bonne raison : à la différence de celles entrant dans la composition de l'indice CAC 40 ou même de l'indice SBF 250, elles sont davantage représentatives du tissu industriel français et d'une conjoncture économique nationale difficile.

Jusqu'à la fin du premier trimestre, la convergence des indices de la Bourse de Paris était remarquable. L'évolution de l'indice CAC 40, du MidCac et de l'indice se-

tant essentiellement les petites et moyennes entreprises, celles dont la capitalisation boursière est inférieure à 50 millions de francs. Fin juin, l'indice CAC 40 gagnait près de 30 % alors que le MidCac ne progressait que de 21,2 %, et le second marché d'affichait plus qu'un gain de 15 %. L'indice CAC s'était maintenu, faisant preuve d'un optimisme inébranlable après la dissolution de l'Assemblée et l'installation d'un gouvernement de gauche.

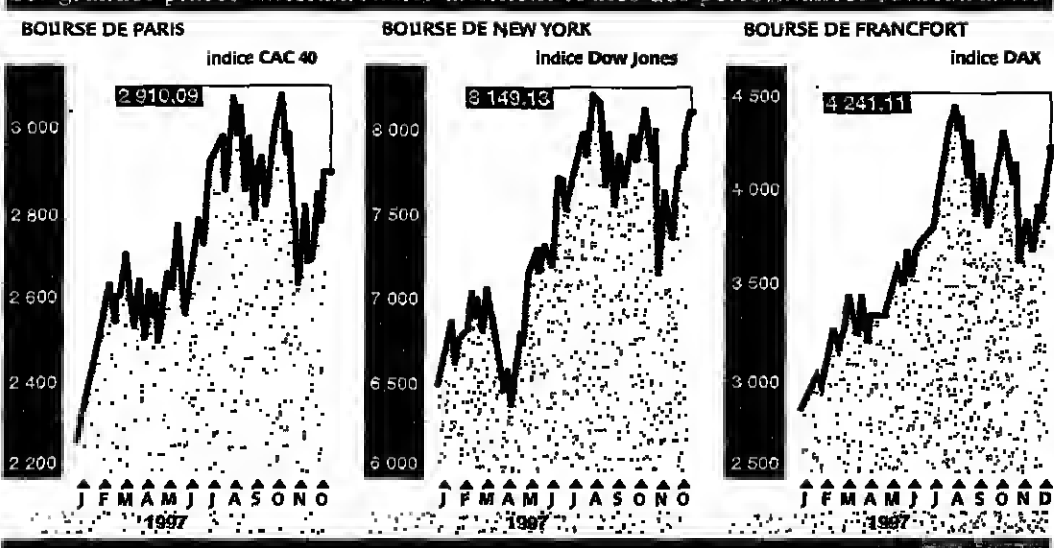
Les récentes mesures gouvernementales (35 heures, allègement des charges sociales, contribution accrue à l'effort budgétaire) ont finalement eu que très peu d'effets sur les capitalisations plus importantes alors que les entreprises moyennes les ont subies de plein fouet. Emmanuel Perrin, président d'Euro MidCaps Securities, entreprise d'investissement spécialisée dans les valeurs moyennes, note que cette catégorie d'entreprises, très « franco-françaises », ont pris de plein fouet l'alourdissement des charges sociales. Mais, selon lui, un élément est encourageant : si les indices spécialisés consacrés aux valeurs moyennes - second marché et MidCac - n'ont pas progressé dans le sillage de l'indice CAC 40, ils ont pas baissé. Ce qui tendrait à prouver que les investisseurs n'ont d'abord pas vendu et que la multiplicité des opérations et d'appels au marché n'ont pas pesé sur le secteur.

Le reproche qui est souvent fait aux valeurs moyennes est le prix élevé pratiqué lors des introductions. Bien souvent, les valeurs moyennes se paient trop cher à leur entrée en Bourse, alors que l'on trouve sur le marché et dans le même secteur des entreprises comparables qui ont pour elles l'antériorité et des cours beaucoup plus raisonnables.

Emmanuel Perrin estime que les valeurs moyennes continuent de se payer de nombreux avantages : la plupart d'entre elles se paient à des multiples peu chers, elles ont d'ores et déjà fait le ménage et prouvé qu'elles étaient capables de s'adapter. Elles seront, alors que les indicateurs sont au vert et les perspectives de croissance plutôt bonnes pour les prochains mois, les premières à pouvoir transformer du chiffre d'affaires en résultat.

F. Bn.

Les grandes places internationales affichent toutes des performances satisfaisantes



Depuis le début de l'année, les Bourses de Paris, New York et Francfort affichent respectivement des gains de 26, 27 et 45%.

marchés mondiaux. La plus belle progression revient à la place francfortoise avec un gain de 40 %. Paris, Londres et New York finissent l'année en réalisant un tir groupé entre 20 et 25 %. Seules les places du Sud-Est asiatique, à l'image de Tokyo, de Hongkong ou Séoul terminent l'année dans le rouge perdant respectivement 17 %, 22 % et 42 %.

À la fin de l'année 1996, l'atmosphère était nerveuse sur les marchés financiers internationaux : les petites phrases savamment distillées comme celle d'Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine (Fed), dénotant l'« exubérance irrationnelle des marchés », avaient inquiété les opérateurs. Au début de l'année, le président de la Fed ne relâchait pas la pression. S'exprimant le 26 février devant la Commission bancaire du Sénat, il saluait l'« extraordinaire hausse du marché boursier » - Wall Street venait de passer les 7 000 points - et s'efforçait de mettre un bâton dans l'excès d'optimisme n'alait-il pas semer les « graines de sa-

lors que cette santé insolente des places boursières échappait aux critères d'analyse classique. « Ce ne sont plus les fondamentaux, même s'ils sont bons qui soutiennent les marchés, mais l'afflux de liquidités ».

C'est au mois d'août, que vont se faire sentir les premiers craquements asiatiques. En un mois, les marchés vont baisser très sensiblement : Francfort va perdre 9 %, Amsterdam, Tokyo et Zurich vont céder plus de 10 %. Paris et New York abandonneront respectivement 6,5 % et 6 %. La question posée n'était pas encore de véritable réponse : fallait-il établir une relation entre la baisse des marchés asiatiques et le recul des places occidentales ? Certains analystes répondaient alors par l'affirmative. Le lien provoqué de la chute du dollar résultant de ventes massives de billets verts effectuées par les banques centrales asiatiques pour défendre leur monnaie. En outre, les gestionnaires de fonds avaient naturellement tendance à réaliser des plus-values en Europe et aux États-

Unis pour compenser les pertes réalisées en Asie. Et pendant ce temps, le président de la Fed déplorait « le rythme insoutenable » de la croissance américaine et jugeait « clairement irréaliste » de s'attendre à ce que la hausse des marchés boursiers se poursuive au rythme de ces deux dernières années.

À force de prévoir le pire, on finit toujours par avoir raison. Hongkong, deuxième place asiatique victime de la défiance des investisseurs internationaux enregistrait le 23 octobre, un véritable krach, entraînant dans son sillage, le reste des places asiatiques. Cette brutale accélération de la crise monétaire et boursière asiatique allait frapper de plein fouet les autres marchés mondiaux et notamment, ceux des pays émergents, qui dès la fin du mois d'octobre commencent à donner de sérieux signes de faiblesse.

Aux États-Unis, Wall Street qui s'est offert quelques trous d'air et des ascensions fulgurantes a toujours fait preuve d'une solide impressionnante. Alan Greenspan considère même que la purge

Les marchés de taux bénéficient de la fuite vers la qualité

LA CRISE monétaire et boursière asiatique qui a éclaté au début de l'été et qui s'est amplifiée pendant l'automne, co-alignant Hongkong, Séoul et Tokyo, est venue brouiller les cartes sur le marché monétaire des taux d'intérêt. Elle a provoqué une détente brutale des rendements alors que ces derniers semblaient s'orienter durablement à la hausse.

Les fortes turbulences enregistrées sur les Bourses mondiales ont incité les investisseurs à aller chercher refuge dans les emprunts d'État, réputés plus sûrs que les actions. Ce phénomène est désigné par les spécialistes sous le terme de « flight to quality » (« fuite vers la qualité »). Les obligations du Trésor inspirent confiance dans la mesure d'abord où elles bénéficient de la qualité et de la solvabilité de l'émetteur, a priori plus grandes pour un État que pour une entreprise privée. Un investisseur est pratiquement assuré de récupérer les fonds qu'il a investis pour acheter un emprunt d'État, ce qui n'est pas le cas lorsqu'il acquiert une action d'une société. De surcroît, elles jouissent d'une meilleure liquidité (le montant de titres en circulation est très élevé et celui des transactions, très important), ce qui offre à un gestionnaire la possibilité de les vendre à tout instant sans avoir à subir de décalages de cours trop importants.

Des obligations, surtout lorsqu'elles sont d'une courte durée, sont aussi moins exposées que des actions à des moins-values en capital : un prêteur a toujours la possibilité d'attendre l'arrivée à échéance de l'emprunt pour être remboursé du capital investi. Le flight to quality a été l'événement majeur de la fin d'année.

Aux États-Unis, le rendement de l'emprunt d'État à trente ans, qui constitue la référence obligataire outre-Atlantique, est passé de

6,70 % à 6 % de la mi-septembre au début décembre. En France, le taux de l'obligation assimilable du Trésor à dix ans est revenu de 5,78 % à 5,40 % en un mois et demi.

La question est maintenant de savoir ce qu'il adviendra des taux d'intérêt lorsque les marchés boursiers auront retrouvé leur calme et que le phénomène de fuite vers la qualité se sera estompé. Que décideront les banques centrales, aujourd'hui paralysées, en relevant leurs taux, un krach boursier généralisé ?

En Europe, un tournant monétaire majeur a eu lieu, jeudi 9 octobre, avec la décision de la Bundesbank de relever le taux des prises en pension (Repo) de 3 % à 3,30 %. Le resserrement de la politique monétaire allemande, et donc européenne, a mis fin à cinq années de baisse du loyer de l'argent en Allemagne. Cette détente interrompue avait modelé le paysage financier européen et avait créé un environnement très favorable pour les marchés obligataires du Vieux Continent.

POURSUITE DE LA HAUSSE La hausse des taux d'intérêt à court terme va-t-elle se poursuivre en Europe en 1998 ? C'est ce que prévoient les marchés financiers. Selon leurs anticipations, reflétées par les cours des contrats à terme, les taux à trois mois se situent à 4,50 % en France dans un an, contre 3,7 % actuellement. Deux facteurs permettent d'expliquer ces prévisions. Le premier tient aux perspectives de reprise économique sur le Vieux Continent, militant pour la mise en place d'une politique monétaire plus restrictive. La croissance devrait connaître une franche accélération en 1998 et frôler, si l'on en croit les prévisions officielles, la barre des 3 % en France et en Alle-

magne. Cette accélération résulterait d'une reprise de la consommation et de l'investissement, prenant enfin le relais des exportations.

Le second motif de resserrement monétaire à Francfort et à Paris résulterait, selon les analystes, de la préparation de l'Union monétaire européenne. La Bundesbank et la Banque de France pourraient être tentées, au cours des prochains mois, d'adopter un comportement plus rigoureux que ne l'exigerait la situation économique afin d'installer l'euro sur des bases très solides et de rassurer les marchés sur la force de la future monnaie unique.

Si le scénario d'un durcissement monétaire se vérifie, les taux d'intérêt à long terme, ceux des obligations, pourraient remonter en Europe. C'est la prévision des économistes de Paribas Capital Markets : ils estiment que les rendements à dix ans en France et en Allemagne se situeraient à 6,2 % à la fin du premier semestre 1998 (contre 5,4 % actuellement).

Les marchés obligataires européens souffriraient également de la dégradation de leurs homologues américains. Toujours selon Paribas, le rendement de l'emprunt à dix ans aux États-Unis remonterait - les taux progressent quand le cours des titres baisse - de 5,9 % aujourd'hui à 6,5 % fin juin 1998. Cette hausse résulterait du resserrement monétaire opéré par la Réserve fédérale en raison de l'apparition de tensions inflationnistes outre-Atlantique liées à la pénurie de main-d'œuvre. L'accélération du rythme de progression des prix à la consommation, marquant la fin du « miracle » économique américain, pourrait aussi signifier la fin d'une période dorée pour les marchés obligataires internationaux.

P.-A. D.

L'assurance vie en toute simplicité.

Cler Evolution

Le Cler, c'est 31 milliards de francs gérés et garantis par AXA, répartis sur trois supports d'investissements :

- le FONDS AGIPI pour la sécurité avec un taux minimum garanti ;
- la SICAV AGIPI Ambition pour la diversification ;
- la SICAV AGIPI Actions pour profiter des performances de grandes entreprises mondiales.

Cler Evolution répartit votre épargne entre ces trois fonds, dans des proportions optimisées chaque année, selon votre âge. Ainsi, en toute liberté, en toute sécurité, votre épargne évolue avec vous.

AGIPI invente Cler Evolution pour dynamiser votre épargne...

AGIPI
La force de l'association

AGIPI Délégation Générale 6, rue de Monceau 75008 Paris • Tél. : 01 53 53 82 00 • Fax : 01 53 53 82 53

هكذا من راصد

Année médiocre à Paris
pour les valeurs moyennes

Performances entre le 31-12-96 et le 3-12-97 des marchés boursiers émergents

baisse. En matière d'obligations, les rendements sont plus importants qu'il y a deux mois. Par ailleurs, la crise a, dans un certain sens, été bénéfique puisqu'elle s'est traduite dans certains pays par l'adoption de mesures économiquement saines. Les marchés d'actions, eux, ont tellement baissé que, selon notre équipe actions, il devient intéressant dans certains cas d'y revenir. Grâce à la crise, finalement il y a de nouvelles opportunités.

» De manière plus générale, nous pensons que les pays émergents restent intéressants pour les investisseurs dans les années à venir. Leur potentiel est énorme. Les crises en Corée et au Japon, où la croissance est nulle, vont ralentir l'économie mondiale et accentuer la désinflation mondiale. La pression sur les taux en Europe et aux Etats-Unis sera moins forte. Les investisseurs internationaux verront donc leur appétit pour les marchés émergents, où les rendements sont plus élevés, renforcé.

- Quelles sont les zones, en tant qu'investisseur, à privilégier ?

- Nous restons positifs sur l'Amérique latine, en matière d'investissements actions comme obligations. Cette région du monde a déjà traversé des crises dont elle s'est bien sortie. Le Brésil, en

« En Asie, on reste très prudent. Notre équipe actions est revenue sur certains marchés, comme Taïwan, qui ont été moins touchés que d'autres, ou comme les Philippines, qui ont été survendus. Le marché asiatique est plus un marché d'actions qu'un marché de taux. Les entreprises se financent traditionnellement en Bourse ou auprès des banques et n'ont pas de culture obligataire. Cela a d'ailleurs été un facteur de faiblesse pendant la crise. Je pense que, dans l'avenir, les marchés de taux asiatiques vont se développer.

» En Russie, des problèmes de liquidités sont apparus depuis la mi-novembre. Le rouble est attaqué, les taux augmentent. Cependant, la Russie vient de signer un accord de restructuration de sa dette externe avec les organismes multilatéraux. La situation se normalise : le pays a commencé à prendre des mesures pour faire face à ses problèmes de liquidités à court terme. En conséquence, on y reste même si nos positions y sont moins importantes.

► Au Moyen Orient, il y a des opportunités sur certains marchés obligataires, en Jordanie par exemple. Tout comme au Maroc et en Algérie. En Israël, on commence

- Avec la crise asiatique, voit-on de nouveaux produits d'investissements apparaître ?

Où. Certains gestionnaires proposent désormais d'investir dans les pays émergents via des fonds constitués d'actions d'entreprises originaires de pays développés et très tournées vers l'international. Je pense que ce type de produit va se développer. De la même manière, on peut imaginer des fonds investis en actions d'entreprises originaires de pays émergents et qui ont un courant d'affaires important à l'extérieur du pays. Depuis un an environ, les agences de notation se sont mises à donner à certaines de ces entreprises des notes meilleures que celle de leur pays d'origine. Ce qui ne se faisait jamais avant. D'autres marchés qui sont encore très peu développés, comme les marchés de taux en Asie, vont se développer. A la sortie de chaque crise, on trouve des produits et des opportunités qu'on avait du mal à imaginer avant.»

*Propos recueillis par
Virginie Malingre*

— Les premiers signes se sont manifestés dès la fin 1996 en Thaïlande. L'an dernier, j'y suis allé à deux reprises. Des scandales politiques explosaient. Le marché boursier connaissait des corrections importantes. Le baht thaïlandais s'effondrait. Tout cela a débuté par du printemps. À la fin du mois de juin, les autorités thaïlandaises n'étaient plus capables de le défendre. Et le 1^{er} juillet, il s'est fortement dévalué. La situation s'est alors nettement dégradée : flambée des taux, faillites bancaires... La crise thaïlandaise est devenue la crise asiatique. Elle a gagné la Corée du Sud, les Philippines, la Malaisie, et l'Indonésie. En septembre, lorsque le FMI s'est réuni à Hong-kong, on considérait encore que la crise était limitée à ces quatre pays.

» En octobre, tout a basculé quand Hong Kong a été touché. Le dollar de Hong Kong, qui était lié au dollar américain depuis 1983, a subi de fortes attaques. La Bourse s'est effondrée. Les taux ont bondi, pour défendre le change. Ensuite, la Corée du Sud, la onzième puissance économique mondiale, qui a rejoint l'OCDE il y a moins d'un an, a vu sa situation économique et financière se dégrader. Les autorités ont tenté de défendre le won, les indésirables de défendre le won. La Bourse s'est effondrée. Les facilités ont commencé. Le Japon a, à son tour, été touché : la moitié de ses exportations sont faites à destination de la région asiatique. Et la baisse des monnaies de ses voisins a renforcé la concurrence.

- Les autres marchés émergents ont-ils été contaminés ?

Jusqu'au début du mois de novembre, les performances des actions et des obligations dans les autres régions émergentes, dont le monde n'avait pas vu depuis, qu'il se Hongkong, puis la Corée, soient atterris. L'Amérique latine, surtout le Brésil, mais aussi l'Europe de l'est, l'Europe du Sud, la Russie, qui avait jusqu'alors connu des performances boursières extraordinaires, ont été contaminés. Les investisseurs qui avaient besoin de convertir leurs pertes en Asie se sont retirés de ces pays. Certains ont aussi craint de voir se reproduire dans des pays très déficients à forts besoins de financement ce qui s'était passé en Asie. Au Brésil, par exemple, la balance des paiements est très déficitaire (près de 5 % du PIB), presque autant qu'en Thaïlande. En République tchèque aussi.

**« A la sortie
de chaque crise,
on trouve
des produits
et des opportunités
qu'on avait du mal
à imaginer avant »**

- Dans ce contexte, où en sont les marchés aujourd'hui ?

Les Bourses asiatiques sont effondrées. L'indice boursier en dollars de la Thaïlande a perdu 70 % depuis le début de l'année. Tout comme celui de la Malaisie. L'indice coréen, lui, a régressé de 53 %. Les taux se sont stabilisés à des niveaux qui me semblent réalistes, en ligne avec les Brades : aujourd'hui, les obligations Brady paient 5 % de plus que les bons du Trésor américain. Avant la crise, cet écart était insuffisant. Mi-octobre, il était de 3,5 %. Jusqu'à cette date, les fondamentaux économiques étaient en forte amélioration, les notations des agences Moody's et Standard & Poors aussi, les rendements très intéressants, ce qui attirait les investisseurs et les liquidités, et provoquait une baisse régulière des taux. Certains investisseurs ont commencé à se demander quel était l'impact réel des liquidités excessives et celui des fondamentaux économiques sur l'évolution des taux. La correction s'est alors faite. Au plus fort de la crise, fin octobre, les obligations Brady payaient 7 % de plus que les

bons du Trésor américain. On assiste à un début de stabilisation de la situation, même si la crise n'est pas encore complètement achevée : les pays les plus touchés ont fini par accepter, tardivement et en traînant les pieds, de prendre les mesures d'austérité qui s'imposaient en échange d'aides du FMI. La Thaïlande va toucher 17 milliards de dollars du FMI, l'Indonésie 30 milliards de dollars et la Corée du Sud 55 milliards de dollars. Le Japon, qui reste extrêmement fragile, comme le montre la faillite du comitè Yamaichi, doit bientôt présenter un programme de redressement.

- Les effets de la crise mexicaine fin 1994-début 1995 ne se sont pas faits sentir longtemps sur les marchés. Pensez-vous qu'il en sera de même pour la crise asiatique ?

— Non. Les deux crises sont de nature très différente. La crise mexicaine était limitée à un seul pays. Elle était relativement simple à analyser. Pour pouvoir rembourser ses dettes, le Mexique avait besoin d'aides financières, et de nouvelles orientations en matière de politique économique. Il y avait un risque de défaut de l'Etat mexicain.

Mais le Mexique a rapidement procédé à un ajustement économique et financier. Sa crise n'a pas mis en cause le mouvement de réforme économique entamé dans les pays émergents depuis quelques années.

► En Asie, c'est beaucoup plus compliqué. Car l'endettement est essentiellement le fait des banques et non de l'Etat. Le système financier privé s'en trouve menacé. D'ailleurs, la plupart des investisseurs domestiques avaient des positions en dollars qui n'étaient pas couvertes. Ces problèmes structurels étaient connus depuis longtemps. Mais les taux de croissance étaient très élevés. Aujourd'hui, ce qui a longtemps fait la force de l'Asie — un niveau d'épargne et d'investissement très élevé — se révèle problématique. Car il y avait surinvestissement, que ce soit en matière industrielle, immobilière ou financière.

► Tout cela s'est souvent accompagné d'une crise politique. Les pays asiatiques qui ont été touchés ont mal réagi : après toutes ces années de forte croissance, ils n'avaient pas l'habitude d'être confrontés à des crises. Par ailleurs, le Japon n'était pas en mesure, compte tenu de sa fragilité, de jouer le rôle économique et politique qu'ont joué les Etats-Unis dans la crise mexicaine.

— Est-il encore indigne aujourd'hui d'investir sur les marchés émergents ?

— Oui, sans aucun doute, même si chez FP Consult, on reste prudent sur certains marchés. Nous avons des ratios prudentiels par marché et par signature. Nous diversifions fortement nos portefeuilles et nous en avons une gestion active. Les marchés émergents sont excessifs, à la hausse et plus encore à la

PUBLI-INFORMATION

En matière d'épargne, l'expérience prouve qu'il vaut mieux s'adresser à quelqu'un de solide. La politique développée depuis toujours par Groupama, première mutuelle d'assurance de France, lui permet d'être aujourd'hui un exemple de solidité financière.

De tous les grands assureurs français, Groupama possède l'un des meilleurs ratios de solvabilité : 42,6 milliards de fonds propres réévalués, pour un chiffre d'affaires de 35,6 milliards de francs en 1996 (+ 4,5 % par rapport à 1995) et un résultat net de 1,4 milliard de francs (+ 54 % par rapport à 1995).

Un grand assureur mutualiste à vocation généraliste

Cette solidité n'est pas due
au hasard. Elle est le fruit

d'une longue expérience d'assureur. Groupama a toujours privilégié la performance dans la durée plutôt que la surenchère des taux. L'offre d'épargne Groupama est à la fois simple et complète. Elle couvre tous les besoins, sur toutes les durées et pour tous les types de fiscalité : de l'épargne logement aux Sicav,

en passant par l'assurance vie et l'épargne salariale. Quel que soit l'objectif assigné — valorisation de l'épargne, revenus réguliers, constitution d'un capital, épargne retraite ou de précaution — Groupama est en mesure

d'apporter la solution la mieux adaptée, notamment grâce au professionnalisme et à la proximité de son réseau, qui sont des atouts maîtres dans son service à la clientèle.

Quelques exemples de l'offre Groupama

Pour le court terme : le Compte Service Groupama valorise les disponibilités dès le premier franc, sans risque. L'argent rapporte tous les jours, quel que soit le rythme des versements ou des retraits, et reste ainsi toujours disponible. C'est un compte qui permet de gérer quotidiennement son budget et de préparer son épargne de demain...

De plus, contrairement à certains comptes rémunérés, il n'y a ni droit de garde, ni frais de souscription, ni cotisation.

Pour le moyen terme : le contrat en francs Groupama Epargne, c'est le principe de l'assurance vie.

Plus l'argent travaille longtemps, plus il fructifie... avec en cas de décès, l'avantage d'être exonéré de droits de succession*. En cas de besoin,

il est toujours possible d'effectuer un retrait partiel ou de demander une avance. L'offre Groupama dans ce domaine sera bientôt complétée par un contrat multisupport, pour ceux qui acceptent davantage de risque en contrepartie d'une performance plus élevée.

En ce qui concerne le long terme, Groupama propose les plans de retraite par capitalisation. Chaque actif épargne pour son propre compte et récupère les sommes investies sous forme de rente viagère à l'âge de la retraite, majorées des rendements financiers acquis sur toute la période. Le choix d'un établissement à la solidité financière irréprochable et à la gestion très performante, comme Groupama, est donc plus que jamais primordial.

70 ans, la franchise fiscale est limitée à 200 000 francs (en l'état de la législation en vigueur).



PROGRESSION DU RÉSULTAT NET

Les sicav actions exigent des nerfs solides

La crise boursière partie de Thaïlande au début du mois de juillet a fini par faire trembler toutes les places de la planète. Wall Street elle-même a connu un grand frisson, fin octobre

LA LOGIQUE financière, qui veut que la rémunération d'un investissement soit proportionnelle au risque encouru, a été respectée. Avec une performance de 15,73 % au cours des onze premiers mois de l'année, selon les statistiques établies par Fininfo, les sicav actions arrivent nettement en tête du palmarès des placements de gestion collective. Elles devancent largement les sicav diversifiées (10,41 %), les sicav obligataires (4,67 %) et les sicav monétaires (2,73 %).

Le bon score des sicav actions n'a toutefois pas été obtenu sans heurts et sans frayeurs. La crise boursière partie de Thaïlande au début du mois de juillet a fini par faire trembler toutes les places de la planète. Wall Street elle-même a connu un grand frisson, fin octobre, avec un plongeon historique de l'indice Dow Jones.

En dépit de ce mini-krach, une analyse comparée montre que ce sont les sicav actions spécialisées sur les marchés américains qui ont réalisé la meilleure performance (36,46 %), devant les sicav Europe (28,47 %) et les sicav indicielles France (22,37 %).

La suprématie américaine peut d'autant plus surprendre que Wall Street a connu un parcours moins brillant que les Bourses européennes, enregistrant un gain de 25 %, contre 27 % à Paris et 45 % à Francfort. La supériorité des sicav Amérique trouve son origine dans la hausse du dollar face au franc enregistrée depuis le début de l'année, qui a permis aux gestionnaires d'enregistrer des profits de

change en plus des gains en capital. Malgré des accidents de parcours, et si l'on excepte le cas des places asiatiques, les onze premiers mois de 1997 ont vu une progression généralisée des Bourses internationales. Les marchés d'actions ont bénéficié, outre-Atlantique, de la poursuite d'une croissance saine et non inflationniste. Celle-ci a permis à la Réserve fédérale des États-Unis de ne pas relever ses taux directeurs et aux entreprises de dégager des bénéfices records.

CONTEXTE MONÉTAIRE IDÉAL

Si les Bourses européennes n'ont pas bénéficié d'un environnement économique aussi stimulant, elles ont, en revanche, été soutenues par un contexte monétaire idéal : d'une part des taux d'intérêt historiquement faibles, à peine supérieurs à 3 % dans les pays de la zone mark, d'autre part une nette progression du billet vert, favorable aux exportations des entreprises du Vieux Continent. Les Bourses de Paris et de Francfort ont aussi profité des perspectives d'accélération de la reprise économique. Après une hausse de 2,5 % du produit intérieur brut dans les deux pays en 1997, la croissance, selon les prévisions gouvernementales, atteindrait 3 % en 1998. Les places boursières du Vieux Continent ont aussi été dopées, notamment Paris, par les opérations de restructuration industrielles, lesquelles se sont multipliées depuis la rentrée : OPA (offre publique d'achat) du groupe Pinault sur Worms, de Pro-

modès sur Casino, de Lafarge sur Redland, de Generali sur les AGF. Cette effervescence, liée notamment à la création de l'euro et à la nécessité pour les entreprises de grossir afin de pouvoir s'imposer sur un marché européen élargi, représente une aubaine pour les actionnaires. Les batailles industrielles qui en découlent valorisent les cours.

Les experts se montrent, dans l'ensemble, optimistes et prévoient que ces mouvements de concentration devraient s'intensifier au cours des prochains mois. De façon plus générale, ils sont persuadés que, concurrence internationale oblige, les sociétés européennes vont devoir intensifier leurs efforts de réduction des coûts, ce qui sera une bonne nouvelle pour les détenteurs d'actions.

Les sicav actions France et Europe semblent donc bien placées pour continuer à dégager de belles performances au cours des prochains mois. Les spécialistes émettent toutefois quelques réserves à propos de la Bourse de Paris. Ils s'inquiètent des conséquences que pourraient avoir, pour les comptes des entreprises, la hausse de la fiscalité des sociétés et la réduction de la durée hebdomadaire du travail à 35 heures.

Ces décisions gouvernementales pourraient pénaliser la Bourse de Paris par rapport à ses homologues européennes qui deviendront, à partir du 1^{er} janvier 1999, des rivaux directs. Car, avec la disparition du risque de change, les investisseurs français pourront

sans craintes et sans limites placer leur argent à Francfort, Madrid, Bruxelles. Une prime supplémentaire sera donc accordée à la rentabilité, critère où les entreprises françaises accusent, dans l'ensemble, un important retard.

D'autres menaces pèsent sur les sicav actions. La première se trouve à Wall Street, où l'ascension de l'indice Dow Jones depuis plusieurs années fait craindre la formation d'une « bulle » susceptible d'éclater à tout instant. La seconde concerne l'évolution des places financières asiatiques et les risques d'extension de la crise aux Bourses occidentales. Les détenteurs de parts de sicav actions Asie/Pacifique ont déjà beaucoup souffert, depuis le début de l'année, avec une perte de 17,18 % sur onze mois. Le mois de novembre a été particulièrement douloureux (-5,58 %, soit -71,76 % en équivalent annuel).

Le pire est-il passé ? Les experts restent prudents. Après l'adoption du plan du Fonds monétaire international (FMI) en faveur de la Corée du Sud, tout le monde prévoyait un redressement de la Bourse de Séoul. Or celle-ci, depuis, a plongé. Ce contexte difficile plaide plus que jamais pour une approche stricte de placement : l'achat de sicav actions doit s'effectuer dans une optique à long terme. Elle seule peut permettre de surmonter les mouvements légitimes de panique qui s'emparent de l'épargnant lorsque les marchés boursiers s'effondrent.

Pierre-Antoine Delhomme

Les obligations indexées sur l'inflation arrivent

verser des coupons de plus en plus élevés. Outre-Manche, où le Trésor offre depuis 1981 des *index-linked gilts*, qui représentent environ 20 % du total de la dette publique, l'opération financière a été particulièrement rentable puisque l'indice des prix à la consommation a été ramené, en seize ans, de 11 % à un peu plus de 2 %. Mais le risque pris par Bercy est loin d'être négligeable compte tenu de la faiblesse actuelle du rythme d'inflation, qui se situe à un niveau historiquement bas (1 %).

MAIGRE RÉMUNÉRATION

Les modalités précises du premier emprunt français indexé sur l'inflation ne sont pas encore connues. On ignore l'indice des prix qui servira de référence et le mode d'indexation des titres (coupon, principal, ou les deux à la fois, comme c'est le cas aux États-Unis). Certains spécialistes, si le modèle américain est retenu, s'attendent que les premiers coupons soient fixés autour de 3,5 %, soit 2 % de moins que les obligations classiques.

Devant une aussi maigre rémunération et dans un contexte où de nombreux économistes affirment que l'inflation est morte, rien ne permet d'affirmer que la clientèle des particuliers se montrera friande des « obligations DSK ». Aux États-Unis, d'ailleurs, les ménages ont quelque peu boudé les emprunts indexés sur l'inflation émis pour la première fois en début d'année. Ils leur ont préféré les actions et Wall Street, qui, présentement, il est vrai, des rendements nettement plus attractifs.

La France pourrait connaître le même phénomène, à moins que les récentes turbulences sur les marchés boursiers n'incitent les ménages à trouver refuge vers ces emprunts d'État d'un type particulier, alliant la solidité de l'emprunteur et la sécurité du rendement réel.

P.-A. D.

Une année difficile pour les sicav monétaires

POUR UNE FOIS, les experts ne s'étaient guère trompés. Ils avaient annoncé, en début d'année, que 1997 risquait d'être une année très difficile pour les détenteurs de sicav monétaires. Ils avaient fortement conseillé aux épargnants de se porter vers d'autres produits financiers.

Leurs pronostics se sont largement vérifiés. Sur les onze premiers mois de l'année, selon les statistiques établies par l'agence Fininfo, la performance dégagee par les sicav monétaires franc s'inscrit à 2,73 %, soit 3,01 % sur un an. En termes réels - hors inflation -, le rendement s'établit à 1,73 % et 2,01 % respectivement.

Seules les sicav de trésorerie en devises, c'est-à-dire investies sur des marchés monétaires étrangers, ont réussi à obtenir des niveaux de rémunération intéressants (8,69 % sur onze mois). Cette performance a pu être obtenue grâce aux évolutions de change - appréciation du dollar et de la livre sterling vis-à-vis du franc - mais aussi grâce aux taux d'intérêt plus élevés aux États-Unis et au Royaume-Uni qu'en France. Les rendements à trois mois américains se situent à 5,80 % à New York et à 7,40 % à Londres. Malheureusement, les sicav monétaires en devises sont rares. Elles ne sont qu'un nombre de 8, contre 334 pour les sicav monétaires franc.

La faiblesse des taux d'intérêt à court terme en France explique la faiblesse des rendements des sicav de trésorerie. A la fin du mois de janvier, la Banque de France avait ramené de 3,15 % à 3,10 % le niveau de ses appels d'offres.

Elle l'a laissé inchangé jusqu'au jeudi 9 octobre, date à laquelle il a été relevé de 0,2 %, à 3,3 %, dans le sillage de la hausse du taux des prises en pension de la Bundesbank. Cette longue période de taux exceptionnellement bas a été autorisée par l'absence totale de pressions inflationnistes (l'indice des prix à la consommation s'est établi à 1 % sur un an au mois d'octobre) et par la nécessité pour l'Institut d'émission de compenser par une grande souplesse monétaire une rigueur budgétaire accrue.

RÉSISTANCE SURPRENANTE

La rémunération dérisoire proposée par les sicav monétaires a fini par laisser certains épargnants et par les inciter à vendre leurs parts. En onze mois, leur encours a baissé de 5,12 % pour s'établir à 788,6 milliards de francs à la fin du mois de novembre. En dépit de ce recul, la catégorie des monétaires conserve néanmoins la première place des sicav, loin devant les sicav obligataires (407 milliards de francs) et les sicav actions (242 milliards).

De nombreux spécialistes prévoient des retours plus élevés. Ils ont été surpris par la résistance qu'ont affichée les sicav monétaires à leurs contre-performances. Les ménages ont continué à faire confiance à ce placement sans aucun risque. A cet égard, la crise en Asie du Sud-Est qui a éclaté durant l'été et qui a provoqué des remous sur l'ensemble des places boursières mondiales n'a pu que les conforter dans le sentiment que cette stratégie défensive n'était pas injustifiée. Les sicav monétaires ont

démontré à cette occasion leur statut de valeur refuge. Pour preuve, au cours du seul mois de novembre, elles ont enregistré 11,44 milliards de francs de souscriptions nouvelles.

Produits d'une sécurité quasi absolue - il faut toutefois s'assurer de la solidité financière des établissements gestionnaires et dépositaires -, les sicav monétaires devraient par ailleurs voir leur rémunération légèrement augmenter au cours des prochains mois. Les analystes estiment que le pire, en termes de performances, est passé. Les anticipations des opérateurs des marchés financiers font état de taux d'intérêt à 3 mois se situant en moyenne à 4,25 % en 1998 (contre 3,4 % en 1997). Cette progression permettrait aux sicav de trésorerie de repasser assez nettement au-dessus du rendement offert par le Livret A (3,5 %).

Toutefois, prédisent les spécialistes, il ne faut pas s'attendre que ce type de placement retrouve rapidement les niveaux de rémunération exceptionnels qu'il avait atteints à la fin des années 80 et au début des années 90, période au cours de laquelle il affichait des performances régulièrement supérieures à 10 %. L'absence totale de tensions inflationnistes en Europe - en raison notamment du niveau très élevé de chômage qui exclut des tensions sur les salaires - ainsi que les perspectives de création d'un euro fort se traduiront par le maintien de taux d'intérêt bas sur le Vieux Continent d'ici la fin du siècle.

P.-A. D.

Les sicav obligataires paient le prix de la sécurité

LES SICAV obligataires affichent depuis le début de l'année des performances sans surprise. Leur rendement, selon les calculs de l'agence Fininfo, s'est établi à 4,67 % du 1^{er} janvier au 30 novembre, soit 5,30 % sur un an. Cette rémunération satisfait sans doute ceux qui avaient privilégié ce placement dans une optique de sécurité. A cet égard, la crise financière asiatique n'a pu que les conforter dans leur choix. Les sicav obligataires ont largement profité de la déroute des places boursières de la région et des inquiétudes à propos de la solidité du système bancaire japonais : les opérateurs se sont réfugiés vers les emprunts d'État, réputés sans risque, qui ont vu leur valeur s'apprécier nettement. C'est ainsi qu'au cours du seul mois de novembre la performance des sicav obligataires s'est élevée à 9,07 % en rythme annuel.

Depuis le début de l'année, la catégorie des sicav françaises a dégagé une rémunération légèrement inférieure (4,35 %) à celle des sicav investies en obligations européennes (6,64 %) et à celle des sicav composées d'autres emprunts internationaux (8,32 %). Le

compartiment des sicav étrangères a bénéficié de l'effet change (hausse du dollar et de la livre sterling), mais aussi des belles performances des marchés obligataires d'Europe du Sud.

Soutenues par la perspective d'une adhésion à la zone euro, les taux d'intérêt à long terme italien, espagnol et portugais ont continué à converger vers les rendements observés en France et en Allemagne. Début décembre, l'écart de taux entre les emprunts italiens et allemands se situait à 0,40 %, alors qu'il s'établissait, début 1996, à près de 5 %. Ce mouvement a permis aux gestionnaires de sicav qui avaient placé leurs capitaux sur ces marchés de dégager d'importantes plus-values en capital.

ENCOURS STABLE

Les obligations françaises ont eu un parcours moins favorable et plus heurté. Le taux de l'emprunt d'État à dix ans, qui s'inscrivait à 5,90 % en début d'année, est descendu jusqu'à 5,30 % à la mi-février, pour remonter, fin mars, à près de 6 %. Après une nouvelle phase de détente, qui l'avait ramené à 5,40 % durant l'été, il s'est brusquement tendu, en octobre

(5,70 % le 16 octobre), à la suite de la décision de la Bundesbank et de la Banque de France de relever leurs taux directeurs. C'est seulement à la faveur de la crise asiatique que les rendements des obligations se sont à nouveau détendus (5,39 % le 9 décembre).

La poursuite de la politique de rigueur budgétaire, le maintien d'un environnement monétaire très souple et l'absence de tensions inflationnistes laissent pourtant espérer un meilleur comportement des marchés d'emprunts français. Mais la courbe des taux, pour reprendre l'expression des spécialistes, est restée « penchée », c'est-à-dire que l'écart entre les rendements à court terme et à long terme est resté important (plus de 2 %) alors qu'elle demeurait très plate aux États-Unis (avec des taux à 3 mois supérieurs de 0,5 % seulement aux taux à 10 ans).

L'encours des sicav obligataires est resté à peu près stable, à 407 milliards de francs, en retrait de 3,47 % par rapport au 1^{er} janvier. Les ménages, dans l'ensemble, sont restés fidèles à ce type de placement, qui présente l'avantage d'offrir une rémunération sensiblement supérieure à celle des si-

cav monétaires sans avoir la volatilité des sicav actions.

Curieusement, c'est au moment où elles affichaient les meilleures performances - octobre et novembre - que les sicav obligataires ont enregistré le plus de retraits. Les ménages profitent-ils du sursaut inattendu des marchés obligataires lié à la crise boursière asiatique pour vendre au plus haut ? Anticiperont-ils un net recul des cours des emprunts au cours des prochains mois et une sévère contre-performance des sicav obligataires ? De nombreux spécialistes estiment que l'accélération de la reprise économique en France et la poursuite du resserrement des politiques monétaires françaises et allemandes risquent de provoquer des tensions supplémentaires sur les taux à long terme. Selon les prévisions de la banque Paribas, les rendements des obligations d'État françaises à dix ans remonteront jusqu'à 6,2 % à la fin du premier semestre de 1998. Si ce scénario se vérifie, les détenteurs de sicav obligataires seront confrontés à d'importantes déceptions.

P.-A. D.

Les fonds profilés séduisent un nombre croissant d'épargnants

AVEC PRÈS de 50 milliards de francs collectés, dont deux tiers ces douze derniers mois, les fonds profilés remportent, avec les produits garantis, un des plus grands succès de ces dernières années dans le domaine de l'épargne des particuliers. Lancés tout d'abord par des établissements travaillant avec une clientèle triée sur le volet - la Banque Indosuez en juin 1994, puis Paribas quelques mois plus tard - ces sicav et FCP sont désormais proposés par la plupart des banques.

Leur atout est de permettre au plus grand nombre de bénéficier d'une gestion haut de gamme jusqu'à présent réservée à des clients à la tête d'un patrimoine important. La mise initiale pour accéder à un fonds profilé est, en général, de 50 000 francs. Et le système se démocratise. Le ticket d'entrée n'est que de 1 000 francs à La Poste. A la BNP, les fonds Stratégis sont désormais ouverts à ceux qui s'engagent à y épargner au moins 500 francs par mois.

Autre avantage, les fonds profilés sont un moyen judicieux d'alléger la facture fiscale pour ceux qui désirent une gestion active de leur portefeuille. Dans le cadre d'une gestion sur plusieurs OPCVM, sortir d'un fonds obligations françaises pour se porter sur un sicav investi en actions françaises peut faire apparaître des plus-values désormais taxées à 26 % à partir de 100 000 francs. Dans un fonds profilé, cette répartition entre les actions ou les obligations, le marché français ou les places internationales, se fait à l'intérieur de la sicav ou du FCP sans que le compteur des plus-values tourne.

Cela signifie que les arbitrages entre les différents marchés financiers se font au moment le plus propice et non pas pour de simples considérations fiscales. Sans compter que ces produits peuvent être acquis via des contrats d'assurance-vie multisupports encore avantageux fiscalement et exonérés, dans la plupart des cas, des droits de succession.

Cependant, l'atout majeur des fonds profilés est ailleurs. Ils offrent la possibilité de choisir la gestion de ses actifs en fonction de son aversion au risque. Trois formules sont généralement proposées. La première est destinée aux épargnants prudents. La deuxième, celle qui remporte la faveur d'une majorité de souscripteurs, privilégie une répartition équilibrée des actifs. La dernière est réservée à ceux qui recherchent le rendement élevé et acceptent une gestion dynamique de leurs investissements.

DIFFICILES À JUGER

D'après des observations effectuées par Europerformance, les souscripteurs de fonds « prudents » sont assurés de retrouver leur mise de départ après environ onze mois, quelle que soit la configuration des marchés financiers. Explication : le portefeuille de ces sicav ou FCP est composé à près de 90 % de produits de taux, et particulièrement d'obligations à durée de vie très courte, peu sensibles aux évolutions des taux d'intérêt et offrant un revenu régulier. Les fonds « équilibre » permettent, quant à eux, de retrouver son investissement au bout de dix-huit mois en moyenne. Ces OPCVM laissent une part plus grande aux actions tout en conservant une dose importante d'obligations. Enfin les fonds « dynamiques » sont largement investis sur les marchés actions français mais aussi étrangers.

Mais si les fonds profilés sont un bon moyen de diversifier ses investissements sur différents marchés financiers tout en maîtrisant le risque, ils ne constituent pas la panacée. Les établissements qui proposent des fonds profilés ont certes fait un grand effort d'information vers les épargnants en leur adressant généralement trimestriellement, voire mensuellement, des rapports de gestion. Mais il est bien difficile pour un souscripteur d'en juger : les comparaisons sont impossibles.

Joël Morio

مركز الاستثمار

ÉPARGNE-PLACEMENTS

LE MONDE / SAMEDI 13 DÉCEMBRE 1997 / V

FININFO

Libellé	Organisme promoteur	Part. % depuis le 30-12-96	Valeur liquidation
---------	---------------------	----------------------------	--------------------

SICAV ACTIONS FRANCE

Performance moyenne sur un an : 13,27 %

UAP Actions France	UAP	32,76	
State Street Actions Fra. (D)	STATE ST	31,82	
State Street Actions Fra. (C)	STATE ST	31,82	
Elan	SOGEPOST	30,57	
State Street Spinnaker 2	STATE ST	29,48	
Indice	CNCA	28,48	
Hausmann Index France	WORMS	28,25	
Athena Investissement	ATHENA B	27,98	
AGF Opti Index	AGF	27,86	
France Index Première	FINAGEST	27,85	
France Croissance	CDC GEST	27,63	
Finac 40	CDC	27,48	
Indosuez France Plus	INDOSUEZ	27,28	
Groupama Croissance	GROUPAMA	27,19	
AXA-UAP Index France	UAP	27,16	
SG	SG	27,04	
SG	SG	27,03	
Living Boule Investissements	CDC TRES	26,88	
Actip Index 40	BP	26,79	
Placements Institutionnels	NSM	26,62	
Indosuez Valeurs Franc. (C)	INDOSUEZ	26,61	
Indosuez Valeurs Franc. (D)	INDOSUEZ	26,61	
CM Epargne Industrie (C)	CDT MUTU	26,56	
Actiprest (C)	BBL FRAN	26,52	
Actiprest (D)	BBL FRAN	26,52	
France Index Sicav	B PARIBA	26,45	
CM Epargne Industrie (D)	CDT MUTU	26,42	
Euroindex France	CCCC	26,39	
Euroindex Actions Futur	ECUREUIL	26,32	
Sud Valeurs	LA MONDI	26,26	
Partner France	LA MONDI	26,15	
Fructifrance (C)	GRP BP	26,08	
Fructifrance (D)	GRP BP	26,08	
Atout Futur (C)	CNCA	26,02	
Atout Futur (D)	CNCA	26,02	
Sélection Valeurs Françaises	CCF	25,85	
MDM France	MDMASSUR	24,89	
ABF France Index	ABF	24,49	
France	CIC PARI	24,45	
Valcomex Select. CAC 40 (C)	B NATEX	24,45	
Valcomex Select. CAC 40 (D)	B NATEX	24,44	
AGF 5000	AGF	24,18	
AXA France Actions	AXA	24,05	
CM Option Dynamique (C)	CCM	23,98	
CM Option Dynamique (D)	CCM	23,98	
ABF France Référence	ABF	23,93	
ECUREUIL Investissements	ECUREUIL	23,92	
Natio Valeurs	BNP	23,83	
Plénitude	SOGEPOST	23,77	
AGF Epargne Actions	AGF	22,84	
Rage Opportunités	FINAGEST	22,76	
Odoo Index France	ODDO	22,7	
Atlas France (C)	ATLAS	22,36	
Atlas France (D)	ATLAS	22,36	
Placement A (C)	SMC	22,25	
Placement A (D)	SMC	22,24	
Pyramides Opportunités (C)	VERNES	22,2	
Pyramides Opportunités (D)	VERNES	22,19	
Provence France II (C)	HOTTINGU	22,02	
Provence France II (D)	HOTTINGU	22,02	
AXA Valeurs	AXA	21,85	
Atout France Europe	CNCA	21,85	
Cardif Actions Opportunités	BOE FIN	20,94	
Foncier Valeurs	CDT NORD	20,81	
Optiminvest	BARCLAYS	19,89	
Lafitte France (C)	BARCLAYS	19,87	
Lafitte France (D)	BARCLAYS	19,87	
Cardif Actions Dynamiques	BOE FIN	19,85	
CPR Mobil-France	CPRESTI	19,52	
Uni-Hochs (C)	SANPAOLO	19,36	
Uni-Hochs (D)	SANPAOLO	19,36	
Hausmann France (D)	WORMS	19,28	
Hausmann France (C)	WORMS	19,27	
Marienne	BGP	19,17	
Passagier France	BNP	19,17	
Actions Agro-Alimentaire (C)	GRP BP	18,97	
Actions Agro-Alimentaire (D)	GRP BP	18,97	
France Avenir	BRED	18,76	
Sicav 5000	CL	18,64	
Edige France Actions (C)	EGIDEFIN	18,64	
Edige France Actions (D)	EGIDEFIN	18,64	
Investco Actions Françaises (D)	INVESTCO	18,6	
Investco Actions Françaises (C)	INVESTCO	18,59	
Cardif Actions France	CARIF	18,5	
Regifrance (D)	FINAGEST	18,39	
Regifrance (C)	FINAGEST	18,38	
SG France Opportunités (C)	SG	18,32	
SG France Opportunités (D)	SG	18,32	
Zurich Actions Plus	ZURICH	18,3	
France Entreprises (C)	NSM	17,92	
France Entreprises (D)	NSM	17,92	
Silvifrance	CL	17,77	
CDC Médianes	CDC GEST	17,6	
Saint-Honoré PME	CF ROTHS	17,54	
AGF Invest	CF ROTHS	17,23	
Centrale Actions France	CCR	16,82	
Mercure Actions France	CHEVRILL	15,63	
Entreprises Avenir (C)	VERNES	15,71	
Entreprises Avenir (D)	VERNES	15,71	
General Performance	GENERALI	15,23	
State Street Act. Midco (C)	STATE ST	14,82	
State Street Act. Midco (D)	STATE ST	14,81	
Objectif France 2000	LAZARD G	14,83	
France GAN	GAN	14,8	
Union France	CIC BUE	14,69	
Ecofin-Croissance	EDOF R	14,63	
CPR 5000	CPRESTI	14,33	
Natio Opportunités	BNP	13,71	
CM Mid-Actions France	CDT MUTU	13,66	
Parifrance (C)	B PARIBA	13,35	
Parifrance (D)	B PARIBA	13,34	
CPR Mobil-Croissance	CPRESTI	13,08	
Norwich France	NORWICH	12,85	
Blan Sélection France	ROTHSCH	12,54	
Harvet France	HEVET	11,76	
France Futur	BGP	11,63	
France Expansion (C)	DBC	11,26	
France Expansion (D)	DBC	11,26	
Europe Régions	CIC PARI	10,48	
Cogefi France	COGERI	10,2	
Quest Actions Régions	CIO	9,15	
Odoo Génération (C)	ODDO	8,05	
Odoo Génération (D)	ODDO	8,05	
MDM Perspectives	MDMASSUR	7,23	
AXA Second Marché Comptant (D)	AXA	7,11	
AXA Second Marché Comptant (C)	AXA	7,11	
Indosuez Croissance France	INDOSUEZ	6,83	
Passagier Avenir	BNP	5,74	
Equile SM	CDT NORD	5,32	
Ofima Midcap	DRVALMO	4,93	
Sélection Avenir	CCF	3,47	
Uni-Régions	CNCA	3,47	
Regifrance	FINAGEST	-0,4	
Objectif Dynamique	LAZARD G	-2,97	
Paribas France Emergence (C)	B PARIBA	-4,5	
Paribas France Emergence (D)	B PARIBA	-4,5	

SICAV ACTIONS EUROPE

Performance moyenne sur un an : 31,35 %

Allemagne Opportunités	DEUTSCHB	48,03	
Euractive	CDC GEST	40,37	
Eurasud	CCF	39,59	
Europe Index Plus Sicav (D)	CCF	39,57	
Europe Index Plus Sicav (C)	CCF	39,57	
Euroindex Gestion	CDC GEST	38,42	
UAP Actions Sélectionnées (C)	UAP	38,32	
UAP Actions Sélectionnées (D)	UAP	38,31	
ABF Europe Index	ABF	38,03	
Sélection Europe	SOGEPOST	36,83	
Amplitude Europe (C)	CCF	36,83	
Amplitude Europe (D)	SOGEPOST	36,83	

Libellé	Organisme promoteur	Part. % depuis le 30-12-96	Valeur liquidation
---------	---------------------	----------------------------	--------------------

Atlas Vesteurope (C)	ATLAS	13,35	373,29
Atlas Vesteurope (D)	ATLAS	13,35	373,29
Offinval Europe	OFFVALMO	15,33	888,25
AXA Europe Actions (D)	AXA	18,35	487,88
AXA Europe Actions (C)	AXA	18,35	487,88
State Street Actions Europe	STATE ST	19,35	2016,52
CNP Assur-Valeurs	CNP	19,35	35,45
Cardif Sélection Europe	BOE FIN	20,35	148,08
Partner Europe	LA MONDI	21,35	24,31
Croissance Europe (D)	INDOSUEZ	22,35	33,89
Elan Sélection Europe	ROTHSCH	23,35	33,82
Indosuez Europe (C)	INDOSUEZ	24,35	33,81
Indosuez Europe (D)	INDOSUEZ	24,35	33,81
Valcomex Actions Europe	B NATEX	25,35	33,8
Hausmann Europe	WORMS	25,35	33,49
Investco Actions Europe	INVESTCO	27,35	31,37
Eurodyn	CNCA	28,35	30,93
Croissance Britannia (C)	EPARGNE	29,35	30,97
Croissance Britannia (D)	EPARGNE	29,35	30,97
CPR Mobil-Europe	CPRESTI	31,35	30,52
Atlas Allemagne (C)	ATLAS	32,35	29,48
Atlas Allemagne (D)	ATLAS	32,35	29,48
Lafitte Europe	BARCLAYS	34,35	29,24
MDM Europe	MDMASSUR	35,35	27,91
Euroindex Leaders	CIC PARI	36,35	27,81
Partenaires Actions Europe	PALMARES	37,35	27,72
Jupiter	BGP	38,35	27,62
Europe Mid-Cap	B PARIBA	39,35	26,74
Orsay Allemagne	ORSAI	40,35	26,5
Objectif Valeurs Européennes	LAZARD G	41,35	24,63
Euro-GAN	GAN	42,35	24,56
Sanpato Méditerranée	SANPAOLO	43,35	23,83
Renaissance Europe	COMGEST	44,35	23,49
Nouvelle Europe	CF ROTHS	45,35	23,44
Europe Discovery	CF ROTHS	46,35	23,24
Euroindex	CIC BUE	47,35	23,43
Norden	VERNES	48,35	20,46
Indosuez Europe Nouvelle	INDOSUEZ	49,35	20,43
Euro PME	BUE	50,35	14,16
Sélection Europe	CCF	51,35	9,25

SICAV ACTIONS AMÉRIQUE

Performance moyenne sur un an : 39 %

State Street Amérique Latine	STATE ST	54,43	1216,24
Quantamerica	B PARIBA	53,52	480,63
State Street Actions Etats-Unis	STATE ST	51,76	252,78
USA Index Gestion	CDC GEST	46,6	218,82
Elan USA	ROTHSCH	46,46	285,27
Phoenix USA	PHENIX	41,49	3619,5
Sélection Amérique	CCF	41,26	1216,24

Libellé	Organisme promoteur	Part. % depuis le 30-12-96	Valeur liquidation
---------	---------------------	----------------------------	--------------------

Parten Alens	LA MONDI	6	40,97
Lafitte Amérique	BARCLAYS	9	40,43
Union Amérique	CIC BUE	10	39,94
Gestion USA	INDOSUEZ	11	39,03
Indosuez Amérique	INDOSUEZ	12	38,66
Nouveau Monde	BGP	13	35,02
CNP Assur-Amériques	CNP ASSU	14	31,77
Sogemercia	SG	15	30,76
Atout Amérique	CNCA	16	28,88
MDM Amérique	MDMASSUR	17	27,68
Améri-GAN	GAN	18	26,86
CIC Amérique Latine	BG CC	19	26,15

SICAV ACTIONS ASIE

Performance moyenne sur un an : -13,58 %

France Pacifique	CDC GEST	1	9,11
Japex	CIC BUE	2	5,89
Parten Chine	LA MONDI	3	4,16
Parten Japon	LA MONDI	4	2,06
NRG-Japon	NDMURA F	5	-2,5
Sélection Pacifique	CCF	6	-3,49
Nippon-GAN	GAN	7	-3,53
Saint-Honoré Pacifique	CF ROTHS	8	-3,61
Odoo Japon	B PARIBA	9	-5,12
Japexant Sicav	DDDO	10	-5,52
Indosuez Unijapon	INDOSUEZ	11	-6,32
Atout Asie	CNCA	12	-7,74
Lafitte Tokyo	BARCLAYS	13	-7,95
Investco Actions Japon	INVESTCO	14	-8,15
Aurora	BGP	15	-9,24
CNP Assur-Asie	CNP	16	-9,9
ABF Japon Index	ABF	17	-10,54
Japon Index Gestion	CDC GEST	18	-11,02
Japindex	B PARIBA	19	-11,26
Atlas Chine	ATLAS	20	-11,65
Nouvelle Croissance Japon	NORMURA F	21	-13,11
Placements Chine	NSM	22	-15,15
Tokyo Index Plus Sicav	CCF	23	-17,43
Investco Actions Asie Emergent	INVESTCO	24	-18,25
SG Japon Opportunités	SG	25	-22,19
Phoenix Japon	PHENIX	26	-22,71
Asie 2000	CF ROTHS	27	-23,49
State Street Actions Japon	STATE ST	28	-25,45
Corail	CCF	29	-26,28
Atlas Tigre (C)	ATLAS	30	-27,59
Atlas Tigre (D)	ATLAS	31	-27,59
CDT Nord	CDT NORD	32	-29,13
Euro-Orient	BUE	33	-29,62
State Street Active Asia	STATE ST	34	-32,2



Déjà à l'époque,
nos plus jeunes clients n'imaginaient pas
qu'ils deviendraient millionnaires...

Avec l'épargne Intergénération Robeco,
vous donnez à vos enfants
toutes les chances d'être millionnaires dans vingt ans.

En effectuant dès aujourd'hui une donation à vos enfants et à vos
petits-enfants dans le cadre de l'épargne Intergénération Robeco, vous
leur offrez toutes les chances de disposer d'un solide capital pour plus
tard. Avec un versement de 100 000 F par exemple au 31/10/1977,
savez-vous que le montant du capital de vos enfants ou de vos petits-
enfants aurait été de 1 656 400 F fin octobre 1997 ? Posez-y :
l'Administration Fiscale vous autorise à donner jusqu'à 300 000 F par
enfant et jusqu'à 100 000 F par petit-enfant, sans payer le moindre
centime de droits.

(*) valorisation du capital au 29/10/97, dividendes réinvestis, pour un investissement net
de 100 000 F réalisé le 30/10/77 sur le fonds Robeco N.V. (source Micropal/Robeco).



NOUS N'AVONS PAS FINI DE VOUS ÉTONNER

DEMANDE
DE DOCUMENTATION

à renvoyer par fax au 01 55 35 45 01
ou sous enveloppe non affranchie
à Banque Robeco, libre-réponse N° 1089,
75043 Paris Cedex 01

CONDITIONS DE SOUSCRIPTION PRIVILÉGIÉES
JUSQU'AU 26 FÉVRIER 1998

☐ OUI, je souhaite recevoir rapidement
et sans engagement, une documentation
complète sur l'épargne Intergénération
Robeco. J'ai bien noté que jusqu'au
28 février 1998, la Banque Robeco m'offre
la possibilité de faire une donation
à mes enfants ou petits-enfants à des
conditions très avantageuses**

(**) selon la législation en vigueur.

Nom _____

Prénom _____

Date de Naissance _____

Nombre d'enfants _____

Nombre de petits-enfants _____

Adresse _____

Code Postal _____

Ville _____

Téléphone _____

Fax _____

E-mail _____

Confirmez-moi à la fin de mon courrier et merci de m'envoyer 1978, vous
disposant d'un droit d'accès et de rectification pour toute information
vous concernant me sera adressée à la Banque Robeco

UNE QUESTION ? UN CONSEIL ?

N° Vert 0 800 09 4000

ou <http://www.robeco.fr>

06/001

مركز الاموال

VI / LE MONDE / SAMEDI 13 DÉCEMBRE 1997

ÉPARGNE-PLACEMENTS



Libellé	Organisme promoteur	Rang	Perf. % depuis le 30-12-96	Valeur liquidative
Sogepacific	SG	36	-33,07	246,50
Indosuez Orient (D)	INDOSUEZ	37	-34,49	181,1
Indosuez Orient (C)	INDOSUEZ	37	-34,49	208,46
Korea Dynamic Fund	IFC LTD	38	-38,86	714,98
Parner Tigra	LA MONDI	39	-40,15	104,0233

SICAV ACTIONS INTERNATIONALES

Performance moyenne sur un an : 20,48 %

Libellé	Organisme promoteur	Rang	Perf. % depuis le 30-12-96	Valeur liquidative
VALEURS SICAV ACTIONS				
Eurasur	BO EUROF	1	44,26	242,38
Partner Santé Internationale	LA MONDI	2	41,88	242,37
Partner Autoroute de l'Info	LA MONDI	3	36,32	147,25
Indosuez France Europe (C)	INDOSUEZ	4	35,83	232,82
Indosuez France Europe (D)	INDOSUEZ	5	35,83	232,82
Cardif Expansion International	BOE FIN	6	35,61	145,53
Natio Epargne Croissance	BNP	7	32,47	232,55
AXA International Actions	AXA	8	31,86	145,53
Distribution Internationale	BO EUROF	9	31,56	145,53
AGF Actions	AGF	10	31,2	242,37
Partner Mondations	CL	11	30,72	242,37
UAP Investissements	LA MONDI	12	29,72	172,21
CM Epargne Monde	UAP	13	29,33	80,57
Invesco Actions Globales	INVECO	14	28,11	183,18
Mercuri Pharmacie	CHEVRI	15	27,82	183,18
Athena Europe	ATHENA B	16	27,78	183,18
Transatlantique	BRED	17	26,78	205,73
Univers-ACTIONS	CNCA	18	26,64	183,18
SF-CNP Assur	CNP	19	26,57	183,18
CNP Assur-Univers	CNP	20	26,28	183,18
Planinter	GRP BP	21	24,48	204,34
Amplitude Monde (D)	SOGEPOST	22	23,24	183,18
Amplitude Monde (C)	SOGEPOST	23	23,24	183,18
Cardif Valeurs Internationales	CARDIF	24	22,19	122,65
Chevron Philippe (C)	CHEVRI	25	22,93	204,34
Soleil Investissement	GAN	26	22,65	97,5
MDM Valeurs	MDMASSUR	27	22,3	52,5
Regemond	ECOFI	28	21,85	204,34
Courriel Géoluxure	ECOFI	29	20,71	204,34
Ecotimondial (D)	ECOFI	30	20,57	183,18
Ecotimondial (C)	ECOFI	31	20,56	183,18
Sélection Santé	CCF	32	20,08	204,34
Sélection Innovation	CCF	33	19,88	204,34
Coexistence Plus	EPARGNE	34	18,12	114,19
State Street Actions Monde	STATE ST	35	18,03	124,54
Placement Santé Environnement	NSM	36	17,8	183,18
Placement Croissance	COT MORD	37	17,62	183,18
Navest Europe Continentale	NATWEST	38	17,03	122,65
Objectif Consommation	LAZARD G	39	15,78	144,73
Hervet Valeurs	HERVET	40	14,93	82,61
Ecotic	CCF	41	14,29	183,18
SG Monde Opportunités (D)	SG	42	12,58	144,73
SG Monde Opportunités (C)	SG	43	12,58	144,73
Unigestion	SANPAOLO	44	10,78	204,34
Multifactions (C)	CCF	45	10,37	204,34
Multifactions (D)	CCF	46	10,37	204,34
State Street Emerging Markets	STATE ST	47	8,41	124,54
Sélection Environnement	CCF	48	7,94	183,18
Saint-Honoré Marchés Emergents	CF ROTH	49	6,41	80,78
Atout Emergent	CNCA	50	5,22	100,78
Pyramides Actions (D)	VERNES	51	5,1	80,78
Pyramides Actions (C)	VERNES	52	5,08	80,78
SBS Emerging Valor	SBS BRN	53	4,87	100,78
AXA NPI (C)	AXA	54	3,48	124,54
AXA NPI (D)	AXA	55	3,48	124,54
Essential	SG	56	-1,03	183,18
Mugillon	COMGEST	57	-3,41	232,55

SICAV DIVERSIFIÉES FRANÇAISES

Performance moyenne sur un an : 12 %

Libellé	Organisme promoteur	Rang	Perf. % depuis le 30-12-96	Valeur liquidative
Federal France Europe	FEDFIN	1	31,03	325,35
Emergence Poste	SOGEPOST	2	28,2	347,38
Interselection France	SG	3	22,65	172,21
Midland Actions Plus	MIDLAND	4	22,46	172,21
Valeurs de France	BRED	5	22,04	172,21
Pervolar	SG	6	19,06	172,21
State Street Allocation Euro	STATE ST	7	16,34	124,54
Natio Epargne Rattraille	BNP	8	15,21	183,18
Quasi Valeurs (C)	CCF	9	15,49	183,18
Quasi Valeurs (D)	CCF	10	15,49	183,18
Norwich Sélection	NORWICH	11	15,13	124,54
Federal Croissance (C)	FEDFIN	12	14,1	204,34
Federal Croissance (D)	FEDFIN	13	14,08	204,34
Objectif Patrimoine	LAZARD G	14	11,61	94,1
CM Option Equilibre (C)	COT MUTU	15	8,53	204,34
CM Option Equilibre (D)	COT MUTU	16	8,5	204,34
Avenir Alerte (C)	COT MUTU	17	8,4	204,34
Avenir Alerte (D)	COT MUTU	18	8,38	204,34
BSD Avenir	BSD	19	6,18	124,54
Treor Avenir	CDC TRE	20	7,9	115,35
Avenir Epargne	CNP ASSUR	21	7,7	115,35
Sévia	CNCA	22	6,96	115,35
Allège (D)	BGP	23	6,67	112,49
Allège (C)	BGP	24	6,66	112,49
SBS France G.A.T. Plus	SBS BRN	25	6,54	112,49
Paribas Trésorerie 2 Plus	B PARIBA	26	3,12	114,64
Act 2 (D)	BBL FRAN	27	2,83	143,23
Act 2 (C)	BBL FRAN	28	2,82	143,23
Stardex France	CAPSTAR	29	-10,4	108,87

SICAV DIVERSIFIÉES INTERNATIONALES

Performance moyenne sur un an : 14,6 %

Libellé	Organisme promoteur	Rang	Perf. % depuis le 30-12-96	Valeur liquidative
Méditerranée Emergence	SMC	1	40,82	177,51
Atlas Maroc	ATLAS	2	39,14	172,21
Sogimar	SG	3	33,17	240,75
Sogever	SG	4	32,52	172,21
Providence Europe	HOTTINGU	5	31,28	172,21
Paranquiqui	B PARIBA	6	31,77	144,77
Natio Euro Perspectives	BNP	7	28,79	162,28
La Livret Portefeuille	C	8	27,11	110,45
Paranquiqui	B PARIBA	9	26,26	162,28
Capital-France Europe	PALLUE	10	26,04	204,34
Horizon	ECUREUIL	11	25,35	223,53
Athena Valeurs	ATHENA B	12	23,97	204,34
Atout France Monde	CNCA	13	22,07	204,34
Techno-GAN	GAN	14	21,74	204,34
JPM Epargne Patrimoine	JP MORG	15	21,25	110,45
Natio Epargne Patrimoine	BNP	16	21,25	110,45
Placement Nord (C)	SMC	17	21,15	183,18
Placement Nord (D)	SMC	18	21,15	183,18
Eagle Investissement	EAGLE ST	19	20,87	227,55
Providence International (C)	HOTTINGU	20	20,76	183,18
Providence International (D)	HOTTINGU	21	20,76	183,18
Saint-Honoré Investissements	CF ROTH	22	20,4	134,13
C.I.P.E.C.	CICEP	23	20,22	193,88
Biopère	CYRIL F	24	19,94	183,18
Navest Croissance (C)	NATWEST	25	19,79	130
Navest Croissance (D)	NATWEST	26	19,78	127,49
Gestion Indosuez (C)	INDOSUEZ	27	19,65	145,04
Gestion Indosuez (D)	INDOSUEZ	28	19,54	110,45
Capital-DR International	PALLUE	29	19,37	138,43
Fininvest	COURBOU	30	19,33	240,75
Alsace Mosaïque Investissement	SOGENAL	31	18,93	479,85
Silvam	CL	32	18,92	576,25
Stratégie Actions	LEGAL FR	33	18,23	108,87
Bacot-Alain International	BACOT	34	17,82	108,87
Dynamico	BO EUROF	35	17,22	193,88
Casimonde	CCF	36	16,74	183,18
Elen Club	RTDSCHI	37	16,73	740,04
Select Dynamique	SG	38	16,62	111,39
Conservateur Saint-Honoré	CF ROTH	39	15,78	143,23
Stardex	COM FRAN	40	15,48	154,8
France Israël Croissance	ABEILLE	41	15,23	97,5
Saint-Honoré Vie & Santé	CF ROTH	42	15,11	183,18
Gestion Mobilière	NSM	43	14,21	80,78
Vicoria Valeurs	COM FRAN	44	14,32	278,35
Patrimoine Partenaires	B PARIBA	45	14,3	197,7
ABF Starmedia	ABF	46	14,13	143,23
Winterthur Saint-Honoré	CF ROTH	47	14,07	254,32
Sélection Mondiale	CCF	48	13,97	438,59
VIA Investissement	VIA BANO	49	13,84	612,6
Elen Concerto	RTDSCHI	50	13,57	580,74

Libellé	Organisme promoteur	Rang	Perf. % depuis le 30-12-96	Valeur liquidative
Carmignac Patrimoine	CARMIGNA	1	12,82	104,154
Paribas Croissance (C)	B PARIBA	2	12,05	183,18
Select Equilibre	SG	3	12,05	183,18
Vivax (D)	GESTOR	4	12,04	183,18
Vivax (C)	GESTOR	5	12,04	183,18
Victoire	COM FRAN	6	12,02	183,18
Optigest-BMM Stratégie Int (D)	OPTIGEST	7	11,94	183,18
Optigest-BMM Stratégie Int (C)	OPTIGEST	8	11,94	183,18
Groupama Patrimoine	GROUPAMA	9	11,81	183,18
Préparé	BRED	10	11,87	183,18
Préparé	BRED	11	11,87	183,18
Europac Placements	BO EUROF	12	10,61	183,18
Paribas Croissance (D)	B PARIBA	13	10,55	183,18
Gestion Associations	B PARIBA	14	10,51	204,34
La Portefeuille Diversifié	COGER	15	10,25	178,83
Alliance	VIA BANO	16	9,84	183,18
Victoire	COM FRAN	17	9,84	183,18
Saint-Honoré Indices Clé	CF ROTH	18	9,38	183,18
Capital-Valeurs	PALLUE	19	8,37	183,18
Laurent Long Terme (D)	COT MUTU	20	8,18	183,18
Laurent Long Terme (C)	COT MUTU	21	8,18	183,18
Cortail Sicav des Sicav	CORTAIL	22	7,97	183,18
Sicav d'Epargne et de Retr.	ABEILLE	23	7,82	183,18
Objectif Stratégie Long Terme	LAZARD G	24	7,7	183,18
Global Performance	CHEVRI	25	7,07	183,18
Epargne (D)	BRED	26	6,78	183,18
Epargne (C)	BRED	27	6,78	183,18
Objectif Sélection	LAZARD G	28	6,16	183,18
Act-Rendement (C)	BBL FRAN	29	6,17	112,49
Etale Patrimoine Equilibre C	COT MORD	30	5,87	112,49
Etale Patrimoine Equilibre D	COT MORD	31	5,87	112,49
Select Défensif (C)	CCF	32	5,73	183,18
Select Défensif (D)	CCF	33	5,73	183,18
Objectif Monde	LAZARD G	34	5,46	183,18
Orsay Arbitrage	ORSAY	35	5,1	183,18
Barclays-Monde (C)	BARCLAYS	36	4,84	213,87
Barclays-Monde (D)	BARCLAYS	37	4,84	213,87
France Jacques Sicav	B PARIBA	38	3,58	144,73
Vendôme Patrimoine Sicav	CHEVRI	39	3,39	183,18
Novations	BO EUROF	40	3,35	183,18
Atlanta Gestion	CCF	41	3,33	183,18
Institutions Opportunités	B PARIBA	42	3,21	223,55
Orsay Investissement	ORSAY	43	-2,02	124,54
China Euro Fund	IFC LTD	44	-2,78	204,34

SICAV DIVERSIFIÉES IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES

Performance moyenne sur un an : 13,45 %

Libellé	Organisme promoteur	Rang	Perf. % depuis le 30-12-96	Valeur liquidative
MDM Immobilier	MDMASSUR	1	22,84	183,18
Foncier Investissement (D)	BOUE POP	2	20,85	183,18
Foncier Investissement (C)	BOUE POP	3	20,85	183,18
Barclays Actions Rendement	BARCLAYS	4	19,78	183,18
Natio Immobilier	BNP	5	18,81	183,18
France Pierre	CCF	6	18,52	183,18
Convermone	SG	7	18,2	183,18
UAP Actif Rendement	UAP	8	15,6	183,18
Actif Rendement (C)	LAZARD G	9	15,28	183,18
Hausmann Pierre (D)	WORMS	10	14,86	183,18
Hausmann Pierre (C)	WORMS	11	14,86	183,18
Uni-Foncier	CNCA	12	14,77	183,18
Indosuez Rendement Actions (D)	INDOSUEZ	13	14,73	183,18
Indosuez Rendement Actions (C)	INDOSUEZ	14	14,73	183,18
ABF Foncière Sélection	ABF	15	14,19	183,18
CNP Assur Pierre	CNP	16	13,82	183,18
Conservateur Unis	CONSERVA	17	13,47	183,18
Placement Immobilier (D)	SMC	18	13,31	183,18
Placement Immobilier (C)	SMC	19	13,31	183,18
Levan Investissement	LA MONDI	20	13,25	183,18
Croissance Immobilière	EPARGNE	21	13,25	183,18
Aytrio	AGF	22	10,45	183,18
Gestion (Immobilier Ints. (C)	B INDOUS	23	10,02	183,18
Gestion (Immobilier Ints. (D)	B INDOUS	24	9,98	183,18
Zurich Actions Pierre	ZURICH	25	9,78	183,18
Foncière Long Terme (D)	VERNES	26	8,57	183,18
Foncière Long Terme (C)	VERNES	27	8,53	183,18
Capital Pierre Investissement	PALLUE	28	5,92	183,18
Altice Pierre	COT MUTU	29	5,14	183,18
Foncière	BRED	30	4,53	183,18

SICAV DIVERSIFIÉES OR ET MATIÈRES PREMIÈRES

Performance moyenne sur un an : 23,5 %

Libellé	Organisme promoteur	Rang	Perf. % depuis le 30-12-96	Valeur liquidative
Energie	WORMS	1	4,09	170,83
Prémier	COT MORD	2	4,08	183,18
Sélection Géologie	CNCA	3	4,59	183,18
Oration	CCF	4	-20,22	130

مركز الاستثمار

ÉPARGNE-PLACEMENTS

LE MONDE / SAMEDI 13 DÉCEMBRE 1997 / VII



Libellé	Organisme promoteur	Rating	Part. % depuis le 20-12-96	Valeur liquidative
Coop Montaire	BFOC		2,65	139,38
Elan Court Terme	ROTHSCH		2,65	203,22
Sélection Monteprem	CCF		2,64	202,02
Epargne	CCF PARI		2,64	202,02
Libercourt	ODDO		2,64	202,02
HLM Montaire	CDC TRES		2,64	202,02
Capital-Sécurité	PALUEL		2,63	201,73
Amplia	CNCA		2,63	201,73
Credit Maritime Performance C	CDT MARI		2,63	201,73
Credit Maritime Performance D	CDT MARI		2,63	201,73
Objectif Sécurité	LAZARD G		2,63	201,73
Indosud	L.B.		2,62	201,28
Clé-Court (C)	CITIBANK		2,62	201,28
Clé-Court (D)	CITIBANK		2,62	201,28
Fondat Court Terme	CCF		2,61	200,93
Ecot-Monteprem (C)	ECOR FI		2,61	200,93
Ecot-Monteprem (D)	ECOR FI		2,61	200,93
Sene Coupan	BO EUROF		2,6	200,47
Indosud-Sicav (C)	CDC TRES		2,6	200,47
Indosud-Sicav (D)	CDC TRES		2,6	200,47
CPRI Mobil	CPRIEST		2,59	199,93
Griffin Court Terme (C)	CC GRIF		2,59	199,93
Griffin Court Terme (D)	CC GRIF		2,59	199,93
Loyd Sécurité	LOYS B		2,58	199,48
Gestion Sécurité	INDOSUEZ		2,58	199,48
Hausmann Fitor (D)	WORMS		2,58	199,48
Union Sécurité	CC BUE		2,58	199,48
Hausmann Fitor (C)	WORMS		2,58	199,48
Autrages Court Terme (D)	BO TRANS		2,57	199,03
Autrages Court Terme (C)	BO TRANS		2,57	199,03
Sinus SR Court Terme (C)	DU BOULZE		2,57	198,58
Sinus SR Court Terme (D)	DU BOULZE		2,57	198,58
Clé-Sécurité (C)	CAL		2,56	198,13
Clé-Sécurité (D)	CAL		2,56	198,13
Eurobank Court Terme 1ere	ECEN EUR		2,56	197,68
Orsay Monteprem	DRISAV		2,56	197,68
RG Monteprem France	ROBECO		2,56	197,68
Morgan Valorisation	JP MORG		2,55	197,23
Alasca Court Terme (D)	BP STRAS		2,55	196,78
Alasca Court Terme (C)	BP STRAS		2,55	196,78
Republie Court Terme (C)	RNB		2,52	196,33
Republie Court Terme (D)	RNB		2,52	196,33
France Court Terme	CC BUE		2,52	195,88
Norwich Trésorerie	NORWICH		2,5	195,43
Pyramides Première	VERNES		2,48	194,98
Pyramides Admision Régularité	BF BRETA		2,48	194,98
Quest (C)	CO		2,47	194,53
Quest (D)	CO		2,47	194,53
Trésorerie Première	SG		2,47	194,08
Cyrl Plus	CYRIL R		2,46	193,63
Netto Placements (C)	BNP		2,45	193,18
Netto Placements (D)	BNP		2,45	193,18
Securid	L.B.		2,44	192,73
Compaveur (D)	CDC TRES		2,43	192,28
Compaveur (C)	CDC TRES		2,43	192,28
Fruct-Court (D)	GRP BP		2,42	191,83
Fruct-Court (C)	GRP BP		2,42	191,83
Univer (C)	CNCA		2,39	191,38
Univer (D)	CNCA		2,39	191,38
Cap BRA (D)	BRA		2,37	190,93
Cap BRA (C)	BRA		2,37	190,93
Actimontaire (D)	SG		2,37	190,48
Actimontaire (C)	SG		2,37	190,48
Gestion Obligation (C)	INDOSUEZ		2,37	190,03
Act-Valorisation (D)	TBL FRAN		2,36	189,58
Act-Valorisation (C)	TBL FRAN		2,36	189,58
Placement J (C)	SMC		2,36	189,13
Placement J (D)	SMC		2,36	189,13
OBC Sécurité	SMC		2,36	188,68
Monteud (D)	L.B.		2,36	188,23
Monteud (C)	L.B.		2,36	188,23
Vivour Terme (D)	FERRI		2,35	187,78
Vivour Terme (C)	FERRI		2,35	187,78
Gestion Obligation (D)	INDOSUEZ		2,36	187,33
Mont J (D)	CNCA		2,35	186,88
Mont J (C)	CNCA		2,35	186,88
Mont J (D)	CNCA		2,34	186,43
Mont J (C)	CNCA		2,34	186,43
Placements CT Première	NSM		2,34	185,98
lène Montaire (C)	BF		2,33	185,53
Saint-Honore Real	CF ROTH		2,32	185,08
Optimance	CF		2,32	184,63
Valreal (D)	B PARIB		2,32	184,18
Valreal (C)	B PARIB		2,32	184,18
Latitude (D)	SOGEPST		2,31	183,73
Latitude (C)	SOGEPST		2,31	183,73
Capimontaire (D)	SG		2,31	183,28
Capimontaire (C)	SG		2,31	183,28
Hermet Plus (C)	HERMET		2,31	182,83
Placements Sécurité (C)	NSM		2,31	182,38
Placements Sécurité (D)	NSM		2,31	182,38
Hermet Plus (D)	HERMET		2,31	181,93
Natwest Montaire (C)	NATWEST		2,31	181,48
Objectif Première	LAZARD G		2,31	181,03
Natwest Montaire (D)	NATWEST		2,31	180,58
CM Epargne J (D)	CDT MUTU		2,3	180,13
CM Epargne J (C)	CDT MUTU		2,3	179,68
Rhone +X Court Terme (C)	BP LYON		2,3	179,23
Rhone +X Court Terme (D)	BP LYON		2,3	178,78
Clé-Valor (C)	CITIBANK		2,3	178,33
Clé-Valor (D)	CITIBANK		2,3	177,88
SNVB Montaire (C)	SNVB		2,29	177,43
SNVB Montaire (D)	SNVB		2,29	176,98
Quasar Court Terme (C)	CFM LOI		2,28	176,53
Quasar Court Terme (D)	CFM LOI		2,28	176,08
Netto Sécurité	BNP		2,27	175,63
Septentrion Court Terme	BP NORD		2,26	175,18
BRO Sécurité (C)	BRO		2,26	174,73
BRO Sécurité (D)	BRO		2,26	174,28
Priv'associations (C)	BIMP		2,25	173,83
Priv'associations (D)	BIMP		2,25	173,38
Pyramides Court (D)	VERNES		2,25	172,93
Pyramides Court (C)	VERNES		2,25	172,48
Investecourt Court Terme D	CFM MED		2,23	172,03
Investecourt Court Terme C	CFM MED		2,23	171,58
Cardif Montaire (C)	CARDIF		2,22	171,13
Cardif Montaire (D)	CARDIF		2,22	170,68
Ecureuil Sicav (D)	CCOC		2,2	170,23
Ecureuil Sicav (C)	CCOC		2,2	169,78
Ecureuil Montaire (D)	ECUREUIL		2,2	169,33
Ecureuil Montaire (C)	ECUREUIL		2,2	168,88
Sécurité	DEMACHY		2,19	168,43
Lion 2000 (C)	CL		2,18	167,98
Lion 2000 (D)	CL		2,18	167,53
Uni-Associations	CNCA		2,17	167,08
Topcash (D)	CPRIEST		2,17	166,63
Finord Sécurité (D)	CDT NORD		2,16	166,18
Finord Sécurité (C)	CDT NORD		2,16	165,73
Orsay Court Terme	GERER CO		2,14	165,28
Adm'Associations	ECOR FI		2,13	164,83
BICS Montaire (D)	ECOR FI		2,13	164,38
BICS Montaire (C)	ECOR FI		2,13	163,93
Ecureuil Distimontaire	ECUREUIL		2,12	163,48
BP Sécurité (D)	BP		2,12	163,03
BP Sécurité (C)	BP		2,12	162,58
JPM Court Terme	B JOIRE		2,11	162,13
Sécurité (C)	CC PARI		2,1	161,68
Sécurité (D)	CC PARI		2,1	161,23
Provenance Court Terme	HOTTINGU		2,1	160,78
Sicav	CAIXA DE		2,08	160,33
Sicav Associations	CDC		2,06	159,88
Ecureuil Trésorerie (D)	ECUREUIL		2,06	159,43
Ecureuil Trésorerie (C)	ECUREUIL		2,06	158,98
Fruct-Associations (D)	GRP BP		2,04	158,53
Fruct-Associations (C)	GRP BP		2,04	158,08
Sécurité-Taux	LEGAL FR		2,01	157,63
SB Sécurité (D)	CC SB		2,01	157,18
SB Sécurité (C)	CC SB		2,01	156,73
Crédit Maritime Sécurité (C)	CDT MARI		2,0	156,28
Crédit Maritime Sécurité (D)	CDT MARI		2,0	155,83
Netto Montaire (C)	BNP		1,99	155,38
Netto Montaire (D)	BNP		1,99	154,93
Dryade (C)	BGP		1,97	154,48
Dryade (D)	BGP		1,97	154,03
Launi Court Terme (D)	CDT MUTU		1,96	153,58
Launi Court Terme (C)	CDT MUTU		1,96	153,13
Uni-Cash	SANPAOLO		1,77	152,68

SICAV OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION OU A REVENU ANNUEL

Libellé	Organisme promoteur	Rating	Part. % depuis le 20-12-96	Valeur liquidative
Reflex Première (D)	STE CAF		9,1	179,38
Reflex Première (C)	STE CAF		9,1	178,93
Silverette	CL		8,58	178,48
Soprano Long Terme (D)	BACOT		8,42	178,03
Soprano Long Terme (C)	BACOT		8,41	177,58
Indosuez OAT (C)	INDOSUEZ		8,3	177,13
Indosuez OAT (D)	INDOSUEZ		8,27	176,68
BFT CNO 7/10 (C)	BFT		8,14	176,23
BFT CNO 7/10 (D)	BFT		8,14	175,78
Fruct-Prémère (C)	GRP BP		7,89	175,33
Fruct-Prémère (D)	GRP BP		7,89	174,88
CPRI OAT-Plus	CPRIEST		7,86	174,43
State Street OAT Plus (D)	STATE ST		7,48	173,98
State Street OAT Plus (C)	STATE ST		7,48	173,53
Prémère France Etat Long Terme	CCF		7,47	173,08
Synthesa	CCF		7,44	172,63
Indosuez Long Terme (C)	INDOSUEZ		7,27	172,18
Indosuez Long Terme (D)	INDOSUEZ		7,21	171,73
BP OAT Index (D)	BP		7,26	171,28
BP OAT Index (C)	BP		7,26	170,83
MDM Long Terme	MDMASSUR		7,25	170,38
MDM Première Catégorie	MDMASSUR		7,14	169,93
OAT Index Gestion	CDC GEST		7,09	169,48
Fimindex Première	FMAGEST		7,03	169,03
Natwest Long Terme (C)	NATWEST		6,98	168,58
Natwest Long Terme (D)	NATWEST		6,98	168,13
Sensipremière	ECUREUIL		6,59	167,68
AGF France Taux Fixe	AGF		6,55	167,23
Lion Institutionnels	CL		6,54	166,78
Ecureuil Capitalisation	ECUREUIL		6,52	166,33
Créolance Marcure (D)	EPARGNE		6,47	165,88
Créolance Marcure (C)	EPARGNE		6,47	165,43
UAP Allo	UAP		6,46	164,98
Natlo Obligations Long Terme	BNP		6,45	164,53
Prévoyance Ecureuil	ECUREUIL		6,39	164,08
Fruct-Cap	BOQUE POP		6,37	163,63
SGAM Première 7-10 ans (D)	SG		6,27	163,18
SGAM Première 7-10 ans (C)	SG		6,27	162,73
Primance (D)	SG		6,19	162,28
Primance (C)	SG		6,18	161,83
BRED Obli-Prémère	BRED		6,17	161,38
Ecot Première	ECOR FI		6,15	160,93
Morgan Net	JP MORG		6,11	160,48
Hausmann Obligations	WORMS		6,11	160,03

Libellé	Organisme promoteur	Rating	Part. % depuis le 20-12-96	Valeur liquidative
Epide Première	EGIDEFIN		6,11	157,18
Sélection Rendement	CCF		6,06	156,73
Morgan Première Catégorie	JP MORG		6,03	156,28
AXA France Obligations	AXA		6,03	155,83
Fructeur	B PARIB		6,02	155,38
Lion Trésor	CL		6,0	154,93
BFT Obligations	BFT		5,91	154,48
Redi Première	INVESTIM		5,88	154,03
AXA Première (C)	AXA		5,83	153,58
AXA Première (D)	AXA		5,83	153,13
Sud Horizon	BGP		5,8	152,68
Alres (D)	BGP		5,7	152,23
Alres (C)	BGP		5,7	151,78
Victoire Oblis	COM FRAN		5,61	151,33
Obli-Prémère (D)	CNCA		5,58	150,88
Union Capitalisation	CC BUE		5,48	150,43
Obli-Prémère (C)	CNCA		5,48	149,98
Sélection Valeurs du Trésor	CCF		5,4	149,53
Epargne Première (C)	CDT MUTU		5,32	149,08
Epargne Première (D)	CDT MUTU		5,31	148,63
Obli-Prémère (C)	CC PARI		5,3	148,18
Lionplus (C)	CL		5,27	147,73
Mutuasur Obligations	MRA		5,27	147,28
Lionplus (D)	CL		5,26	146,83
Harvet Obli-Prémère	HERVET		5,24	146,38
General Rendement	GENERALI		5,23	145,93
Saint-Honore Capital	CF ROTH		5,21	145,48
Placements Capitalisation	NSM		5,13	145,03
Chole	CHOLE		5,11	144,58
AGF Obli	AGF		5,08	144,13
Azua Obligations (C)	GROU PAZU		5,05	143,68
Azua Obligations (D)	GROU PAZU		5,05	143,23
CDT MUTU	CDT MUTU		5,04	142,78
LAZARD G	LAZARD G		5,04	142,33
Obli-Prémère	SOGEPST		5,03	141,88
Partner VT (D)	LA MONDI		5,01	141,43
Partner VT (C)	LA MONDI		5,01	140,98
Capital Reserves	CCF		4,95	140,53
GAN Rendement	GAN		4,88	140,08
Athens Long Terme	ATHENA B		4,84	139,63
Placements Réassurance	SCOR		4,83	139,18
Uni-Garantie (D)	CNCA		4,81	138,73
Uni-Garantie (C)	CNCA		4,81	138,28
Capital Avenir	CC PARI		4,79	137,83
Thésora (C)	SOGEPST		4,77	137,38
Thésora (D)	SOGEPST		4,77	136,93
Valpays	CARDIF		4,76	136,48
BTP Long Terme	B BTP		4,72	136,03
CPRI Obli	CPRIEST		4,68	135,58
Finamont (C)	FINAGEST		4,67	135,13



C'est en visant haut et juste qu'on obtient d'excellents résultats.

Que ce soit dans le sport ou dans le domaine financier, la réussite n'est jamais le fruit du hasard. Comme toute grande équipe professionnelle, nos spécialistes appliquent une stratégie ambitieuse. Elle repose sur une gamme de Sicav et FCP justement adaptée aux besoins des épargnants, et sur une gestion équilibrée, privilégiant la performance sans prise de risques aléatoire. Ce savoir-faire permet à la C

Libellé	Organisme promoteur	Rating	Part. % depuis le 30-12-95	Valeur liquidative
Passquier Rendement (C)	BIMAP	242	2,26	155,93
OBSC Court Terme	BIMAP	242	2,26	116870,83
Passquier Rendement (D)	BIMAP	244	2,26	109,8
Libor-Sécurité	ODDO	206	2,26	18717,00
Placements Valorisation (C)	NSM	246	2,23	24523,21
Optica CT+Stivar	ORSAY	227	2,23	308169,91
Gestiflex	CL	247	2,22	21862,62
ABF Court Terme	ABF	249	2,22	1874,65
Paribas Epargne (C)	P BARIBA	250	2,21	27327,29
Paribas Epargne (D)	P BARIBA	251	2,21	25164,8
Provence Premières Categ. (C)	HOTTINGU	252	2,19	84707,52
Provence Premières Categ. (D)	HOTTINGU	253	2,19	67763,45
Etzila Oblicourtenne (C)	CTD NORO	216	2,16	300,95
Etzila Oblicourtenne (D)	CTD NORO	252	2,16	333,63
Barclays Premiers (D)	BARCLAYS	255	2,16	16837,91
Barclays Premiers (C)	BARCLAYS	257	2,16	250,93
Sélection Court Terme	CS2	262	2,11	21077,37
Ren. Sensible	SORDEP	258	2,1	18637,8
SNVB Epargne Dynamique (C)	SNVB	260	2,1	12063,3
SNVB Epargne Dynamique (D)	SNVB	261	2,1	18571,77
Uni-MIT	SANPAOLO	258	2,06	1235,05
BS2 Valorisation (C)	BS2	253	2,03	159,58
BS2 Valorisation (D)	BS2	259	2,03	168,61
OBG-CIAL Court Terme (C)	CIAL	265	2,02	13446,75
OBG-CIAL Court Terme (D)	CIAL	266	2,02	11220,93
Partner Options	LA MONDI	257	1,98	11735,46
Securi-GAN (D)	GAN	202	1,97	12880,50
Securi-GAN (C)	GAN	206	1,97	12336,05
Pyramides Placements	VERNES	270	1,82	43014,08
Saint-Honore Associations	CF ROTHS	272	1,82	3550,82
Unipremière - CT	CS2	262	1,8	36838,55
Midland Premiers	SANPAOLO	272	1,61	18714,3
Midland Premiers	MIDLAND	276	1,43	2222,47
Netwest Taux Variable (C)	NATWEST	276	1,36	1147,57
Netwest Taux Variable (D)	NATWEST	277	1,36	1048,55
Plai Taux Variables	CTD NORO	207	1,49	5121,41
Pyramides Obliataires (D)	VERNES	276	0,37	8039,21
Pyramides Obliataires (C)	VERNES	278	0,37	11835,95
Iéna Tée-10 (D)	BFT	280	0,22	100850,87
Iéna Tée-10 (C)	BFT	281	0,21	85798,05
Netwest Valorisation	BIMP	267	0,25	10387,23

Performance moyenne sur un an : 3,4 %

ECUREUIL
BNP

Journail Trimestriel	ECUREUIL	6,88	2020,24
Natio Revue	BNP	5,13	1958,07
Norwich Remuneration	NORWICH	4,58	179,05
Hausmann Multirevues	WORMS	4,56	215,27
Fruchidur	GRP BP	4,19	255,23
AGF Revenue	AGF	4,07	102,35
Paribas Revenue	PA PARIBA	4,04	202,77
Revenue Trimestriel	SOGETEST	3,86	240,99
CARDIF Revenue Trimestrielle	CARDIF	3,82	306,23
CM Epargne Cautra	CDT MUTU	3,62	306,45
Tesnor Trimestriel	CDT TRES	3,29	399,17
Multirevues	CFOM NOR	3,13	502,06
Paradipl	NATWEST	3,05	144,35
Placements Trimestriels	NSIM	3,08	108,02
Mutuelic	CDI PAR	2,97	354,08
Etoile Trimestriel	CDT NORO	2,95	130,05
Trilex	DL	2,91	480,37
Revenue-Vert	CNCA	2,91	157,49
Romatic	CDI PAR	2,88	288,08
Cedence 3	SG	2,8	794,25
Cedence 2	SG	2,8	200,51
Cedence 1	SG	2,77	100,14
France Trimestrielle	CDG GEST	2,78	557,44
Lettiste Obligations (D)	BARCLAYS	2,73	546,50
Lettiste Obligations (E)	BARCLAYS	2,73	546,50
France Rendement (D)	CORTAL	2,59	105,05
France Rendement (E)	CORTAL	2,59	105,05
Solodice	SOGETEST	2,54	255,95
Trilex Trimestrielle	CDT	2,5	255,95

SICAV OBLIGATAIRES INTERNATIONALES

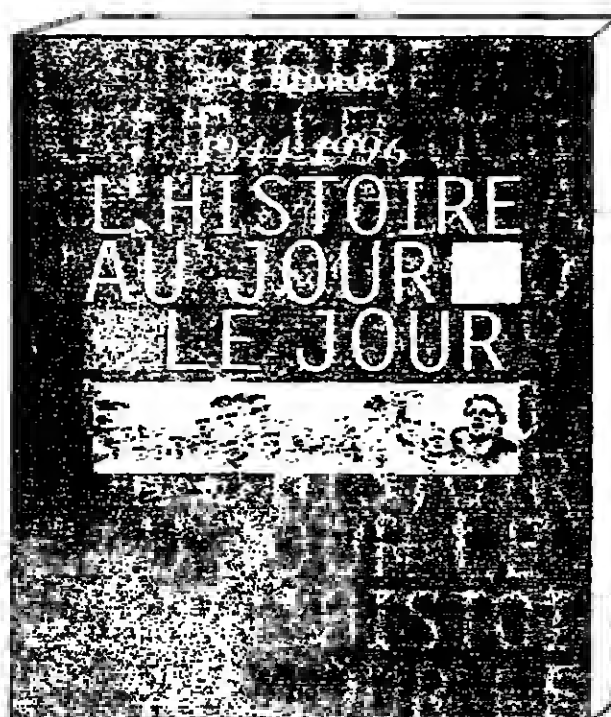
Performance moyenne sur un an : 8,25 %

Primerus Multiobligations	INDOSUEZ	21.44
Primerus Obligations Int.(C)	CCF	14.56
Primerus Obligations Int.(D)	CCF	14.56
Indosuez Horizon Europe (C)	INDOSUEZ	13.59
Indosuez Horizon Europe (D)	INDOSUEZ	13.53
U. Alphon	U. ALPHON	13.34
Obilys Monde	CC PARI	13.07
Obilys	CL	12.82
Natio Inter	BNP	12.7
AXA International Obligations	AXA	12.58
Scires Obligations Monde	STATE ST	11.24
Nord-Sud Développement (C)	CDC	11.69
Nord-Sud Développement (C)	CDC	11.69
Uni-Obligations	SANPAOLO	11.51
Mondoblog (C)	BGF	11.21
Mondoblog (D)	BGF	11.18
Fininvest	FIMAGEST	10.91
Obligations Toutes Catégories	BREO	10.53
Cardif Obligations Intéran.	CARDIF	10.4
Euro Première	CDC GEST	10.22
MDM Oblig-Inter	MDMASSUR	9.84
Interoblig	SG	9.8
Vivofortune	FERRI	9.79
Cyril Trésor International	CYRIL FI	9.67
Evangel Revenu	CDT NORO	9.25
Invesco France Première Sicav	INVSIC	9.25
Indosuez Stratégie Monde (C)	INDOSUEZ	9.53
Indosuez Stratégie Monde (D)	INDOSUEZ	9.48
AXA Europe Obligations	AXA	9.39
AGF Intérêts	AGF	9.28
Hausmann Institutions.	WORMS	9.14
Univers-Obligations	CNCA	9
MDM Eco	MDMASSUR	8.9
Convergence Europe Gestion (C)	CDC GEST	8.51
Convergence Europe Gestion (C)	CDC GEST	8.51
Objectif Capitalisation	LAZARD G	8.38
CNP Assur-Euro	CDC GEST	8.32
Partners Mondoblog	CC BUE	8.28
CPR World Cap	LA MONDI	8.22
Athena Obligations	CPRGEST	7.98
AGF Euro	ATHENA B	7.88
OFIra Europe	AGF	7.53
Obilig-Europe	OFIVALMO	7.28
Firma Euro	CPRGEST	6.75
DBSsaaf International	FIMAGEST	6.7
BUT Inter-Obligations	MAAF	6.7
GBS Sicav	BUT	6.64
Orimebond	LDUVRE	6.56
Stratégie Rendement	OFIVALMO	6.54
Vestris Obligations	LEGAL PR	6.44
Vestris Sécurité	OCM FRAN	6.43
Soprane Sicav (C)	OCM FRAN	6.35
Eurotop	BACOT	6.18
Valeurs Intérêts Placements	CCC	6.17
Gaopim (C)	ECUREUIL	6.12
Gaopim (D)	ECUREUIL	6.78
Groupama Capitalisation	GROUPAMA	6.71
Privobig	BIMP	6.7
Groupama Horizon Mensuelle Uniq.	GROUPAMA	6.59
Paribas Obligations Plus (C)	P PARIBA	6.27
Paribas Obligations Plus (C)	P PARIBA	6.28
Viektoria Andromede	ABELLE	6.24
Orsay International Bonds	ORSAY	6.08
Geoblytis (C)	SOGEPOST	6.49
Geoblytis (D)	SOGEPOST	6.49
Primerus	PR	6.41
Chateaubond Obligations	CPRGEST	6.34
Cava Oblig	DUPONT	6.34
Atlas Euroblig	ATLAS	6.17
RG Euro-Prémère	ROBECO	6.1
CPR IG Europe	CPRGEST	72
ALR Premium	ALR SES	72
Paribas Trésorerie Plus	P PARIBA	73
Plan Trésorerie Plus	B ROTHSC	76

LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE DU MONDE

Cette encyclopédie historique est composée des articles d'analyse les plus significatifs, d'une chronologie très détaillée, de nombreuses cartes en couleurs, et des illustrations tirées du *Monde*. L'index des noms de personnes, de lieux et des thèmes facilite les recherches du lecteur. Un livre de référence indispensable dans toutes les bibliothèques.

Le Monde
EDITIONS



1 242 pages - 400 F
En vente chez votre libraire
ou à défaut au Monde-Editions,
21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris

Une année charnière pour le marché de l'assurance-vie

A la croissance exceptionnelle de la décennie 1986-1996 succède désormais un avenir incertain pour le placement fétiche des Français. L'impact de la réforme fiscale en cours semble difficile à mesurer

CELA FAIT plusieurs mois maintenant que l'enthousiasme n'est plus de mise dans le monde de l'assurance-vie. Lorsqu'on les interroge sur l'exercice qui s'achève, la plupart des assureurs penchent pour la plus grande prudence. « Nous sommes actuellement dans l'impossibilité de mesurer pleinement l'impact de la réforme de la fiscalité », affirme Pierre de Villeneuve, directeur général de Cardif. Il fait ainsi allusion à la décision prise, en septembre, par le ministère des Finances, de soumettre les revenus de l'assurance-vie non seulement à des prélèvements sociaux alourdis (10 % au total, dont 7,5 % au titre de la nouvelle CSG ; 0,5 % pour la CRDS et 2 % supplémentaires pour la Caisse nationale d'allocation familiale et celle d'assurance vieillesse), mais surtout à un prélèvement libératoire de 7,5 % qui ponctionnerait, à l'échéance du contrat, les revenus générés supérieurs à 30 000 francs (60 000 francs pour un couple).

Deux phénomènes contradictoires risquent en effet de se télescoper en cette fin d'année. D'un côté, le tour de vis fiscal annoncé par le gouvernement s'est traduit en octobre par un gel sensible de l'activité (c'est du moins ce qui ressort des estimations d'un certain nombre de compagnies). De l'autre, la possibilité laissée aux souscripteurs d'alimenter leur contrat à hauteur de 200 000 francs supplémentaires entre le 26 septembre et le 31 décembre sans que ces sommes ne soient soumises à la nouvelle taxation a toutes les chances d'aboutir, d'ici la fin du mois, à un gonflement artificiel des encours.

« Les chiffres du second semestre devront être maniés avec précautions et ne pas donner lieu à de conclusions trop hâtives », note Pierre de Villeneuve. « Les gens sont encore

dans l'attente de ce qui va se passer. C'est le flou le plus total », renchérit Jean-Pierre Bégon-Lours, président d'Axiva (filiale d'AXA). Les jours qui viennent devraient leur permettre cependant d'y voir plus clair. La réforme fiscale de l'assurance-vie (article 17 du projet de loi de finances 1998), votée en première lecture à l'Assemblée nationale, mais rejetée en bloc par le Sénat, passe de nouveau devant les députés le 16 décembre et pourrait bien être finalisée à cette occasion. Or il n'est pas exclu que le nouveau régime fiscal, déjà sensiblement adouci par rapport à la mouture initiale de surcuis des 200 000 francs n'existait pas dans le premier projet, le durcissement du régime fiscal des retraits partiels a été abandonné, donne lieu à de nouveaux compromis.

EXONÉRATION SUIVANT LA DURÉE
« L'idée d'une exonération des revenus en contrepartie d'un allongement de la durée des contrats, qui pourrait passer à douze ans, comme cela a été suggéré lors des discussions au Sénat, peut encore faire son chemin », estime Claude Fath, le directeur du secteur vie d'AXA-UAP. A l'instar de beaucoup de ses collègues, M. Fath considère que huit ans c'est trop court pour ce type de placement, dont l'objectif principal devrait être la préparation de la retraite. « On peut tout à fait imaginer une taxation des revenus de l'assurance vie en quatre temps : 35 % si on sort avant quatre ans, 15 % si la sortie se fait entre quatre et huit ans, 7,5 % entre huit et douze ans, 0 % au-delà », avance Claude Fath. A l'heure de l'Europe (en Allemagne, l'assurance-vie est exonérée au bout de douze ans), le gouvernement sera peut-être sensible à l'argument. Mais la confiance sera tout de même difficile à rétablir.

« Les particuliers qui avaient fait

de l'assurance-vie leur placement fétiche sont aujourd'hui désorientés, remarque un professionnel. Ils ont été fortement déstabilisés par la suppression de l'avantage à l'entrée en 1996, et l'annonce gouvernementale de cet automne n'a fait que renforcer leurs craintes. » La réputation d'eldorado fiscal qui a longtemps porté le marché de l'assurance-vie est aujourd'hui sérieusement entamée. « Le ressort est cassé, et c'est particulièrement vrai pour les gros particuliers, qui cherchent désormais d'autres solutions d'optimisation fiscale de leur revenu et de leur succession », constate un assureur.

La fragilisation du marché apparaît déjà dans les exercices 1995 et 1996. Une lecture attentive montre, en effet, le caractère largement superficiel de la belle santé affichée par le secteur sur cette période (+10 % en 1995 et +12,5 % l'année suivante). « La récolte exceptionnelle de l'automne 1995 a été due, pour l'essentiel, à une souscription massive de contrats à primes périodiques, seuls épargnés par la suppression de l'avantage à l'entrée », rappelle-t-on à la FFSA (Fédération française des sociétés d'assurances). Quant à la progression de 22 % du premier semestre 1996, elle traduirait surtout les importants transferts d'épargne qui se sont faits au profit de l'assurance-

vie (mais aussi de l'épargne logement), à la suite de la baisse des taux (notamment celle du livret A) et du durcissement du régime fiscal des sica de capitalisation. Dès le troisième trimestre, l'effet s'estompé. Le quatrième trimestre

reste attractif, notamment face à des produits concurrents comme les plans d'épargne logement. Par ailleurs, l'arrivée à échéance en 1998 des premiers PEP (plan d'épargne populaire) bancaires pourrait jouer en faveur de l'assurance-vie. En sus, le marché risque de bénéficier d'un regain d'intérêt pour les PEP assurance-vie (un peu plus de 20 % de l'encours total des PEP) qui échappent au prélèvement libératoire de 7,5 %. Enfin, le succès des contrats multisupports ne se dément pas. Encore marginaux (les contrats classiques en francs investis en obligations représentaient 80 % de la collecte globale en 1996), les multisupports gagnent chaque année davantage de terrain. En progression de 60 % en 1996, ils ont encore enregistré une croissance de plus de 50 % au premier semestre 1997 et monopolisaient, sur cette période, plus du quart des affaires nouvelles. « L'année qui s'achève sera tirée par la croissance des produits multisupports qui, à mon sens, constitue une saine voie de développement pour le marché de l'assurance-vie », souligne Jean-François Lemoux, directeur général de PFA-Vie. Reste à savoir si cela suffira pour que l'assurance-vie renoue avec la croissance.

Laurence Delain

Les multisupports souvent mal définis

DANS LES CONTRATS d'assurance-vie multisupports, il existe une alternative, de plus en plus fréquente, au libre choix des supports : les profils de gestion. Ces nouveaux outils apparus récemment constituent une façon de faire de la gestion sous mandat sans le dire. En l'absence de standards, les épargnants ont pourtant intérêt à y regarder à deux fois.

Première manière de procéder : une répartition fixe des actifs entre différents OPCVM. C'est, par exemple, le cas de Norwich Libre Option de Norwich Union, qui propose trois répartitions libellées respectivement : sécurité, équilibre, dynamisme. Elles s'appuient sur un actif en francs et différents OPCVM. Ainsi, l'option sécurité est à 70 % en francs, 20 % dans un OPCVM obligations françaises et 10 % dans un OPCVM diversifié. L'assuré sait ce qu'il achète. Seul problème : au fil du temps, l'OPCVM le plus performant peut représenter beaucoup plus d'actifs que la part qui lui a été attribuée à l'origine. Ce procédé est de plus en plus souvent abandonné aujourd'hui.

Autre méthode : certains contrats proposent, pour chaque type de gestion, une sica, un fonds commun de placement ou un fonds de fonds, répondant à une définition précise. L'engagement délivré par la Commission des opérations de Bourse (COB) et les règles prudentielles et de dispersion des placements protègent suffisamment l'épargnant, autant que s'il achetait son OPCVM directement. Plusieurs contrats retiennent cette solution. Ainsi, Cardif Multi Plus, le dernier-né de Cardif, offre le choix entre deux FCP diversifiés : l'un, Cardif Gestion Équilibre, accordera une part dominante aux investissements en produits de taux, l'autre, Cardif Gestion Dynamique, accorde une part dominante aux investissements en actions. De nombreux assureurs procèdent ainsi, par exemple Abellie Vie avec son contrat Sélective Croissance, en proposant les sica de la gamme Victoire.

Mais la technique la plus élaborée est celle d'une répartition des actifs, gérée par un professionnel, entre plusieurs OPCVM. C'est par exemple le cas de Mondiale Stratégie II. Trois profils sont proposés : Soft, Tonik, Energic. Le profil Ener-

gic est défini comme ayant pour objectif « la recherche de fortes plus-values sur une longue période » (quinze ans), tout en acceptant des risques de fluctuation à court et moyen terme. Compte tenu de la forte volatilité de ce profil composé majoritairement de supports actions françaises et internationales, La Mondiale se réserve la possibilité de revoir à tout moment la répartition entre les OPCVM actions et obligations en fonction de l'évolution des marchés financiers. Marc Froussé, directeur des partenariats à La Mondiale, insiste sur l'information préalable : « Nous demandons à nos commerciaux de bien expliquer le risque. Ainsi, le profil Soft a une volatilité de 7, c'est-à-dire un risque de perte du capital de 7 %. Le client doit connaître et soupeser cette contrepartie qui lui permettra d'obtenir des performances plus séduisantes qu'un profil plus tranquille. Nous définissons aussi nos profils en fonction d'une durée de détention. Chaque fois que nous faisons un arbitrage au sein d'un profil, le client reçoit un avertissement. »

RESPONSABILITÉ DE L'ASSUREUR
Odile Boite, directeur juridique de Cardif, exige aussi cette information préalable et continue : « Dès le départ le client doit être clairement informé de ce qu'il possède dans son profil de gestion. Et toute modification doit donner lieu à un avertissement. » Mais si, dans leur majorité, les profils sécuritaires et prudents comportent, généralement, au maximum 20 % d'actions, nous avons relevé la présence de plus de 40 % d'actions dans certains contrats et l'un va même jusqu'à 70 %. L'assuré ne doit pas oublier que celui qui réalise la meilleure performance est aussi celui qui prend le plus de risques.

A force de jongler avec les règles de base, un assureur ne pourrait-il pas un jour être poursuivi par ses assurés ? Pour Philippe Baillet, directeur commercial d'Abellie Vie, il n'y a pas de doute : « Si une compagnie proposait une option sécurité qui entraînerait des pertes, elle ne serait pas à l'abri d'une procédure, car le souscripteur pourrait lui reprocher de l'avoir trompé. De fait, l'assureur se doit d'être cohérent entre la dénomination des supports et leur vraie nature. »

Bernard Le Court

Avec l'Europe, faites pèti-er votre épargne

EuroAction :
+ 69 %

depuis sa création
en novembre 1995

Fructi Euro Vie :

un nouveau placement pour
bénéficier du meilleur de
l'Europe dans votre contrat
d'assurance-vie

Fructi Euro PEA :
une nouvelle Sica pour saisir
les meilleures opportunités
des marchés européens
dans votre
PEA

**Fructifonds Valeurs
Européennes :**

+ 172 %

sur 5 ans
au 31 octobre 1997



Nous ne sommes pas populaires sans raisons

Les produits à taux administrés font fureur

QUITTE À PRENDRE le risque d'irriter le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, les banquiers ne rateraient jamais une occasion de lui rappeler que le niveau des taux dits administrés est trop élevé et ne correspond plus à la réalité du marché. Ces taux s'appliquent à des produits d'épargne bien définis, comme le Livret A, le Livret bleu, le Codevi, le Livret Jeune, le Livret d'épargne populaire (LEP) ou encore les comptes et plans d'épargne-logement et les livrets fiscalisés des banques.

Le niveau de rémunération de ces produits est fixé par le ministre des finances. Rémunérés à 3,5 % l'an (voire 4,75 % pour les LEP ou les Livrets Jeune), ces produits d'épargne rapportent actuellement plus que le marché monétaire (3,2 %). Le taux de l'épargne à régime spécial ne suit pas automatiquement les évolutions du marché monétaire et dépend d'une décision politique.

Une décision que les ministres des finances successifs, qu'ils soient de droite ou de gauche, n'ont jamais trouvée facile à prendre. Surtout lorsqu'il s'agit de baisser le niveau de ces taux. Ils craignent d'être accusés de frapper les petits épargnants en diminuant la rémunération de ce que l'on considère traditionnellement comme des formes d'épargne populaire.

Rémunérés à 3,5 % l'an (voire 4,75 % pour les LEP ou les Livrets Jeune), ces produits d'épargne rapportent plus que le marché monétaire

« Ceux qui sont réellement pénalisés, ce sont les épargnants dont les livrets sont pleins, qui ne sont généralement pas les plus défavorisés », plaident les banquiers, rappelant que lorsqu'on baisse le taux d'un point la différence sur un montant maximum de 100 000 francs n'est jamais que de 1 000 francs. Les banquiers estiment donc qu'une diminution du taux passerait inaperçue dans le budget annuel d'un ménage. Elle constituerait, en revanche, un soulagement sensible pour plusieurs autres acteurs économiques.

Les banques sont bien sûr aux premières loges : les concours de taux administrés dans leurs comptes (hors Livrets A) représentent plus de 300 milliards de francs. Pour les banques commerciales dites AFB (BNP, CCF, Crédit lyonnais, Société générale...), les dépôts dits à régime spécial atteignent un tiers de leurs ressources. Elles ont progressé d'environ 20 % cette année. Si leur taux

de rémunération baissait d'un point, le système bancaire français économiserait 9 milliards de francs par an. Ce qui contribuerait significativement à améliorer sa rentabilité à un moment crucial, puisque les banques doivent se préparer au passage à l'euro et aux 35 heures tout en résistant aux ambitions de certaines de leurs concurrentes européennes sur le marché français. Les banques, en particulier le Crédit agricole, se disent en outre prêtes à répercuter une partie de ce gain potentiel sur les conditions de crédit consenties aux artisans et PME.

Même les Caisses d'épargne, qui partagent avec La Poste le monopole du Livret A, accepteraient une baisse de leur taux sans trop rechigner. Les sommes collectées au titre du Livret A sont, en effet, centralisées à la Caisse des dépôts et consignations qui les affecte au financement du logement social. La CDC consent ainsi des prêts aux HLM. Compte tenu du coût des dépôts sur les Livrets A, les crédits aux organismes de HLM ressortent à des conditions peu attractives. La CDC place ensuite les excédents et peut rémunérer l'Etat pour la garantie qu'il apporte aux fonds déposés sur le Livret A. Or, plus le taux du Livret A est bas par rapport aux taux de marché, plus il est facile pour la Caisse des dépôts de dégager un excédent sur la gestion de ces fonds.

Pour l'heure, toutefois, aucune modification du taux n'est à l'ordre du jour. Les spécialistes de la gestion de patrimoine sont donc unanimes : « Faites le plein de produits à taux administrés pour gérer votre trésorerie. »

Ces produits couplent plusieurs avantages : un rendement garanti fixe encore élevé par rapport aux taux du marché monétaire, une sécurité quasi absolue, une disponibilité totale (sauf pour le plan d'épargne-logement) et une fiscalité avantageuse. Les Livrets A (Poste et Caisses d'épargne) et bleu (Crédit mutuel) ont un plafond de versement de 100 000 francs, le Codevi de 30 000 francs. Leur taux de 3,5 % ne supporte aucune charge fiscale ou sociale. Le Livret Jeune, réservé aux 10-25 ans, et le LEP (qui n'est accessible que si l'on paie moins de 4 000 francs d'impôts) rapportent, eux, 4,75 % par an sans impôt ni prélèvements sociaux avec un plafond de 10 000 francs.

Lorsque tous ces livrets sont saturés, restent le compte épargne-logement et le livret bancaire classique, fiscalisé. Sur le premier, les épargnants doivent payer à la sortie un prélèvement social de 10 %. Le deuxième est soumis aux prélèvements sociaux et à l'impôt sur le revenu de droit commun. Malgré cette fiscalité, ces comptes explosent. Selon les dernières statistiques de la Banque de France, leur encours a progressé de plus de 32 % depuis le début de l'année.

Sophie Fay

TOUT A CONCOURS, en 1997, à inciter les Français à acheter pour acheter leur logement. Au premier trimestre, chaque acquéreur potentiel a scruté avec attention les programmes de ventes des investisseurs institutionnels - banques, compagnies d'assurances ou institutions publiques pressées de se débarrasser d'un patrimoine gigantesque qui leur brûlait les doigts. La perspective de modifications des textes législatifs avec l'arrivée d'une nouvelle majorité avait encore accentué cet attentisme.

Pourtant, la reprise, bien que timide, semble être là. Selon les professionnels, la tendance est particulièrement marquée depuis septembre. Les différences composantes du marché de l'immobilier s'équilibrent cependant pas au même rythme. S'agissant des bureaux, la pénurie se fait sentir depuis six mois. « Au bout de cinq ans de non-construction, on finit naturellement par avoir épuisé ce qui existait », commente un expert. Selon le Gremac (Groupe de recherche sur l'économie de la construction) et de l'aménagement, on ne trouve plus à Paris de surfaces de 10 000 mètres carrés et plus. Cette situation va coïncider, selon l'organisme d'études, à une hausse des loyers de bureaux dans le « Triangle d'Or », dès 1998, qui devrait progressivement gagner le reste de la région parisienne et, plus tard, la province. De fait, les investisseurs commencent à s'intéresser aujourd'hui à des bureaux considérés, il y a peu, comme difficiles à louer ou à vendre parce qu'ils n'étaient pas neufs. Ils apparaissent aujourd'hui, réhabilités, comme de bons produits de substitution.

S'agissant du logement, la situation est contrastée selon qu'il

s'agit de Paris ou de la province. Dans la capitale, les appartements dits « Périisol » - du nom de la loi qui favorise l'acquisition de logements locatifs neufs - sont de plus en plus difficiles à trouver. Comme dans l'immobilier de bureaux, l'ère de la pénurie approche. Cela conduit naturellement les épargnants à se tourner vers l'ancien, dont le marché, du coup, se ranime. « L'ancien récent se place bien », constate un expert. « Mais on n'en est pas encore à parler d'augmentation de loyers. En tout cas, pas avant

le début 1998. Sur le volume des transactions, les professionnels parisiens sont plutôt satisfaits, même si l'on ne retrouve pas l'engouement qui avait marqué la fin de l'année 1996, en particulier le pic de décembre (lié, il est vrai, à la fin, début 1997, du dispositif de déduction fiscale des intérêts d'un emprunt).

CONTRATS DE RÉSERVATION
Ce sont surtout les ventes d'appartements neufs qui dopent le marché avec, sur Paris comme sur les quatre départements de la

La chasse aux faux mètres carrés est ouverte

Depuis le 18 juin 1997, et en vertu de la loi Carrez, tout avant-contrat ou acte de vente portant sur un lot de copropriété ancien doit mentionner la surface. La loi s'applique à tous les lots de copropriété de plus de 8 mètres carrés, c'est-à-dire aux habitations, aux locaux commerciaux, industriels ou professionnels. Sont exclus du dispositif les caves, garages et emplacements de stationnement.

Pour mesurer la superficie du bien, il faut tenir compte de la superficie des planchers des locaux clos et couverts, après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches, cages d'escalier, gaines et embrasures de portes. Balcons, terrasses et surfaces dont la hauteur sous plafond est inférieure à 1,80 mètre sont aussi exclus du dispositif.

Le législateur a prévu une marge d'erreur de 5 % dans le calcul de la superficie. Elle permet, le cas échéant, au vendeur ou à l'agent immobilier de réaliser lui-même ses mesures.

1999 », poursuit-il. Enfin, la province, dont le marché du neuf n'a pas encore été absorbé, ne connaît pas cette tendance et ne présente pas de changement significatif.

Si nombre de professionnels notent que le gros de la crise est terminé, les prix sont encore orientés à la baisse par rapport à 1996 à la fin de l'année. Ce constat confirme l'analyse faite par la chambre des notaires de Paris en présentant, fin octobre, sa note de conjoncture pour le deuxième tri-

petite couronne, une augmentation globale des transactions de 41 % en un an. L'amortissement « Périisol » du nom du précédent ministre du logement, qui offre d'importants avantages fiscaux aux acquéreurs de logements locatifs neufs, concerne la moitié des achats de logements neufs. Pour la chambre des notaires de Paris, ces mesures, qui doivent durer jusqu'au 31 décembre 1998, portent aujourd'hui leurs fruits. Bien que la loi ait été promulguée au premier semestre 1996, les

décrets d'application n'ont été publiés que, fin août. Les investisseurs ont donc commencé à signer des contrats de réservation au quatrième trimestre 1996, et cette activité s'est poursuivie début 1997. Le soutien de l'activité n'empêche pas le fléchissement des prix. Au deuxième trimestre de cette année, le prix moyen au mètre carré à Paris est descendu à 14 877 francs, soit une hausse de près de 5 % en un an. C'est, selon la chambre des notaires, la première fois que les prix moyens chutent en deçà des 15 000 francs, ce qui les ramène au niveau de 1988.

En rythme annuel, la baisse des prix sur le deuxième trimestre 1997 s'est ralentie par rapport aux deux années précédentes (environ -9 % et -8 %), mais avoisine encore 5 % sur Paris et près de 6 % avec les départements limitrophes (Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis et Hauts-de-Seine). Sur Paris en un an, les arrondissements les plus affectés par la baisse sont le 1^{er}, le 4^e, le 9^e, ainsi que le 18^e, qui est l'arrondissement le moins cher de Paris, avec un prix moyen au mètre carré de 10 957 francs. A l'inverse, la palme revient, pour le troisième trimestre consécutif, au 6^e arrondissement, avec un prix moyen de 22 343 francs le mètre carré. C'est d'ailleurs le seul arrondissement à connaître une hausse (+4,3 %). Les 16^e, 5^e et 12^e sont ceux qui résistent le mieux, mais aucun n'échappe pour autant à la baisse.

Enfin, les trois départements limitrophes enregistrent également une nouvelle baisse des prix. Dans les Hauts-de-Seine, les prix chutent de 7,21 %, en Seine-Saint-Denis de 8,28 %, et dans le Val-de-Marne de 3,32 %.

Babette Stern

Assurance-vie, PEA et PEP restent des oasis fiscales

LA LOI de finances 1998 n'a finalement que peu touché aux oasis fiscales traditionnelles. Certes, les plans d'épargne en actions (PEA), les plans d'épargne populaire (PEP) et les contrats d'assurance-vie sont aussi touchés par la hausse de la fiscalité. Mais ils conservent tout leur intérêt. Tous trois, ils verront, à partir du 1^{er} janvier 1998, leurs gains soumis à un prélèvement de 10 % au titre des contributions sociales (1 % pour la Caisse nationale d'allocations familiales, 1 % pour la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, 0,5 % au titre de la CRDS et 7,5 % au titre de la CSG), contre 3,9 % actuellement. Mais la majorité des contributions sociales concerne la grande majorité des placements, à l'exception des livrets d'épargne.

● L'assurance-vie est cependant plus pénalisée que les PEA et PEP par la nouvelle loi de finances. L'exonération d'impôt sur le revenu concernant les produits acquis sur un contrat d'assurance-vie, d'une durée de plus de huit ans, est désormais plafonnée à 30 000 francs pour une personne seule et à 60 000 francs pour un couple. Au-delà de ces plafonds, un nouvel impôt de 7,5 % s'applique.

Jusqu'alors, les revenus des contrats d'assurance-vie étaient totalement exonérés dès lors que le contrat avait été souscrit au moins huit ans avant. Cette nouvelle réglementation s'applique pour les contrats d'assurance-vie ouverts après le 25 septembre 1997. « Cumuler 30 000 francs d'intérêts ou huit ans revient à avoir versé une prime unique de 75 000 francs ou encore environ 1 500 francs chaque mois sur son contrat », estime la Fédération française des sociétés d'assurances.

Pour les contrats ouverts avant le 25 septembre, l'exonération fiscale de l'épargne capitalisée avant cette date reste acquise. Par ailleurs, le gouvernement a souhaité laisser quelques mois de répit à leurs détenteurs, afin qu'ils ne réduisent pas subitement leurs versements, qui contribuent pour une large part au financement de la dette publique. Il leur est possible de verser jusqu'à 200 000 francs, entre le 26 septembre et le 31 décembre, sans

s'inquiéter de la nouvelle taxation. Tout versement au-delà de ce montant pourra, en revanche, y échapper. Tout comme les versements qui auront lieu après le 1^{er} janvier 1998. Les intérêts cumulés avant le 1^{er} janvier 1998 feront l'objet d'un compte à part et ne seront donc soumis qu'aux prélèvements sociaux.

Deux types de contrat d'assurance-vie échappent à cet impôt de 7,5 %. D'une part les contrats « à primes périodiques », qui ont plusieurs caractéristiques : le montant et la périodicité des versements doivent être déterminés lors de la souscription, tout comme le montant du capital (ou de la rente) servi au terme ; ils doivent offrir un taux garanti. D'autre part, l'ensemble des contrats souscrits avant 1983.

L'assurance-vie reste toutefois avantageuse par rapport à des placements directs en valeurs mobilières : au total ses revenus seront donc taxés à partir de 1998 à hauteur de 17,5 %, alors que les plus-values sur valeurs mobilières le sont à 26 %, au-delà du seuil de 100 000 francs. D'autant qu'elle autorise une exonération des droits de succession. Et par rapport à ses deux concurrents, le PEP et le PEA, elle garde un avantage de taille : le montant des versements n'est pas plafonné, alors qu'il l'est à hauteur de 600 000 francs pour une personne (1,2 million pour un couple) qui souscrit à un PEA ou à un PEP.

● Le PEA et le PEP retrouvent

toutefois dans ce contexte de l'intérêt. Certes, les crédits d'impôt procurés par des placements en titres non cotés dans les PEA sont, avec la loi de finances 1998, limités à 10 % du montant de ces placements. Mais cette mesure concerne peu de gens et constitue une disposition contre la fraude de certaines sociétés de services utilisant cette forme de placement pour rémunérer leurs salariés en leur permettant d'échapper partiellement à l'impôt sur le revenu.

A part cette mesure et l'augmentation des prélèvements sociaux, les deux plans ne connaissent aucune majoration fiscale. Par ailleurs, ils sont aujourd'hui les seuls bénéficiaires d'un cadeau fiscal particulièrement intéressant pour ceux qui recherchent un complément de retraite : la sortie en rente est certes soumise aux prélèvements sociaux mais elle est exonérée d'impôt sur le revenu. Seule condition, détenir le plan depuis huit ans, même si le PEA permet une sortie en capital détaxé dès la fin de la cinquième année.

● Le PEP, contrairement au PEA, offre une garantie en capital au bout de huit ans. En souscrivant à un PEA, on peut perdre de l'argent, sauf à s'investir que dans des fonds à capital garanti. Mais, les perspectives de gain sont plus importantes : à long terme, les placements en actions sont les plus intéressants.

Le PEP offre toutefois un rendement après impôt tout à fait satisfaisant.

Virginie Malingre

Le ministre des finances annonce de nouvelles mesures dans le domaine de l'assurance-vie

LE MINISTRE des finances, Dominique Strauss-Kahn, a annoncé, mardi 9 décembre, à l'occasion des septièmes entretiens de la COB, une nouvelle modification de la fiscalité de l'assurance-vie. Il s'agit d'élargir les dispositifs d'exemption qui permettent d'échapper au nouveau prélèvement libératoire de 7,5 % (hors prélèvements sociaux) qui est prévu pour les revenus des contrats de plus de huit ans supérieurs à 30 000 francs pour un célibataire et 60 000 francs pour un

couple. M. Strauss-Kahn a indiqué qu'il proposerait au Parlement un « élargissement » du dispositif d'exonération fiscale qui figure déjà dans la loi de finances en faveur du capital-risque, « pour en faire bénéficier les actions cotées », dans le cadre du projet de budget 1998.

Le ministre visait notamment « l'extension de l'exonération totale de fiscalité sur les revenus accumulés sur les capitaux de l'assurance-vie au bout de huit ans, lorsque ces capitaux sont réinvestis dans des

titres non cotés en capital risque, aux capitaux qui seraient réinvestis à 50 % en actions cotées ». Un nouveau taux d'imposition de 3 % ou 4 % sans abattement serait alors appliqué pour les contrats au bout de douze ans.

Cette mesure, qui pourrait être accompagnée d'autres afin de favoriser les petits épargnants, s'inscrit dans la volonté du gouvernement de développer encore plus l'investissement en actions à l'approche de l'euro, a indiqué M. Strauss-Kahn.



Le Spécialiste du Financement Immobilier

- Les taux les plus bas
- du marché
- Accord spécial
- fonctionnaire
- Rachat de Crédit
- (Economie jusqu'à 35%)
- de la mensualité)

01 53 59 50 50

5.50 من ريال

Épargne ou crédit : les assureurs élargissent leur offre

Concurrencées par les banques à la fois en matière d'assurance-vie et d'assurance-dommages, les compagnies ont décidé de contre-attaquer avec des comptes rémunérés, des prêts auto ou des PEL

VOUS VIENDRAIT-IL l'idée d'ouvrir un plan d'épargne-logement chez votre assureur ? Probablement pas. Pourtant, depuis le mois de juin, Groupama distribue des PEL et des comptes d'épargne-logement (CEL). Cette initiative n'est pas isolée : ces comptes d'épargne sont disponibles chez les 4 000 conseillers Assurfinance et 1 250 agents généraux des AGF. Les compagnies d'assurances étoffent progressivement leur offre en matière de produits bancaires. Alors que les banques grignotent des parts de marché sur l'assurance-vie et qu'elles s'attaquent au marché de l'assurance-dommages, les assureurs se battent désormais sur le terrain des produits bancaires en proposant des comptes rémunérés, des prêts auto ou des crédits renouvelables associés à une carte de paiement.

Spécialistes de gestion de l'épargne à long terme pour leur propre compte, les assureurs ont d'abord développé une gamme de sica et de fonds communs de placement dont la taille n'a parfois rien à envier à celle que proposent les banques. Chez certaines mutuelles, l'offre est encore sommaire. La GMF, par exemple, ne commercialise que trois fonds. Mais, chez la plupart des grands assureurs (AGF, GAN, Axa, Commercial Union) le nombre de fonds se compte en dizaines. Ces produits couvrent à peu près tout le spectre de spécialisation possible sur les marchés financiers (obligations ou actions, françaises ou étrangères). Ils se caractérisent souvent par leurs très bonnes performances sur le long terme. MDM Europe ou MDM Oblig-Inter gérées par les Mutuelles

du Mans, l'une jouant les obligations européennes, l'autre les obligations internationales, Phenix USA, une sica américaine des AGF, Axa Europe Action, ou encore AGF Invest, spécialisées sur les valeurs moyennes françaises, figurent, pour ne citer qu'elles, régulièrement dans le haut des classements.

Certaines compagnies proposent des crédits renouvelables associés à une carte de paiement

Généralement, ces sica sont commercialisées via des contrats d'assurance-vie multisupports. Le GAN, par exemple, vient de lancer Chronothys qui permet d'investir sur plus d'une vingtaine de fonds de l'assureur. La formule du multisupport présente un intérêt fiscal. « Elle permet de limiter la taxation sur les plus-values ou de transmettre ces investissements en franchise fiscale », fait remarquer Pierre Teillet directeur vie au GAN. L'autre produit qui permet d'échapper à la taxation des plus-values réalisées sur des OPCVM, à condition qu'ils soient investis à au moins 60 % en actions françaises, le plan d'épargne en action (PEA), a fait un flop chez les rares assureurs qui le commercialisent. Les Mutuelles du Mans n'en ont ouvert qu'une centaine, le

chiffre est quasiment identique chez Abeille-Vie, Groupama en totalité pour sa part 1 000.

Il est toutefois possible d'acquiescer les OPCVM des assureurs en dehors de l'assurance-vie ou du PEA. Ces achats en direct permettent de disposer de son épargne comme on l'entend, sans qu'elle soit bloquée pendant huit ans, la durée de vie minimale pour bénéficier en totalité des avantages fiscaux de l'assurance-vie ou du PEA. Cependant, ce mode d'achat n'est pas toujours facile. Dans la plupart des cas, ces produits ne peuvent être souscrits qu'à l'initiative de la banque filiale de l'assureur qui gère ces fonds comme le BIF pour le GAN ou la BIFE pour La Mondiale. Sans parler de Commercial Union qui se souvient pas vendre ses OPCVM directement. Heureusement, les choses évoluent. D'abord les centrales d'achat comme celle de Cortal, de Vega Finance ou d'American Express permettent d'acquiescer facilement un grand nombre d'OPCVM y compris ceux des compagnies d'assurances. Ensuite, les assureurs eux-mêmes commencent à vendre directement leurs produits via les différents réseaux de distribution. Le GAN s'interroge sur l'opportunité de commercialiser ses OPCVM de cette manière. La compagnie imiterait ainsi Axa, la MAAF, Groupama et surtout les AGF qui diffusent à large échelle leurs OPCVM. Cependant, même pour ces assureurs, cette vente en direct reste très marginale, les réseaux préférant distribuer des produits sur lesquels ils sont mieux commissionnés.

Avec plus de réussite, les assu-

reurs ont développé des systèmes pour rémunérer les liquidités. Ils ont construit des comptes rémunérés destinés à recueillir l'épargne dans l'attente d'une allocation définitive. Mais l'intérêt de ces produits est variable. Ces comptes, adossés à des sica ou des FCP de trésorerie, pèsent de la baisse des taux. De plus, les frais de gestion facturés aux titulaires de ces comptes peuvent anéantir la mince rémuné-

Des crédits immobiliers diversifiés

Même pour financer l'acquisition d'un logement, il peut être intéressant d'aller faire un tour chez son assureur. La gamme de prêts immobiliers est particulièrement développée aux AGF. Baptisée AGF Immobilier, cette offre de crédit s'articule autour de quatre prêts : Immo Acquisition pour le financement de l'achat d'une résidence principale ou secondaire, Immo Travaux pour les travaux sur la résidence principale et d'un montant supérieur à 140 000 francs, Immo Investissement pour l'acquisition d'une résidence principale ou secondaire de locataire et enfin Crédit SCPI construit pour l'acquisition de part des SCPI Logivalor 5 ou AGF Pierre Actif.

Chacun de ces prêts se décline en deux versions, l'une avec taux fixes, qui débute à 6,70 %, et l'autre avec taux variables, à partir de 4,40 %. Mais, comme entre les banques, il faut faire jouer la concurrence : à la GMF, les crédits immobiliers à taux fixes commencent à 6,05 %.

Paradoxalement, c'est sur le terrain des crédits que l'offensive des assureurs est la plus virulente. Mais ces prêts sont très liés à l'épargne accumulée chez eux. Ils permettent aux souscripteurs de ne pas casser leur contrat d'assurance-vie pour faire face à un besoin ponctuel de liquidité. Abeille-Vie, la filiale du groupe Commercial Union, Axa, Athena Assurance ou encore La Mondiale mettent en place des crédits gagés sur des contrats d'assu-

rance-vie souscrits chez ces assureurs. « Nous voulons faire de cette activité un axe important de notre développement », souligne Philippe-Michel Labrosse, responsable de l'approche patrimoniale au sein du groupe Athena Assurance. Dans cette compagnie, il est possible d'obtenir un prêt d'un montant égal à celui figurant sur le contrat d'assurance à un taux inférieur à 7,35 %. Il est même possible d'obtenir des crédits à des taux compris entre 5,58 % et 7,22 % chez Abeille-Vie.

Dans d'autres compagnies, l'offre de crédit n'est pas directement liée à l'épargne placée chez l'assureur. Les AGF, Groupama, AXA, MAAF Assurance ou encore la GMF ou la MAIF commercialisent des crédits à la consommation auprès de leurs clients, indépendamment du contrat d'assurance-vie qu'ils peuvent avoir souscrit chez eux. Ces prêts peuvent prendre différentes formes mais le crédit renouvelable est assez communément répandu. Groupama propose carrément une carte de crédit labellisée Aurore qui permet d'utiliser sa réserve d'argent chez plus de 120 000 commerçants, une formule qui pourrait être limitée par le GAN dans les prochains mois. Cependant, les taux pratiqués ne sont pas particulièrement attractifs. En revanche, les prêts à la consommation classiques peuvent réserver de bonnes surprises à l'emprunteur. Certaines mutuelles mettent en avant des taux particulièrement compétitifs. A la GMF, il est possible d'obtenir un crédit auto à partir de 5,63 %.

Joël Morio

Le réveil du marché de l'art se confirme depuis le 1^{er} janvier

BONNE NOUVELLE, le réveil du marché de l'art parisien, déjà constaté au cours du premier semestre, notamment au mois de juin, se confirme cet automne. Les chiffres communiqués par Drouot pour les six premiers mois de 1997 laissent apparaître des éléments encourageants. Par rapport à la même période de l'année précédente, le chiffre d'affaires global a progressé de 17 % au cours de ce premier semestre. Dans le même temps, les enchères millionnaires ont connu une hausse significative (+30 %), et Drouot-Montaigne une progression spectaculaire (+92 %).

A l'issue d'un mois de novembre particulièrement brillant, cette reprise semble devoir se confirmer : l'augmentation du produit vendu au cours du mois de novembre 1997 se monte à 30 % par rapport à novembre 1996. Une fois encore, Drouot-Montaigne, rendez-vous des belles ventes de prestige, se taille la part du lion, avec un triplement des ventes de prestige, et un retour en force d'un secteur resté à la traîne ces dernières années, celui des tableaux impressionnistes et modernes. De belles collections, aussi prestigieuses par leur provenance que par leur qualité, sont sorties sur le marché, en juin et en novembre notamment.

Novembre s'est achevé brillamment, avec la dispersion de la collection Julien Rouart, composée de tableaux impressionnistes, dont un rare ensemble de toiles signées Berthe Morisot. Les résultats furent à la hauteur de l'événement : 75,5 millions de francs, frais inclus. Du jamais vu depuis la crise du marché de l'art ! Quelques jours auparavant, Berthe Morisot, décédée à l'honneur cette année,

suscitait une enchère de 3,026 millions de francs portée sur une toile de 1894, « Dans le jardin », enlevée par un collectionneur britannique. Au cours de la même vente, une « Etude de danseuse », d'Edgar Degas, au fusain rehaussé de blanc, est partie à 1,71 million de francs.

Autre secteur en vedette au cours de ce mois de novembre, celui des dessins anciens. Avec un record mondial pour un dessin de Prud'homme, présenté le 25 novembre par Piasa, une « Etude de femme assise », envoyée à 2,78 millions. Cette œuvre tout en finesse compte parmi les plus beaux nus féminins de l'artiste. « L'utilisation en transparence du bleu du papier pour suggérer le volume, le dessin rapide et serré en craie noire et blanche, la pose du modèle, donnent à la feuille dessinée une harmonie très sculpturale, voluptueuse et calme », souligne l'expert Bruno de Baysse. Record mondial également, ce même 25 novembre, pour un petit dessin de Théodore Géricault, « La Procession de Sibérie », craie noire, lavis brun et gouache blanche sur papier blanc, acquis à 1,61 million de francs.

COMMODE LOUIS XVI

Plus typiquement parisiennes, d'autres spécialités comme le mobilier et les objets d'art, ou encore les autographes, se sont brillamment illustrés ces derniers semaines. Quelques exemples. Le 16 octobre, M^{re} Tajan organisait la vente de la collection du château de Mello, ancienne propriété des Montmorency. La plus haute enchère saluait une commode d'époque Louis XVI, en acajou, richement décorée de bronzes ciselés et dorés, et, qui plus est, estam-

pillée Adam Weisweiler, ébéniste de renom. Cette pièce maîtresse s'est enlevée à 6,09 millions de francs.

Quant aux créations Art Déco, elles sont toujours recettées. Jean-Michel Frank, dont la cote ne cesse de monter, reste l'une des valeurs sûres du moment. Et le 22 octobre dernier, c'est une extraordinaire boiserie due à Jean Duvand qui a suscité une enchère-record de 2,22 millions, pulvérisant ainsi son estimation haute de 500 000 francs. « Les palmiers », boiserie gravée d'une forêt cubiste, en laque arrachée grise, argent et or, avec applications de plaques de métal laqué noir, provenait d'un appartement parisien décoré en 1935 par Jean et Bernard Duvand.

Plos confidentiels, les autographes, réservés en principe à un petit cercle de lettrés, atteignent rarement des montants records. Sauf lorsque le texte est signé Napoléon, et que celui-ci écrit à Joséphine, le 30 mars 1796, peu après leur mariage : « Je n'ai pas pris une tasse de thé sans maudire la gloire et l'ambition qui me tiennent éloignés de l'âme de ma vie... » Et cependant dans ta lettre n° 3 du 26 ventose tu me traites de VOUS. Vous toi-même ». Au terme d'une rude bataille d'enchères, cette lettre a finalement été acquise, pour 720 000 francs, par un acheteur américain encherissant pour le compte d'un musée.

Tous ces résultats positifs font écho à ceux enregistrés au cours d'un mois de juin particulièrement animé. En dix jours de temps, six collections majeures avaient totalisé près de 200 millions de francs. Vente phare : la collection Combs, qui rassemblait des toiles signées

Picasso, Miro, Brauner, Léger ou encore Balthus. Rares sont les toiles de Balthus proposées en ventes publiques. L'important ensemble présenté par M^{re} Bristet a donc suscité de vives convoitises. Résultat, les prix ont flambé, bien au-delà des estimations prévues. Le « Grand paysage », peint en 1960, récoltait 4,21 millions de francs et la « Cour de ferme à Chassy », peinte en 1954, 3,32 millions. Fait remarquable : la forte présence d'acheteurs étrangers, en particulier américains (50 %) et européens (25 %). Une résultante de l'exposition en avant-première des œuvres à New York et à Zurich.

VOITURES DE COURSE

A la veille de l'ouverture du marché aux maisons de vente étrangères, cette embellie longtemps attendue semble de bon augure. Cependant, les inquiétudes demeurent. Comme le relève M^{re} Poullain, « cette progression incontestable porte en elle quelque chose d'alarmant : tous les objets de haute qualité sont enlevés par des enchérisseurs étrangers ». Exemple, lors de la dispersion de la collection « Pilote » de René Mauries, huit voitures de courses au palmarès glorieux - dont une Ferrari 225 Sport 1952, jadis conduite par Eugenio Castellotti, emportée à 7,43 millions de francs. Toutes, sans exception, sont parties sous d'autres cieux.

Reste à savoir s'il faut se réjouir du pouvoir d'attraction exercé par Paris chaque fois que sortent des collections « fraîches ». Ou déplorer le fait que la France d'aujourd'hui ne suscite plus de vocations de grands collectionneurs.

Noëlle Joly

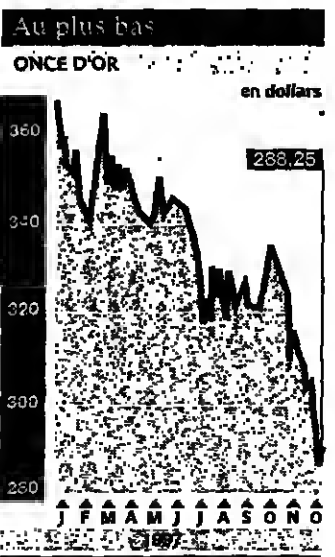
L'or a encore perdu 22,5 % au cours des douze derniers mois

L'OR n'est plus une valeur refuge, mais une marchandise comme une autre. Ce constat avancé depuis plusieurs mois par les économistes se confirme chaque jour un peu plus. Rien pour l'instant n'a pu ralentir la chute du métal jaune, qui souffre de la désaffection des banques centrales. Les tensions internationales pas plus que les tempêtes boursières ont permis à ce métal précieux de remplir sa fonction traditionnelle de protection de l'épargne. Après le pic de février 1996, où l'or avait culminé à 416,25 dollars l'once (31,103 grammes), son cours n'a cessé de se dégrader. Aux 10 % de baisse de 1996 s'ajoute une nouvelle érosion de 22,5 % en l'espace de douze mois. L'once est passée de 370 dollars en début d'année à 285,95 dollars à la mi-décembre après être tombée à un plus-bas de 285,95 dollars le 4 décembre. Le métal jaune retrouve ses niveaux de 1984.

L'or apparaît comme l'un des plus mauvais placements de ces dix dernières années. Un investissement de 100 dollars en 1987 ne vaut plus que 70 dollars aujourd'hui pour un placement or, alors qu'il atteint 350 dollars s'il a été placé en actions à Wall Street. De même, lors du krach des Bourses asiatiques cet automne, les cours du métal jaune ne se sont pas appréciés. Les investisseurs ne se sont pas réfugiés vers ce type de placement, contrairement à 1987. Et, pour cause, les opérateurs redoutent que la crise des marchés asiatiques ne pousse certaines banques centrales de la région à vendre leurs réserves d'or.

Cette tendance baissière est aussi renforcée par les ventes des banques centrales. Chaque annonce d'éventuel désengagement pèse sur le marché. Au début du mois d'octobre, le FMI jetait le trouble en menaçant de vendre une partie de ses réserves devant le manque d'enthousiasme de ses membres à verser leur écot pour alléger la dette des pays pauvres. Les marchés ont également fortement réagi lors de la confirmation par la Bundesbank de la cession d'une partie de ses 3 700 tonnes de réserves de métal fin. Ils se sont également inquiétés de la révélation par l'institut d'émission d'Australie de la vente de 66 % de ses réserves. De son côté, l'Argentine a confirmé le 4 décembre la cession de 124 tonnes entre janvier et juillet.

A l'inverse, le 5 décembre, les cours se sont légèrement raffermis après les déclarations des responsables de la banque centrale suisse. Le cinquième détenteur mondial d'or a annoncé qu'il entendait procéder à des ventes graduées d'un tiers de son stock, soit 800 tonnes, en concertation avec les autres organismes internationaux pour ne pas exercer de trop fortes pressions



Le métal jaune est tombé à son plus bas niveau depuis treize ans, affecté par les ventes des banques centrales.

sur les prix. A ce mouvement de fond s'ajoute un autre élément pénalisant pour l'or, la disparition de l'inflation dans le monde. Places et lingots servent de protection en cas de flambée des prix, un rôle qu'ils n'ont plus à remplir depuis quelques années.

La baisse constante du prix de l'or et le laminage des marges bénéficiaires accélèrent la reorganisation de l'industrie aurifère, notamment en Afrique du Sud. Par deux fois en un mois deux opérations de taille ont été annoncées. A la mi-octobre, Gold Fields fusionnait ses activités aurifères avec Gencor dans Goldco et se hissait au premier rang mondial des producteurs avec 120 tonnes d'or par an. En novembre, son concurrent Anglo American répliquait en rassemblant tous ses avoirs aurifères dans AngloGold. Cette nouvelle société, avec une production de 177 tonnes, redevient le leader du secteur.

Dominique Gallois

Succès pour les toiles impressionnistes de la collection Rouart

RENDEZ-VOUS majeur de l'automne, la dispersion de la collection Julien Rouart possédait toutes les qualités pour attirer le gratin des collectionneurs : provenance prestigieuse, signature chef de l'impressionnisme, œuvres jamais vues en vente publique. Bref, un trésor, resté depuis plus d'un siècle dans une famille dont les amis avaient nom Degas, Monet ou Renoir, où le grand-oncle était Edouard Manet et la grand-mère Berthe Morisot.

La collection vendue le 27 novembre provenait de la succession Julien Rouart. Psychanalyste de renom, un temps collaborateur de Jacques Lacan, Julien Rouart était le petit-fils d'Eugène Manet et de Berthe Morisot. Au programme, vingt-sept toiles et dessins signés Degas, Gauguin, Monet, Renoir, Daumier et

Berthe Morisot. Devant une salle comble où se côtoyaient collectionneurs et marchands, Français et étrangers, l'ensemble a totalisé 75,5 millions de francs, frais inclus. Soit le double des estimations initialement avancées. Très attendu, le paradisiaque *Paysage aux chevaux*, peint en 1901 par Gauguin sur l'une des îles Marquises, où le peintre passa les trois dernières années de sa vie, s'est enlevé à 26,6 millions de francs. Mais c'est un lumineux pastel par Degas, *Dans les cailloux*, qui a créé la surprise, avec une adjudication à 27,7 millions de francs, le triple de l'estimation.

Signé Degas toujours, un *Portrait d'Edouard Manet*, à la pierre noire a été préempté à 1,42 million par le ministère de la culture. Il ira

très probablement enrichir les collections du Musée d'Orsay. « Ce dessin témoignait de l'amitié née entre les deux artistes. Son caractère historique a donc constitué une interdiction de sortie du territoire qui a sans nul doute limité le prix atteint », commente M^{re} Lefevre, qui tenait le marteau, avec M^{re} Beaussant et M^{re} Ferri.

A noter, enfin, le vif intérêt suscité par les toiles de Berthe Morisot - scènes familiales traitées dans une palette de tons clairs. Six d'entre elles ont dépassé le million de francs, et 2,5 millions se portaient sur *La Broderie*, peinte en 1889 dans le salon de la famille Rouart, rue de Villejust.

N. Jo

Que faut-il faire en matière d'épargne avant la fin de l'année ?

En premier lieu ne pas oublier de regarder de près les avantages fiscaux liés à des formes de placement ou d'investissement qui vont disparaître le 31 décembre, et ils sont nombreux

C'EST DEVENU une coutume bien française. Chaque année, des centaines de milliers de nos compatriotes rendent visite à leur banquier en décembre. Ces rencontres n'ont rien à voir avec l'approche des fêtes de fin d'année mais obéissent à un rite beaucoup moins poétique. Comme tous les ans, le 31 décembre prochain, plusieurs dispositions fiscales concernant l'épargne prendront fin. Elles laisseront la place à des mesures qui viennent d'être votées par le législateur et qui sont moins favorables aux épargnants. Depuis plusieurs semaines, les banques alertent leurs clients sur le changement de la fiscalité de l'épargne. La BNP a ainsi envoyé quelque 250 000 lettres à ses clients pour les informer du changement de régime fiscal de l'assurance-vie. Pourtant, beaucoup d'épargnants attendent les derniers jours de décembre pour profiter d'avantages fiscaux.

« C'est, avec la période de la déclaration d'impôt, le moment où je reçois le plus de clients », note Véronique Bouteiller, gestionnaire de patrimoine à l'agence Champs-Élysées de la BRED. Voici les quelques dispositions, qui prennent fin le 31 décembre, à utiliser pour réduire la note fiscale.

● **Acquérir sa résidence principale.** Il ne reste plus que quelques jours à ceux qui veulent bénéficier de la réduction d'impôt pour les intérêts d'emprunt. Cette mesure, qui a été prorogée d'un an pour relancer le marché de l'immobilier, sera définitivement supprimée le 31 décembre prochain. Elle permet, pour tout prêt contracté pour financer l'achat dans l'ancien d'une résidence principale, de déduire les intérêts de l'emprunt de l'impôt d'impôt pendant cinq ans. Cette déduction est toutefois limitée à 25 % des intérêts payés chaque année et elle ne doit pas excéder 15 000 francs par mois.

Chaque personne à charge permet d'augmenter le plafond de 2 000 francs. Attention, pour bénéficier de la mesure, l'offre de prêt doit être validée avant le 31 décembre. Autant dire qu'il n'est pas question de se mettre en chasse aujourd'hui pour trouver l'appartement de ses rêves. Seuls ceux qui sont sur le point de signer leur promesse de vente et ont, au préalable, mis au point un plan de financement de leur acquisition, pourront déduire de leurs impôts une partie de leurs intérêts. La banque est en effet tenue de respecter un délai de réflexion de dix jours entre le moment où elle vous accorde son prêt et celui où il est effectivement activé.

Cependant, vous pouvez aussi bénéficier d'une partie de la déduction des intérêts si vous effectuez des travaux importants, même l'année prochaine. Il faut, pour cela, que la commande soit signée et que le prêt soit mis en place avant la fin de l'année. Pour ce type de prêt, le délai de réflexion n'est que de sept jours. A noter qu'il n'est pas possible de cumuler cette mesure avec la réduction d'impôt prévue lors de la réalisation de gros travaux.

● **Placer 200 000 francs sur son contrat d'assurance-vie.** Les portes du paradis fiscal sont en train de se refermer sur l'assurance-vie. Non seulement les prélèvements sociaux vont augmenter de 3,9 % à 10 %, mais le statut de placement exonéré d'impôt sur le revenu de l'assurance-vie est remis en cause. A compter du 1^{er} janvier 1998, les revenus acquis sur contrats d'assurance-vie et de capitalisation qui étaient, au bout de huit ans, exonérés d'impôt sur le revenu sans limite, seront dorénavant soumis, lors du dénouement du contrat, à un prélèvement libératoire à un taux de 7,5 %. Cette taxe est appliquée lorsque le montant de ces revenus excède un abattement fixé chaque année à

30 000 francs pour une personne seule ou à 60 000 francs pour un couple marié.

Cette modification du régime fiscal ne s'applique pas aux versements effectués jusqu'au 25 septembre 1997. Après cette date, plusieurs cas de figure se présentent. Pour les contrats souscrits après, la chose est entendue, le nouveau régime fiscal s'applique. Pour les contrats existants avant, le législateur a laissé les portes du paradis fiscal entr'ouvertes jusqu'au 31 décembre.

Les détenteurs de valeurs mobilières ont tout intérêt à réorganiser leur portefeuille

D'abord, pour les contrats à primes périodiques, le nouveau prélèvement ne s'applique pas aux versements effectués après le 25 septembre 1997 s'ils correspondent aux primes initialement prévues par le contrat. Pour les contrats à versements programmés, le nouveau régime fiscal n'entre pas en vigueur avant le 1^{er} janvier 1998. Il faut, bien sûr, que le montant et la périodicité de ces versements aient fait l'objet d'un engagement de l'assuré avant le 25 septembre 1997. Mais le législateur a donné la possibilité aux titulaires d'un contrat d'assurance-vie, quelle qu'en soit la nature, de verser entre le 25 septembre 1997 et le 31 décembre 1997 jusqu'à 200 000 francs par souscripteur.

● **Faire des arbitrages dans son portefeuille de valeurs mobilières.** Les plus-values réalisées sur les revenus que procurent les actions, les obligations et les sica-

de distribution ou ceux reçus lors de la vente de ces titres sont désormais taxés à 26 % en raison du relèvement des prélèvements sociaux. Jusqu'au 31 décembre, les premiers 100 000 francs de ces revenus sont exonérés d'impôts, mais le seuil déclenchant la taxation de ces revenus devrait tomber à 50 000 francs l'année prochaine.

Les détenteurs de valeurs mobilières ont donc tout intérêt à réorganiser leur portefeuille avant la fin de l'année. Les cas de figure sont variables mais les spécialistes recommandent aux possesseurs d'actions de procéder selon la technique de « l'acheté-vendu ». Elle consiste à vendre des titres que l'on détient pour les racheter ensuite. Les cessions doivent être réalisées avant le 23 décembre, fin de l'année boursière, pour les actions inscrites au Règlement Mensuel, ou avant la fin de l'année pour les titres cotés sur les autres marchés (Comptant, Second Marché ou Nouveau Marché).

Ces ventes peuvent permettre de réévaluer le prix de revient des titres. Dans ce cas, l'investisseur limite la plus-value future qu'il réalisera lorsqu'il se séparera définitivement de ses actions. La cession de titres permet également de faire apparaître des moins-values pour les déduire de plus-values réalisées sur d'autres actions ou valeurs mobilières. Il faut savoir que les moins-values peuvent être reportées pendant cinq ans si elles ne sont pas toutes utilisées cette année pour compenser des plus-values.

● **Ouvrir éventuellement un Plan d'épargne en actions (PEA).** S'il n'y a pas d'urgence particulière pour ouvrir un PEA avant la fin de l'année, il s'agit - en dépit du passage de 3,4 % à 10 % des contributions sociales venant amputer les plus-values - de la meilleure formule pour gérer un portefeuille d'actions françaises et sans doute demain européennes. Les plus-va-

lues échappent à l'impôt de 16 % si le plan est conservé au moins cinq ans. C'est d'autant plus appréciable que le seuil de cession à partir duquel les gains sont imposés devrait passer à 50 000 francs l'année prochaine. Les revenus du portefeuille sont exonérés et le titulaire du plan récupère l'avoir fiscal.

Le PEA étant un contrat, son cadre juridique et fiscal ne peut théoriquement pas être modifié. La durée de vie du PEA est, toujours théoriquement, illimitée. Il offre une très grande souplesse de mouvement et les sommes qu'il est possible de déposer ne sont pas négligeables : 600 000 francs pour un célibataire et 1,2 million pour un couple.

Enfin, la gestion est totalement libre. Les versements ne font l'objet d'aucun contrainte. La sortie en rente décaissée (hors 10 % de cotisations sociales) est possible si le PEA a plus de huit ans d'existence, ce qui peut permettre de constituer un complément de retraite.

● **Profiter de l'anonymat sur les bons.** A partir du 1^{er} janvier 1998, il faudra choisir, dès la souscription de bons de caisse ou de bons de capitalisation, de rester ou non sous le couvert de l'anonymat. Jusqu'à présent, ceux qui souscrivent ce type de produits, notamment pour tenter de s'affranchir de droits de succession, peuvent attendre le jour du remboursement pour déclarer leur identité. Dans ce cas, les souscripteurs ne payent qu'un prélèvement libératoire qui varie en fonction de la durée de détention du bon contre un prélèvement désormais porté à 61 % s'ils restent anonymes.

● **Acheter de l'immobilier Méhaignerie.** Il est encore possible de déduire 10 % du prix d'achat d'un bien neuf à condition de le louer pendant six ans au moins. La déduction est étalée sur deux ans et est limitée à 30 000 francs pour

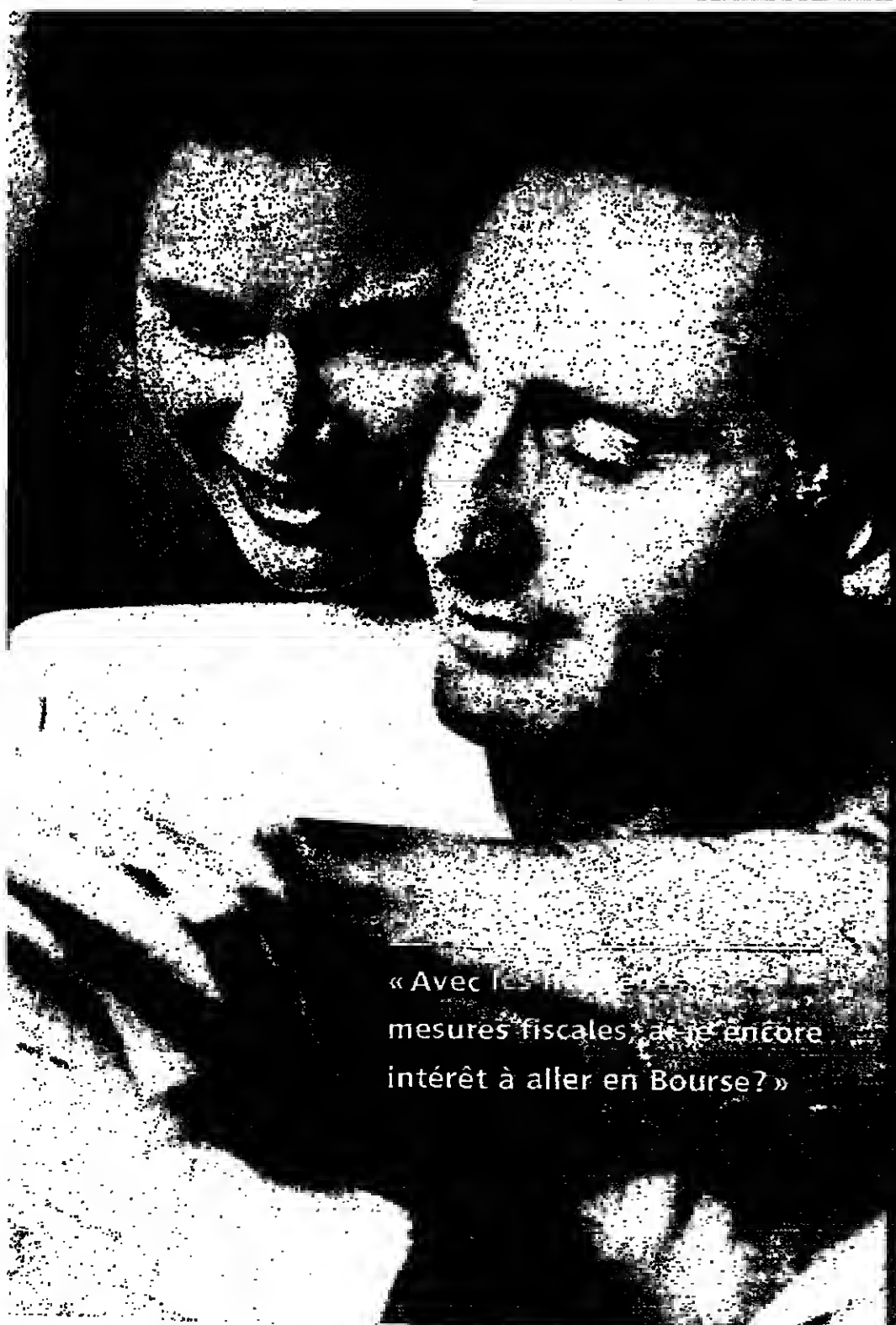
un célibataire et à 60 000 francs pour un couple. Mais cette disposition fiscale doit être utilisée avec précaution, même si elle arrive à expiration à la fin de l'année. La signature de l'acte, tout comme l'achèvement de la construction, doit intervenir avant le 31 décembre. Autant dire qu'il ne reste à vendre que très peu de logements bénéficiant de cette loi. Ceux qui restent sur le marché risquent d'être de qualité médiocre, ce qui ne manquera pas de poser des problèmes lors de la re-vente.

Mieux vaut profiter de la loi Périssol qui a pris le relais de la loi Méhaignerie, et qui reste en application jusqu'au 31 décembre 1998.

● **Se tranquilliser avec les fonds garantis.** Les fonds garantis offrent cette possibilité un peu inespérée de profiter des performances de la Bourse en étant certain de récupérer dans le pire des cas son capital. Pas étonnant, dans ces conditions, qu'ils remportent depuis plusieurs années un grand succès. La plupart des grands établissements bancaires proposent à la vente des parts de fonds garantis nouvellement créés et dont la souscription sera close à la fin de l'année. Si la Bourse vous attire par ces performances et vous fait peur par ces secousses, n'hésitez pas.

La plupart du temps les fonds garantis sont indexés sur un indice boursier, comme le CAC 40 à Paris ou le Standard & Poor's 500 à New York, et proposent un pourcentage de la hausse de cet indice (de 50 % à 100 %). Il existe grossièrement deux catégories de fonds garantis : ceux qui calculent la performance lors de la fermeture du fonds et ceux qui permettent d'engranger et de bloquer des gains réalisés pendant la durée de vie du fonds (tous les ans ou tous les trimestres par exemple).

Joël Morio



« Avec les mesures fiscales, a-t-il encore intérêt à aller en Bourse ? »

Au Crédit Agricole, votre Conseiller vous parlera du PEA et des contrats d'assurance-vie multisupport qui vous permettent de diversifier librement vos placements en Bourse, dans un cadre fiscal toujours avantageux.

Venez découvrir les atouts diversification du Crédit Agricole.



L'IMAGINATION DANS LE BON SENS

Les contrats d'assurance-vie sont proposés par PREDICA, la compagnie d'assurance-vie et de prévoyance du Crédit Agricole. Agence de crédit agricole, 100 rue de la République, 92100 Nanterre. Téléphone : 01 47 35 12 34.